1,80€ mercredi 9 avril 2014 LE FIGARO – N° 21 671 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement Première édition

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



UKRAINE

WASHINGTON ET L'OTAN METTENT À NOUVEAU EN GARDE LA RUSSIE PAGE 7



FISCALITÉ

CES DÉPUTÉS QUI NE VEULENT PAS RENONCER À L'ÉCOTAXE PAGE 12

Du Hollande, façon Valls

Dans son discours de politique générale, le premier ministre a décliné la feuille de route du chef de l'État en s'attachant à concilier les attentes contradictoires des socialistes et de leurs alliés.

PAGES 2 À 6, 18 ET L'ÉDITORIAL

J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Le pacte de responsabilité se précise, pas les économies

Manuel Valls a annoncé des baisses de cotisations et d'impôts pour les entreprises et les ménages, mais est resté flou sur les 50 milliards d'économies pour les financer. Il n'entend pas réduire le déficit autant que prévu pour ne pas pénaliser la croissance. PAGE 4

Une réforme territoriale à l'horizon 2017

Le chef du gouvernement propose de réduire de moitié le nombre des régions en 2017. Mais son annonce la plus forte concerne la suppression des départements à l'horizon 2021, proposition qui « donnera lieu à un profond débat ». PAGE 5

Un enthousiasme mesuré chez les socialistes

La déclaration de politique générale a été approuvée par 306 voix contre 239. Au PS et chez les écologistes, 17 députés ont choisi de s'abstenir. De nombreux députés socialistes assurent qu'ils comptent bien faire entendre leur voix sur le pacte de responsabilité de Manuel Valls. PAGES 2 ET 3

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :
Pensez-vous que Valls parviendra à faire 50 milliards d'économies ?

OUI	NON
11%	89%

TOTAL DE VOTANTS : 47776

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Manuel Valls vous a-t-il convaincu ?

EFREM LUKATSKY/AP, STEPHANE MAHE/REUTERS

ÉDITORIAL par Alexis Brézet, directeur des rédactions @abrezet

Occasion manquée

Mais où est passé Manuel Valls ? Qu'est devenu l'esprit libre qui, jadis, bousculait joyeusement les totems et les tabous de la vieille gauche socialiste ? Qu'est-il arrivé à l'ardent iconoclaste qui devait faire souffler sur la France l'air nouveau d'un réformisme de gauche enfin assumé ? Hier, ce Valls-là n'était pas à l'Assemblée. Celui qui a parlé à sa place est apparu, sur le fond sinon sur la forme, contraint, emprunté, ligoté - en un mot, hollandisé.

À vrai dire, depuis quelques jours, on s'en doutait un peu. La reconduction, quasiment à l'identique, de ce gouvernement perclus d'échecs et d'impopularité était de mauvais augure. La tonalité de la première intervention télévisée du nouveau chef du gouvernement, tout entière placée sous le signe de la continuité de l'action de Jean-Marc Ayrault, faisait craindre le pire. Les tractations partisanes, dignes des plus beaux jours de la IVe République, qui ont précédé le grand oral du premier ministre ne laissaient rien présager de bon. Depuis hier, il n'est malheureusement plus permis de douter. La gravité de la situation française exigeait un hussard, c'est en équilibriste qu'il s'est exprimé. Manuel Valls, déjà digéré par la machine, ne sera pas le réformateur que l'on espérait.

Certes, le nouveau premier ministre n'est pas Jean-Marc Ayrault. Il a du souffle, de l'énergie à revendre, une rhétorique efficace - quoiqu'un peu surjouée. Ici ou là, dans son discours, un mot, une expression témoignaient heureusement de sa volonté de s'abstraire du dictionnaire des idées reçues socialistes. L'hommage appuyé aux entreprises était bienvenu ; l'exaltation de la fierté française ne manquait pas de panache. Le premier ministre a même osé proclamer que l'euro trop fort était un drame pour nos exportations. Bravo ! Mais il ne suffit pas, le menton impérieux, de convoquer à la tribune les mânes de Jaurès, de Clemenceau et du général de Gaulle pour sauver la République !

> La situation exigeait un hussard, c'est en équilibriste qu'il s'est exprimé

Suite page 19 [...]

AND : 2 € - BEL : 1,90 € - CH : 3,30 FS - CAN : 4,50 $C - D : 2,40 € - A : 3 € - ESP : 2,30 € - Canaries : 2,40 € - GB : 1,80 £ - GR : 2,40 € - Guadeloupe/Martinique : 2,20 € - Guyane/St Martin : 2,50 € - ITA : 2,40 € LUX : 1,90 € - NL : 2,40 € - PORT.CONT : 2,30 € - MAR : 15 DH - La Réunion : 2,20 € - TUN : 2,9 DTU - ZONE CFA : 1.800 CFA ISSN 0182.5852

M 00108 - 409 - F: 1,80 €

Valls vend la feuille de route de

Le premier ministre a obtenu la confiance de l'Assemblée à l'issue d'un discours

« Un gouvernement Valls qui n'est finalement qu'un gouvernement Ayrault avec Valls à la place d'Ayrault »

CHRISTIAN JACOB, PRÉSIDENT DU GROUPE UMP À L'ASSEMBLÉE

PATRICK KOVARIK/AFP

ANNE ROVAN @AnneRovan

PARLEMENT Il y en aura pour tout le monde. Pour les entreprises et pour les salariés, qui vont voir impôts et cotisations baisser. Pour tout le spectre de la gauche aussi. Des écologistes aux socialistes favorables à la politique de l'offre, de l'aile gauche appelant à une réorientation de l'Europe à ceux réclamant un geste fort sur le pouvoir d'achat.

Manuel Valls a prononcé mercredi, à l'Assemblée nationale, son discours de politique générale. Ce grand oral était très attendu. Hué par la droite lorsqu'il a pris la parole, le premier ministre est apparu fébrile au début de son allocution. Il s'est ensuite montré plus incisif, habité par ce qu'il disait. Surtout à la fin de son discours, lorsque, reprenant les éléments qu'il avait prononcés à La Rochelle à l'été 2012 devant des militants conquis, il s'est époumoné à défendre « *la grandeur de la France* » et de la République. Et a crié son « *honneur* » d'être désormais premier ministre du pays qui l'a accueilli. Lui, « *le socialiste* », le « *républicain* », le « *patriote* ».

Valls avait promis d'être bref. Il l'a été. Son discours n'aura duré que quarante-sept minutes montre en main. Il a fait bien plus court que beaucoup d'autres avant lui, notamment Jean-Marc Ayrault, auquel il n'a pas oublié de rendre « *hommage* » en évoquant la « *droiture* » et le « *sens de l'État* » de l'ex-premier ministre.

L'objectif du premier ministre était de s'adresser directement aux Français qui doutent, à ces « *retraités* » qui touchent de « *maigres pensions* », « *ces ouvriers qui attendent depuis trop longtemps* », à ces « *agriculteurs* » minés par « *l'endettement* », à ces « *patrons* » rongés d'inquiétude. À tous ces Français « *aux visages fermés* », aux « *gorges nouées* », aux « *lèvres serrées* » qui ont exprimé leur « *exaspération* » ou « *leur silence* » à l'occasion des dernières élections. « *Trop de souffrance, pas assez d'espérance, telle est la situation de la France* », a-t-il lancé, affirmant qu'il voulait dire « *la vérité* » à la manière d'un Pierre Mendès France.

Pour redonner au pays « *la confiance* » qui lui fait défaut, le premier ministre a détaillé les mesures prévues dans « *le pacte de responsabilité et de solidarité* ». Mais il a surtout veillé à s'adresser à toutes les composantes de la gauche, à cette majorité dont il connaît « *les attentes* » et avec laquelle il veut « *travailler sur la base d'un contrat équilibré qui nous engage mutuellement* ». À l'adresse de l'aile gauche du PS et de son allié, le ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, il a évoqué un euro trop fort. « *La Banque centrale européenne mène une politique*



Pendant 47 minutes, le premier ministre Manuel Valls a prononcé, mardi à l'Assemblée nationale, son discours de politique générale et a obtenu ensuite la confiance des députés avec 306 voix pour, 239 contre et 26 abstentions dont 11 socialistes. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Les députés socialistes mi-figue, mi-raisin

« Nous savons pouvoir compter sur votre énergie pour assumer (...) ce qu'Albert Camus a justement appelé «le réformisme radical» »

BRUNO LE ROUX, PRÉSIDENT DU GROUPE PS

PATRICK KOVARIK/AFP



« La confiance de votre majorité, il vous faudra la bâtir sur chacun des textes que vous présenterez »

FRANÇOIS DE RUGY, COPRÉSIDENT DU GROUPE EELV

PATRICK KOVARIK/AFP

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD ET SOPHIE HUET

@fxbourmaud @sohuet1

STANDING ovation au début. Standing ovation à la fin. Entre les deux, rien. Ou pas grand-chose. Alors que les bancs de la droite sont déchaînés et interrompent bruyamment et constamment Manuel Valls, les députés socialistes ne forcent pas sur les applaudissements pour soutenir le premier ministre lors de son discours de politique générale. À tel point qu'au cœur de son discours, Manuel Valls enquille un tunnel de près de vingt minutes sans entendre le moindre encouragement jaillir des rangs de sa majorité. Malaise ?

À la sortie de l'Hémicycle, et mis à part les députés de l'aile gauche, les commentaires socialistes sont pourtant plutôt élogieux à l'égard de Manuel Valls, voire flagorneurs. « *Je suis heureusement surpris par l'audace réformatrice : le plan de réduction des cotisations sociales patronales et salariales, et le mille-feuille territorial. Cela va au-delà de ce que l'on attendait* », assure le porte-parole du groupe Thierry Mandon. La députée Sandrine Mazetier parle même d'un « *grand discours précis, très dense, avec beaucoup d'annonces, de la vision, énormément de contenu* ».

Négocier pied à pied

De son côté, Christophe Borgel se dit « *agréablement surpris par la volonté de réforme du premier ministre. Il est concentré sur l'essentiel : l'emploi, et la croissance. On n'est pas dans une flopée d'annonces. Il est clair qu'il veut montrer sa volonté réformatrice et son engagement* ».

Mais alors d'où vient cette impression persistante d'une majorité parlementaire soutenant son premier ministre du bout des lèvres ? C'est en fait entre les lignes que se camouflent les critiques, signe d'une inquiétude réelle sur la suite des opérations. Si Philippe Doucet salue ainsi un discours qui « *avait de la tenue* » il n'en demeure pas moins attentiste. « *C'était clair, il y a des éléments sur le pacte de solidarité. On aura d'autres échéances pour approfondir. Valls entérine qu'on a décroché du peuple de gauche. Je vote la confiance pour ne pas voter la défiance. On a un chemin après, on va voir.* » Après ? C'est le pacte de responsabilité. Et une grande partie des députés se prépare déjà à le négocier pied à pied. « *Ce vote d'investiture ne vaut pas approbation du pacte de responsabilité. Nous allons continuer à nous battre* », explique Christian Paul. Il est l'un des 86 députés signataires du texte adressé à Manuel Valls pour qu'il prenne plus en compte le travail de l'Assemblée nationale.

Côté aile gauche, on se montre tout aussi exigeant. Invisibles dans les couloirs de l'Assemblée nationale après le discours de Valls, les membres de cette tendance contestataire du PS se réunissent longuement salle Colbert pour décider de leur vote. Ce sera la confiance, mais pas pour tout le monde. « *Sur le fond, c'est du Schröder, sur la forme tout est verrouillé. J'attendais plus de compréhension sur la défaite de dimanche et plus d'ouverture vers le Parlement. Si on fait la même politique qu'avant en la durcissant, je m'abstiens* », explique Pascal Cherki. Il ne sera pas le seul. Avec lui, Pouria Amirshahi et une dizaine de députés s'abstiennent.

«Feuille de route»

Tout comme certains partenaires de la gauche, notamment chez les Verts, où c'est plus sur la transition énergétique que sur le pacte de responsabilité que l'on attend Manuel Valls. Les écolos votent la confiance, mais leur patron François de Rugy prévient : « *Cette confiance est critique, elle est conditionnelle, elle sera vigilante. Elle demandera à être confirmée au fil des textes et au fil du temps, le premier rendez-vous essentiel étant celui de la transition énergétique.* »

Face à ces doutes exprimés au sein du PS et à cette prise de distance de Verts, les radicaux de gauche en profitent pour tenter de se placer en pivot de la majorité. « *Il y a notre groupe radical RRDP dont les voix pourront être déterminantes pour l'issue de tel ou tel scrutin législatif. Dans ce nouveau contexte parlementaire, le fait d'atteindre ou non la majorité dépendra souvent des votes des députés de notre groupe* » rappelle leur patron Roger-Gérard Schwartzenberg.

Si Manuel Valls en doutait, les réactions des députés le lui auront confirmé, son mandat à Matignon ne sera pas un chemin de roses avec sa majorité parlementaire. « *On n'a jamais vu des députés s'enthousiasmer pour une feuille de route* » relativise Thierry Mandon. A fortiori quand la « feuille de route » en question ne correspond pas à leurs attentes. Valls voulait la confiance, il a pour l'instant reçu la méfiance. ■

Mélenchon a trouvé « beaucoup d'accents sarkoziens »



Jean-Luc Mélenchon, mardi à Braud-et-Saint-Louis (Gironde). N. TUCAT/AFP

Manuel Valls ne devra pas compter sur le Parti de gauche. Le leader de la gauche de la gauche a trouvé dans le discours du premier ministre « *beaucoup d'accents sarkoziens* », notamment sur la « *réorganisation des territoires* ». « *En provoquant un véritable effondrement de la démocratie locale* », a-t-il ajouté, en dénonçant la suppression à venir des départements.

Depuis la Gironde, Jean-Luc Mélenchon a jugé « *stupide* » la suppression des cotisations patronales à l'Urssaf pour les employés payés au smic annoncée par le premier ministre.

« *C'est stupide et ruineux parce que les cotisations sociales lorsqu'elles ne sont pas versées doivent être intégralement compensées par le budget de l'État. Ce qui ne sera pas payé par les cotisations devra l'être par les contributions de l'impôt* », a-t-il affirmé. Selon Mélenchon, c'est une « *facilité que se donne M. Valls de faire une progression du pouvoir d'achat sur le dos de ceux qui auront des dépenses supplémentaires parce qu'il ne sera pas financé* ».

Hollande à son camp

au cours duquel il a tenté de rassurer le PS et ses alliés.

monétaire moins expansionniste que ses consœurs américaine, anglaise ou japonaise », a-t-il martelé. À la gauche populaire, il a « vendu » un geste de 5 milliards d'euros pour les salariés et les contribuables modestes. À l'aile droite du PS, il a promis des allégements de charges et d'impôts pour les entreprises de 20 milliards d'euros au minimum.

Les écolos « soignés »

Les écologistes ont été « soignés », le premier ministre leur promettant que le texte sur la transition énergétique, « mort né » du gouvernement Ayrault, sera soumis au « *Conseil des ministres avant l'été* ». Valls n'a pas non plus oublié les partisans des réformes sociétales. Il a remis sur les rails, certes de manière assez floue, la réforme pénale promise à la ministre de la Justice Christiane Taubira, la loi famille, la fin de vie. Autant de sujets explosifs. « *La gauche est fidèle à elle-même et à ses valeurs quand elle sait s'adresser à tous et rassembler* », a argumenté le premier ministre en insistant toutefois sur le fait que le président comme lui-même souhaitaient « *l'apaisement* ».

Valls avait promis un discours « *compact* ». Tout en tendant à plusieurs reprises la main à la droite, il a balayé le spectre à gauche, au risque de faire perdre le fil aux Français. La semaine dernière, Manuel Valls affirmait sur TF1 : « *Nous sommes tous des hollandais.* » Mardi, devant les députés de sa majorité, Valls a pratiqué un exercice auquel il n'est pas rompu celui de la synthèse, sur une feuille de route décidée par François Hollande. « *Il est dans la seringue hollandaise* », ironise un élu.

Souhaitant s'adresser à tous, Manuel Valls a pris le risque de ne parler à personne. À ce stade, l'opération a fonctionné. Le premier ministre a obtenu la confiance. Mais certains députés sont très dubitatifs. La réforme territoriale qu'il promet risque de mettre beaucoup d'huile sur le feu à gauche. Les 50 milliards d'économies qu'il propose de financer en s'attaquant notamment aux prestations sociales, plus encore. ■

Onze élus PS ont fait défaut

SOPHIE HUET @sohuet1

Ils sont finalement onze députés de l'aile gauche du PS à avoir refusé mardi la confiance au gouvernement Valls. Par 306 voix pour (dont 279 voix PS) contre 239 (UMP, UDI, communistes et non-inscrits de droite), l'Assemblée a accordé sa confiance au nouveau premier ministre. Malgré les efforts réitérés de Manuel Valls, onze membres de l'aile gauche n'ont pas voulu lui apporter leur soutien : Pouria Amirshahi, Fanélie Carrey-Conte, Nathalie Chabanne, Pascal Cherki, Jean-Pierre Dufau, Henri Emmanuelli, Jérôme Guedj, Philippe Noguès, Barbara Romagnan, Gérald Sebaoun et Suzanne Tallard. Six députés écologistes (sur 17) se sont également abstenus : Laurence Abeille, Michèle Bonneton, Christophe Cavard, Sergio Coronado, Noël Mamère et Eva Sas, ainsi que trois radicaux de gauche (sur 17) et un député martiniquais du groupe communiste, Jean-Philippe Nilor.

Valls est parvenu à convaincre dix députés Verts, dont les deux coprésidents du groupe, Barbara Pompili et François de Rugy, de lui accorder leur confiance, mais une élue écologiste, Isabelle Attard, a voté contre, aux côtés de 197 députés UMP, 30 élus centristes du groupe UDI, 12 élus communistes et Front de gauche et 6 non-inscrits, dont les députés du FN Gilbert Collard et Marion Maréchal-Le Pen. Le nouveau maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, est le seul UMP non votant, et le député MoDem Jean Lassalle s'est abstenu.

Épreuve parlementaire

Au final, Manuel Valls sort vainqueur de cette première épreuve parlementaire. Le premier ministre a recueilli quatre voix de plus que son prédécesseur Jean-Marc Ayrault, qui, le 3 juillet 2012, avait rassemblé 302 voix en faveur de son discours de politique générale. Sur les 86 députés PS qui avaient fait monter les enchères en réclamant un nouveau « contrat de majorité » avec l'exécutif, la plupart ont accordé la confiance au nouveau gouvernement, tout en précisant que cela ne valait pas quitus pour l'avenir. « *Si nous avions été nombreux à nous abstenir, c'était la dissolution, et le retour de la droite aux affaires* », a expliqué Christian Paul, proche de Martine Aubry, à l'issue d'une ultime réunion des députés « frondeurs » salle Colbert. Le député de la Nièvre a ajouté : « *Ce vote d'investiture ne vaut pas approbation du pacte de responsabilité. C'est un choix de femmes et d'hommes de gauche qui expliquent les limites de leur soutien.* »

Membre de la Gauche populaire, Laurent Baumel a renchéri : « *Nous sommes déterminés à apporter des améliorations sensibles à ce pacte.* » Le député d'Indre-et-Loire a qualifié son vote en faveur de la confiance de « *choix de responsabilité qui ne vaut pas approbation du contenu* » du discours de politique générale de Manuel Valls. En clair, les ennuis commencent pour le premier ministre, puisque, au lendemain de la déroute des municipales, les députés de la majorité voudront imprimer leur marque sur tous les textes inscrits à l'ordre du jour. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Déminer ou rassembler ?

Puisqu'il s'est référé à Pierre Mendès France, Manuel Valls aurait pu citer le discours de politique générale de son modèle et lointain prédécesseur à Matignon. « *Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix* », disait-il. À l'Assemblée nationale, le nouveau premier ministre a plutôt tenté une délicate synthèse, tout à sa hantise de voir la majorité se déliter, au lendemain du choc subi aux municipales et à la veille du choc redouté aux européennes.

Valls avait reçu pour consigne de François Hollande de « *faire du Valls* ». C'est-à-dire de rester lui-même. Homme de gauche lucide plus que socialiste lyrique. Mais voilà, il y a des électeurs à apaiser dont il a justement mesuré « *le doute et la colère* ». Et une majorité à cajoler qui, jusqu'au sein du PS, ne lui consent qu'une confiance conditionnelle.

Manuel Valls s'est donc risqué à un périlleux exercice d'équilibrisme. Au prix d'ambiguïtés qui recèlent autant de déceptions à venir. Il y en a eu pour tout le monde. Tout autant que « *socialiste* » il s'est dit « *patriote* » et « *républicain* ». Voilà pour le Valls qui veut transcender les clivages et invite au dialogue les présidents de groupe de l'opposition. Mais, « *pas d'adversaire à gauche !* », renchérit-il. Voilà pour le Valls qui veut éviter la constitution d'un pôle de radicalité qui rendrait son gouvernement minoritaire à gauche. Aux Verts, il confirme les engagements de réduction de la part du nucléaire. Aux socialistes avides de signaux concrets en direction de leurs électeurs perdus il promet un « *contrat équilibré* ».

À cinquante jours des européennes, son premier test électoral, Manuel Valls veut surtout éviter tous les motifs de crispation. Il s'engage sur le respect des engagements de la France mais tonne contre l'euro fort. Il claironne allégements de charge et baisses d'impôts mais reste muet sur les économies à faire. Sur la réforme territoriale, il plastronne, ignorant les obstacles qui la bloqueront. À la société chahutée par les réformes sociétales il promet « *l'apaisement* », en maintenant tous les chantiers qui menacent de l'enflammer encore.

En trois quarts d'heure, Manuel Valls a réussi à tenir l'équilibre entre les grands principes et les annonces concrètes, entre la concision et la passion. Mais il ne suffit pas de déminer pour apaiser ; ni de chercher à tout concilier pour parvenir à rassembler. Mendès France le disait : « *Le fruit des réformes ne mûrit pas aussi vite qu'on le souhaiterait. Prenons garde à ce que le pays ne soit pas dupé une fois de plus.* » ■



» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

Manuel Valls s'est risqué à un périlleux exercice d'équilibrisme. Au prix d'ambiguïtés qui recèlent autant de déceptions à venir

Valls accélère sur le pacte de responsabilité

Le premier ministre a détaillé les mesures visant à baisser le coût du travail et la fiscalité des entreprises. Le patronat est divisé.

Manuel Valls lors du discours de politique générale, mardi à l'Assemblée. MARMARA/LE FIGARO

CÉCILE CROUZEL ET CYRILLE PLUYETTE @CyrillePluyette @ccrouzel

FINANCES PUBLIQUES Manuel Valls veut aller vite pour améliorer la compétitivité des entreprises. L'ampleur du geste est massive. Le premier ministre a d'abord détaillé le pacte de responsabilité, annoncé par François Hollande le 14 janvier. Mais, s'il a confirmé la réduction du coût du travail de 30 milliards d'euros, elle est désormais prévue d'ici 2016, et non 2017. Ce montant, qui inclut les 20 milliards du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), déjà en place, comprendra aussi 10 milliards de baisse de charges. Les cotisations patronales au niveau du smic seront supprimées dès le 1er janvier 2015. Et les allégements « Fillon », qui permettent de réduire les charges pour les salaires inférieurs à 1,6 smic, renforcés. Résultat, le coût du travail sur les bas salaires diminuera de 4,5 milliards dès l'année prochaine. Si le gouvernement poursuit la politique sur les bas salaires, inaugurée il y a vingt ans, c'est au nom de l'emploi. Le lien entre diminution du coût du travail et embauches serait plus fort pour les salaires proches du smic.

« Je refuse d'opposer l'effort pour les emplois les moins qualifiés - dont nous avons besoin - et celui pour les emplois qualifiés qui font notre compétitivité - notamment dans l'industrie », a toutefois précisé Manuel Valls. Les cotisations familiales jusqu'à 3,5 smics seront abaissées de 1,8 point en 2016. Soit une ristourne de 4,5 milliards. De quoi satisfaire le Medef et l'Afep, qui se sont battus sur ce terrain. Par ailleurs, les travailleurs indépendants et les artisans bénéficieront quant à eux d'une baisse de plus de 3 points des cotisations familiales dès 2015. *« Nous sommes satisfaits, cela rétablit de l'équité »*, a réagi Pierre Burban, secrétaire général de l'UPA (artisans).

Satisfecit modéré du Medef

Parallèlement, Manuel Valls a annoncé une baisse de la fiscalité des entreprises *« pour relever l'investissement »*. La C3S, un impôt basé sur le chiffre d'affaires, sera supprimée en trois ans. Soit un geste de 6 milliards en 2017, dont 1 milliard en 2015. Autre allégement, la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés (IS) - acquittée par celles dont le chiffre d'affaires dépasse 250 millions - sera supprimée en 2016. Mais ce dispositif, qui rapporte 2,5 milliards par an, devait de toute façon être provisoire. Manuel Valls a par ailleurs promis d'abaisser le taux normal de l'IS de 33,33 % à 28 % en 2020, avec une *« première étape »* en 2017. À quoi s'ajoutera l'élimination d'une dizaine de petites taxes. Au total, la diminution de la fiscalité des entreprises s'élèvera donc, au minimum, à 8,5 milliards en 2017. Mais les sociétés, dont les résultats seront améliorés par la baisse des charges et des impôts sur la production, paieront environ 3 milliards d'IS en plus en 2017.

En toute logique, cette potion fiscale mécontente la CGPME (représentant des PME). *« Le choix fiscal, c'est celui des grandes entreprises au détriment des plus petites. Seules 10 % des sociétés, les plus grandes, payent la C3S »*, tonne Jean-Eudes du Mesnil, son secrétaire général. Pierre Gattaz, le président du Medef, regrette un calendrier de mise en œuvre trop lent, mais estime que *« les mesures faites par le premier ministre doivent être saluées »*. ■

Un geste de 5 milliards d'euros pour les ménages modestes à horizon 2017

François Hollande l'avait annoncé au lendemain de la défaite aux municipales : au pacte de compétitivité doit répondre un pacte de solidarité. Après avoir évoqué *« l'exaspération »* quand, *« à la feuille de paie déjà trop faible, s'ajoute la feuille d'impôt trop lourde »*, Manuel Valls a promis 5 milliards d'euros de mesures fiscales et sociales pour *« améliorer le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes »* à horizon 2017. Début 2015, les cotisations salariales jusqu'à 1,3 smic seront diminuées pour améliorer le salaire net d'un smicard de 500 euros par an. L'enveloppe, plus importante qu'attendu, inclura des mesures pour gommer des effets de seuil qui déclenchent l'entrée dans l'impôt sur le revenu. Le geste est bien inférieur à celui prévu au total pour les entreprises, alors que la pression fiscale sur les ménages doit augmenter de plus de 12 milliards en 2014. C.PL

BOUCHON/MARMARA/SORIANO/LE FIGARO



« On se demande si le gouvernement et la majorité ont bien compris ce qui s'est passé aux municipales »
THIERRY LEPAON, CGT



« L'exécutif, plutôt que de faire simple en augmentant le smic, allège les cotisations, ce qui fragilise la Sécu »
JEAN-CLAUDE MAILLY, FO



« Ces orientations répondent aux principaux défis à relever. Mais au-delà de ces engagements généraux, beaucoup de questions demeurent »
LAURENT BERGER, CFDT

Déficit : le premier ministre veut convaincre l'Europe de lui donner du temps

MARIE VISOT @MarieVisot

« BIEN SÛR, il faut redresser nos comptes publics. » Voilà pour la première partie de la phrase. *« Mais sans casser notre modèle social et nos services publics, les Français ne l'accepteraient pas. »* Voilà pour la seconde partie. En s'adressant de la sorte à la représentation nationale, le premier ministre, Manuel Valls, en a profité pour envoyer un message très clair à la Commission européenne : l'exécutif ne compte pas sacrifier sa croissance à une baisse trop rapide du déficit public.

4,3 % du PIB Niveau du déficit public fin 2013

Et tant pis si nous ne pouvons pas respecter notre engagement de le ramener sous la barre des 3 % à la fin 2015 ! *« Ce nécessaire équilibre, nous allons, à nouveau, l'expliquer à nos partenaires européens. La reprise économique est là, mais elle est fragile. Nous devons l'entretenir comme un feu naissant, l'accompagner »*, a d'ailleurs souligné le premier ministre, dans son discours de politique générale.

Nécessaire de redonner de l'oxygène à l'économie

Comme Pierre Moscovici l'avait fait en son temps, le nouveau ministre des Finances, Michel Sapin, va donc prendre son bâton de pèlerin pour aller expliquer à Bruxelles que revoir notre trajectoire de finances publiques n'a rien à voir avec du laxisme budgétaire. Mais qu'il est au contraire nécessaire de redonner de l'oxygène à l'économie, ce qui fera ensuite baisser le déficit. Michel Sapin s'est d'ailleurs rendu lundi à Berlin pour tenter de convaincre son homologue allemand, Wolfgang Schäuble, de soutenir la France dans sa demande de rééquilibrage entre croissance et déficit. *« Je suis pour le sérieux budgétaire, pas pour l'austérité ! »*, a martelé Manuel Valls devant les députés.

Le nouveau locataire de Matignon a également saisi l'occasion qui se présentait pour rappeler que la gauche avait trouvé, en arrivant en mai 2012 aux responsabilités, un déficit des comptes publics de 5,2 % du PIB et qu'elle l'avait *« déjà ramené à 4,3 % fin 2013 »*. Avant de promettre qu'elle allait *« poursuivre ce redressement tout au long du quinquennat »*. L'Assemblée nationale sera d'ailleurs saisie à la fin du mois d'avril du nouveau programme de stabilité et de la trajectoire actualisée des finances publiques.

En juin, une loi de finances rectificative pour 2014, comportant des économies supplémentaires (15 milliards étaient prévus jusqu'à présent pour cette année) aura pour objectif de limiter le dérapage du déficit, prévu par le gouvernement français, à 3,6 % de PIB pour 2014. La Commission européenne, elle, a déjà anticipé un dérapage de l'ordre de 4 % du PIB à la fin de cette année.

Mais les finances publiques ne sont pas le seul sujet sur lequel Manuel Valls a voulu interpeller l'Europe. *« Les efforts que nous faisons sur la réduction de nos déficits, sur nos réformes structurelles, sur la compétitivité des entreprises, sur le coût du travail, ne doivent pas être balayés par un niveau trop élevé de l'euro*, a-t-il expliqué avec force. *Il est aujourd'hui 10 % plus cher qu'à l'été 2012, ce qui évidemment pèse sur nos exportations »*.

Une politique monétaire de la BCE pas assez expansionniste

Dans la ligne de mire du premier ministre : la Banque centrale européenne (BCE), dont la politique monétaire est *« moins expansionniste que ses consœurs américaine, anglaise ou japonaise »*. Manuel Valls voit d'ailleurs dans cette stratégie une conséquence directe : *« C'est dans la zone euro que la reprise économique est la moins vigoureuse »*.

Quel moment plus propice, dès lors, que les prochaines élections européennes pour *« aborder très directement »* ce sujet ? Selon lui, *« il appartient à l'Europe d'apporter des réponses concrètes aux attentes des peuples. Ce qui est essentiel, c'est de remettre l'Union européenne sur le chemin de la croissance au travers de politiques de grands investissements, des politiques pour l'emploi, notamment tournées vers la jeunesse »*. Sinon, a-t-il conclu, comme pour boucler la boucle, *« tous les efforts de réduction des déficits seront vains et je ne veux pas que cette magnifique aventure qui a uni notre continent perdre son éclat et finalement sa logique »*. ■

50 milliards d'économies : le compte n'y est pas

MARC LANDRÉ @marclandre

TOUS ceux qui espéraient que Manuel Valls donnerait des détails sur les 50 milliards d'euros d'économies promis sur trois ans peuvent être déçus. Le premier ministre n'a rien dit, ou presque. Tout juste a-t-il indiqué - et encore de manière assez floue, donnant lieu à de multiples interprétations - qui contribuerait et à hauteur de combien. *« L'effort sera partagé par tous »*, s'est borné à a rappeler le chef du gouvernement : 19 milliards à la charge de *« l'État et ses agences »*, 10 pour l'Assurance-maladie et 10 pour les collectivités. *« Le reste viendra d'une plus grande justice, d'une mise en cohérence et d'une meilleure lisibilité de notre système de prestations »*, a-t-il ajouté. Bref, de coupes claires, à hauteur de 11 milliards, dans les budgets de l'emploi, la famille ou la solidarité.

« Imposer au secteur de la santé de supporter, à lui seul, 20 % du montant global des 50 milliards d'économies prévues est en contradiction avec l'objectif du pacte de solidarité qui vise à faire de la santé une priorité », a aussitôt dénoncé le CSMF, le premier syndicat de médecins en France. Pour en savoir plus, il faudra attendre une quinzaine de jours et la présentation à l'Assemblée - soit avec une semaine de retard par rapport au calendrier prévu - du nouveau *« programme de stabilité et de la trajectoire des finances publiques »* pour les trois ans à venir, avant de l'envoyer à Bruxelles.

En attendant, lorsque l'on met face à face les allégements annoncés et la somme des économies à réaliser, l'équation présentée par Manuel Valls est loin d'être équilibrée. Les gestes consentis en direction des entreprises et des ménages représentent en effet une facture bien supérieure à 50 milliards. *« Les 20 à 25 milliards d'euros supplémentaires de baisse des prélèvements annoncés par le premier ministre ne pourront être financés que par le recours à l'emprunt*, a aussitôt calculé Gilles Carrez, le président UMP de la commission des finances de l'Assemblée. *Ce choix délibéré du déficit et de l'endettement publics fait courir les plus grands risques à la France, qui se caractérise par la persistance d'un déficit primaire et par un besoin annuel de financement d'ores et déjà le plus important des pays de la zone euro. »*

Collectif budgétaire cet été

Probablement Manuel Valls corrigera-t-il sa copie et proposera-t-il des *« économies nouvelles »* dans le cadre du projet de loi de finances rectificative *« au début de l'été »*. C'est en tout cas ce qu'il a assuré aux députés socialistes devant lesquels il a planché en fin de matinée. Autre déception de taille : l'absence totale d'annonces sur les réformes structurelles - autres que la remise à plat radicale et déjà contestée du *« mille-feuille territorial »* - indispensables à mettre en œuvre, sur les trois dernières années de la fin du quinquennat, pour *« retrouver notre indépendance financière »*. ■

Le premier ministre prêt à un big bang territorial

Fusion des régions, fin des conseils généraux... Le premier ministre a précisé la réforme territoriale esquissée par Hollande.



Réunion du Conseil général des Hauts-de-Seine. Les départements pourraient disparaître à l'horizon 2021. CHRISTOPHE MORIN /IP3

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

COLLECTIVITÉS Depuis Jean-Pierre Raffarin en 2002, peu de premiers ministres ont autant insisté sur le volet territorial dans leur déclaration de politique générale. Manuel Valls n'a d'ailleurs pas manqué de citer le nom de son prédécesseur, coauteur avec le sénateur PS Yves Krattinger d'un rapport sur la fusion des régions. Valls a surtout avancé une feuille de route très précise et détonante.

Durant sa conférence de presse, en janvier, François Hollande en avait esquissé le contour en annonçant la réduction du nombre de régions. Sur la base du volontariat mais avec de *« puissantes »* incitations et modulation des dotations de l'État pour favoriser les collectivités qui suivraient cette voie. Manuel Valls est allé plus loin en fixant pour objectif une *« réduction de moitié du nombre de régions dans l'Hexagone »* d'ici à 2017. Les régions ont le choix de présenter d'ici la fin de l'année leur projet de fusion ou de redécoupage. Mais si cette phase devait ne pas aboutir, la *« nouvelle carte des régions sera établie pour le 1er janvier 2017 »* par le gouvernement. Les vingt-deux régions métropolitaines sont concernées pour ramener leur nombre à *« dix, onze ou douze »*, explique l'entourage de la ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, qui prépare depuis plusieurs semaines un nouveau texte sur la décentralisation.

Autre niveau de collectivités, autre calendrier : le premier ministre a annoncé qu'une nouvelle carte des intercommunalités entrerait en vigueur début 2018. L'annonce surprend d'autant plus que le gouvernement Fillon avait lancé une réforme des intercommunalités obligeant toutes les communes à intégrer une telle structure avant 2014. Le gouvernement Valls a décidé de remettre à plat la carte des 2 500 intercommunalités qui devront à l'avenir être centrées sur les *« bassins de vie »*, beaucoup plus larges. Le seuil minimal des intercommunalités pourrait ainsi passer de 5 000 habitants aujourd'hui à 10 000 habitants.

Méthode brutale

La réforme concernerait également les quelque 13 500 syndicats intercommunaux qui gèrent les déchets ou l'approvisionnement en eau dont le gouvernement souhaite la concentration, la rationalisation, voire le transfert aux intercommunalités. Mais c'est avec le troisième volet de la réforme territoriale, la suppression du département, que Manuel Valls a surpris son monde. Il souhaite *« engager le débat sur l'avenir des conseils départementaux »*. *« Je vous propose leur suppression à l'horizon 2021 »*, a-t-il expliqué en guise de première contribution. À l'horizon 2021, c'est-à-dire au terme des mandats des conseillers départementaux qui seront élus en 2015. Le débat commence très fort puisque dans le même temps, le premier ministre annonce *« la suppression de la clause de compétence générale »* qui permet à une collectivité de se saisir et d'investir dans tout dossier qu'elle juge d'intérêt local même si elle n'en a pas spécifiquement la compétence. C'est notamment sur ce point qu'avait achoppé la réforme souhaitée par Nicolas Sarkozy. La clause avait finalement été amendée à la marge et rétablie sous contrôle par l'actuelle majorité en début de quinquennat.

Ambitieuse sur le papier, la réforme sera d'autant plus compliquée à négocier que la gauche dirige près des deux tiers des 101 départements. Le président de l'Assemblée des départements de France, le socialiste Claudy Lebreton, a immédiatement dénoncé *« la brutalité de la méthode employée par le gouvernement »* et promis à Manuel Valls un débat *« long et difficile »*. À l'inverse, le président de l'Association des régions de France, Alain Rousset, a salué une *« étape de décentralisation très ambitieuse »*. *« Réduire le nombre de régions pour plus d'efficacité, je dis chiche »*, a expliqué le président PS du conseil régional d'Aquitaine. Marylise Lebranchu, elle, se dit *« déterminée à mettre en œuvre cette nouvelle organisation territoriale, ambitieuse, moderne et efficace »*. Son projet de loi est prêt : il devrait être transmis la semaine prochaine au Conseil d'État avant d'être présenté en Conseil des ministres début mai pour une première lecture au Sénat avant la fin de la session parlementaire. ■

Dix milliards d'euros d'efforts demandés aux collectivités

« L'effort sera partagé par tous. » En détaillant les secteurs concernés par les *« 50 milliards d'euros d'économies sur trois ans »*, Manuel Valls a confirmé que les collectivités territoriales devront prendre leur part dans l'effort à hauteur de 10 milliards d'euros. Les différents volets de la réforme territoriale doivent y contribuer. *« Nous avons commencé par rationaliser le fonctionnement d'un certain nombre de nos services et nous avons déjà engagé la baisse des dotations aux collectivités »*, explique-t-on au ministère de la Décentralisation en annonçant que *« l'effort doit cependant se poursuivre »*. Les dotations globales de fonctionnement ont ainsi diminué de 1,5 milliard d'euros en 2014 et devraient encore baisser de 1,5 milliard en 2015, pour un total de 4,5 milliards sur deux ans. Les services de Marylise Lebranchu estiment par ailleurs que la seule refonte des syndicats intercommunaux doit permettre d'économiser entre 2 et 3 milliards d'euros. La baisse des dotations – près de 50 milliards d'euros par an versés par l'État aux collectivités – sera également modulée en fonction des initiatives de fusion et de mutualisation menées par les collectivités. Les régions qui devanceraient l'appel en matière de fusion pourraient ainsi voir leur dotation stabilisée pendant deux ou trois ans.

J.-B. G.

Recul annoncé sur la réforme des rythmes scolaires

Face à la grogne persistante des élus, le premier ministre a promis d'assouplir cette « bonne réforme », cinq mois avant sa généralisation.

MARIE-ESTELLE PECH @MariEstellPech

ÉDUCATION La grogne des maires aura fini par être écoutée. Comme beaucoup le pressentaient, Manuel Valls a annoncé que le « *cadre réglementaire* » de la réforme des rythmes scolaires serait « *assoupli, après les concertations nécessaires avec les enseignants, les parents et les élus* ». Il a « *entendu les remarques de bonne foi des maires* », assure-t-il.

Le premier ministre a beau jeu d'affirmer qu'il s'agit d'une « *bonne réforme* » avec laquelle « *beaucoup plus d'enfants ont accès à des activités périscolaires, sportives, culturelles* ». Le retour à la semaine de cinq jours à l'école primaire constitue en réalité une épine dans le pied du gouvernement socialiste depuis ses débuts. Et il a contribué à l'éviction de Vincent Peillon. Lundi encore, trente maires communistes écrivaient un courrier au ministre de l'Éducation, lui demandant de « *revenir* » sur cette réforme…

Manuel Valls va-t-il à nouveau desserrer le calendrier qui impose à toutes les villes d'adopter les nouveaux rythmes en septembre 2014 ? François Hollande avait déjà décidé en 2013 de décaler dans le temps cette réforme contestée. De report en report, le texte risquerait fort d'être vidé de sa substance… Le ministère de l'Éducation nationale ne l'entend pas de cette oreille : « *La réforme s'appliquera bien en 2014 dans toutes les communes* », y affirme-t-on, expliquant que « *l'assouplissement est une mesure pragmatique qui vise à permettre l'application pleine et entière de la réforme en tenant compte des réalités du terrain* ».

La pression de l'AMF

Forte de ses 36000 membres, l'Association des maires de France (AMF) ne cesse néanmoins de faire pression pour que le gouvernement revoie sa copie. Le principe d'un rendez-vous avec le premier ministre est déjà acté pour négocier. À l'issue du discours de Manuel Valls, Jacques Pélissard, le président de l'AMF, indique que plusieurs pistes pourraient être abordées. Il propose de « *supprimer* » le « *temps périscolaire* » de trois heures hebdomadaires financé par les mairies pour les classes de maternelle. « *Ces très jeunes enfants font déjà de l'éveil en classe. Ajouter de l'éveil à l'éveil est un non-sens pédagogique* », affirme-t-il. Il juge aussi nécessaire de simplifier l'organisation des activités périscolaires en primaire. Il attend ainsi plus de souplesse sur les jours où sont organisées les activités. Enfin « *il faut respecter la volonté des communes qui souhaitent décaler la réforme jusqu'à ce que l'État soit capable de la financer* », insiste-t-il. Une façon de dire que la réforme pourrait être abandonnée ici ou là…

Le financement reste un point d'achoppement. Jacques Pélissard a envoyé mardi un courrier au nouveau ministre de l'Éducation nationale faisant part de sa « *très grande inquiétude* » à ce sujet. Inlassablement, il demande que le gouvernement prenne en compte la réalité du surcoût pour les collectivités, soit un milliard d'euros annuel. Alors que Manuel Valls vient d'annoncer que les collectivités auraient à faire de conséquents efforts budgétaires dans les prochaines années, la possibilité de négocier sur ce point parait peu probable. C'est surtout vers une réécriture du décret sur les rythmes que s'oriente le gouvernement.

Les réactions à cette annonce révèlent la division du monde éducatif sur le sujet. Si la Peep, deuxième fédération de parents d'élèves de l'enseignement public, s'est réjouie, tandis que Sébastien Sihr, du Snuipp-FSU, principal syndicat du primaire affirmait de son côté qu'il n'est « *jamais trop tard pour bien faire* », indiquant qu'il fallait « *reprendre les discussions à un niveau national et local* », des associations et syndicats comme la FCPE ou l'Unsa s'inquiètent de l'« *assouplissement* » annoncé. Elles continuent aussi à s'interroger sur le devenir des créations de postes promises. Le premier ministre s'est contenté d'assurer que « *le redressement de l'école doit être poursuivi* » sans autre précision. ■



L'Association des maires de France demande que le gouvernement prenne en compte la réalité du surcoût pour les collectivités de la réforme des rytmes scolaires, soit un milliard d'euros annuel. N.TAVERNIER/REA

> On ne sait pas si le décret va être retravaillé, s'il y aura des dérogations (…). Les autres sujets, notamment celui des 60 000 postes, n'ont pas été abordés
>
> PAUL RAOULT, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE PARENTS D'ÉLÈVES FCPE



> Nous n'aurions pas compris l'éviction de Vincent Peillon s'il n'avait pas été question de renégocier la réforme des rythmes
>
> VALÉRIE MARTY, PRÉSIDENTE DE LA PEEP

> L'examen par l'Assemblée nationale du projet de réforme pénale est donc reporté sine die, comme le faisait craindre la nomination de Manuel Valls
>
> FRANÇOISE MARTRES, PRÉSIDENTE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Réforme pénale, loi famille, fin de vie… Le grand flou

DELPHINE DE MALLEVOÜE, PAULE GONZALES, ET JEAN-MARC LECLERC

APAISER par le flou. Manuel Valls a plaidé, mardi, l'« *apaisement* » sur les sujets de société. « *Tous les républicains doivent savoir s'écouter, se retrouver et éviter les surenchères, dont les extrémismes au fond sont les seuls vainqueurs.* » « *Je pense à la réforme pénale, dont le but, je le rappelle, est de lutter contre la récidive* », a-t-il affirmé, se gardant bien d'en dire davantage. Annoncer la poursuite du projet de la réforme, proposer une date de discussion par le Parlement ou de nouveaux axes de réflexion aurait immanquablement entraîné une levée de boucliers. En matière de justice, l'apaisement voulu par le premier ministre passera à n'en pas douter par une longue phase de réflexion, tant le sujet est à vif aussi bien dans l'opinion publique qu'auprès des forces de l'ordre et de l'administration pénitentiaire. Mardi matin, FO-pénitentiaire, le syndicat majoritaire de la profession, s'est associé à l'Institut pour la justice ainsi qu'à Alliance, syndicat de police classé à droite, mais aussi aux maires de Fleury-Mérogis et de Réau, pour demander le retrait pur et simple du projet et l'ouverture d'états généraux de la justice et de la sécurité.

Le syndicat de la magistrature (SM) ne s'y est pas trompé en soulignant immédiatement après l'intervention de Manuel Valls que la réforme « *ne figure plus au calendrier de l'Assemblée pour les prochaines semaines, et (que) le premier ministre, dans son discours de politique générale, ne précise rien* ». Vendredi dernier, devant les juges d'application des peines, la garde des Sceaux avait pourtant encouragé les magistrats à « *faire le siège des parlementaires* » afin d'obtenir une date d'examen de la loi « *au plus tôt* »…

« L'intérêt de l'enfant »

Sur la famille, « *sujet sur lequel nous devons continuer à légiférer dans le seul intérêt de l'enfant* », le premier ministre est là aussi resté évasif. Il n'a pas livré d'échéance pour d'éventuels nouveaux textes ni abordé les épineuses questions de PMA et de GPA. Une prudence qui contraste avec la publication, mercredi, du rapport de la sociologue Irène Théry, dessinant un bouleversement de la filiation (en préconisant notamment l'ouverture de la PMA aux couples de femmes) - un rapport qui devait initialement servir de base à l'élaboration de la loi famille du gouvernement.

Toujours autour de ces questions, Manuel Valls a fustigé ceux qui ont soulevé le débat sur le « genre » « *dans un pays traversé par les fractures, les rumeurs, notamment sur cette soi-disant théorie du genre à l'école* ».

Le premier ministre ne s'est pas plus étendu sur ses projets au sujet de la fin de vie, « *pour laquelle un consensus peut être trouvé dans le prolongement de la loi Leonetti* », a-t-il simplement observé. En novembre 2009, en tant que rapporteur de la Commission des affaires sociales, il avait cependant été le défenseur convaincu d'une proposition de loi de Jean-Marc Ayrault - relative au droit de « finir sa vie dans la dignité » - visant à « *créer une aide active à mourir de portée générale* ».

L'immigration et l'asile sont finalement les seuls dossiers sociétaux sur lesquels l'ancien ministre de l'Intérieur a livré une information précise : « *Deux projets de loi vous seront bientôt soumis* », a-t-il détaillé aux députés. Place Beauvau, il a constaté - comme Claude Guéant en son temps - que le droit d'asile en France est mis en péril par l'afflux massif d'une immigration économique. Le premier texte devra rétablir les équilibres et permettre un retour effectif au pays des clandestins. Le second projet de loi auquel il fait référence concerne le droit au séjour des étrangers. Il comportera selon nos informations des éléments relatifs aux titres de séjours pluriannuels destinés aux profils les plus intégrés. Objectif : moins de bureaucratie mais des contrôles plus approfondis à chaque renouvellement. Par ailleurs, ce texte vise à faciliter le « parcours d'accueil » des étrangers. ■

Le cap de la transition énergétique est réaffirmé

La transition énergétique est sur les rails. Devant les députés, Manuel Valls a affirmé que le cap tracé par François Hollande pendant la campagne présidentielle – ramener à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici à 2025, contre 75 % actuellement – serait tenu. Le projet de loi sur la transition énergétique sera présenté en Conseil des ministres « avant l'été », a ajouté le premier ministre, ouvrant la voie à une discussion du texte au Parlement cet automne.
Évoquant une « nécessité écologique », le chef du gouvernement a dit l'importance d'une « stratégie bas carbone » pour répondre à « l'enjeu planétaire majeur » du climat. En toile de fond, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui se déroulera à Paris en 2015. En se référant à ce rendez-vous, Manuel Valls a expliqué que « le climat est probablement le domaine où le besoin de régulation se fait le plus pressant ». Sur le volet économique de la transition énergétique, le premier ministre a parlé d'« *une formidable opportunité* », susceptible notamment de réduire le déficit commercial mais aussi de restaurer le pouvoir d'achat grâce aux économies d'énergies.

F. M.

EN BREF

Le président du groupe UDI à l'Assemblée sera élu mardi prochain

À l'issue de la réunion du groupe mardi matin, l'UDI a annoncé que ses députés éliront leur nouveau président mardi prochain. Il doit succéder à Jean-Louis Borloo qui présidait le groupe depuis le 19 juin 2012. Les candidats devront se faire connaître avant vendredi. Le vice-président du groupe, François Sauvadet, en campagne active auprès de ses collègues depuis l'annonce dimanche soir du retrait de Borloo, a officiellement fait acte de candidature mardi matin. Dans la soirée, le comité exécutif de l'UDI devait par ailleurs se réunir pour décider du calendrier de l'élection du nouveau président du parti et de la forme que devra prendre la direction transitoire d'ici le congrès du parti. Jean-Christophe Lagarde et Hervé Morin pourraient concourir.

INTERNATIONAL

Face-à-face tendu entre Ukrainiens et prorusses dans l'est du pays

L'occupation de bâtiments officiels par des prorusses à Donetsk et à Louhansk inquiète Kiev, Bruxelles et Washington.

Des militants prorusses s'en prennent à un bus transportant des policiers, hier à Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine. O. IVASHCHENKO/AFP

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

UKRAINE L'occupation des sièges du gouvernement régional de Donetsk et de Louhansk par des militants prorusses ouvre une deuxième crise grave en Ukraine, après celle de la Crimée. La menace de voir quelques centaines d'autonomistes masqués entrainer la sécession de ces régions orientales, et leur rattachement éventuel à la Russie, est prise très au sérieux par le gouvernement ukrainien, mais aussi par les Américains et les Européens, qui craignent une réédition du scénario criméen.

Les autorités ukrainiennes, issues de la révolution de Maïdan, ont qualifié les manifestants de *« terroristes et criminels »*. Kiev a même accusé les séparatistes d'avoir pris des otages et placé des explosifs dans l'immeuble des services de sécurité à Louhansk. Les autorités ont promis que la loi serait rétablie. Mais la marge de manœuvre du gouvernement est étroite et ses moyens limités. L'Ukraine ne peut pas se permettre de laisser les manifestants occuper les représentations du pouvoir central dans ces régions, d'où ils font flotter des drapeaux russes et lancent des proclamations appelant à la sécession. À Donetsk, ils ont proclamé la création d'une république autonome. Chaque jour qui passe donne un écho supplémentaire à leur agitation. Les militants parlent ouvertement de prendre le contrôle des routes et des aéroports, défiant ouvertement l'autorité du gouvernement central.

Recours à la force problématique

La situation place les autorités dans une position délicate, et le recours à la force est problématique. D'abord parce que la police compte dans ses rangs un certain nombre de sympathisants prorusses. À Donetsk, notamment, beaucoup de policiers originaires de cette grande ville ouvrière et minière ont participé à la répression de la révolution de Maïdan. Ils n'éprouvent pas forcément une grande loyauté à l'égard des nouvelles autorités qui en proviennent et ne se sont pas opposés très vigoureusement à l'occupation des locaux en mars. Des unités plus fiables ont été dépêchées depuis Kiev, mais le gouvernement ukrainien craint qu'une action en force ne débouche sur des affrontements violents avec des militants décidés à en découdre et ne serve de prétexte à Moscou pour intervenir dans ces régions sous prétexte de protection de ses ressortissants. L'armée russe dispose de plusieurs divisions déployées à la frontière ukrainienne, en mesure d'intervenir très vite dans une mission de « maintien de la paix » qui pourrait déboucher sur une séparation des provinces de l'Est. L'armée ukrainienne n'a aucun moyen de les en empêcher, et le gouvernement de Kiev semble en être conscient.

Ces actions simultanées de militants prorusses ont été dénoncées par Kiev comme une nouvelle phase d'un plan russe. John Kerry a repris ces accusations. *« Il est évident que des forces spéciales et des agents russes ont joué le rôle de catalyseur du chaos au cours des dernières 24 heures*, a dit le secrétaire d'État américain à des parlementaires. *Cela pourrait potentiellement servir de prétexte artificiel à une intervention militaire comme nous l'avons vu en Crimée. »*

À Kharkiv, la police a réussi lundi soir à évacuer les manifestants du bâtiment de l'administration régionale par une opération surprise. Mais cette méthode risque de faire long feu à Donetsk et à Louhansk, où les militants ont érigé des barricades pour empêcher une action en force. Ils se souviennent aussi d'une ruse de la police qui avait réussi à les faire évacuer l'immeuble qu'ils occupaient déjà en mars en prétextant une alerte à la bombe. L'oligarque Sergueï Akhmatov, l'homme le plus riche d'Ukraine, lui-même originaire de Donetsk, est entré en contact avec les militants pour négocier leur retrait. Akhmatov s'était publiquement opposé à la sécession de l'est de l'Ukraine. Cette médiation n'a pour le moment pas donné de résultats. ■

Le FMI redoute une contagion de la crise

Le Fonds monétaire international a mis en garde mardi contre les risques de contagion de la crise ukrainienne – qui touche déjà la Russie – à l'ensemble de l'économie mondiale. *« Des retombées importantes pourraient apparaître en cas de perturbation importante de la production ou du transport du gaz naturel ou du pétrole brut »*, relève le FMI. La crise à Kiev et la confrontation diplomatique entre Moscou et les Occidentaux qui en a découlé ont fait replonger l'Ukraine dans une profonde récession et causé d'importantes fuites de capitaux de Russie par crainte de sanctions économiques occidentales. Cette crise ukrainienne pourrait aussi menacer l'équilibre budgétaire allemand. *« Nous faisons tout »* pour que le budget 2015 ne comprenne pas de dette supplémentaire, a expliqué le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble. *« Les chances sont bonnes d'arriver »* à un budget équilibré (...) *« Mais le futur est imprévisible et je ne peux donner aucune garantie. Par exemple, personne ne sait comment cela va évoluer en Ukraine. »* AFP

L'Otan appelle Moscou à la désescalade



François Hollande et Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan, hier à l'Élysée. J. BRINON/AP

ALAIN BARLUET @abarluet

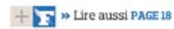
« J'APPELLE *la Russie à reculer. Toute intervention dans l'est de l'Ukraine représenterait une escalade sérieuse »* : le secrétaire général de l'Otan, qui quitte son poste dans quelques mois, a vigoureusement appelé Moscou à la *« désescalade »*, mardi, trois semaines après l'annexion de la Crimée. *« Si la Russie intervenait davantage en Ukraine, ce serait une erreur historique »*, s'est alarmé Anders Fogh Rasmussen lors d'un séminaire dans le cadre de la préparation du sommet de l'Otan qui se tiendra à Newport, au pays de Galles, début septembre. Ses priorités ont d'ores et déjà été chamboulées par la crise ukrainienne : au retrait d'Afghanistan, prévu fin 2014, s'est substitué un autre dossier, *« le plus grand défi posé à la sécurité de l'Europe en une génération »*, comme l'a résumé le patron de l'Otan. La crise actuelle pousse en tout cas l'organisation à accélérer sa « transformation », au cœur du séminaire de mardi, qui désigne l'adaptation de l'Alliance aux nouveaux défis de sécurité.

À la lumière de ces événements, M. Rasmussen a souhaité la mise en place d'un *« plan d'action pour améliorer la préparation »* des forces des 28 membres. Ces efforts passent notamment par une meilleure interopérabilité et un renforcement des capacités dans plusieurs domaines, *« le renseignement, la défense antimissile, le contrôle et le transport aérien »*. Ce défi doit conduire les pays membres, notamment les Européens, à *« cesser de couper dans leurs budgets de défense et à inverser la tendance »*, a martelé M. Rasmussen. *« Ces dernières années, certains de nos alliés européens ont réduit leurs dépenses en matière de défense de 40 %, alors que d'autres, comme la Russie, les augmentaient de 40 % »*, a-t-il poursuivi. Certes, a-t-il convenu, *« la sécurité a un coût, mais le coût de l'insécurité est beaucoup plus élevé »*.

« Cadeau » d'un nouvel ennemi

Autre impératif souligné par le « secgen », le *« renforcement du lien transatlantique »* et notamment une *« meilleure coopération entre l'Otan et l'Union européenne »*. Un vieux projet plus que jamais entouré d'incertitudes. Aux perpétuels balbutiements de la défense européenne s'ajoutent maintenant les questions sur la façon dont les États-Unis pourraient se réengager sur le terrain stratégique européen. Présents et actifs durant les manifestations de la place Maïdan, à Kiev, les Européens se sont révélés impuissants dès lors que la Russie est entrée en scène. Dans cette crise, *« nos principaux leviers sont politiques et économiques »*, a déclaré Jean-Yves Le Drian, présent à l'ouverture du séminaire. *« L'Otan n'en demeure pas moins un acteur essentiel de cette crise »*, a ajouté le ministre de la Défense.

Lui aussi parmi les intervenants, l'ancien ministre Hubert Védrine, auteur il y a deux ans d'un rapport sur la France et l'Otan, a quelque peu « décoiffé » son auditoire. Si, en annexant la Crimée, Poutine vient de faire à l'Otan le *« cadeau »* d'un nouvel ennemi, cela ne doit pas dispenser l'Alliance d'une réflexion de fond, a développé en substance l'ancien chef de la diplomatie. Selon lui, les pays membres devraient ainsi dresser un bilan approfondi de leur engagement en Afghanistan. Ils devraient aussi réfléchir aux liens entre la dissuasion et la défense, aux terrains d'intervention de Alliance et aux incidentes entre ses efforts de mutualisation et le projet européen. ■


» Lire aussi PAGE 18

Le début d'une nouvelle phase dans le scénario russe ?



DÉCRYPTAGE

Isabelle Lasserre
ilasserre@lefigaro.fr

S'AGIT-IL d'une nouvelle phase de la stratégie russe vis-à-vis de l'Ukraine ? Probablement. Après s'être emparés du bâtiment de l'administration locale, les séparatistes russes de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, ont proclamé une *« république souveraine »* et demandent l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Les mêmes événements se sont produits dans les villes de Kharkiv et de Louhansk. Un peu partout dans l'est de l'Ukraine, les activistes prorusses exigent que soient organisés des référendums d'autodétermination qui leur permettront de demander leur rattachement à la Russie voisine.

Après des semaines de vive tension, on redoute désormais, à Kiev mais aussi à Bruxelles, dans les quartiers généraux de l'Union européenne et de l'Otan, une répétition en chaine du scénario qui a mené, le 21 mars, à l'annexion de la Crimée. Une inquiétude nourrie par la présence de 40 000 soldats russes massés aux frontières de l'Ukraine.

Le discours prononcé par Vladimir Poutine le 18 mars donne des indications sur ses intentions. Le président russe s'est engagé à protéger *« à tout prix »* les russophones vivant sur les terres de l'ancienne URSS. Il a décrit la Russie comme la nation la plus divisée du monde et défié la légitimité des frontières actuelles de l'Ukraine. Vladimir Poutine veut rétablir l'influence russe sur ses voisins, dont il aimerait contrôler la politique, la diplomatie et les choix économiques en instaurant l'Union eurasienne, la pièce maitresse de son troisième mandat. Il a fait de la défense de ses compatriotes vivant à l'extérieur de la Russie le cœur de sa doctrine expansionniste. Sur les marches de l'ancien empire soviétique, il entend barrer définitivement l'accès à l'Otan et à l'Union européenne. Le Kremlin ne veut pas d'une Ukraine stable, démocratique et proeuropéenne à ses portes, qui pourrait un jour servir d'exemple à la Russie.

Pour achever ces buts, la déstabilisation de l'Ukraine, qui résiste au projet eurasien, est sans doute, vue du Kremlin, la meilleure stratégie. À Donetsk et dans les autres villes ukrainiennes, la tactique ressemble fort à celle qui a précédé l'annexion de la Crimée, mais aussi la prise de contrôle des républiques d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie en Géorgie en 2008. John Kerry, le secrétaire d'État américain, a accusé Moscou d'avoir envoyé des forces spéciales, des *« provocateurs et des agents »* dans l'est de l'Ukraine pour y semer le chaos et créer le prétexte à une intervention militaire. Se disant menacés par les troubles, les Russes ou russophones pourront alors en appeler à la *« mère patrie »*, qui pourrait, comme elle l'a fait en Crimée, voler à leur secours et en profiter pour annexer un bout de territoire ukrainien.

Projet de « fédéralisation »

Selon les autorités de Kiev, l'agitation entretenue par Moscou dans l'est de l'Ukraine vise aussi à torpiller le scrutin présidentiel du 25 mai, dont les favoris veulent arrimer le pays à l'Ouest. Le but de la Russie, selon Kiev, étant de *« démembrer »* l'Ukraine.

Parallèlement à ses provocations armées, le Kremlin brandit toujours, dans les enceintes diplomatiques, son projet de *« fédéralisation »* de l'Ukraine, qui est porteur des mêmes objectifs : affaiblir le futur gouvernement et faire rentrer le voisin rebelle dans le giron russe. *« Vladimir Poutine a compris que si les interventions russes se faisaient sans pertes humaines, comme en Crimée, il n'y aurait pas de réaction occidentale. Il prépare donc une guerre d'attrition, alimentée par des opérations de désinformation »*, commente la spécialiste Marie Mendras, à l'occasion d'un colloque au Ceri. D'autres spécialistes, comme les chercheurs de l'International Institute for Strategic Studies Johan Norberg et Fredrik Westerlund, envisagent des scénarios plus ambitieux, comme l'invasion de la côte ukrainienne de la mer Noire, qui permettrait au Kremlin de créer une zone tampon autour de la Crimée et de relier par un corridor la république séparatiste de Transnistrie, en Moldavie. Mais on n'en est pas encore là. ■

EN BREF

Plus de 1 000 migrants secourus au large de l'Italie

La marine italienne a annoncé mardi avoir secouru plus de 1 000 migrants qui se trouvaient sur trois bateaux repérés par un hélicoptère et un drone.

Rajoy contre une Catalogne « hors de l'Espagne »

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a affirmé mardi qu'il ne pouvait *« concevoir une Catalogne hors de l'Espagne et de l'Europe »*, lors du débat sur le référendum sur l'indépendance de la région que les députés espagnols devaient rejeter massivement.

Pakistan : une bombe fait 14 morts dans un train

Quatorze passagers d'un train ont été tués mardi dans un attentat à la bombe revendiqué par les séparatistes de l'armée baloutche unie en représailles des raids aériens de l'armée pakistanaise lundi.

Scandales, chantages et vidéos menacent le gouvernement grec

Des enregistrements révèlent les liens entre le parti conservateur au pouvoir et les néonazis d'Aube dorée.

EUROPE Le gouvernement grec est englué dans un scandale sans précédent. Tout commence mercredi dernier, à quelques minutes du vote par les députés de la levée de l'immunité parlementaire des membres d'Aube dorée, dont celle d'Ilias Kassidiaris, le porte-parole du parti néonazi. Celui-ci dégaine alors une arme puissante. Il brandit un enregistrement, en caméra cachée, d'une de ses nombreuses discussions avec Panagiotis Baltakos, le secrétaire général du gouvernement et bras droit du premier ministre conservateur, Antonis Samaras. Filmé à son insu, Panagiotis Baltakos confie au porte-parole du parti néonazi - dont neuf députés sur 18 sont en prison - que la déferlante judiciaire qui s'abat sur eux, depuis le meurtre d'un rappeur activiste en septembre dernier par un partisan extrémiste, est en fait diligentée par le gouvernement pour des raisons électorales. On y apprend aussi que la procureur en charge du dossier serait une amie proche du premier ministre, ce qui expliquerait les arrestations en cascade.

La diffusion de cette vidéo sur Internet provoque un véritable tollé dans la classe politique et contraint Panagiotis Baltakos à démissionner quelques minutes plus tard. L'opposition de la gauche radicale, Syriza, dénonce, avec force, des connivences au sein du parti au pouvoir avec Aube dorée. Au même moment, la justice dément toute pression politique dans le procès du parti néonazi.

La justice au cœur de la polémique

Pourtant, deux jours plus tard, Ilias Kassidiaris insiste en affirmant disposer d'autres enregistrements entre des membres du gouvernement et un des juges en charge de l'affaire. « *Tout ce déballage met au plus mal le premier ministre grec qui se voulait le grand pourfendeur des néonazis, même s'il prônait des positions extrémistes dans ses discours* », explique l'historien Nicolas Bloudanis. « *Il y a toujours eu des accointances politiques entre le parti conservateur, Nouvelle Démocratie, et Aube dorée. Il existe même des courants d'extrême droite dans le Pasok, le parti socialiste, où on retrouve quelques partisans des Colonels. Le problème se trouve clairement au niveau de la justice qui ne condamne pas Aube dorée pour ses positions politiques extrémistes et négationnistes, mais pour ses délits de corruption* », ajoute-t-il.

Le manque d'indépendance de la justice est souvent au cœur de la polémique. Une majorité de la population reproche aux juges de ne jamais condamner les ministres et députés corrompus, malgré les preuves. « *Il faut dire qu'un seul ministre est en prison à l'heure actuelle. Akis Tsohatzopoulos, un ancien ministre socialiste de la Défense inculpé pour pots-de-vin. Il a 77 ans, c'est un bouc émissaire qui paye pour les autres* », renchérit Nicolas Bloudanis.

Au-delà du scandale judiciaire, ces enregistrements ont provoqué un séisme politique. La question est aujourd'hui posée de savoir si Antonis Samaras pourra sortir indemne de cette épreuve. Dans son entourage, personne ne s'illusionne. La majorité parlementaire de la coalition au pouvoir ne tient qu'à deux députés, et la plupart des ministres savent que cet épisode inopportun, et révélateur du système, aura un impact sur le scrutin des européennes, les 18 et 25 mai prochain. ■

A. K. (À ATHÈNES)



Les militants néonazis d'Aube dorée manifestent à Athènes, en Grèce, le 30 novembre dernier. Le porte-parole de ce parti a rendu publiques des discussions enregistrées en caméra cachée avec des membres du gouvernement. V. KARAHALIS/REUTERS

Cette « rivière » qui rompt les vieilles digues partisanes

ALEXIA KEFALAS
ATHÈNES

CETTE RIVIÈRE pourrait tout emporter sur son passage et dévaster les partis traditionnels grecs aux prochaines européennes de mai, ces élections étant propices aux tentatives électorales. Ce nouveau parti incarne en tout cas l'espoir d'un renouveau de la classe politique grecque, considérée comme responsable de ces quarante ans de laxisme budgétaire qui ont mené le pays à la déroute.

18 %
d'opinions
en faveur du parti politique la « rivière », en 3e position dans les sondages

Pour ses détracteurs, cette formation est plutôt une menace brandie opportunément par de grands groupes médiatiques. Une chose est sûre, Stavros Theodorakis fait parler de lui. Ce journaliste de 41 ans, star de la télévision privée, a décidé, début mars, de lancer un mouvement, le Potami, « rivière » en grec. Son objectif est d'aller à la rencontre des citoyens pour recueillir leurs doléances. « *C'est un peu ce que je faisais avec mon émission, mais cette fois, je ne me contente pas d'observer, je réagis* », explique cette vedette du petit écran, avant de s'asseoir sur son bureau flambant neuf, installé dans le centre d'Athènes.

Habillé d'un jean, de baskets, et portant un sac à dos dans ses tournées à travers le pays, il reste très prudent sur ses déclarations. « *Je ne suis pas le Messie et je ne possède pas toutes les clés pour sortir le pays de la crise. Je sens bien que rien ne change et je veux surtout marquer une rupture totale par rapport à la classe politique actuelle inchangée depuis cinquante ans. Ou que j'aille, dans les villes et les villages, on me réclame ce changement* ! » confie-t-il. C'est exactement ce qu'il s'attelle à faire avec son parti pro-européen, favorable à des réformes radicales. S'il reste réservé sur les problèmes économiques du pays, il met un point d'honneur à vouloir séparer le pouvoir bicéphale État-Église, à en finir avec le népotisme, la corruption, et à établir un mécanisme étatique fiable. « *Il est honteux pour les gouvernements précédents*, s'insurge-t-il, *d'avoir attendu que les ordres viennent de l'étranger, de nos créanciers publics, pour faire des réformes de base, comme, par exemple, établir un cadastre, ou contribuer correctement à l'impôt ! Nous aurions dû le faire sans qu'on nous le dicte.* »

Sourire ironique et regard rusé

Stavros Theodorakis est entouré d'autres journalistes, de fonctionnaires, de professeurs, tous acteurs de la société civile, mais qui ne se sont jamais engagés politiquement. Pour les aider, des dizaines de jeunes bénévoles se relaient. « *Certains tiennent le coup, d'autres abandonnent, je les comprends* », précise-t-il. L'air faussement détaché, le sourire ironique et le regard rusé, il ne veut rien laisser au hasard. Il avoue ainsi que « *même le nom donné au mouvement, Potami, est stratégique, à une époque où les Grecs ne veulent plus entendre parler de parti, de coalition, ni même d'union politique* ». Le résultat ne s'est pas fait attendre. À peine un mois après sa création, ce nouveau parti a été propulsé en troisième position dans les sondages, avec un score de 18 % d'opinions favorables.

Souvent comparé à l'Italien Beppe Grillo, Stavros Theodorakis sait qu'il a une occasion en or de percer face à une classe politique qui se délite. Mais la « *recette ne marche pas toujours* », surtout s'il s'agit de recycler de vieux fonds de commerces partisans, tempère Ilias Nikolakopoulos. Cet analyste politique rappelle que « *le centre gauche s'est uni pour les élections européennes en une seule liste appelée Elia, "l'olivier", qui démarrait bien dans l'opinion, jusqu'à ce que le Pasok socialiste rejoigne le mouvement. Alors Elia a plongé dans les sondages, soulignant la défiance envers les mouvements politiques traditionnels* ».

Si nombre d'experts doutent que cette rivière soit pérenne, tous s'accordent à dire que la Grèce vit les prémices d'un changement radical de sa classe politique. ■

Revers électoral pour les indépendantistes au Québec

Philippe Couillard ramène le Parti libéral au pouvoir et devient le nouveau premier ministre de la Belle Province.

LUDOVIC HIRTZMANN
MONTRÉAL

AMÉRIQUE DU NORD Le Québec a un premier ministre français : Philippe Couillard, 56 ans, français par sa mère et canadien par son père. Réunis lundi soir au Théâtre Plaza, dans le quartier de la Petite Italie de Montréal, les supporteurs de son Parti libéral du Québec (PLQ) exultaient. Leur succès a causé la déroute des indépendantistes du Parti québécois (PQ) de la première ministre démissionnaire, Pauline Marois. Avec 70 députés contre 30 au PQ, 22 aux populistes de droite de la Coalition avenir Québec (CAQ) et trois à Québec solidaire (gauche, NDLR), les libéraux ont ravi les 63 sièges nécessaires pour former une majorité. Lors des dernières élections, en septembre 2012, le Parti québécois avait obtenu 54 sièges, contre 50 au Parti libéral.

Au début mars, Pauline Marois, à la tête d'un gouvernement minoritaire, a dissous l'Assemblée nationale, persuadée qu'elle pourrait obtenir une majorité pour mener le Québec vers l'indépendance. Elle a fait appel au magnat de la presse Pierre Karl Péladeau, le patron de Québecor, pour convaincre les indécis que la souveraineté était une solution économiquement viable, mais les sorties tonitruantes sur l'indépendance du milliardaire, que Pauline Marois a eu du mal à contrôler, ont fait peur à une partie de la population, divisée sur le sujet.

Après un brillant début de campagne pour mener le Québec à l'indépendance, les souverainistes se sont écroulés dans les sondages. La chef souverainiste a alors changé de stratégie et assurée, maladroitement, qu'elle ne voulait plus faire de référendum sur l'indépendance. Le PQ, qui a aussi voulu imposer une charte de la laïcité mal ficelée qui s'adressait dans les faits aux musulmans, sikhs et juifs, a profondément divisé le vote. Philippe Couillard l'a bien compris et a déclaré au soir de sa victoire : « *Je serai le premier ministre de tous les Québécois.* »



REUTERS

« Je serai le premier ministre de tous les Québécois »

PHILIPPE COUILLARD

Si les souverainistes ont été trop confiants au début des élections, ils ont aussi sous-estimé la capacité de mobilisation des fédéralistes qui ont fait le plein de votes chez les personnes âgées, les anglophones et les immigrants effrayés par l'indépendance.

Le troisième parti, la Coalition avenir Québec, a gagné quelques députés par rapport au scrutin de 2012, mais en a surtout fait perdre au PQ. Philippe Couillard, donné toujours perdant dans les sondages ces derniers mois, a été un peu élu par défaut. Dans son programme, axé sur l'économie et l'emploi, Philippe Couillard veut unir les Québécois pour « *travailler ensemble à la prospérité du Québec* ». La victoire de cet ancien ministre de la Santé de 2003 à 2008, neurochirurgien de formation et sans grand charisme, est d'autant plus étonnante que son bilan en tant que ministre a été désastreux. Le système de santé québécois est en ruines et près de la moitié des Montréalais n'ont toujours pas accès à un médecin de famille. Le Parti libéral, miné par les scandales lors de son passage au pouvoir de 2003 à 2012, revient vraiment de loin. ■

L'avocat d'Agnelet piégé par son propre client

Au fil des débats, Me François Saint-Pierre est parfois mis en difficulté par les réactions et les déclarations de l'accusé.

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND
@DurandSouffland
ENVOYÉ SPÉCIAL À RENNES

JUSTICE Me François Saint-Pierre s'est autorisé, le 2 avril, une mise au point : « *Je ne suis pas le porte-parole de Maurice Agnelet. Lui, c'est lui, et moi, c'est moi.* » Comment un avocat peut-il défendre cet accusé, qui ment mille fois plus qu'un coupable retors et un innocent maladroit réunis, sans créer une sorte de vide sanitaire ?

Lundi 7 avril, Guillaume Agnelet dynamite les débats : il a la certitude, depuis ses 16 ans, que son père a bien assassiné Agnès Le Roux. Me Saint-Pierre appelle l'accusé à « *porter une parole courageuse et libre* », affirmant qu'il n'a « *jamais demandé l'acquittement d'un homme en sachant clairement sa culpabilité* ». Plaide-t-il, à cet instant, pour le box ou pour lui-même ? Tel un ministre des Finances pris à la gorge, le voici contraint de dévaluer la parole de celui qu'il défend pour sauver sa propre crédibilité, voire sa respectabilité. « *Il l'a dit, mais ce n'est pas une raison pour le croire* » : cette phrase inouïe lui échappe mardi quand Me Temime, partie civile, dénonce une énième rodomontade de M. Agnelet.

Me Saint-Pierre et l'avocat radié du barreau de Nice se sont rencontrés en 1988. À l'époque, le premier est un pénaliste qui commence à se faire remarquer à Lyon et le second, s'il a bénéficié d'un non-lieu pour l'assassinat, vient de purger deux ans ferme pour avoir détourné l'argent d'Agnès. Il poursuit en diffamation Renée Le Roux, qui publie *Une femme face à la mafia* et ceux qui se font l'écho du livre. Il gagne « *plusieurs procédures* », se souvient son conseil. Et d'évoquer un procédurier compulsif qui amuse le cabinet où il surgit coiffé d'un grand chapeau et vêtu d'une cape.

L'affaire criminelle est relancée en 1999. C'est du sérieux. Las, Me Saint-Pierre prend toute la mesure de la volatilité de son client. Le 22 décembre 2000, M. Agnelet est entendu par une juge de Nice ; le procureur, Éric de Montgolfier, assiste à l'audition. Le mis en cause toise le médiatique chef du parquet et demande s'il est « *auditeur de justice* » (élève à l'École de la magistrature). Le genre de boutade qui instaure une bonne ambiance…

Nice, 2006, cour d'assises. « *Où, quand et comment Maurice Agnelet a-t-il tué Agnès Le Roux ?* », demande Me Saint-Pierre, abattant à intervalles réguliers son atout : le cadavre n'a jamais été retrouvé. Acquittement. Appel à Aix-en-Provence, en 2007. On ne change pas un refrain qui gagne, croit-il, et l'avocat entonne à nouveau celui du « où, quand, comment ? ». Mais les jurés aixois n'aiment pas cette musique : vingt ans de réclusion.

Me Saint-Pierre, juriste hors pair, saisit la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci, début 2013, estime que le procès d'Aix était inéquitable et condamne la France. Pour le troisième round, à Rennes, le Lyonnais de 53 ans monte seul sur le ring, même s'il y avait « *beaucoup de volontaires* » pour l'accompagner. Le parti pris de la solitude, pourtant, est risqué, avec l'usure propre aux combats recommencés et un client dont l'âge élève les défauts au rang de vices. De la même manière que M. Agnelet a fabriqué des preuves contre lui-même, son avocat s'est piégé en obtenant un procès de plus ; peut-être - le verdict le dira - celui de trop.

Car il est obligé de jouer sur deux tableaux : celui du « procès impossible », et celui du procès qui se déroule ici et maintenant, tout à fait possible et fort instructif. Son client dit tout ce qui lui passe par la tête alors que ce qui lui passe par la tête est un cauchemar pour son avocat. Celui-ci ne se lève jamais pour le tancer : « *Ce serait trop dur pour lui, il se sentirait abandonné.* » Il admet lui avoir passé un savon, hors audience, après que l'intéressé eut affirmé qu'il n'avait jamais voulu « *b… Patricia* », la sœur de la victime.

> **« Le rapport de l'avocat à la vérité est une question philosophique »**
> Me SAINT-PIERRE

La volte de Guillaume sape toute défense de principe, car une scène de crime réaliste, désormais, saute aux yeux, avec le cadavre d'Agnès jeté au fossé. Paradoxalement, elle peut redonner de l'air à l'avocat, qui pourra travailler de la pâte humaine et non pas administrer un cours de droit. Plus M. Agnelet a l'air coupable, plus Me Saint-Pierre parlera de tragédie. Les jurés se souviendront peut-être alors que l'accusé n'a jamais été assis derrière son conseil, mais nettement décalé sur sa gauche ; la robe et le jogging noirs n'auront échangé que de rarissimes conciliabules.

« *Le rapport de l'avocat à la vérité est une question philosophique* », avait tenté Me Saint-Pierre après le passage du cyclone Guillaume. Pour M. Agnelet, allergique à la vérité, la vraie question porte sur la portée de ses mensonges systématiques : où, quand et comment un jury ne finirait-il pas par les condamner ? ■

Maurice Agnelet (*à droite*) et son avocat, Me François Saint-Pierre, lors de leur arrivée au palais de justice de Rennes, le 2 avril. JEAN-SEBASTIEN EVRARD/AFP

Les « veilleurs », un an de « résistance »

À l'occasion de cet anniversaire, ils se sont réunis à l'unisson mardi soir dans 75 villes françaises.

STÉPHANE KOVACS skovacs@lefigaro.fr

FAMILLE Un an après, la petite flamme de leur espérance ne s'est pas éteinte. Ce mardi soir, quelque 75 villes devaient veiller à l'unisson, pour célébrer le premier anniversaire des « veilleurs », ce mouvement né dans le sillage des manifestations contre le mariage homosexuel. Sagement assis sur des places publiques, à la lueur de bougies, un livre à la main et quelques citations de grands auteurs en tête, ils avaient choisi de réfléchir sur le thème « Culture et démocratie ». « *Les événements politiques ont suscité ou ressuscité chez de nombreuses personnes la prise de conscience d'une responsabilité personnelle face au délitement du sens de l'homme et la dissolution des liens sociaux, à commencer par le lien familial*, explique Axel Rokvam, l'un des fondateurs. *Nos veillées sont avant tout le signe d'une aspiration à davantage de justice dans une société où l'illusion prend peu à peu le pas sur la réalité.* » À Paris, les « veilleurs » se sont réunis au rythme d'une fois par mois depuis avril dernier.

Qui sont-ils ? Des jeunes et des moins jeunes, pour la plupart catholiques, de droite, et d'un milieu plutôt intellectuel. Pas mal d'anciens scouts, qui aiment à fredonner le refrain de l'*Espérance* : « *Reprends courage/ L'espérance est un trésor* ». Tous « *gardiens silencieux d'un trésor que l'on veut détruire : la filiation* », proclament-ils. « *Nous ne sommes ni un groupe de prière ni un meeting partisan, nous n'avons ni morale ni programme à asséner*, indique Gaultier, porte-parole des « veilleurs » de Lyon. *Nous ne sommes pas des gardiens de musée, des conservateurs de l'ancien monde, ni même simplement des indignés. Nous sommes des amoureux de la vie.* » Comme Confucius, les « veilleurs » affirment que « *l'homme qui déplace une montagne commence par déplacer les petites pierres* ». Partis de Paris, leurs petits lumignons ont embrasé toute la France : ils sont désormais présents dans quelque 200 villes françaises et une douzaine de pays étrangers. Ils ont aussi inspiré d'autres citoyens engagés, comme les « mères veilleuses », ou ces « sentinelles » qui veillent régulièrement, debout, devant le ministère de la Justice.

Une ténacité qui intrigue

« *Pourquoi s'obstiner, puisque la loi est votée ?* » leur demandent parfois des passants déconcertés. « *Il faut d'autant plus s'obstiner qu'elle est votée*, témoigne un « veilleur » de Jérusalem. *Vigilance rime désormais avec résistance.* » Une ténacité qui intrigue le pouvoir. À tel point qu'il y a quelques mois la police des Yvelines pressait une jeune Russe en attente de naturalisation, Anna, d'espionner ces rassemblements… « *On nous a mis des bâtons dans les roues à tous les niveaux : 104 personnes ont été arrêtées !* rappelle l'un des avocats des « veilleurs ». *Mais 18 d'entre elles ont répliqué en portant plainte avec constitution de partie civile. Aujourd'hui, nous sommes en train de réunir les 5 700 euros de frais de consignation… Une procédure pour l'histoire, afin de dénoncer la répression très forte que ce mouvement a subie, alors qu'il n'a jamais commis aucune infraction.* »

Pour Henrik Lindell, auteur des *Veilleurs, enquête sur une résistance* (1), « *le premier rôle des Veilleurs, aujourd'hui et demain, est d'être un lieu d'apaisement. Ils ont inventé une forme de résistance civique et spirituelle détonante* ». Un mouvement qui ferait presque envie à la gauche… « *La contestation est passée à droite !* s'exclame Gaël Brustier, chercheur en sciences humaines et membre du PS. *L'hégémonie culturelle n'est plus à gauche.* » Désormais, « *les veillées se sont émancipées de la seule question de la filiation*, souligne Axel, *et l'ont approfondie et élargie à une plus large réflexion sur l'homme, la liberté, la justice, la vie et la mort.* » Portés par « *l'espérance* », certains ont choisi l'engagement politique, créé des associations. « *Qui aurait imaginé que la lueur d'une espérance viendrait du refus spontané d'un projet de loi présenté comme une "avancée sociétale"* ? s'enthousiasme l'écrivain Denis Tillinac dans sa préface du livre *Veilleurs* (2). *Sous d'autres formes peut-être, le printemps des âmes daté de 2013 fera éclore ici et là de quoi résister à l'acculturation et à la déprime.* » ■

(1) *Éditions Salvator.*
(2) *Éditions Le Centurion.*

Rassemblement des « veilleurs » mobilisés contre la loi Taubira, place de la Concorde, à Paris, le 31 août. L. LUNG/LE FIGARO


Mercedes-Benz
M6 Executive avec jantes alliage 19" avec pneus roulage à plat, ILS (Intelligent Light System), toit ouvrant panoramique électrique et peinture métallisée au prix client TTC
ons de CO_2 de 103 à 135 g/km. Mercedes-Benz France SIREN 622 044 287 R.C.S. Versailles.

Les députés veulent sauver l'écotaxe

Présidée par un socialiste, la commission parlementaire qui planche sur cet impôt tient à sa mise en place.

JEAN-YVES GUÉRIN ET ANNE JOUAN

ÉCOLOGIE Les députés qui planchent actuellement sur le sujet de l'écotaxe vont-ils désavouer Ségolène Royal ? La nouvelle ministre de l'Écologie avait, jeudi dernier, appelé de ses vœux une *« remise à plat »* de la taxe poids lourds. Une déclaration interprétée comme un ballon d'essai pour envisager l'abandon de cet impôt très impopulaire. Une possibilité car cette taxe connaît un parcours erratique depuis quelques mois : initialement, elle devait entrer en application en juillet dernier puis en septembre, et enfin en janvier. Devant la révolte des « bonnets rouges » en Bretagne très opposés à cet impôt, Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, avait même, début novembre, suspendu son application. Son principe, pourtant, semblait séduisant : il s'agissait de faire payer les poids lourds qui empruntent les nationales et certaines routes secondaires. Des recettes qui permettraient de financer notamment des infrastructures de transport « durable » *(voir infographie ci-dessous)*.

Or selon nos informations, les députés ne partagent pas le point de vue de Ségolène Royal. Et ils entendent bien garder le principe d'une écotaxe, quitte à faire des modifications à la marge. C'est du moins ce qui va ressortir de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'écotaxe créée le 12 novembre par Claude Bartolone, le président PS de l'Assemblée nationale. *« À une très large majorité »*, selon l'expression de l'un d'entre eux, les députés, et ce toutes tendances confondues, sont favorables à l'application de cette taxe. *« Le principe est admis car ce n'est pas qu'une taxe écologique mais un financement durable des infrastructures. En résumé, ce n'est pas juste un problème dogmatique d'écologistes »*, résume le député PS de Gironde, Gilles Savary.

Simplement, les députés souhaiteraient rebaptiser cette taxe et l'appeler « taxe poids lourds », « taxe utilisateur-payeur », ou encore « redevance participative ». *« Nous sommes d'accord pour faire en sorte que ce projet de taxe aboutisse »*, confie Jean-Pierre Gorges, député UMP d'Eure-et-Loir.

L'avis de cette commission qui rendra son rapport le 30 avril est très important : quand il était premier ministre, Jean-Marc Ayrault avait indiqué qu'il tiendrait compte de ces travaux pour décider de l'application ou pas de cette taxe. Et son successeur, Manuel Valls, devrait aussi s'en inspirer.

Reste que les travaux de cette commission ne sont pas définitivement bouclés. Mercredi et jeudi, les 50 députés qui la composent vont réaliser leurs dernières auditions. Ils entendront les syndicats de salariés des transports et, à la demande expresse des élus bretons, les membres du Collectif des acteurs économiques bretons.

Un système compliqué

Cette commission ne peut pas être suspectée de pencher plus dans un camp politique que dans l'autre. Certes, elle est présidée par un socialiste, le député de l'Indre, Jean-Paul Chanteguet qui s'est notamment distingué en s'engageant pour la sortie du nucléaire. Mais sur les 50 députés qui planchent sur le sujet, 27 sont de gauche, et 23 de droite. En revanche, une douzaine viennent de Bretagne (avec une forte représentation de l'Ille-et-Vilaine). *« Il s'agissait de répondre au malaise de cet hiver*, avance Sophie Errante, députée PS de Loire-Atlantique. *Ainsi, il était impossible de dire que cette mission s'était faite sans les Bretons »*. Or on peut être breton et pour l'écotaxe. C'est le cas de plusieurs élus de la mission qui ne souhaitent pas en parler à visage découvert. Plus facile d'être un élu breton et de se dire publiquement contre. Comme Hervé Pellois, (DVG) député du Morbihan qui dénonce la complexité du système. *« Plus on nous explique comment fonctionne techniquement ce péage, moins nous comprenons comment il marche. Car contrairement à ce que tout le monde pense, il ne s'agit pas simplement de passer sous les portiques »*, confie-t-il. *« Il faut avoir fait bac + 30 pour comprendre ! »*, rétorque un autre. *« C'est une usine à gaz*, résume Sophie Errante, qui soutient pourtant cet impôt. *Pour nous expliquer techniquement le principe, la mission a entendu un exposé de 70 minutes ! Ce n'est pas possible ! Le système ne me convient pas. »*

Hervé Mariton, député UMP de la Drôme relève que *« la majorité ne souhaite pas tuer la taxe poids lourds »*. Mais qu'une adaptation peut être proposée en lançant notamment l'idée de la régionalisation de la taxe. Fervent opposant à l'écotaxe, Marc Le Fur, député UMP des Côtes-d'Armor, reconnaît que sa position est minoritaire dans la mission. Selon lui, en cette période de crise, cet impôt n'est pas cohérent. *« Le président de la mission voulait ripoliner, changer seulement quelques détails à la marge mais pas remettre en cause le fond »*, déplore-t-il. Et Isabelle Le Callennec, députée UMP d'Ille-et-Vilaine et opposante à l'écotaxe de résumer : *« Les rapports, il y en a plein les placards. Nous ne faisons pas cette mission pour disposer d'outils d'aide à la décision. In fine, la décision de maintenir ou non l'écotaxe reviendra au gouvernement. »* ■



À l'automne 2013, la mise en place des portiques écotaxes avait déchaîné la colère des «bonnets rouges». REUTERS

LES DATES CLÉS

1999
Le gouvernement Jospin étudie la mise en place d'une écotaxe pour financer les 35 heures. Le conseil constitutionnel invalide le projet.

2007
À l'issue du Grenelle de l'environnement, l'idée d'une « éco-redevance » est adoptée.

2008
La mise en place de l'éco-redevance est votée en octobre. Elle doit rentrer en vigueur en 2011.

Avril 2013
Le Parlement adopte le 24 avril, par un vote de l'Assemblée nationale, le projet de loi mettant en place une écotaxe poids-lourds.

Nov. 2013
Après une série de manifestations en Bretagne, Jean-Marc Ayrault annonce le 19 novembre que l'entrée en vigueur de l'écotaxe est suspendue « aux conclusions et aux préconisations des parlementaires » réunis dans une mission d'information.

Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, lors du premier Conseil des ministres après le remaniement, au Palais de l'Élysée. F.BOUCHON/LE FIGARO

Le choix crucial d'un secrétaire d'État aux Transports

Une dizaine de secrétaires d'État doivent être nommés mercredi. La question est de savoir si l'un d'entre eux sera spécifiquement en charge des Transports. Ségolène Royal aurait demandé qu'un secrétaire d'État aux Transports soit rattaché à son ministère de l'Écologie. Autant dire que le profil du prochain intéressé sera particulièrement parlant quant à la volonté du nouveau gouvernement de mettre ou non en place la taxe poids lourds. Car une partie de la recette générée par l'écotaxe doit servir à financer les transports du quotidien et la modernisation des infrastructures, notamment ferroviaires. *« Le plus grand défenseur de l'écotaxe était Frédéric Cuvillier, l'ancien ministre des Transports, qui a disparu dans la tourmente du remaniement »*, fait observer Marc Le Fur, député UMP des Côtes-d'Armor. Frédéric Cuvillier pourrait faire son retour. Si tel était le cas, ce serait un signal fort envoyé à la mise en place de l'écotaxe. J.-Y. G. ET A.J.

ZOOM

Euthanasie : Vincent Lambert transféré à la Pitié-Salpêtrière à Paris
Selon nos informations, le jeune tétraplégique, dont la question sur son maintien en vie sera tranchée par la justice fin juin, a été transféré lundi du CHU de Reims à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière à Paris. Il y restera 5 jours pour subir des examens neurologiques poussés, à la demande des experts médicaux nommés par le Conseil d'État en février dernier.

EN BREF

Affaire des « fadettes » : Bernard Squarcini condamné
L'ancien patron du renseignement intérieur français, Bernard Squarcini, a été condamné mardi à 8 000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Paris, qui l'a reconnu coupable d'avoir réquisitionné illégalement les factures téléphoniques détaillées (« fadettes ») d'un journaliste du *Monde*.

Conduite en état d'ivresse : Depardieu condamné
Gérard Depardieu a été définitivement condamné mardi à Paris à une amende pour conduite en état d'ivresse lors de sa chute à scooter en 2012. Son permis n'a pas été suspendu.

Le contrat Ecomouv' dans le collimateur

LUNDI soir, Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, a eu une réunion avec les hauts fonctionnaires des différents ministères qui planchent dans l'ombre depuis des mois sur le projet de l'écotaxe. C'est la première fois qu'elle rencontrait ces membres de la haute administration, convaincus du bien-fondé de la mise en place de la taxe poids lourds. Or la réunion s'est mal passée…

Pourtant, l'État ne va plus pouvoir tergiverser longtemps. Il va lui falloir très rapidement, selon la formule consacrée, « réceptionner l'ouvrage » livré par le consortium Ecomouv', emmené par l'Italien Autostrade (filiale de Benetton, qui exploite des autoroutes de l'autre côté des Alpes.). Il s'agit d'une étape importante car à partir du moment où l'État réceptionne l'ouvrage, il doit verser à Ecomouv' un loyer de 20 millions d'euros par mois, et ce même si la taxe n'est pas perçue.

Pour Ecomouv' cette étape constitue un enjeu considérable qui dépasse de loin les 800 millions que l'État lui devrait s'il devait ne pas tenir les engagements prévus dans ce PPP (partenariat public privé). En fait, il s'agit d'une histoire d'image pour Autostrade, qui emploie 10 000 salariés dans le monde et qui possède 70 % du capital d'Ecomouv'. En d'autres termes, une réception de l'ouvrage lancerait un signal fort aux futurs clients d'Autostrade : le groupe est capable de mettre en place des systèmes complexes qui fonctionnent. Une manière pour les Italiens d'éviter tout « risque industriel » en perdant des marchés pour cause de mauvaise publicité.

Une société d'économie mixte

Pour éviter d'avoir à donner une partie de la collecte à une société privée, les députés de la mission sur l'écotaxe ont eu une idée : pourquoi ne pas changer le contrat que l'État a signé avec Ecomouv' ? Le dénoncer puis le renégocier en créant une société d'économie mixte avec l'État et les collectivités locales ? Et pourquoi pas, en excluant Ecomouv'. L'objectif serait de rendre la taxe *« moins crispante »*, selon l'expression de Sophie Errante, députée PS de Loire-Atlantique. *« J'en ai discuté avec Michel Cornil, le vice-président d'Ecomouv', c'est l'une des hypothèses étudiées »*, assure Gilles Savary, député PS de Gironde. Pour Ecomouv', il est techniquement possible de mettre en place une société d'économie mixte. Il faut d'abord résilier le contrat existant, en établir un nouveau et faire entrer Ecoumouv' à hauteur de 49 %, au plus. La perception de la taxe se ferait alors par une entreprise publique. Toutes les parties concernées (État, élus, collectivités locales, Ecomouv') pourraient y trouver leur compte, confie une source proche du dossier.

Dans ce cas de figure, Ecomouv' devrait licencier ses 210 salariés. Un vrai risque qui n'émeut pas beaucoup le gouvernement. *« Quand Lejaby est en difficulté, c'est tout juste si Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif n'enfile pas des dessous féminins pour défendre les salariées. Quand il s'agit d'Ecomouv', tout le monde s'en moque »*, glisse un connaisseur du dossier. ■

J.-Y. G ET A. J.



La France redécouvre le risque sismique

Un tremblement de terre de magnitude 5,3, lundi soir dans le sud-est du pays, a causé une belle frayeur.

MARIELLE COURT @MarielleCourt

SISMOLOGIE Une magnitude de 5,3 sur l'échelle de Richter. Lundi soir, à 21 h 27, une grande partie du sud-est de la France a tremblé. L'épicentre, à cinq kilomètres sous terre, se trouvait à hauteur de Jausiers, à quelques kilomètres de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). En France, on estime qu'un tel séisme intervient environ tous les dix ans et tous les trente ans dans les Alpes. Il a été ressenti à Digne, tout au long de la vallée de l'Ubaye, à Gap et Briançon et même au-delà, dans des villes telles que Grenoble ou Nice (probablement ressentis par 2 678 610 personnes réparties dans 1 312 communes, estimation établie par l'Observatoire des sciences de la terre, l'EOST de Strasbourg). S'il n'y a eu que très peu de dégâts, les témoignages évoquent un bruit terrible et une grande émotion.

« La zone de Barcelonnette est connue pour son potentiel sismogénique », rappelle Olivier Bouc, responsable de l'unité risques sismique et volcanique au BRGM. Dans cette région, le précédent tremblement de terre significatif n'est pas très vieux. Il remonte à février 2012 (4,8 sur l'échelle de Richter). *« La sismicité de cette zone n'est pas étonnante du fait de la structure des failles »*, rappelle le spécialiste. Elle est due aux compressions qui forment les Alpes nées de la remontée de la plaque tectonique africaine sur la plaque eurasienne.

Depuis le séisme de lundi, plusieurs répliques sont intervenues, mais d'intensité bien moindre. *« La région de Barcelonnette connaît régulièrement des mouvements depuis 2002-2003. C'est un réajustement des contraintes »*, souligne Olivier Bouc.

Si la France métropolitaine subit quelque 2 500 tremblements de terre chaque année, la très grande majorité passe totalement inaperçue. La base de donnée SisFrance a recensé, avec les archives depuis le IXe siècle, plus de 6 000 événements suffisamment importants pour que les effets ressentis et les dommages causés soient décrits ou recensés. D'où une estimation de leur intensité.

Sachant que les Antilles sont la région de France où le risque est le plus important, quatre grandes zones sismiques ont été identifiées en métropole : les Pyrénées ; les Alpes du Sud avec les Bouches-du-Rhône ; les Alpes du Nord avec la Savoie et l'Isère ; enfin la région de Bâle, Mulhouse et de Belfort. *« Mais l'aléa peut arriver sur tout le territoire »*, rappelle le scientifique. Touraine et Poitou-Charentes ont connu des séismes très destructeurs. Ainsi en 1711, la ville de Loudun a enregistré un séisme d'intensité de 7 à 8. Ce qui signifie des dommages importants. Mais jusqu'à aujourd'hui, le tremblement de terre le plus violent en France aurait été celui de Bigorre le 21 juin 1660 : peut-être une intensité de 8 ou 9.

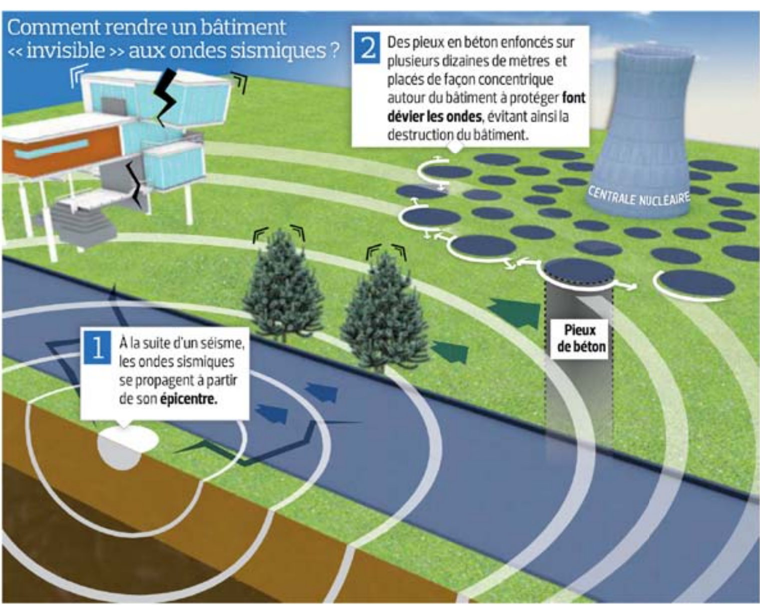
Reste que, vue la situation sismologique actuelle, les scientifiques s'accordent à dire qu'un méga-séisme comme ceux qui menacent le Japon ne pourrait pas arriver en métropole. La probabilité d'un tremblement de terre de magnitude 6 est déjà très faible.

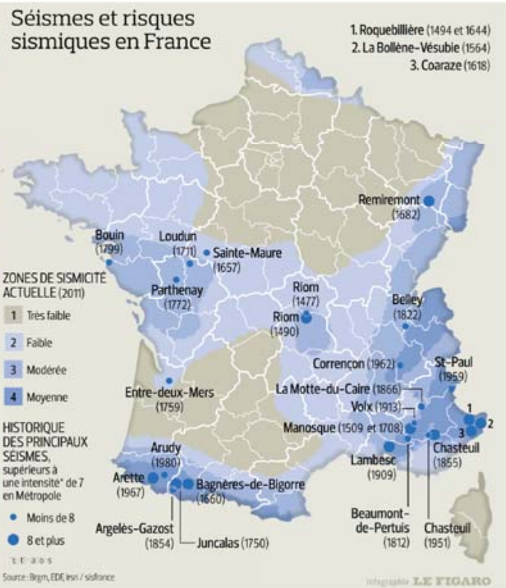
De très nombreux chercheurs dans le monde tentent de trouver les moyens d'anticiper les séismes. Mais il n'y a pour l'heure aucune unanimité sur les travaux effectués. La sismologie en revanche a fait d'énormes progrès grâce à des instruments toujours plus efficaces et précis pour caractériser les sources sismiques et leurs effets en fonction des structures géologiques des sols. *« Sur la base de travaux américains, le BRGM, avec l'Observatoire Midi-Pyrénées, le Bureau central sismologique français ainsi que des partenaires espagnols, a adapté pour les Pyrénées un système qui permet en quelques minutes après un séisme d'au moins 3,5 sur l'échelle de Richter de fournir une carte régionale des effets attendus*, précise Olivier Bouc. *Il existe de même des mécanismes d'alerte précoce, qui se déclenchent en quelques secondes pour permettre aux compagnies de chemin de fer d'arrêter des trains ou à une usine de suspendre son activité. »* Mais ils sont encore rares. À défaut de pouvoir prévenir on sait aujourd'hui un peu mieux secourir. ■

La sismologie a fait d'énormes progrès grâce à des instruments toujours plus efficaces et précis pour caractériser les sources sismiques

Après chaque séisme, les regards se tournent vers Nice

Et si tout cela se passait aussi à Nice ? La ville est située dans la zone d'aléa élevé et *« c'est une grande ville avec beaucoup de constructions*, commente Claire Arnal, directrice de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur au BRGM. *Si la ville avait connu le même séisme que celui de lundi soir dans les Alpes-de-Haute-Provence, il y aurait eu une autre émotion. »* Localement, tout le monde garde en mémoire le tremblement de terre qui a secoué la ville d'Imperia en Italie, de l'autre côté de la frontière. C'était le mercredi des cendres de 1887, les habitants se trouvaient tous à l'église, la coupole s'était effondrée, faisant 400 morts. Imperia se trouve à un bout de la faille. Si le séisme s'était déroulé à l'autre extrémité, c'est Nice qui aurait été touché. Outre les morts et les blessés qu'un séisme peut entraîner, un autre problème intervient très vite : celui des sans-abri, dont le nombre se compte vite en milliers. *« Ça a été un des problèmes majeurs du tremblement de terre de l'Aquila, toujours en Italie, qui date de 2009. D'ailleurs, le centre-ville n'est pas encore réhabilité »*, rappelle Claire Arnal.
La meilleure prévention reste bien sûr la construction d'immeubles parasismiques. Mais le renouvellement de l'immobilier n'est pas plus rapide à Nice que dans le reste de la France, soit 1 % par an. *« Localement, nous avons beaucoup travaillé avec la ville sur la prévention, et les choses ont bien évolué ces vingt dernières années »*, assure toutefois la spécialiste.
Un service de risque sismologique a été mis en place, des opérations de sensibilisation sont menées notamment auprès des enfants dans les écoles. Reste qu'après chaque changement de maire à la faveur des élections municipales dans la région, il faut souvent recommencer ! **M. C.**





Une expérience prometteuse d'« invisibilité sismique »

TRISTAN VEY @veytristan

PEUT-ON rendre des bâtiments ou des villes « invisibles » aux tremblements de terre en forçant les ondes sismiques à les contourner ? Cette idée, moins saugrenue qu'il n'y paraît, s'inspire de célèbres travaux sur la lumière réalisés par le physicien anglais John Pendry. Ce dernier avait démontré en 2006 qu'il était possible de créer un matériau sur lequel les rayons lumineux « glisseraient », ce qui le rendrait invisible. Sa théorie reposait essentiellement sur le caractère ondulatoire de la lumière. Or, mathématiquement, il n'y a pas vraiment de différence entre une onde de type électromagnétique et une onde mécanique (houle, séisme, etc.).

« Nous avons réalisé qu'en forant des trous ou en plaçant judicieusement des piliers dans le sol, il serait possible d'obtenir un effet similaire », explique Sébastien Guenneau, directeur de recherche du CNRS à l'Institut Fresnel de Marseille qui a imaginé ce concept de cape d'invisibilité sismique. *« Il nous restait à vérifier que les simulations numériques et la théorie que nous proposions en 2009 tenaient la route. »*

Stéphane Brûlé pour sa part, sismologue de formation et ingénieur BTP chez Ménard, tombe par hasard sur les travaux de ses collègues marseillais. Enthousiasmé par l'idée, il propose de monter une expérience de terrain afin de valider le concept. Le dispositif mis en place à Grenoble est assez lourd. Plusieurs dizaines de trous de 32 cm de diamètre et 5 m de profondeur sont creusés à intervalles réguliers dans un grand rectangle (un terrain de badminton). Des dizaines de capteurs sismiques sont alors disposés sur une zone un peu plus grande. Un vibreur, qui émet 50 vibrations par seconde (50 hertz), est enfoncé dans le sol devant l'installation.

Les résultats, publiés dans la revue *Physical Review Letters*, sont très encourageants : les ondes sismiques artificielles sont clairement détournées par les différents puits créant une « bande interdite ». *« Ce n'est qu'une preuve de concept, mais cela montre que des inhomogénéités artificielles dans le sol permettent de contrôler la propagation des ondes »*, se félicite Stéphane Brûlé.

Une autre expérience, menée à Lyon en 2012 - mais dont les résultats n'ont pas encore été publiés -, serait encore plus concluante. *« Cette fois-ci, les trous étaient plus larges et disposés en arcs de cercle concentriques*, raconte Sébastien Guenneau. *C'est une configuration plus proche de ce que nous imaginons pour protéger des bâtiments. »* C'est la chute d'un poids de plusieurs tonnes d'une hauteur de 20 mètres qui a simulé le séisme. *« Les fréquences obtenues pour les ondes sismiques sont plus basses et plus proches de la réalité »*, souligne Stéphane Brûlé. La « cape antisismique » aurait parfaitement fonctionné.

> **« Des inhomogénéités artificielles dans le sol permettent de contrôler la propagation des ondes »**
> STÉPHANE BRÛLÉ, SISMOLOGUE

Bien sûr, cette cape ne rend pas complètement invisible. *« La Terre se soulève sous l'effet des ondes les plus longues, de taille kilométrique*, rappelle Stéphane Brûlé. *Celles-ci ne sont pas détournées, mais ce ne sont pas les plus dangereuses. En pratique, il faudra surtout protéger les bâtiments des fréquences avec lesquelles ils entrent en résonance. Généralement ce sont les ondes comprises entre 1 et 10 Hz. »*

Une troisième expérience doit être menée fin 2014 dans une configuration quasi réelle afin de vérifier l'efficacité du dispositif pour l'intégralité de cette gamme de longueurs d'onde. Si cela fonctionne, les ingénieurs prendront le relais afin de trouver des applications concrètes. *« Cela pourrait permettre de protéger des centrales nucléaires, des aéroports ou des bâtiments historiques pour lesquels il est compliqué de mettre en place des fondations antisismiques »*, note Sébastien Guenneau.

Le chercheur a réussi à se faire allouer 1,5 million d'euros sur 5 ans par le Conseil de recherche européen pour ses travaux. Il utilise une partie de cette enveloppe pour mettre au point des dispositifs antitsunamis fonctionnant sur le même principe. *« Les installations de protection des digues sont déjà très encourageantes »*, estime-t-il. ■

ZOOM

Stimulation électrique encourageante pour les paralysés

Une nouvelle étude américaine montre que la stimulation électrique sur des paralysés reste prometteuse. Selon ces travaux (publiés dans la revue *Brain*), trois volontaires paraplégiques sont redevenus capables de bouger volontairement les hanches, les chevilles et les orteils, mais pas de marcher. *« La croyance qu'aucune récupération n'est possible et qu'une paralysie complète est permanente est désormais contestée »*, écrit Susan Harkema de l'université de Louisville, l'une des auteurs de l'étude. Ces volontaires se sont vu appliquer un courant électrique à des fréquences et des intensités variables dans la région lombo-sacrée du bas du dos. S'ils n'ont pas pu marcher, ils ont vu leur état général s'améliorer, leur masse musculaire augmenter, avec une meilleure régulation de la pression artérielle, une moindre fatigue et une sensation générale de mieux-être.

Ian Thorpe pourrait perdre l'usage d'un bras

La légende de la natation australienne vit un nouveau drame. Il a été placé en soins intensifs à la suite d'une grave infection.



Détenteur d'un palmarès exceptionnel (11 titres mondiaux, 5 médailles d'or olympiques et 13 records du monde), Ian Thorpe a pris une retraite prématurée en 2012, à 24 ans. MAO/PRESSE SPORTS

JEAN-JULIEN EZVAN @JeanJulienEzvan

NATATION Descente aux enfers. En janvier dernier, Ian Thorpe (31 ans) a été hospitalisé dans une clinique de Sydney pour *« dépression et abus d'alcool »*. En février, l'ancienne star australienne des bassins était de nouveau hospitalisée après avoir avalé un cocktail de médicaments, dont des antidépresseurs. La chaîne de télévision *Seven Network* a, ce mardi, rapporté que l'ancien nageur a contracté une infection lors d'une intervention chirurgicale et, placé en soins intensifs, pourrait perdre l'usage de son bras gauche.

L'Australie suit avec angoisse les nouvelles qui accompagnent la chute de celui qui reste l'une de ses plus célèbres figures sportives. Thorpe, modèle de précocité, symbole de réussite. Enfant béni, doré, adulé. Avant d'arpenter sans fin la face sombre. Flashback. Janvier 1998, cheveux peroxydés, un jeune concurrent éclabousse de sa classe les championnats du monde disputés à Perth. Médaille d'or (devant son compatriote Grant Hackett). Visage radieux, sourire éclatant. Invité à durer. Il sera ensuite, avec l'athlète Cathy Freeman (dernière porteuse de la flamme) l'une des stars des Jeux olympiques de Sydney en 2000 (médailles d'or sur 400 m nage libre, 4 × 100 m et 4 × 200 m, médaille d'argent sur 200 m). Il deviendra même le premier nageur à collectionner 6 titres lors des Mondiaux de 2001 à Fukuoka (200 m nage libre, 400 m, 800 m, 4 × 100, 4 × 200 m et 4 × 400 m 4 nages). Sommet.

Addiction et dépression

Dans son palmarès, entre écarts et éclats, brillent 11 titres mondiaux, 5 médailles d'or olympiques (record australien du genre) et 13 records du monde. Avant la retraite précipitée. À 24 ans. Une porte claquée avant un come-back désespéré. Source d'intense frustration, de profonde désillusion pour « Thorpedo » (« la torpille ») qui visait un nouveau départ pour les Jeux olympiques 2012 à Londres après avoir tourné le dos à la natation en 2006… Loin des vivats des bassins, Ian Thorpe a, dans la pénombre, usé les couloirs d'une vie sans reliefs. L'année dernière, l'Australien avait, dans une émouvante autobiographie, *C'est moi*, posé, sans fard, des mots crus sur ses problèmes d'addiction et de dépression. Il livrait ses états d'âme : *« Même ma famille ignore que j'ai passé une grande partie de ma vie à me battre avec ce que je pourrais appeler une dépression rampante (…) J'ai consommé de l'alcool comme un moyen de débarrasser ma tête de pensées terribles, comme un moyen de gérer mes humeurs. »* Il confiait encore ses douleurs, son mal-être, son quotidien hanté : *« C'était un terrible trou noir. Je suppose qu'il était inévitable que je me sois tourné vers des moyens artificiels pour maîtriser mes sentiments et j'ai trouvé l'alcool. »*

Ligne brisée. Cible de tous les regards, la légende de la natation a été confrontée pendant des années à des rumeurs sur son orientation sexuelle avant de démentir qu'il était homosexuel. En 2007, mis en cause pour un contrôle « suspect », le nageur avait, des mois plus tard, été blanchi par l'agence australienne antidopage. Thorpe, carrière précoce et fulgurante, avant, bien loin des bassins, de continuer à faire parler de lui… ■

L'ombre d'un doute pour le Bayern, Barcelone en danger

Le Bayern et l'Atlético sont en favoris avant de recevoir Man Utd et le Barça.

CYRILLE HADDOUCHE @chaddouche

FOOTBALL L'ombre d'un doute. Sur un piédestal depuis son triplé la saison dernière, le Bayern Munich, ce mercredi à l'Allianz Arena, aborde son quart de finale retour de la Ligue des champions face à Manchester United avec une petite fêlure dans sa carapace. En position favorable après leur match nul à Old Trafford (1-1), les champions d'Europe n'en demeurent pas moins sous la menace d'une formation anglaise qui n'a plus que l'Europe pour sauver une saison totalement ratée en Premier League. En dépit de la supériorité collective manifeste des Bavarois, les hommes de David Moyes avaient ainsi failli créer la sensation au match aller en suivant un plan de jeu certes simpliste (réduction des espaces et contre-attaques) mais adapté à l'asymétrie du rapport de forces entre les deux équipes.

Au point de rendre stérile la possession de balle d'une équipe allemande qui s'est sortie du piège mancunien en pratiquant un football plus direct dans la foulée de l'entrée en jeu de Mandzukic. Depuis qu'ils ont conquis le titre de champion d'Allemagne, fin mars, les hommes de Pep Guardiola semblent aussi avoir perdu de leur inoxydable détermination, comme en atteste l'étonnante mauvaise passe de trois matchs sans victoire sur laquelle ils restent. Avec, en prime, une défaite à Augsbourg (1-0) samedi mettant un terme à une série de 53 rencontres d'invincibilité. *« J'ai toujours dit que l'on perdrait un jour ou l'autre. Je suis triste que l'on ait perdu, mais l'objectif est le match contre Manchester United depuis des semaines. On ne peut pas comparer la Bundesliga et la Ligue des champions »*, a tempéré Pep Guardiola, qui avait aligné une équipe totalement remaniée à Augsbourg.

Opposition de styles

Avant de mettre en garde son équipe – diminuée par les absences de Thiago (blessé), Schweinsteiger et Martinez (suspendus) au milieu – sur les données tactiques de la rencontre : *« Ils jouent très bien le contre en attendant vos erreurs. J'ai peut-être tort, mais je pense que Manchester va défendre à neuf ou dix autour de la surface et attendre un coup-franc ou un corner pour nous taper. »* Septième de Premier League à 7 points de la dernière place qualificative pour la prochaine édition de la C1, Manchester United jouera sa saison à Munich. Moyes, qui ne pourra pas compter sur Fellaini et Rafael blessés, devrait en revanche aligner Wayne Rooney. Forfait ce week-end en raison d'une

QUARTS DE FINALE RETOUR

CHELSEA	hier	PARIS SG
BOR. DORTMUND	–	REAL MADRID
BAYERN MUNICH	mer. 20h45 beIN (1-1)	MANCHESTER U.
ATLÉTICO MADRID	beIN (1-1)	FC BARCELONE

blessure à l'orteil, l'attaquant s'est entraîné normalement ce mardi. Son retour devrait donner un coup de boost à ses coéquipiers en quête d'un incroyable exploit à l'Allianz Arena.

Tenu en échec au Camp Nou sur le même score par l'Atlético Madrid (1-1), Barcelone devra aussi marquer ce mardi à Vicente-Calderon pour atteindre les demi-finales. Un défi délicat pour les coéquipiers de Lionel Messi qui butent sur la défense de fer des Madrilènes depuis le début de saison. Ce quart de finale retour entre deux équipes n'ayant pas réussi à se départager lors de leurs quatre précédentes confrontations cette saison (2 fois en Supercoupe d'Espagne, une fois en Liga et lors de la demi-finale aller) s'annonce donc particulièrement indécis.

L'opposition de styles entre le « tiki-taka » catalan et la débauche acharnée d'énergie des « colchoneros » promet des étincelles. *« Nous partirons avec un certain désavantage, qui nous obligera à marquer au moins un but »*, a admis l'entraîneur barcelonais, Gerardo Martino, conscient de l'obligation pour ses joueurs d'accélérer les échanges pour défaire le maillage défensif ultra-serré tissé par l'entraîneur madrilène, Diego Simeone.

« Dans aucun des quatre matchs joués contre l'Atlético, nous n'avons pris l'avantage au score. Nous allons essayer de le faire pour voir comment ils réagissent. Ce pourrait être la clé », indique Xavi, le capitaine Blaugrana. Également à la lutte pour un sacre domestique, les deux équipes ont d'ores et déjà rendez-vous lors de la dernière journée de Liga. ■



Ribéry (*à gauche*, Bayern) et Jones (Man Utd) lors du quart de finale aller, le 1er avril. ANDREW YATES/AFP

EN BREF

Natation : Agnel s'impose sur 400 mètres

Le champion olympique du 200 m, Yannick Agnel, a décroché un premier titre de champion de France, sur 400 m nage libre (en 3'49''65), mardi, à Chartres, gagnant ainsi son billet pour l'Euro de Berlin, en août.

Tennis : Inde-Serbie en barrage de la Coupe Davis

La Serbie de Djokovic défendra mi-septembre sa place dans le groupe mondial en Inde. L'Espagne de Nadal se rendra, elle, au Brésil. Les autres barrages : Israël-Argentine ; Canada-Colombie ; États-Unis-Slovaquie ; Pays-Bas-Croatie ; Ukraine-Belgique ; Australie-Ouzbékistan.

Équitation : Bost forfait pour la finale mondiale

Roger-Yves Bost a déclaré forfait pour la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles, du 18 au 21 avril à Lyon, sa jument manquant *« de condition physique »*. Patrice Delaveau, Kévin Staut et Simon Delestre défendront les chances françaises.

Voile : les figaristes au cap Finisterre

Le duo Gwenolé Gahinet-Paul Meilhat (*Safran-Guy Cotten*) occupait la tête de la Transat AG2R La Mondiale, mardi, à 16 heures et à l'approche du cap Finisterre.

Montpellier résiste à toutes les épreuves

Le club héraultais se débat depuis 18 mois avec les difficultés financières et les sanctions sportives qui découlent de l'affaire des paris,

CÉDRIC CALLIER ccallier@lefigaro.fr

HANDBALL *« Montpellier sera toujours là. »* Pour Michaël Guigou, l'international emblématique du club héraultais, cela ne fait aucun doute. Et cette saison le prouve de la plus belle des manières. En lice pour le titre de champion de France, derrière le surprenant leader Dunkerque, et aux portes du dernier carré de la Coupe EHF, la deuxième plus grande compétition européenne, la formation montpelliéraine fait preuve d'une incroyable résilience. Car, depuis la révélation de l'affaire des paris présumés truqués fin septembre 2012, le sort s'acharne sur le Mahb.

Sportivement tout d'abord, avec les départs des principaux concernés par le scandale, dont la tête de gondole Nikola Karabatic. Un démantèlement de l'effectif qui avait stoppé net Montpellier la saison dernière et ouvert un boulevard au Paris SG vers son premier titre de champion de France. Après cinq années de règne héraultais. Mais la formation dirigée par Patrice Canayer était loin d'être au bout de ses peines. L'impact sur le terrain s'est accompagné d'un autre, encore plus douloureux, sur les finances du club. Ainsi, le principal sponsor du Mahb (Brother) s'est retiré, laissant inévitablement un grand vide derrière lui. À tel point qu'avant le début de l'exercice 2013-2014, quatre joueurs de l'effectif héraultais ont vu leurs contrats invalidés par la Commission nationale d'aide au contrôle de la gestion (CNACG).

Finalement, hormis le dommage collatéral vécu lors du Trophée des champions, où Montpellier décida d'aligner ses jeunes en guise de réaction, tout est rapidement rentré dans l'ordre. En surface. Car cela ne changeait pas le nœud du problème : malgré une baisse importante de son budget (de 7,4 millions à 6,60 millions d'euros), le Mahb restait sur le fil du rasoir en raison de sa masse salariale. Trop fragile, la situation débouchait



« Il y a une vraie volonté politique à Montpellier de conserver une belle équipe de handball »

MICHAËL GUIGOU

sur une sanction le 4 février dernier, sous la forme d'un retrait de deux points au classement. En cause, *« un non-respect dans des proportions importantes de son budget prévisionnel pour la saison 2012-2013 »*. Autant dire une nouvelle conséquence de l'affaire des paris. Le coup de grâce définitif cette fois pour les Héraultais ?

Absolument pas. Malgré cette tempête qui n'en finit plus, Montpellier reste compétitif et enchaîne les victoires. D'où cette question : comment le club héraultais fait-il pour toujours se relever ? *« Tout simplement car c'est dans la culture de la ville, et qu'il y a un véritable savoir-faire dans ce club,* confié Michaël Guigou au *Figaro*. *Je pense qu'il réunit beaucoup de bons ingrédients, notamment sur le plan humain, et que rien n'arrive par hasard. Il y a une vraie volonté politique à Montpellier de conserver une belle équipe de handball. »* Mais si la volonté est louable, encore s'agit-il de l'accompagner d'une compétence idoine.

À ce titre, l'international tricolore ne tarit pas d'éloges au sujet de Frédéric Anquetil, un des anciens capitaines emblématiques de Montpellier, qui a, depuis, pris la direction du centre de formation : *« Il est discret, mais il effectue un travail exceptionnel. C'est un éducateur avant tout, qui a un très bon rapport avec les jeunes. Il leur inculque de vraies valeurs, ce qui est la base selon moi. Et puis, il a ce talent de réussir à les faire éclore, à leur donner confiance, à pleinement mesurer leur potentiel. C'est grâce à lui que la politique formatrice du club fonctionne si efficacement. »*

Celle-ci permet au Mahb de pouvoir continuer à regarder droit dans les yeux le Paris SG version qatarienne, malgré des moyens sans commune mesure. Mais, plus encore, avec les Mathieu Grébille et autre Baptiste Bonnefond, le club héraultais fait le bonheur de… l'équipe de France. Celle qui domine la planète et qui n'hésite pas à s'appuyer sur la capacité à toujours se renouveler de Montpellier. ■

LE CARNET DU JOUR

thèses

Rainier ROCCHI
directeur honoraire
des Affaires culturelles
de la Principauté de Monaco,
est à l'honneur.
Homme discret, à l'honnêteté intellectuelle sans faille, épris de musique et de peinture, c'est la littérature qui reste depuis son plus jeune âge sa grande passion.
Encore jeune étudiant à la faculté de lettres, son intérêt pour le Nouveau Roman le conduira à rencontrer plusieurs fois, l'écrivain Nathalie Sarraute. Rencontre décisive s'il en était !
26 ans à la direction des Affaires culturelles : nommé en 1982, il en devient en 1992, directeur ; direction qu'il décidera, de quitter en 2008.
A partir de 2009, ayant toute liberté pour s'adonner entièrement à sa passion, (marginalisée pendant ses fonctions), il décide de reprendre ses études littéraires et ses recherches par 5 années à l'université de Nice Sophia-Antipolis, en vue du doctorat.
Après sa toute récente soutenance, à la faculté de lettres de Nice Sophia-Antipolis sur
L'œuvre de Nathalie Sarraute, à l'épreuve de l'intertextualité
avec parmi les 5 membres du jury, Mme Ann Jefferson de l'université d'Oxford, actuellement la référence internationale de cet auteur, il vient d'obtenir avec brio, le diplôme de docteur ès lettres, avec mention très honorable et félicitations du jury.
Nos plus vives félicitations !

deuils

Mme Dominique Bagot,
née Bénédicte Sirol,
son épouse,
Mme Gaëlle Debilly,
M. Olivier Rouard,
M. et Mme Yorick Bagot,
Mme Olivia Bagot
et M. Mickaël Féval,
M. et Mme Erwan Bagot,
M. Tristan Bagot,
ses enfants,
Ninnog, Marcus et Paul,
ses petits-enfants,

Mme Françoise Sirol,
née Rendu,
Mme Catherine Sirol

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Dominique BAGOT

enlevé à leur affection
le 5 avril 2014.

44, chemin des Bruyères,
69280 Sainte-Consorce.

Mme Félix Balagny,
née Yolande
Le Bon de Lapointe, son épouse,
Bertrand, Gérard, Xavier,
Dominique, et leurs épouses,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

vous font part
du rappel à Dieu de

M. Félix BALAGNY

le 6 avril 2014,
dans sa 98e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 11 avril,
à 15 heures, en l'église
de Vittefleur (Seine-Maritime).

Renée Bettray,
son épouse,

ses filles,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
ses neveux et nièces
et toute sa famille

ont la profonde tristesse
de vous faire part du décès de

Guy BETTRAY
officier de Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 avril 2014, à Paris,
dans sa 90e année.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi 11 avril,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
92, rue Saint-Dominique,
à Paris (7e), sa paroisse.

20, avenue de la Motte-Picquet,
75007 Paris.

Mme Michel Bouton-Hugues,
Mme Paul Bouton,
Mme Pierre Bouton,
ses belles-sœurs,

ses neveux et nièces,
petits-neveux et petites-nièces,

en union avec
ses frères et sa sœur,
Maurice, Jacques, André,
Germaine, Michel, Paul, Pierre,

Myriam, sa secrétaire,
Rkia et Fatima,
ses fidèles employées,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Jeannette BOUTON
infirmière, spécialiste
du sommeil,
neuropédagogue,
médaille militaire,

en son domicile, le 6 avril 2014,
dans sa 93e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le jeudi 10 avril,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Pierre-du-Martroi
d'Orléans,
suivie de l'inhumation
au cimetière d'Orléans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3 ter, avenue
Jean-Baptiste-Clément,
92100 Boulogne-Billancourt.

Les familles
Blanchet Magon de la Lande,
Turquet de Beauregard,
ses neveux et nièces,
ses cousins

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

**Anne-Marie
BLANCHET de la LANDE**
« Nénette »,

le 7 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le samedi 12 avril 2014,
à 16 heures, en la cathédrale
de Tréguier (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bénédicte, Pierre et Christine,
Béatrice, Madeleine,
Claire et Bertrand,
ses enfants et leurs conjoints,

ses petits-enfants,
ses neveux et nièces
et toute la famille

ont la grande tristesse
de faire part
du rappel à Dieu de

Mme Antoine BRUEDER
née Marie-Cécile
de Chauvigny de Blot,

le 7 avril 2014,
dans sa 97e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 11 avril, à 10 h 30,
en l'église Saint-Sulpice,
Paris (6e), suivie
d'une bénédiction à 16 heures,
en l'église de Bessé-sur-Braye
(Sarthe) et de l'inhumation
dans le caveau de famille.

Paris.

Ses sœurs,
ses belles-sœurs,
son beau-frère,
ses neveux et nièces

ont la tristesse
de faire part du décès de

Nicole BUSCH

survenu le 28 mars 2014,
à l'âge de 87 ans,
à Colombes (Hauts-de-Seine).

Véronique et Marshall Parke,
Douce et Baudouin Vendel,
Albane et Philippe Boulanger,
Gilles et Béatrice
de Champvallier,
Arnaud et Laurence
de Champvallier,
Marc-Henri et Catherine
de Champvallier,
Anne de Champvallier,
ses enfants,

ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
ses neveux et nièces

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès de

Michel de CHAMPVALLIER

le 7 avril 2014, à Paris.

Une messe sera célébrée
en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, Paris (16e),
le jeudi 10 avril, à 14 h 30,
ainsi qu'en l'église
de Champagne-Mouton
(Charente),
le vendredi 11 avril,
à 15 heures,
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial.

Maurice Delafont,
son époux,
Laurence Delafont,
sa fille,
et toute la famille

dans la peine et l'espérance,
vous font part du décès de

Andrée DELAFONT
née Gaudin,

survenu le 7 avril 2014,
dans sa 87e année.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi 11 avril,
à 10 heures, en l'église
de l'Immaculée Conception,
à Paris (12e),
34, rue du Rendez-Vous,
suivie de l'inhumation au
cimetière de Serviers (Gard).

84, cours de Vincennes,
75012 Paris.

Grasse (Alpes-Maritimes).

Mme Marion Delebois,
son épouse,
M. Edouard Delebois
son fils, et ses trois filles,
Mlle Fiona Delebois,
sa fille,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Marc DELEBOIS

Les obsèques civiles auront lieu
le jeudi 10 avril 2014,
à 11 heures, au cimetière
Sainte-Brigitte de Grasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Pierre Frachot,
son épouse,
Véronique Frachot,
Nadine et Christophe Boutang,
Pascal et Uli Barow,
ses enfants,
Louis, Catherine, Gabriel,
Alice, Claire, Quentin
et Marine,
ses petits-enfants,
Arthur, Nathanaëlle,
ses arrière-petits-enfants,

Jean-Félix et Nicole Frachot,
son frère et sa belle-sœur,
Marie-Françoise Frachot,
sa nièce,
ainsi que toute la famille
et ses amis

ont la douleur de faire part
du décès de

M. Pierre FRACHOT
ingénieur de l'École supérieure
d'électricité (ESE),

survenu à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée au crématorium
du Mont-Valérien, à Nanterre,
rue du Calvaire,
le vendredi 11 avril 2014,
à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Astrid, Solveig et Morgane,
ses petites-filles,
Fadi, Sylvain et Loïc,
ses petits-fils de cœur,
Augustin, Hugo, Héloïse,
Eléanor et Quentin,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Andrée DUMONT

survenu le dimanche
6 avril 2014, à l'âge de 99 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 11 avril, à 14 h 30,
en l'église Saint-Jean-Baptiste
de Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation des cendres
aura lieu le lundi 14 avril,
à 15 heures,
au cimetière nouveau
de Neuilly-sur-Seine.

Paris. Saint-Jean-de-Luz.

Alain Galtier,
Brigitte Lanternier,
Solange de Kerjégu,
Francine et Christian Henry,
ses enfants et son gendre,
ses 10 petits-enfants
et leurs conjoints,
ses 33 arrière-petits-enfants
et leurs conjoints,
ses 7 arrière-arrière-
petits-enfants

vous font part avec tristesse
du rappel à Dieu de

Mme Adrien GALTIER
née Maud Mottez,

le 7 avril 2014, à Paris,
à l'aube de ses 101 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le jeudi 10 avril,
à 14 heures, en l'église
Saint-François-de-Molitor,
44, rue Molitor, à Paris (16e).

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité, au cimetière
de Saint-Jean-de-Luz.

Paris (15e).

Jérôme et Mathilde,
ses enfants,
et Gilles Lapouge

ont la douleur
de faire part du décès de

Frédérique GARRO
journaliste et grand reporter,

survenu le 4 avril 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Léon,
1, place du Cardinal-Amette,
Paris (15e), le jeudi 10 avril,
à 14 h 30.

Colette Gauthier,
son épouse,

Pierre Gauthier,
Laurence et Philippe
Gauthier-Mireux,
Annick Gauthier,
François et Astrid Gauthier,
ses enfants,

Isabelle et Jérôme, Virginie (†),
Olivier, Hélène, Anne-Sophie,
Céline, Charlotte, Alexandre,
Stanislas et Maxence,
ses petits-enfants,
Tiphaine,
son arrière-petite-fille,

Nicole Robin,
Maïsa Cornillon,
ses sœurs,
ainsi que toute sa famille
et ses amis

ont la profonde tristesse
de vous faire part du décès de

Jacques GAUTHIER

survenu à Reims, le 8 avril 2014,
dans sa 87e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 11 avril 2014,
à 14 heures, en l'église
Saint-Jacques de Reims.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les familles Giscard,
Bourgoing Dumonteil,
Davidson et Joly,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

font part du décès de

Mme Pierre GISCARD
née Marie Eliane
de Finance de Clairbois,

dans sa 103e année,
à La Canourgue (Lozère).

Brunoy (Essonne).

Alexandre Alex Glachant,
Pascal et Brigitte Glachant,
Eric et Véronique Glachant,
Thierry et Dominique Glachant,
Sylvie et Fred Glachant-Alhuin,
ses enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Alexandre Tom GLACHANT

survenu le 5 avril 2014,
à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Médard, à Brunoy,
le jeudi 10 avril 2014, à 15 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

107, rue René-Coty,
91330 Yerres.

La supérieure générale,
les sœurs franciscaines
réparatrices de Jésus-Hostie
et sa famille

vous font part
du retour à Dieu de

Paulette GOORIS
en religion
sœur Renée du Christ

le 7 avril 2014,
à l'âge de 87 ans,
dans la 67e année
de sa profession religieuse.

La messe d'inhumation sera
célébrée le vendredi 11 avril,
à 16 heures,
en l'église Saint-Jacques
de Compiègne.

127, avenue de Villiers,
75017 Paris.
24, rue des Veneurs,
60200 Compiègne.

Claudine et Bernard Sirot,
Gérard et Véronique Lacour,
Philippe et Brigitte Lacour,
ses enfants,

Stéphanie et Raphaël
de Saint-Chaffray-Lacour,
Pierre et Marie-Amélie Sirot,
Antoine et Capucine Lacour,
Nicolas et Mathilde Sirot,
Geoffroy et Marie Lacour,
Clément Lacour,
ses petits-enfants,

César, Paul, Sidonie, Eloïse,
Camille, Félix, Théophile,
Gustave, Louise, Margot,
Angèle, Pénélope,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès,
le 7 avril 2014, de

Mme Jean-Paul LACOUR

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 11 avril 2014,
à 15 heures, en l'église
Saint-Pierre-Saint-Paul,
place de l'Église,
à La Celle-Saint-Cloud
(Yvelines).

Aude Missenard,
Laure, Vincent, Inès
et Louis Ciattoni,
Jean-Jacques et Marie-Laure
Boudier

ont la tristesse
de faire part du décès de

Marie-José MISSENARD
née Boudier,

le 5 avril 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église de
Belloy-en-France (Val-d'Oise),
le jeudi 10 avril, à 16 h 15.

Patrick et Debbie Martinet,
son petit-fils et son épouse,
Michael et Courtney,
Krystine, Rachelle,
ses arrière-petits-enfants,
Simonne Martinet,
sa belle-fille,

et toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Marcelle MARTINET
née Pourfillet,

survenu le 7 avril 2014,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le lundi 14 avril,
à 11 heures, en la paroisse
Saint-Benoît,
35, rue Séverine,
à Issy-les-Moulineaux
(Hauts-de-Seine).

La crémation aura lieu
au crématorium de Clamart,
104, rue
de la Porte-de-Trivaux,
à 15 heures (présence à 14 h 30).

Ses cendres reposeront auprès
de son époux, au cimetière
d'Issy-les-Moulineaux.

Les familles Ott, Carlos
et Baudet

ont la douleur
de faire part du décès de

Ginette OTT

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 10 avril 2014,
à 16 heures,
en la chapelle Saint-Martin,
à Niort (Deux-Sèvres),
suivie de l'inhumation
au cimetière communal Cadet
de Niort.

M. et Mme Stéphane Sanner,
M. et Mme Eric d'Hotelans,
ses fils, fille,
belle-fille et gendre,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Mme Robert SANNER
née Marie-Bernadette
de Warren,

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 11 avril 2014,
à 10 h 30, en l'église paroissiale
Saint-Honoré-d'Eylau,
Paris (16e).

L'inhumation aura lieu
dans le caveau familial,
au cimetière de Cerny
(Essonne).

Laure
de Soualhat de Fontalard,
M. et Mme Marc
de Soualhat de Fontalard,
M. et Mme Grégoire Delaleau,
ses petits-enfants

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès
de leur mère et grand-mère,

**Marie-Magdeleine
de SOUALHAT
de FONTALARD**
née Berge,

survenu
le dimanche 6 avril 2014.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 11 avril,
à 10 h 30, en l'église
de Saint-Germain-en-Laye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le vicomte et la vicomtesse
Geoffroy
de l'Estang du Rusquec,
le vicomte et la vicomtesse
Patrick de l'Estang du Rusquec,
ses enfants,

Vianney et Louise
de l'Estang du Rusquec,
Victoire, Arthur, Joseph,
Adrien et Sophie
de l'Estang du Rusquec,
Baptiste,
Nicolas et Julie
de l'Estang du Rusquec,
Raphaël
de l'Estang du Rusquec,
Olivia de l'Estang du Rusquec,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de la

**vicomtesse Emmanuel
de l'ESTANG du RUSQUEC**
née Geneviève de Ferron,

le 6 avril 2014,
dans sa 90e année, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le jeudi 10 avril 2014,
à 11 heures, en l'église
Saint-Etienne de Rennes, suivie
de l'inhumation au cimetière
de Corseul (Côtes-d'Armor),
à 15 h 30.

M. et Mme Alain Sussfeld,
M. Jean Claude Sussfeld,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

Claude SUSSFELD
née Roche Bayard Schwob,

le 7 avril 2014, à l'âge de 90 ans.

La famille et les amis
se réuniront dans l'intimité,
au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, 71, rue
des Rondeaux, Paris (20e),
le vendredi 11 avril,
à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villeneuve-lez-Avignon.

M. et Mme Stéphane Torck
et leurs enfants,
M. et Mme Benoît Torck
et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Torck
et leurs enfants,
M. et Mme Damien Torck
et leurs enfants

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Mme Maurice TORCK
née Geneviève Goeman,

survenu le 6 avril 2014,
à l'âge de 76 ans.

La cérémonie religieuse aura
lieu le vendredi 11 avril 2014,
à 14 h 30, en la collégiale
de Villeneuve-lez-Avignon,
suivie de l'inhumation
au cimetière du centre-ville.

Mme Maurice Torck repose au
funérarium des Angles (Gard),
7, rue de Massepezoul.

offices religieux

La Fondation Bassie Azimov
vous informe que les
**fêtes de Pessah
(Pâque juive)**
auront lieu du lundi 14 avril au
soir, au mardi 22 avril au soir.
N'oubliez pas de vendre votre H'hames (tout produit levé) et de vous procurer des Motsot, Chemourot (pain azyme).
Renseignements :
Beth Loubavitch, 01 45 26 87 60,
www.loubavitch.fr
(application smartphones
créée à cette occasion).



Des journalistes devant le siège social de Vivendi à Paris, le 14 mars, jour où le conseil de surveillance du groupe a décidé d'engager des négociations exclusives avec Altice, la maison mère de Numericable. D. ALLARD/REA

Vivendi : la nuit la plus longue



Bertille Bayart
bbayart@lefigaro.fr

La bataille pour SFR s'est jouée au sein du conseil de Vivendi, réuni vendredi et samedi derniers. Quarante-huit heures de huis clos qui ont fait pencher la balance en faveur du patron de Numericable, Patrick Drahi, au détriment de Martin Bouygues.

Veillée d'armes, jeudi 3 avril, autour de la place Charles-de-Gaulle-Étoile, à Paris. Les nerfs sont à rude épreuve. Car, le lendemain, l'une des plus grandes batailles qu'ait connues le capitalisme français va trouver son épilogue : celle pour le rachat de SFR, la filiale télécoms de Vivendi, que se disputent Patrick Drahi et Martin Bouygues.

Depuis l'Étoile, il faut remonter l'avenue Kléber pour trouver le commando de Patrick Drahi. Les dirigeants du groupe Altice-Numericable, le banquier Bernard Mourad (Morgan Stanley), les communicants de Havas ont installé leur camp de base dans les bureaux d'Alexandre Marque au cabinet d'avocats Franklin. Mais ce jeudi soir, il faut descendre encore un peu plus l'avenue pour les croiser. Ils tuent le temps au Copernic, brasserie ordinaire des beaux quartiers, devenue leur deuxième QG. « *Le Copernic, c'est idoine pour faire une révolution, non ?* » s'amuse l'un d'eux. Une boutade qui résume l'enjeu : dans cette opération, la grenouille Numericable (1,3 milliard de chiffre d'affaires) entend bien avaler le bœuf SFR (10 milliards).

À l'opposé de l'Étoile, vers le nord, une autre équipe est sur des charbons ardents. Celle de Martin Bouygues, dans sa « war room » du 32, avenue Hoche, où sont rassemblés ses collaborateurs, ses banquiers de chez Rothschild et HSBC et ses avocats de chez Darrois.

À mi-chemin, côté ouest, l'ambiance est studieuse chez Vivendi, avenue de Friedland. Le comité spécial du conseil de surveillance du groupe tient son ultime réunion. Il y a là Henri Lachmann, l'ex-PDG de Schneider et vieil ami du président de Vivendi, Jean-René Fourtou, Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France KLM, Daniel Camus, un ancien dirigeant d'Aventis et d'EDF, et Nathalie Bricault, qui représente les salariés actionnaires. « *Notre travail, c'était d'instruire le dossier pour préparer les décisions du conseil. On s'est réunis une dizaine de fois en un mois* », raconte Henri Lachmann, qui préside le petit groupe.

Beaucoup d'argent sur la table

Cette réunion n'est cependant encore qu'une sorte de répétition générale avant le conseil du lendemain. Depuis trois semaines, la date du 4 avril est surlignée de rouge dans tous les agendas. C'est la fin de l'exclusivité de trois semaines accordée par Vivendi à Numericable. C'est donc pour Bouygues la dernière chance de s'inviter à la table.

Les deux concurrents s'épient, se suivent à la trace. Il y a déjà beaucoup, beaucoup d'argent sur la table. Patrick Drahi propose à Vivendi 11,8 milliards en cash et 32 % des actions du futur SFR-Numericable. Bouygues aligne 13,15 milliards de cash et 21,5 % du capital d'un SFR-Bouygues Telecom. Mais, à la veille de ce conseil décisif, chacun sait qu'il va falloir surenchérir au moins une fois encore. C'est en effet ainsi que le jeu se déroule depuis un mois, et la partie n'est pas tout à fait finie. Maintenant, c'est une question de timing. Il faut tirer le plus tard possible, pour que l'adversaire ait aussi peu de temps que possible pour réagir. « *On est en veille, prêts à dégainer à tout instant* », explique un des acteurs.

Chez Bouygues, la tension est maximale. Depuis trois semaines, le groupe est contraint de naviguer à vue, faute de contacts avec Vivendi. Résultat : jusqu'au jeudi soir, Bouygues n'est même pas sûr de l'heure à laquelle le conseil de Vivendi a été convoqué ! Initialement programmée à 17 h 30, la réunion a été avancée à 15 h 30. À 11 h 27 vendredi matin, Martin Bouygues déclenche son offensive : c'est maintenant 15 milliards d'euros de cash qu'il met sur la table. Le chiffre est rond, il marque les esprits. Dans le camp Bouygues, on espère surtout qu'il met la barre trop haut pour Numericable, surtout à quatre heures seulement du conseil.

De fait, Patrick Drahi a visé en dessous, à 12,5 milliards d'euros. « *Il a été sonné par les 15 milliards de Bouygues* », affirme un acteur du dossier. « *Faux* », rétorquent deux proches du patron de Numericable. « *On savait que Bouygues continuerait sur sa lancée, c'est-à-dire hors sujet. En proposant plus de cash et moins d'actions, Bouygues ne relevait pas réellement le prix total de SFR* », poursuit l'un d'eux.

Patrick Drahi traverse l'Étoile à 14 h 30. Il passe une vingtaine de minutes avec Jean-René Fourtou au siège de Vivendi. « *Je vous laisse le choix. Mettez le curseur où vous voulez entre le cash (de 11,8 à 15,1 milliards d'euros) et les actions (de 32 % à 10 %)* », explique-t-il. À ce moment-là, il faut cependant encore les croire, lui et ses banques, sur parole ou presque : toute la documentation bancaire n'est pas encore finalisée pour monter à 15,1 milliards d'euros.

Mais, à la faveur des trois semaines écoulées, c'est un dossier de 300 pages décrivant l'opération Altice-Numericable qui est sur la table du conseil quand celui-ci commence à 15 h 30. Celui de Bouygues est, forcément, beaucoup plus mince. Devant les administrateurs, les dirigeants de Vivendi - en particulier le président du directoire, Jean-François Dubos, et le responsable des opérations financières, Régis Turrini - se relaient pour faire les présentations, avec les équipes des banquiers Thierry Varène (BNP Paribas), Pierre Tattevin (Lazard) et Pierre Hudry (Goldman Sachs). Les avocats sont là aussi : Dominique Bompoint, Marcus Billam, ainsi que Jean Veil.

Au sein du conseil, les 15 milliards de Bouygues ont fait leur effet. « *On a regardé les deux offres, vraiment. Mais, indépendamment des surenchères, ce qui avait fait la différence le 14 mars, quand nous avions choisi Numericable, restait vrai* », explique a posteriori un membre du conseil. La différence, c'est la concurrence. Chez Vivendi, on s'inquiète des exigences que pourrait avoir l'Autorité de la concurrence et qui pourraient, dans le pire des cas, remettre en cause une opération Bouygues-SFR. « *Si Martin Bouygues est si sûr de lui, qu'il prenne la totalité du risque sur ses épaules* », explique un administrateur. Lundi 31 mars, Vincent Bolloré, futur président de Vivendi, a appelé Martin Bouygues pour lui passer le message. Mais les solutions techniques qui permettraient d'immuniser Vivendi contre ce risque d'exécution - comme au moment du rachat d'EMI ou de la vente d'Editis - ne sont pas envisageables pour une opération à 15 milliards. « *C'est un prétexte pour nous dire non* », affirme un proche de Bouygues, convaincu que le jeu n'a jamais été équitable : « *De bout en bout, Vivendi a été de mauvaise foi et s'est servi de nous comme d'un lièvre.* »

Dès lors, la balance penche nettement en faveur de Numericable, dont l'offre est considérée comme « *plus facile* » chez Vivendi même si certains haussent le sourcil face à l'endettement dont va se lester le groupe de Patrick Drahi. « *Les administrateurs n'ont pas voulu qu'il mette 15 milliards de cash dans ce deal* », affirme même un proche du groupe. Son financement, arrangé par la banque JP Morgan, « *est très bien ficelé* », conteste une autre source proche de Vivendi. De toute façon, Vivendi n'est pas à la recherche de cash à tout prix. Vincent Bolloré, en particulier, plaide pour garder beaucoup d'actions du nouveau groupe. L'industriel veut conserver des marges pour l'avenir, quand il s'installera aux commandes du groupe. Il dévoile peu à peu son jeu au sein du conseil. Et ce vendredi, son soutien à l'offre de Numericable est sans ambiguïté. Ce qui, hors des murs de Vivendi, en surprendra peut-être certains, qui l'avaient cru au soutien de la mobilisation de l'establishment en faveur de Bouygues. « *Si certains se sentent trahis, c'est qu'ils ont fait l'erreur de se croire capables de lire cet homme-là* », s'amuse un protagoniste.

Moins de deux heures pour un vote unanime

Pourtant, vendredi soir, il reste quelques voix dissonantes autour de la table du conseil. Celle de Pascal Cagni, l'ex-patron d'Apple Europe, déjà isolé le 14 mars. Celle de Claude Bébéar surtout. L'ancien patron d'Axa n'a pas de droit de vote au conseil de Vivendi dont il est le censeur. Mais il en est aussi un parrain, une caution morale. Difficile de passer outre. À 20 h 30, les administrateurs préfèrent en rester là, et suspendent la séance. Au moins pourront-ils honorer les dîners où ils ont été invités. Claude Bébéar pourra s'il le souhaite demander une dernière fois à Martin Bouygues des garanties supplémentaires. Mais d'autres administrateurs éminents de Vivendi s'emploieront encore dans la soirée et le lendemain matin à convaincre les plus hésitants de ne plus tergiverser.

L'équipe Bouygues apprendra cette suspension de la réunion par les agences de presse. Patrick Drahi a lui droit à un appel de Vivendi. Et il n'apprécie pas. La prolongation des débats lui permet certes de mettre les dernières virgules à sa documentation, mais il redoute qu'elle permette à Bouygues de remettre un pied dans la porte puisque les négociations exclusives tombent à minuit. La nuit est courte pour tout le monde. Ce samedi, les deux compétiteurs jettent leurs dernières forces dans la bataille. 15,5 milliards d'euros et 5 % du capital, propose cette fois Bouygues. « *Mais ce n'était plus le sujet* », commente un proche de Vivendi. Patrick Drahi veut en finir. Il l'écrit aux administrateurs - et en appelle quelques-uns - samedi matin : « *À 16 heures, je rentre à Genève.* »

Il aura moins à attendre. Le conseil reprend ses travaux à 11 heures et, en l'absence d'éléments fondamentalement nouveaux, les dernières résistances tombent. Il faudra moins de deux heures pour un vote unanime en faveur de Numericable. L'ambiance se détend d'un coup. Patrick Drahi est appelé pour la signature. Le temps que les techniciens et communicants fassent leur travail, les administrateurs prennent l'air dans les jardins, et déjeunent rapidement. Les dirigeants de Vivendi préviennent ceux qui doivent l'être. Jean-François Dubos écrit ainsi un simple mail à Martin Bouygues. On appelle aussi Arnaud Montebourg, « *très remonté* », affirme une source. « *On s'était blindés depuis des jours contre les pressions des pouvoirs publics, les appels des "amis des amis"* », ironise un administrateur. « *Je suis assez satisfait que les réflexes de l'establishment, parfois un peu sectaire, en tout cas révélateurs de sa tendance à ne pas vouloir sortir de ses habitudes un peu douillettes, ne l'aient pas emporté* », explique Henri Lachmann.

À 15 h 30, la nouvelle est officielle. Le patron d'Altice-Numericable a déjà rejoint son QG et annoncé la nouvelle à ses troupes. « *Il était ému. Enfin… quelques minutes… avant de nous dire de nous mettre au boulot !* », raconte un proche. Le soir, Patrick Drahi est effectivement rentré à Genève, pour un dîner en famille. ■



« Je vous laisse le choix. Mettez le curseur où vous voulez entre le cash (de 11,8 à 15,1 milliards d'euros) et les actions (de 32 % à 10 %) »

PATRICK DRAHI, PATRON DE NUMERICABLE ERIC PIERMONT/AFP

» Lire aussi PAGE 26

PASCAL PERRINEAU

Professeur des Universités à Sciences Po
Chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF, CNRS)

LA DROITE a gagné haut la main les élections municipales, au-delà même de ses espoirs. À une exception près : Paris. L'électorat de la capitale se démarque sociologiquement de celui de l'ensemble de la France, comme l'expose dans notre entretien Madani Cheurfa, chercheur et secrétaire général du Cevipof-Sciences Po Paris.

L'impressionnante victoire locale de la droite la remet en selle pour les prochaines échéances électorales (européennes en mai, sénatoriales en septembre, régionales et départementales au début de l'année prochaine).

Souvent, sous la Ve République, les succès locaux ouvrent la voie à une victoire nationale, présidentielle et/ou législative. Ce fut le cas en 1981 et 2012 pour la gauche, en 1986 et 2002 pour la droite. Mais, souligne Pascal Perrineau, pour transformer le plomb de victoires locales en or d'une victoire nationale, il faut un chef, une organisation et une stratégie.

En 1981 il y avait François Mitterrand, le Parti socialiste et l'union de la gauche. En 2012, il y eut François Hollande, le Parti socialiste et le rassemblement écolo-socialiste. En 1986 il y eut Jacques Chirac, le RPR et l'union des droites. En 2002, il y eut à nouveau le même scénario, aidé par la disparition de la gauche. Qu'en est-il aujourd'hui ? À la lumière des dernières études d'opinion, Pascal Perrineau montre les recompositions qui affectent la droite, ceux qui font désormais la course en tête (Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et François Fillon) ainsi que les rapports force et les différences de type de popularité de chacun. ■

UMP : les trois candidats favoris de l'opinion

Après la victoire des municipales, Alain Juppé rejoint Nicolas Sarkozy et François Fillon dans la course à la candidature à l'élection présidentielle de 2017.

ÉTUDE Pour transformer le plomb des victoires locales en or d'une victoire nationale, il faut un chef, une organisation et une stratégie. Depuis des mois, la droite a offert le spectacle de ses querelles de chefs, de ses fractures organisationnelles et de ses incertitudes stratégiques. Le succès des municipales devrait mener à une clarification et une réorganisation du dispositif politique de la droite. Comme souvent, la question de l'homme ou de la femme susceptible de porter victorieusement les espoirs et les ambitions de cette famille politique se pose. Pour l'instant, celles et ceux auxquels les électeurs prêtent un « avenir politique » ne sont pas légion. Au regard de la dernière cote d'avenir telle que la mesure chaque mois la Sofres pour *Le Figaro Magazine*, on peut distinguer trois catégories de leaders : les « confirmés », les « possibles » et les « peu investis ». Certes, tous ces leaders n'ont pas toujours d'ambition présidentielle, mais, dans les trois catégories ci-dessus, la volonté de tenter sa chance dans les primaires qui devraient permettre de choisir le prochain candidat de la droite à l'élection présidentielle est assez bien répartie et concerne une petite dizaine de leaders.

Cependant, sur la ligne de départ, certains sont mieux placés que d'autres, même si, on s'en souvient avec les primaires socialistes de 2011, des « outsiders » peuvent s'inviter au bal des prétendants et compter de tout leur poids. À gauche, la carrière politique d'hommes comme Manuel Valls et Arnaud Montebourg a connu une brusque accélération due aux primaires. À droite, Nathalie Kosciusko-Morizet, Xavier Bertrand, Bruno Le Maire, Valérie Pécresse ou encore Laurent Wauquiez peuvent connaître des destins de ce type.

Néanmoins, il est nécessaire de regarder attentivement qui fait la course en tête, les recompositions qui affectent dans la période récente les rapports de force et les types de popularité qui se construisent. Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international, n'étant pas dans la « course nationale », nous nous pencherons sur le trio des leaders UMP les plus populaires (Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Fillon), auquel nous ajouterons le secrétaire général du parti, Jean-François Copé. Les trois premiers bénéficient d'une cote d'avenir supérieure à 30 % qui les font régulièrement figurer dans le quintette des personnalités auxquelles on prête le plus d'avenir en compagnie des deux leaders de gauche que sont Manuel Valls et Martine Aubry.

> Dans l'histoire des candidats à l'élection présidentielle, ce n'est pas toujours le plus populaire qui s'impose

La série des cinq derniers baromètres politiques mensuels de la Sofres pour *Le Figaro Magazine* montre qu'après avoir atteint un haut niveau au début de l'année Nicolas Sarkozy connaît une certaine érosion et est rejoint par le fondateur de l'UMP, Alain Juppé, qui enregistre une progression sensible. Juste avant les municipales, les deux hommes rassemblent 36 % de Français qui souhaitent leur voir jouer un rôle politique important dans les mois et les années qui viennent. Derrière ce duo de tête, François Fillon stagne autour des 30 %, alors que le chef du parti, Jean-François Copé, continue d'enregistrer un lourd handicap, avec seulement 17 % de soutien, ce qui le ravale au rang des « leaders possibles » mais non confirmés. Cependant, dans l'histoire des candidats à l'élection présidentielle, ce n'est pas toujours le plus populaire qui s'impose. En 1981, le populaire Michel Rocard céda la place au dirigeant du Parti socialiste qu'était François Mitterrand. En 1995, le populaire Édouard Balladur fut vaincu par le président du RPR, Jacques Chirac.

Si l'on s'en tient à la popularité large (« image positive » des leaders recensée par le baromètre CSA L'Observatoire politique pour *Les Échos* et Radio Classique, 1er-2 avril 2014) telle qu'elle a été mesurée aux lendemains des municipales, on constate que celles-ci ont déplacé les lignes de l'affrontement et de la concurrence entre les différents leaders de la droite. Alain Juppé, auréolé de sa victoire imparable à Bordeaux, sort en grand vainqueur. En un mois, son image positive s'est améliorée de 7 points (de 49 à 56 %), ce qui l'installe aujourd'hui dans la situation enviable d'homme politique préféré des Français. Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont connu qu'un frémissement de 2 points (de 42 à 44 % pour le premier, de 40 à 42 % pour le second). En dehors de ce trio de tête, le patron de l'UMP, Jean-François Copé, enregistre une forte hausse de 8 points (de 19 à 27 %) liée au succès des candidats de l'UMP aux municipales, qui lui permet tout juste de sortir des abîmes de l'impopularité.

À l'issue des élections municipales, les trois hommes de droite qui ont aujourd'hui les faveurs de l'opinion n'ont pas tout à fait les mêmes structures de popularité. L'ancien président de la République Nicolas Sarkozy dispose d'un soutien dont le centre de gravité est davantage droitier. Le fondateur de l'UMP, Alain Juppé, bénéficie d'une popularité beaucoup plus « centrale » et marquée par un haut niveau de soutien chez les cols blancs et les professions libérales. François Fillon recueille, à un niveau inférieur, le même type de popularité qu'Alain Juppé. La popularité sarkozyste explique que, pour l'instant, c'est l'ancien président de la République qui dispose d'une avance chez les sympathisants de l'UMP, qui seront au cœur du processus des élections primaires.

En revanche, dans la perspective d'un combat électoral où le centre a fait défaut au second tour de l'élection présidentielle de 2012, la logique de rassemblement politique large de la « non-gauche » peut offrir un avantage comparatif non négligeable à Alain Juppé et même à François Fillon.

Le ton de la campagne de 2016-2017, les axes stratégiques de celle-ci, la place occupée par la candidate du Front national, le degré d'érosion de la gauche seront autant d'éléments qui donneront un espace de réussite plus ou moins fort à telle ou telle popularité et à celui qui l'incarne. ■

1 L'image des principaux leaders de l'UMP

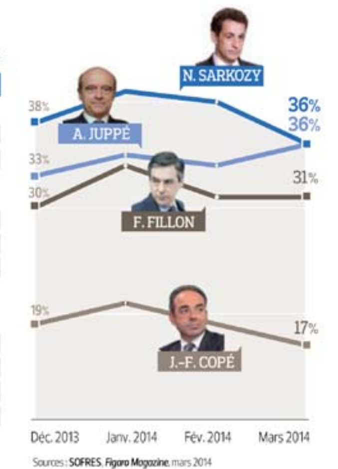
QUESTION : « POUR CHACUNE DES PERSONNALITÉS SUIVANTES, DITES-MOI SI VOUS EN AVEZ PLUTÔT UNE IMAGE POSITIVE OU PLUTÔT UNE IMAGE NÉGATIVE ? », en % d'image positive

	A. Juppé	N. Sarkozy	F. Fillon	J.-F. Copé
Ensemble	**56%**	**44%**	**42%**	**27%**
Profil de l'interviewé				
Cadres prof. libérales	57%	44%	47%	21%
Employés, ouvriers	53%	47%	39%	26%
Proximité politique				
Gauche	50%	18%	32%	17%
Droite	78%	77%	64%	46%
FN	45%	56%	33%	28%
Vote au 1er tour présidentielle 2012				
Hollande	62%	19%	40%	18%
Bayrou	62%	38%	37%	12%
Sarkozy	75%	85%	67%	50%
Le Pen	54%	55%	39%	27%

Source : Sondage CSA pour Les Echos et Radio Classique, réalisé par téléphone les 1er et 2 avril 2014 auprès d'un échantillon national représentatif de 1008 personnes âgées de 18 ans et plus.

2 La cote des personnalités de l'UMP dans l'opinion

(Cote d'avenir SOFRES)



Sources : SOFRES, Figaro Magazine, mars 2014

3 Les leaders de la droite au regard du niveau de leur cote d'avenir

QUESTION : « VOULEZ-VOUS ME DIRE SI VOUS SOUHAITEZ LUI VOIR JOUER UN RÔLE IMPORTANT AU COURS DES MOIS ET DES ANNÉES À VENIR ? », en % de oui



*a annoncé son retrait de la vie politique.

Sources : SOFRES, Figaro Magazine

Madani Cheurfa : la politique de logements sociaux façonne un électorat

Madani Cheurfa est chercheur au CNRS et secrétaire général du Cevipof.

LE FIGARO. – Comment s'explique le succès de la gauche à Paris alors que les listes PS sont en échec sur l'ensemble du territoire ?

Madani CHEURFA. – Quelques chiffres suffisent à préciser la singularité parisienne. Selon l'Insee, 51,3 % des ménages parisiens sont des ménages d'une seule personne (33,7 % pour la métropole), les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 27,4 % de la population parisienne de plus de 15 ans (8,7 % pour la métropole), 41,7 % des Parisiens présentent un diplôme de l'enseignement supérieur à bac + 3 (contre 12,7 % au niveau de la métropole). Sociologiquement, l'électeur parisien s'intéresse à la politique et vote en étant parfaitement édifié sur les enjeux en débat. Il porte les valeurs d'une nouvelle bourgeoisie urbaine prescriptrice de ce qui est moderne, bon, beau ou vrai.

Est-ce à dire que les Parisiens ont été plus civiques qu'aux scrutins municipaux précédents ?

Ils ont moins voté qu'en 2001 et qu'en 2008. Cependant, le record d'abstention de 1995 n'est pas battu (50,3 % au premier tour). La participation parisienne de 2014 est inférieure à la moyenne nationale, mais elle est supérieure à celle des Lyonnais et des Marseillais ; les Parisiens ont aussi plus voté que les habitants des 41 plus grandes villes françaises.

Plus abstentionnistes qu'en 2008, les Parisiens de 2014 ont aussi plus voté blanc ou nul d'un scrutin à l'autre (+ 55 % entre les premiers tours et + 78 % entre les seconds tours de 2008 et de 2014) et d'un tour à l'autre (+ 79 % entre les deux tours de 2014).

Si l'on rapporte aux inscrits le total des abstentions et des votes blancs ou nuls, 46,15 % des électeurs parisiens au premier tour et 45,2 % au second tour ont refusé de répondre à l'offre électorale des 23 et 30 mars 2014.

Comment le mode de scrutin particulier à Paris a-t-il infléchi la tendance ?

La logique et les effets du mode de scrutin parisien ont amplifié la victoire d'Anne Hidalgo ; elle n'a gagné aucun arrondissement au premier tour mais l'a emporté au second tour avec une majorité plurielle de 91 conseillers de Paris (PS-PCF-PRG-GU-R & S-EELV), soit 305 681 voix, c'est-à-dire 53,33 % des exprimés, 51,42 % des votants, 30 % des inscrits, 13,62 % des Parisiens. En fait, pour obtenir une majorité au Conseil de Paris, il lui suffisait de s'assurer au second tour dans un minimum d'arrondissements d'un total de 23,44 % d'inscrits rendus « électoralement utiles » (soit 238 734 électeurs, 41,65 % des exprimés, 40,16 % des votants et 10,64 % des Parisiens).

La géographie électorale parisienne n'ayant pas été bouleversée, y a-t-il encore des arrondissements tests pour la politique d'Anne Hidalgo ?

Malgré la persistance de la structure politique parisienne (l'Ouest à droite, l'Est à gauche) – ce « cadastre électoral » visible à l'échelle du quartier –, le dynamisme de la droite en 2014 et le mode de scrutin mettent au cœur de la bataille de Paris les XIIe et XIVe arrondissements. Ceux-ci ont assuré la victoire à Anne Hidalgo qui y a respectivement devancé Nathalie Kosciusko-Morizet de 3162 voix et 3093 voix au second tour.

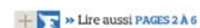
La politique de logements sociaux, qui façonne la composition d'une population mais aussi d'un électorat, sera un indicateur précieux dans ces arrondissements électoralement stratégiques pour la gauche. Selon l'Atelier parisien d'urbanisme en 2012, le XIIe compte 18,4 % de logements sociaux et le XIVe, 23,9 %. Soulignons qu'Anne Hidalgo s'est engagée à maintenir la création de 6500 logements sociaux par an... pour atteindre les 30 % en 2030. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JOSSELINE ABONNEAU



JEAN D'ORMESSON
POUR LE FIGARO

L'écrivain* s'interroge sur le nouveau tandem à la tête de l'État, que tout oppose.



» Lire aussi PAGES 2 À 6

Où va le couple Hollande-Valls ?

C'est merveille d'entendre tous ceux qui encensaient Ayrault quand il était au pouvoir et qui participaient parfois à son gouvernement dénoncer aujourd'hui à qui mieux mieux son inaction et son échec. L'envie viendrait presque à ses adversaires d'hier de le défendre maintenant qu'il est tombé et délaissé par les siens. Car enfin qu'est-ce que le ministère Valls sinon ce ministère Ayrault qui s'est révélé si décevant avec Royal en plus, Moscovici en moins et Valls à la place d'Ayrault ?

Pour la énième fois depuis deux ans, on nous fait le coup du choc. Tout tourne, en vérité, autour du seul nom et de la seule personne de Valls. Pour le reste, on prend les mêmes et on recommence. Avec des finesses politiciennes d'équilibre héritées de la IVe et marquées du sceau de la prudence, de l'habileté et de l'obstination pusillanime chères au chef de l'État : Cazeneuve passé bizarrement du Budget à l'Intérieur, Peillon remplacé par Hamon, Bercy toujours partagé, mais en deux au lieu de six, avec Sapin et Montebourg dans les rôles de Footit et Chocolat aux Finances et à l'Économie, Filippetti maintenue sur le trône de Malraux.

François Hollande nous assure avoir entendu la colère des Français réclamant plus de justice et une action plus ferme. De qui se moque-t-on ? Les Français ont voté en masse contre les impôts qui les écrasent et contre une idéologie qui leur déplaît. Par le biais d'élections locales, les seules pour le moment à être à leur portée, ils ont voté contre Hollande qu'ils regrettent amèrement, à 80 %, d'avoir choisi il y a deux ans. Et qu'est-ce que qu'on leur offre ? Un changement, bien sûr, puisqu'il y a Valls. Mais dans la continuité puisque Hollande est toujours là.

> Il y a désormais à la tête de l'État la pire des cohabitations. Non plus entre adversaires affichés qui finissent par se supporter. Mais entre frères d'armes appelés par la force des choses à s'entre-dévorer

Le drame d'Ayrault à Matignon, c'était que chacun ne pouvait voir en lui que le double exact de Hollande. Le défi de Valls à Matignon, c'est que chacun devine en lui l'exact opposé de Hollande. Ayrault serait peut-être, et même probablement, resté si les élections de mars avaient été seulement mauvaises. Parce qu'elles ont été, avec les succès de l'UMP et les gains modestes du FN, bien plus désastreuses qu'attendu pour un pouvoir à la dérive, il n'y avait pour Hollande plus d'autre choix possible que Valls. Le président s'y est résolu, sans aucun doute à contrecœur et avec des arrière-pensées qui transparaissent déjà dans la composition d'un gouvernement où l'influence de Hollande contrebalance sérieusement la consécration de Valls. Il y a désormais à la tête de l'État la pire des cohabitations. Non plus entre adversaires affichés qui finissent par se supporter. Mais entre frères d'armes appelés par la force des choses à s'entre-dévorer. La question majeure qui se pose dès aujourd'hui est très simple : lequel mangera l'autre ?

Comme Sapin et Montebourg à Bercy, Élysée et Matignon s'élèveront de concert contre ces rumeurs défaitistes et afficheront leur entente. Mais, dans l'avenir comme par le passé, les choses sont déjà écrites : hier, une médiocrité fusionnelle ; demain, une tension permanente.

De part et d'autre, à défaut de résultats, la parole fonctionne encore. Elle ne convainc plus grand monde, mais elle se déploie à l'Assemblée nationale comme elle se déployait au Bourget en 2013 ou à l'Élysée il y a trois mois. Il faut encore et toujours attendre et juger sur les actes. Dans cent jours, dans six mois, à la fin de l'année, Manuel Valls aura-t-il réussi, en dépit du président, à rétablir la confiance, à encourager la croissance, à remettre sur pied l'économie, à inverser la courbe du chômage, à freiner la baisse du pouvoir d'achat, à rassurer une Europe où la France prend peu à peu la place de l'Espagne ou de la Grèce, où l'Italie de Renzi la considère avec une sorte de commisération ? Qui le sait ? Ayrault devait être jugé sur ses résultats. C'est fait. Valls le sera à son tour sur les siens. Dans les deux cas, Hollande – il l'a dit et répété – était et sera responsable.

Il faut naturellement souhaiter, dans ces conditions redoutables, le succès de Manuel Valls. Si, par malheur, le gouvernement Valls ne faisait guère mieux que le même gouvernement avec Ayrault à sa tête, François Hollande aurait réussi, non seulement à détruire la social-démocratie et peut-être le socialisme en France, mais à mettre à genoux un pays naguère riche et puissant.

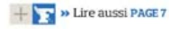
L'autre hypothèse est à peine plus réjouissante : si Manuel Valls réussissait à redresser une situation presque désespérée, le conflit d'ambition serait inévitable entre le président et son premier ministre. À vrai dire, on s'en consolerait si la France pouvait au moins tirer un bénéfice de ce déchirement au sommet dont l'évidence crève déjà les yeux.

Membre de l'Académie française.



ANDERS FOGH RASMUSSEN

Alors que la Russie masse des soldats aux frontières de l'Ukraine, le secrétaire général de l'Otan insiste sur l'importance du lien entre les démocraties libres d'Amérique du Nord et d'Europe.



» Lire aussi PAGE 7

L'Otan est prête à répondre à la Russie

Il y a soixante-cinq ans, ce mois-ci, l'Otan voyait le jour dans un monde lourd de dangers. Alors que l'ombre de l'Union soviétique s'étendait à travers l'Europe, douze nations de part et d'autre de l'Atlantique s'engagèrent en faveur de la démocratie, de l'État de droit, des libertés individuelles et des droits de l'homme et décidèrent de s'unir pour défendre leur sécurité. La Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni prirent alors l'engagement le plus solennel qu'un pays puisse prendre : une attaque visant l'un d'entre eux serait tenue pour une attaque contre eux tous.

Des Spitfire aux chars Sherman, les armes de nos fondateurs sont aujourd'hui au musée. Les forces de l'Otan sont équipées de jets supersoniques, de navires furtifs, d'équipements de vision nocturne et de cyberdéfenses. Au fil des décennies, l'Alliance s'est élargie à vingt-huit nations, protégeant presque 1 milliard d'individus et contribuant à la stabilité mondiale. Le serment de nos fondateurs a passé l'épreuve du temps et reste aussi ferme face à l'avenir. Nous sommes venus à bout de la guerre froide sans tirer un coup de feu. Nous avons contribué à une nouvelle Europe, plus stable, en nous ouvrant à de nouvelles démocraties sorties de la dictature et en mettant fin au bain de sang dans les Balkans. Nous avons dépassé nos frontières pour relever de nouveaux défis et travailler avec de nouveaux partenaires.

Aujourd'hui, l'Otan représente la combinaison unique des plus fortes démocraties de la planète avec une structure militaire intégrée, un processus de décision politique permanent et un réseau de plus de quarante partenaires à travers le monde. C'est là qu'Européens et Nord-Américains se consultent, décident et agissent quotidiennement sur des questions de sécurité qui nous concernent tous.

> Grâce aux alliés des deux côtés de l'Atlantique, nous avons plus que doublé le nombre d'avions de chasse surveillant l'espace aérien des États baltes

Nous avons beaucoup appris des opérations difficiles menées depuis vingt ans, de l'Afghanistan au Kosovo, de la Libye à la Corne de l'Afrique. Nous sommes aujourd'hui plus efficaces et pertinents que jamais dans l'histoire de l'Alliance, et mieux équipés pour faire face aux menaces.

Nous vivons toujours dans un monde dangereux. Les périls sont même plus complexes et imprévisibles qu'il y a soixante-cinq ans. Certains sont nouveaux, comme les missiles et les cyberattaques ; d'autres sont aussi vieux que le monde, comme les tentatives de redessiner les frontières par la force. Ce qui n'a pas changé, c'est l'engagement de l'Otan sur ses valeurs et sa raison d'être. Notre devise reste : tous pour un, un pour tous. Notre solidarité fait notre force.

Cette solidarité est claire dans notre réponse à l'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine et sa violation continue de la loi internationale. Grâce aux alliés des deux côtés de l'Atlantique, nous avons plus que doublé le nombre d'avions de chasse surveillant l'espace aérien des États baltes. Nous patrouillons le ciel de Pologne et de Roumanie avec des avions radars Awacs ; les alliés ont aussi renforcé leur présence en mer Noire. Nous sommes prêts à prendre d'autres mesures, incluant la mise à jour de nos plans de défense, l'intensification des manœuvres et des entraînements et les déploiements appropriés. Nous sommes unis dans notre détermination à neutraliser un large éventail de menaces et à défendre tout membre de l'Alliance, à tout moment.

Nous avons renforcé notre soutien à l'Ukraine et à d'autres partenaires dans la région. Et nous avons suspendu notre coopération avec la Russie : pas question de faire comme si de rien n'était. Nul au sein de l'Otan ne veut un retour de la guerre froide, mais nous voyons le Kremlin s'efforcer de revenir en arrière en découpant l'Europe en sphères d'influence. Nous devons défendre nos valeurs, sur lesquelles nous avons bâti une nouvelle et meilleure Europe, le système de règles internationales sur lequel reposent la prospérité et la prévisibilité du continent. Lors d'un sommet crucial au pays de Galles, en septembre, nous ferons en sorte de rester forts chez nous, actifs dans la gestion des crises et mobilisés auprès de nos partenaires dans le monde.

La crise actuelle démontre que la défense reste plus importante que jamais. Chaque membre de l'Alliance doit investir les ressources nécessaires dans les capacités adéquates. Cela signifie : des équipements modernes, un entraînement intensif de nos forces et une coopération accrue entre nous comme avec nos partenaires. Je sais quel défi cela représente dans le contexte économique d'aujourd'hui, mais le contexte sécuritaire en fait un défi vital. À long terme, le manque de sécurité nous coûterait plus cher que le fait d'investir maintenant. Nous le devons à nos forces et à la société en général. Nous bénéficions tous de la protection de l'Otan ; nous devons tous pouvoir y contribuer.

L'Alliance atlantique a garanti notre sécurité pendant soixante-cinq ans. Le lien entre les démocraties libres d'Amérique du Nord et d'Europe reste le socle de notre sécurité collective. L'Otan a triomphé des épreuves du passé, nous sommes prêts à faire face à l'avenir.



ÉDITORIAL
Alexis Brézet,
directeur des rédactions
abrezet@lefigaro.fr

Occasion manquée

[...] Suite de la page 1

Manuel Valls a sans aucun doute l'autorité qui manquait à son prédécesseur. Bien des drames et des psychodrames gouvernementaux en seront peut-être évités. Tant mieux ! Mais toutes ces améliorations de « forme » et de « style », qui passionnent les commentateurs, ne permettront pas de ranimer la croissance ou de réduire le chômage, ne serait-ce que d'un demi-point. Ce qui compte, c'est le fond. Et, dans ce discours de politique générale où l'on serait bien en peine de trouver une seule proposition originale qui porte la marque du premier ministre, c'est malheureusement le fond qui change le moins. Hier, à l'Assemblée, la musique était bien de Manuel Valls, mais les paroles, du François Hollande pur jus.

Hollandissime, cette obsession de « l'équilibre » qui conduit maintenant Manuel Valls à assortir chaque pas à droite d'un autre pas à gauche pour en amortir la charge symbolique et en neutraliser la portée. Pacte de responsabilité ET de solidarité. Sérieux budgétaire, MAIS PAS austérité. Compétitivité, MAIS sortie du nucléaire. Volonté d'apaisement en matière sociétale, MAIS maintien, si l'on comprend bien, des projets de loi qui divisent les Français (réforme pénale, famille, fin de vie...). Manuel Valls, désormais, « n'a pas d'adversaire à gauche ». Au risque de mécontenter des deux côtés...

Hollandissime aussi, cette manière d'entretenir encore et toujours le flou sur les fameux 50 milliards d'économies dont on avait pourtant cru comprendre qu'ils étaient la pierre de touche de la « nouvelle étape ». Où les trouvera-t-on ? Mystère ! Du côté des fonctionnaires, de leur nombre, de leur rémunération ? Manuel Valls n'en a pas parlé. Du côté de l'hôpital ou du déremboursement d'un certain nombre de médicaments ? Ce sujet-là aussi aura été évité. Tout juste a-t-on compris qu'il y aurait une « *mise en cohérence de notre système de prestations* ». Nous voilà bien avancés...

Ce qui est clair, en revanche, ce sont les dépenses nouvelles d'ores et déjà programmées. Les baisses de charges et d'impôts sur les entreprises prévues par le pacte de responsabilité, à quoi vient s'ajouter – miracle des municipales – un « *coup de pouce aux bas salaires* ». Ce qui est clair, aussi, c'est que le gouvernement va demander un nouveau délai à Bruxelles pour tenir des engagements dont la réalisation recule avec l'horizon. Bruxelles acceptera peut-être, mais les agences de notation ?

Hollandissime, enfin, l'absence quasi totale dans l'intervention du premier ministre de ces réformes dites « de structure », qui ne coûtent rien, qui exigent seulement du courage, et dont Manuel Valls a longtemps soutenu qu'elles étaient les seules à pouvoir libérer la croissance et relancer l'emploi. Rien sur les rigidités du droit du travail et les effets de seuil, qui sont autant de freins à l'embauche ! Rien sur les modalités d'indemnisation du chômage, qui découragent la recherche d'un nouvel emploi ! Rien sur le temps de travail, qui est pourtant – Valls le disait jadis – notre principal gisement de productivité ! La seule réforme ambitieuse évoquée hier est celle des collectivités territoriales. Mais, rassurons-nous, elle ne débutera pas avant 2017 (à la veille de la présidentielle !) ou, pour les départements, 2021 ! N'est pas Gerhard Schröder – ni Matteo Renzi – qui veut...

On ne voit que trop bien ce qui a conduit Manuel Valls à refuser l'obstacle. La peur de déplaire à sa majorité. La crainte de froisser le président. Mais le danger était-il si grand ? Les députés socialistes grognent, grondent, mais ils ne sont pas prêts – on les comprend – à courir le risque d'une dissolution. Quant à François Hollande, qui peut croire, dans l'état d'impopularité où il se trouve, qu'il puisse avant longtemps se payer le luxe de changer de premier ministre ? Manuel Valls avait l'occasion de renverser la table et d'imposer sa marque. Il l'a laissée passer. C'est dommage pour la gauche de gouvernement, qui n'accomplira pas aujourd'hui sa révolution réformatrice. C'est triste pour la France, qui devra attendre encore longtemps le moment de se redresser. ■



ENTRE GUILLEMETS

Manuel Valls fixe la feuille de route JC MARMARA/LE FIGARO



Sören Kierkegaard

Ce n'est pas le chemin qui est difficile, c'est le difficile qui est le chemin

CHRONIQUE
Yves de Kerdrel
ydekerdrel@lefigaro.fr

Et si l'on en terminait avec le smic ?

C'est Pascal Lamy, l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, devenu le poil à gratter des socialistes, qui a jeté un pavé dans la mare en souhaitant que la France aille vers davantage de flexibilité « *avec des boulots qui ne seront pas forcément payés au smic* ». Une déclaration qui a aussitôt fait grincer des dents le nouveau ministre des Finances, Michel Sapin, dont les piètres résultats en matière de lutte contre le chômage, dans son précédent ministère, ne font pas de lui une référence en la matière.

Si le smic est aujourd'hui de plus en plus attaqué, alors qu'il est un des totems de ce triste modèle-social-français-que-le-monde-entier-nous-envie, c'est parce que ceux qui le touchent n'arrivent plus à vivre avec alors qu'il représente un montant de 1 445,38 euros. C'est aussi parce que pour une entreprise il est devenu bien trop élevé pour rémunérer des employés non qualifiés. Enfin parce que nos voisins européens ont expérimenté avec succès des « mini-jobs », rémunérés la plupart du temps à la moitié du smic français. Ce qui a permis de redonner du travail à ceux qui en étaient définitivement privés. Alors que notre pays continue d'afficher cette funeste préférence pour le chômage, comme l'avait si bien écrit Denis Olivennes.

Il y a aujourd'hui trois bonnes raisons d'en finir avec le smic, du moins avec ce salaire minimum tel qu'il est considéré en France.

La première, c'est qu'il se situe à un niveau bien trop élevé pour les entreprises qui ont la capacité d'embaucher des débutants ou des non-diplômés. Et cela malgré les exonérations de charges qui bénéficient aux bas salaires. Cela est dû notamment à la stupide politique « des coups de pouce » pratiqués notamment sous la présidence de Jacques Chirac. Car ce dernier, qui avait assisté aux accords de Grenelle, considérait le smic comme outil de redistribution. Peut-être la forte revalorisation du smic au cours de la décennie passée a-t-elle effectivement joué un rôle dans le soutien à la croissance. En revanche, elle a détruit des emplois, dégradé la compétitivité des entreprises françaises et renforcé le déficit du commerce extérieur.

La deuxième raison pour laquelle le smic est désormais dépassé, c'est parce qu'il constitue tout simplement une hérésie à la loi de d'offre et de la demande qui finit par réguler, nolens volens, le marché du travail. D'un côté, les entreprises françaises ont maintenant accès à des salariés européens à bas coût venant de Roumanie, de Pologne ou de Slovaquie. Ce qui constitue une absurdité comme seule l'Europe technocratique peut en produire. De l'autre, il existe aujourd'hui des tas de jeunes Français qui préfèrent un petit boulot que de regarder la télévision toute la journée. Entre les deux, le smic, tel qu'il est conçu, sans tenir compte de l'âge du bénéficiaire ou de la région dans laquelle il travaille, constitue une véritable barrière. Et surtout une machine à créer du chômage supplémentaire.

Enfin le smic, qui pouvait répondre à une nécessité dans la France des années 1970, est aujourd'hui une machine à tuer la confiance des entrepreneurs, comme le montrent brillamment Philippe Aghion, Élie Cohen et Gilbert Cette, trois économistes de gauche, dans leur récent ouvrage *Changer de modèle*. Il est devenu absurde de parler à tout bout de champ de dialogue social, comme on parle du modèle social français, mais de ne laisser aucune place à la négociation s'agissant d'un salaire minimum qui concerne directement et indirectement plus de 3,1 millions de Français. D'une part, le mode de fixation du smic est une insulte faite au dialogue social, dans la mesure où il résulte d'un processus totalement centralisé. D'autre part, le smic est désormais vécu par les entreprises comme un geste de défiance à leur égard. Comme si l'État voulait, à travers ce salaire minimum, réguler les politiques de rémunération à la place des patrons de PME comme ceux de grandes entreprises.

Plusieurs tentatives ont eu lieu dans le passé de briser ce tabou. Que ce soit avec le smic-jeunes proposé par Édouard Balladur ou bien avec le fameux CPE mis en avant par Dominique de Villepin. Le seul biais qui a fonctionné, c'est le statut d'autoentrepreneur mis en place par Hervé Novelli, qui permet désormais à des centaines de milliers de Français de se créer eux-mêmes un emploi sans tenir compte du salaire minimum ou des 35 heures. Il faudrait maintenant aller plus loin comme le dit Pascal Lamy, et comme l'ont fait nos voisins. En dépit de ses annonces sur les baisses de charges, Manuel Valls n'a pas eu le cran de proposer la supression pure et simple du Smic. Il n'a pas pris le risque de faire exploser sa précaire majorité de gauche au Parlement.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann 75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann 75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Philippe Gélie (Étranger), Anne Huet-Wullème (Édition, Photo, Révision), Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences, Débats et Opinions), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision) et Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Graziella Boutet (Infographie)
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergui

FIGAROMEDIAS
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann 75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 17 h ; sam. de 8 h à 12 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement sur http://abonnes.lefigaro.fr
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.



Ce journal se compose de : Édition national 1er cahier 20 pages **Cahier 2 Économie** 8 pages **Cahier 3 Le Figaro et vous** 10 pages **Cahier 4 Figaro Plus** 8 pages **Édition IDF : Cahier 5 Figaroscope** 52 pages tabloïd **Promo portage Le Nôtre : diffusion sur une partie du territoire national**


#projetSFRNumericable
PLUS QUE JAMAIS LE CARRÉ ROUGE A DE L'AVENIR DANS LES TÉLÉCOMS.
Sitôt que le rapprochement de SFR et de Numericable aura été autorisé par les autorités compétentes, nous accélérerons ensemble le futur des télécoms : celui du Très Haut Débit.
Même si c'était déjà l'ambition de SFR hier, elle serait encore renforcée demain par ce rapprochement. Encore plus de Très Haut Débit et plus d'intelligence pour relier les meilleurs réseaux fixes et mobiles entre eux, c'est rendre votre vie plus fluide.
Ainsi, au quotidien vos usages seront plus rapides, plus simples, en continu, partout, tout le temps. Et vous pourrez encore plus facilement bénéficier du meilleur des contenus connectés (sur votre télévision, dans votre maison avec la domotique, ou en mobilité).
Regardons aussi les faits. Ces perspectives dessinent un nouvel avenir, mais ce qui nous relie à chacun de nos 25 millions de clients grand public et entreprises reste inchangé : contrats, tarifs, services, Espaces SFR, site internet…
Tout concourt donc à ce que, demain, le CARRÉ ROUGE continue d'incarner ce qu'il y a de meilleur pour vous, vos échanges, vos idées, votre vie digitale et connectée.
SFR
SMART COMME VOUS
SFR - S.A. au capital de 3 423 265 598,40 € - RCS Paris 343 059 564

LE FIGARO



Jamie Dimon, PDG de JP Morgan

JPMORGAN CHASE

LE PATRON DE LA BANQUE JUGE QUE LE SYSTÈME BANCAIRE AMÉRICAIN EST SAIN PAGE 22

INNOVATION

LE SITE PSA RENNES ACCUEILLERA L'USINE DU FUTUR PAGE 25



Microsoft et Yahoo! se lancent dans la télévision

Les deux géants d'Internet vont produire des séries pour capter les internautes qui se détournent du téléviseur.

PAGE 28



Marissa Mayer, PDG de Yahoo! (*à gauche*), et Satya Nadella, PDG de Microsoft.

BRITTA PEDERSEN/DPA PICTURE-ALLIANCE/AFP ; ROBERT GALBRAITH/REUTERS ; DESHACAM - FOTOLIA ; SORIANO/LE FIGARO ; DR

Fabius met le Quai d'Orsay au service des entreprises



Laurent Fabius a toujours fait de la « *diplomatie économique* ».

COMMERCE EXTÉRIEUR Alors que le ministère des Affaires étrangères est désormais aussi celui du Développement international, Laurent Fabius organisait hier les Rencontres Quai d'Orsay-entreprises. Un événement qui se tenait pour la deuxième fois, destiné à « *multiplier les rencontres, partager les expériences et renforcer les partenariats* ».

L'édition de cette année avait pourtant une nouvelle saveur : bien qu'Arnaud Montebourg ait tenté que cela n'arrive pas, le commerce extérieur et le tourisme sont désormais rattachés au Quai d'Orsay. Un secrétaire d'État - le nom de Fleur Pellerin revient le plus fréquemment - devrait être nommé aujourd'hui.

Alors que Laurent Fabius a toujours fait de la « *diplomatie économique* » sa priorité, la création d'un pôle international sous son autorité « *permet de franchir une nouvelle étape en renforçant l'efficacité de l'action économique extérieure de l'ensemble des services de l'État* », fait-on valoir au Quai. Laurent Fabius veut depuis longtemps que son ministère devienne la « *maison des entreprises* ». « *Notre problème numéro un, c'est l'emploi, or ce sont les entreprises qui créent de l'emploi ; le gouvernement doit les aider* », a-t-il souligné en clôture de cette journée. Parmi les axes de sa politique : soutenir le développement international des entreprises, attirer des investissements étrangers créateurs d'emplois et renforcer la prise en compte des intérêts français dans les négociations internationales. Avec un seul but : « *Contribuer au redressement économique de notre pays.* » **M. VT**

LA SNCF RÉORGANISE SES TER POUR CALMER LA COLÈRE DES RÉGIONS

TRANSPORT À force de ruer dans les brancards, les régions auront-elles gain de cause ? La SNCF a annoncé mardi son intention de réorganiser sa direction TER. L'objectif est d'améliorer le service rendu aux collectivités locales. « *Les 20 régions qui disposent de TER auront un directeur avec des responsabilités importantes qui travaillera directement avec le conseil régional et une organisation par région afin d'avoir le meilleur TER possible* », a expliqué mardi le nouveau directeur général régions et intercités, Alain Le Vern. Ancien président de la région Haute-Normandie, il est au fait des critiques adressées par les élus à l'entreprise publique. Cette décentralisation devrait lui permettre de mieux s'adapter à la demande des régions.

La qualité du service et la ponctualité devraient logiquement s'améliorer avec la mise en service, à partir du 22 avril, de nouveaux trains livrés avec un an de retard sur le calendrier prévu. Avec l'arrivée de ces trains construits par Bombardier et Alstom, la flotte sera plus homogène. « *Il y aura des gains en termes d'opérations de maintenance* », assure Alain Le Vern. Donc moins de retard ou de suppressions de trains pour cause d'indisponibilité du matériel. « *Nous voulons des TER plus performants, plus réguliers et qui permettent un voyage plus agréable dans des trains innovants, avec une information en temps réel, via des écrans dans les trains. Il y a une volonté d'avoir une meilleure information* », a ajouté Alain Le Vern.

Alors que, pour bien des régions, le transport est souvent le premier budget, devant les lycées, la SNCF doit aussi calmer leur fronde financière. Sur ce point, Alain Le Vern a aussi promis plus de « *transparence* » sur les prix. Actuellement, les régions se plaignent de l'opacité de la tarification. La SNCF doit prendre cette colère d'autant plus au sérieux que les régions ont demandé il y a un mois que la législation française soit modifiée : elles veulent avoir la possibilité de faire appel à d'autres prestataires que la SNCF pour exploiter les TER.

LE CHIFFRE

11,37 milliards de dollars

C'est le montant de l'aide publique au développement (APD) de la France en 2013, selon l'OCDE, en recul de 9,8 %. Il s'agit de la troisième année de baisse consécutive. Alors que l'aide des pays développés a augmenté l'an dernier de 6,1 %, atteignant le niveau record de 134,8 milliards de dollars. Surtout, avec une APD qui représente 0,41 % du revenu national brut, l'Hexagone est loin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations unies. La baisse de la France sur 2013 est principalement due à des remboursements de prêts et des annulations de dettes moins importantes qu'en 2012. La France fait toutefois partie des plus gros donneurs en volume, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon. **A.C.**

L'HISTOIRE DU JOUR

L'Espagne se mobilise pour son champion de l'huile d'olive

L'huile d'olive dans des mains étrangères ? Les Espagnols s'inquiètent qu'on leur arrache l'un des étendards de la *dieta mediterranea*. À quelques semaines de l'ouverture de la campagne des élections européennes, les hommes politiques se pressent au chevet de Deoleo. Numéro un mondial de l'huile d'olive, le groupe excite les convoitises depuis que quatre de ses actionnaires - Bankia, Caixa-Bank, Kutxabank et BMN - veulent céder leurs 31,4 % du capital pour 150 millions d'euros.

Quatre fonds d'investissements ont été sélectionnés, et le britannique CVC Partners a présenté la meilleure offre. S'il maintient sa proposition et s'il est le seul acheteur, il devra, comme le prévoit la loi, lancer une OPA sur l'intégralité du capital : outre les quatre vendeurs, il réunit aussi la caisse d'épargne Unicaja, la coopérative Decoop et l'investisseur suisse Daniel Klein (23 % à eux trois). Le solde est coté à la Bourse de Madrid.

Le gouvernement n'a pas tardé à réagir. « *Oui, la possibilité de prendre une participation minoritaire dans Deoleo intéresse le gouvernement* », a indiqué le ministre des Finances, Cristobal Montoro. Selon le quotidien *El Mundo*, l'investissement - de moins de 100 millions d'euros - serait réalisé à travers Sepi, holding qui chapeaute les grandes entreprises publiques espagnoles. Cette contre-offensive éviterait l'OPA de CVC.

Cette mobilisation s'inscrit dans la plus pure tradition de la défense des secteurs stratégiques, en l'occurrence la marque phare de Deoleo, Carbonell. Sa belle Gitane assise sous un olivier est, depuis un siècle, dans toutes les cuisines ibériques ou presque. Un symbole de la *marca España* - la marque Espagne - que le gouvernement se targue de protéger. ■

MATHIEU DE TAILLAC (*À MADRID*)

Bruxelles réclame à la France une amende sur les aides agricoles



La Commission européenne vient de demander à onze États membres - dont la France - de rembourser une partie des aides qu'elle leur a versées dans le cadre de la PAC (politique agricole commune) entre 2006 et 2009. Au total, la somme réclamée à l'Hexagone s'élève à 238 millions d'euros. « *Il s'agit d'une accumulation de petites erreurs concernant le versement des aides directes aux agriculteurs français* », indique au *Figaro* une source communautaire. Paris aurait mal interprété la mise en place des droits à paiement unique (DPU) en 2007. Les syndicats sont sceptiques. « *Les moyens de contrôle sur l'attribution de la PAC sont de plus en plus sophistiqués. J'ai peine à croire que la France se soit trompée* », explique Xavier Beulin, président de la FNSEA. Mais que les agriculteurs se rassurent, ils ne devront pas mettre la main à la poche comme dans le cadre des aides « *illégales* » sur les fruits et légumes. « *Il n'y aura aucun impact financier pour les agriculteurs* », précise-t-on au ministère de l'Agriculture. Cependant, l'addition globale pour la France pourrait être beaucoup plus lourde et dépasser le milliard d'euros, car d'autres aides seraient dans le collimateur de Bruxelles. « *Les discussions sont en cours, mais cela pourrait prendre des années* », confirme-t-on Rue de Varenne. **E.L.C.**

Jamie Dimon : « Le système bancaire américain est sain »

Le PDG de JP Morgan Chase, première banque américaine, reconnaît que la régulation a rendu le secteur financier plus fort et qu'il est plus indispensable que jamais à l'économie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTILLE BAYART bbayart@lefigaro.fr
PIERRE-YVES DUGUA @pdugua
ET ANNE DE GUIGNÉ @adeguigne

INTERVIEW JP Morgan Chase, le colosse américain de la finance, aura résisté à toutes les secousses. L'année dernière, ses affaires semblaient pourtant mal parties : après de multiples poursuites juridiques, la banque avait passé 20 milliards d'euros de provisions. Il en fallait plus pour faire plier l'établissement. En février, son emblématique PDG, Jamie Dimon, annonçait un bénéfice annuel de 18 milliards d'euros. Ce petit-fils d'un immigrant grec devenu courtier en Bourse représente le symbole de la finance américaine. À sa sortie de Harvard, il a d'abord fait carrière dans le sillage de Sandy Weill, l'un des grands banquiers new-yorkais des années 1990 et 2000. Il entre chez JP Morgan Chase en 2004 et, un an plus tard, prend les rênes de sa nouvelle maison. Dans la crise financière, Jamie Dimon s'est distingué par sa prudence. Il sera le premier patron de banque à avertir ses actionnaires du danger des subprimes.

En 2011, sa rémunération record de 23,1 millions de dollars pour l'année 2011 lui a valu le surnom de « roi de Wall Street ». Menacé après la perte de plusieurs milliards de dollars d'un de ses traders londoniens surnommé « la Baleine de Londres », et de multiples litiges juridiques, il a sauvé sa tête. Il a reçu *Le Figaro* dans les locaux de sa filiale parisienne, place Vendôme. Dans un style direct, l'homme, très sûr de lui, insiste sur l'utilité de la finance et des grandes banques pour l'économie mondiale.

LE FIGARO. - **Les banques américaines dégagent dans l'ensemble des profits élevés. Les bonus sont au plus haut. Le bon temps serait-il revenu ?**
Jamie DIMON. - Le système bancaire américain s'est presque totalement remis de la crise. C'est une bonne chose pour tout le monde. Les profits en eux-mêmes peuvent varier pour toutes sortes de raisons. Mais si vous regardez les fonds propres, les encours de prêts, les capacités de prêts, vous verrez que le système bancaire est sain. Il peut faire son métier : financer la croissance et l'emploi. Malheureusement l'Europe n'en est pas encore au même stade. En ce qui concerne les bonus, ils ont plutôt diminué, globalement, et surtout les structures de rémunérations variables ont changé dans notre industrie aux États-Unis et découragent la prise de risque à court terme.

La grande réforme de la finance Dodd-Frank, votée en 2010, a-t-elle rendu le système bancaire américain plus sûr ?
Il y a dans cette loi des centaines de règles nouvelles. Je ne suis pas d'accord avec toutes les dispositions. Mais l'ensemble a rendu le système plus fort. La probabilité d'une nouvelle crise bancaire a été fortement réduite grâce à la création d'un régime de liquidation ordonnée. Enfin, nous avons bon espoir que Dodd-Frank aura aussi éliminé la notion de banque « trop importante pour qu'on la laisse faire faillite » (*too big to fail*).

JP Morgan Chase a dû payer des amendes très élevées pour mettre fin à des poursuites judiciaires sur de nombreux dossiers ces derniers mois. Cette page est-elle tournée ?
Dans l'ensemble, la majeure partie de ces problèmes est derrière nous et nous en avons tiré les leçons. N'oubliez pas qu'une partie importante de ces amendes correspondait à des problèmes hérités de nos acquisitions de Bear Stearns et Washington Mutual en 2008. Nous avons tout de même fait 17 milliards de dollars de profit l'an dernier, ce qui est une bonne performance.

> **« Notre taille nous permet de financer de grandes opérations comme l'acquisition de SFR par Numericable »**
> JAMIE DIMON

De hauts responsables dans votre entourage ont récemment annoncé leur départ. Qu'est-ce que cela signifie ?
Notre équipe dirigeante est exceptionnelle. Certains ont souhaité partir. D'autres non. Dans certains cas, ces départs sont une vraie perte pour JP Morgan Chase. Mike Cavanagh était un ami de vingt ans. Blythe Masters, qui dirigeait nos activités sur les matières premières, a des talents exceptionnels. Chacun a ses propres raisons pour partir. Le secteur bancaire traverse une période de grands bouleversements réglementaires et juridiques et certains choisissent d'autres voies.

Comment votre banque aborde-t-elle la révolution digitale ?
Cela fait des années qu'on me parle de la fin des agences bancaires et de la menace de nouveaux entrants. Notre modèle se porte très bien. Nous nous adaptons, les formats des agences vont changer. Elles seront plus petites et plus centrées sur le conseil. Dans les agences, on mettra plus de spécialistes immobiliers, de conseillers professionnels ou de banquiers privés. Les banques vont rester au cœur des opérations financières. Paypal par exemple ne pourrait pas se développer sans les banques. Google et Apple vont aussi sans doute continuer à développer des portefeuilles électroniques et diverses solutions de paiement. Mais je ne les vois pas devenir des holdings bancaires régulés.

Vous travaillez sur le bitcoin ?
Nous travaillons sur cette question uniquement d'un point de vue analytique. Ce n'est pas une activité pour nous. Nous n'allons pas accepter le bitcoin comme paiement. Le bitcoin n'est pas une vraie devise. C'est un moyen de règlement rapide et bon marché pour certaines personnes. L'avenir du bitcoin dépendra de ce que les gouvernements décideront.

La Réserve fédérale réduit graduellement ses rachats mensuels de dette publique. Que pensez-vous de cette politique ?
L'assouplissement quantitatif a été utile au début. Ces mesures ont probablement soutenu les prix de la plupart des classes d'actif. Personnellement, je pense qu'un retour à une politique monétaire normale va être une bonne chose. Il y aura certes des craintes sur l'augmentation des taux d'intérêt. Mais cela ne va pas nécessairement perturber le redressement économique.

Certains, en France comme aux États-Unis, veulent forcer les plus grandes banques à séparer leurs activités. Pourquoi est-ce une mauvaise idée ?
La question n'est pas de savoir ce qu'en pense le patron de JP Morgan Chase, mais de savoir ce dont nos clients ont besoin. La taille de notre bilan, notre excédent de fonds propres et de liquidités nous permettent de financer certaines grandes opérations complexes comme récemment l'acquisition de SFR par Numericable pour 17 milliards d'euros. Pendant la crise, qui était là pour aider à trouver des solutions ? Nous, JP Morgan Chase, grande banque solide, nous étions là pour racheter d'énormes établissements en difficulté et financer des États comme l'Italie et l'Espagne.

Êtes-vous favorable à un accord de libre-échange transatlantique ?
Je pense qu'un accord de libre-échange transatlantique serait une excellente chose. L'Amérique et l'Europe partagent les mêmes valeurs depuis des centaines d'années. Il est important que les deux continents restent proches l'un de l'autre. Il a été décidé par le gouvernement américain que les services financiers seraient exclus de la négociation, alors que les Européens souhaitaient, à raison, qu'ils soient inclus. Mais, malheureusement, il y a eu ces derniers mois des querelles entre l'Europe et les États-Unis à propos de sujets comptables comme la manière de mesurer les risques de certains produits dérivés. ■



Jamie Dimon, est à la tête de JP Morgan Chase, le 4 avril, à Paris.
SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

> **« L'Amérique et l'Europe partagent les mêmes valeurs depuis des centaines d'années »**
> JAMIE DIMON

« Je m'inquiète quand j'entends que des milliers de Français quittent leur pays »

> « Les stress tests bancaires doivent être transparents »

LE FIGARO. - **La déflation vous semble-t-elle être une menace pour l'économie européenne ?**
Jamie DIMON. - On aimerait trouver une réponse simple aux difficultés économiques que traverse l'Europe. Mais la réalité est plus complexe. La politique monétaire ne fait pas tout. Il y a beaucoup d'autres facteurs en jeu. Les banques centrales ne peuvent pas assainir l'économie si les gouvernements n'ont pas mis en place des politiques fiscales efficaces ou qu'ils ne se sont pas attaqués au problème du chômage structurel et des inégalités sociales.

Êtes-vous optimiste sur l'évolution de l'Union européenne ?
Il y a deux ans, tout le monde répétait que l'Europe était finie. Mais vous êtes toujours là. Les politiques et les régulateurs se sont donné les moyens pour continuer à construire l'Europe, avec l'union bancaire, par exemple. Historiquement, il y avait deux grandes raisons de construire l'Union européenne. D'un point de vue politique, il s'agissait de défendre la paix ; d'un point de vue économique, la prospérité par la création d'un marché commun. Ces deux motivations sont toujours valides et je ne vois pas d'alternative rationnelle. Mais le chemin ne se fera pas en un jour : au début les États-Unis étaient une confédération d'États, avant de devenir un pays.

Pensez-vous que les stress tests déboucheront sur des recapitalisations bancaires ?
Je ne sais pas. Ces tests sont très attendus, ils doivent être transparents. En Europe, on a autorisé les banques à bénéficier d'un effet de levier important et à financer des actifs de long terme avec des ressources de maturité plus courtes et plus volatiles. Ce modèle a été sanctionné par les régulateurs. Donc l'idée de construire quelque chose de différent, de plus sûr, semble rationnelle.

Comment jugez-vous la politique fiscale française ?
Nous sommes en France depuis 1868. Nous avons aidé le pays à se refinancer après chaque grande crise géopolitique ou économique, ce n'est pas un changement de politique fiscale qui va nous faire partir. L'ensemble de nos activités se porte bien. Les Français doivent être certains que JP Morgan est là pour de bon. Cela dit, la vraie question est de savoir quelle est la bonne politique économique pour la France ? La réponse appartient bien sûr au peuple français, mais je m'inquiète pour le futur de la France, quand j'entends que des milliers de Français, pas seulement les riches mais aussi les jeunes et les entrepreneurs, quittent leur pays. ■

CHRONOLOGIE

2001
Fusion de JP Morgan & Co et de Chase Manhattan.

2004
Rachat de Bank One. Son PDG, Jamie Dimon, prend la tête du nouvel ensemble.

2008
Rachat de Bear Stearns, cinquième banque américaine.

2008
Rachat de Washington Mutual.

2009
Annonce d'un plan de 12 000 suppressions d'emplois.

2012
Un trader de JP Morgan – surnommé la « baleine de Londres » – perd 4,4 milliards de dollars.

2013
En novembre, annonce d'un plan de 15 000 suppressions d'emplois supplémentaires tandis qu'une transaction de 13 milliards de dollars avec le département de la Justice met fin aux poursuites liées à la crise du subprime.

JP MORGAN CHASE

18 milliards d'euros de bénéfices en 2013

251 196 salariés au 31 décembre 2013

221 milliards de dollars de capitalisation boursière

D'après le FMI, la zone euro a besoin d'un véritable « new deal »

La croissance de 1,2 % en 2014 reste très insuffisante. Le FMI exhorte la BCE et l'Allemagne à faire plus d'efforts.

JEAN-PIERRE ROBIN
jprobin@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À WASHINGTON

1 %
C'est l'estimation de la croissance pour la France en 2014 (1,5 % en 2015)

CROISSANCE Bonne nouvelle, tous les pays de la zone euro, y compris la Grèce, vont renouer avec la croissance cette année. Après un recul de 0,5 % en moyenne en 2013, le PIB de l'Union monétaire devrait augmenter de 1,2 % cette année et de 1,5 % en 2015, estime le FMI qui a publié mardi ses nouvelles prévisions économiques mondiales.

Ce redémarrage sera toutefois très inégal, allant de 0,6 %, pour l'Italie et la Grèce, à 1,7 % pour l'Allemagne et l'Autriche, la France se trouvant au milieu avec un taux de 1 % en 2014 (et 1,5 % en 2015). Ces nouveaux chiffres du FMI marquent une très légère amélioration pour la zone euro, alors que les pays émergents dans leur ensemble voient leur prévision abaissée de 0,2 point. Au total, la perspective globale de l'économie mondiale demeure soutenue, avec un taux de croissance de 3,6 % en 2014 et de 3,9 % en 2015.

Malgré tout, la zone euro reste en convalescence fragile ; six ans après la « grande récession » de 2008-2009 ses performances sont très médiocres. Les États-Unis devraient croître de 2,8 % en 2014 et le Royaume-Uni verra son PIB augmenter de 2,9 %, ce qui en fera le ruban bleu des pays du G7. « *L'assainissement et la reprise dans le sud de l'Europe ne sont pas garantis, spécialement si l'inflation des pays de la zone euro reste faible et vire à la déflation* », a expliqué Olivier Blanchard, le chef économiste du FMI, en présentant son nouveau diagnostic mondial. Il estime à 20 % la probabilité de déflation (recul généralisé des prix).

Baisse de taux de la BCE

Après Christine Lagarde, sa directrice générale, qui avait enjoint la BCE d'abaisser ses taux la semaine dernière, le FMI revient à la charge, demandant à la fois « *des baisses de taux d'intérêt supplémentaires et des financements bancaires à long terme (ciblés si possible sur les PME)* ». Mais cela ne suffira pas. Il faut que les « *pays qui en ont la possibilité* » prennent des mesures de relance budgétaire et renforcent leur demande intérieure. L'Allemagne est visée, avec l'excédent de ses comptes extérieurs gigantesque, 7,5 % de son PIB l'an dernier et 7,3 % en 2014. « *Réduire les larges surplus persistants aurait des effets induits favorables sur toute la zone euro ; par exemple davantage d'investissements publics en Allemagne, cela renforcerait la croissance à la fois en Allemagne et dans le reste de la région.* »

En privé les économistes du FMI usent de termes plus crus : « *Il faudrait que les syndicats allemands fassent leur boulot et demandent de meilleurs salaires !* »

Outre une approche plus dynamique de la part de la BCE et de l'Allemagne, le FMI esquisse un troisième axe : des réformes structurelles pour redynamiser le potentiel de croissance, tombé très bas dans nombre de pays. Il s'agit de « *repenser la forme de certains marchés du travail, accroître la compétition et la productivité dans les secteurs non marchands, revoir la taille du secteur public et réexaminer le rôle de l'investissement public* », suggère Olivier Blanchard. Une sorte de « new deal » pour l'Europe qui s'apprête à voter et à renouveler son exécutif, à travers la nouvelle Commission européenne. ■

Déficits : Rome prend ses distances avec Paris

Face à Bruxelles, le gouvernement Renzi affiche un objectif de réduction de déficits à 2,6 % du PIB en 2014.

RICHARD HEUZÉ rheuze@lefigaro.fr
ROME

ITALIE Pas question pour l'Italie de déroger à ses obligations européennes. Le gouvernement de Matteo Renzi s'est donné des objectifs de déficit public qui rentrent dans les clous de Bruxelles. Le déficit arrêté en Conseil des ministres pour l'année en cours, lors de l'adoption du « Document de programmation financière » qui sera présenté à Bruxelles ne devra pas excéder 2,6 % du PIB en fin d'année avant de tomber à 1,8 % en 2015.

Un niveau nettement inférieur aux anticipations que l'entourage du président du Conseil avait laissé filtrer ces dernières semaines, en laissant entrevoir la possibilité d'un dérapage du déficit public à 2,9 %, voire 3 % et même légèrement au-delà. Deux raisons à cela : d'abord une conjoncture un peu meilleure que prévu. Selon l'Institut de la statistique italien, le déficit public s'est limité à 2,8 % en 2013, sous la barre des 3 %. Ce déficit moins important que prévu, donne plus de marge au gouvernement pour 2014.

Le deuxième facteur positif est l'assurance, acquise ces derniers jours, que les coupes budgétaires envisagées par le gouvernement seront moins difficiles à financer que prévu. Elles représenteront 10 milliards d'euros en année pleine, soit 6,6 milliards entre juin et décembre prochain, quand entrera en vigueur - fin mai - le cadeau fiscal de 10 milliards d'euros accordé aux ménages les plus modestes.

Du même coup, on ne reparle plus à Rome de faire cause commune avec Paris devant la Commission de Bruxelles. Sur ce point, le ministre de l'Économie Pier Carlo Padoan est catégorique : « *De nombreux pays devront ajuster leurs comptes. En ce qui nous concerne, nous sommes sortis l'an dernier de la procédure d'infraction pour déficit excessif et nous entendons défendre nos résultats en allant de l'avant avec nos réformes et la relance de notre croissance* », déclarait-il la semaine dernière, lors de l'Ecofin d'Athènes. Ajoutant n'avoir vu « *aucun axe entre Paris et Rome* » pour déroger au seuil des 3 % de déficit : « *l'Italie n'a nullement l'intention de passer outre à ce seuil* ».

Renégociation salariale

L'objectif de croissance retenu par le gouvernement pour 2014 inférieur à celui du gouvernement d'Enrico Letta : 0,8 % à 0,9 % et non 1,1 %. Les finances publiques bénéficieront de la baisse des taux qui allégera le service de la dette. Le gouvernement veut aussi croire que le retour de la croissance incitera deux milliards d'euros exportés de manière illicite à l'étranger à regagner le pays.



Matteo Renzi lors d'une conférence de presse, à Londres, le 1er avril. REUTERS

Mais l'Italie restera encore plombée par une dette publique exceptionnellement lourde pour un pays industrialisé. Elle reste figée à 133 % du PIB et ne commencera à décroître, selon les économistes, que lorsque les réformes sur la flexibilité du travail, les privatisations et les allégements fiscaux en faveur des entreprises commenceront à porter leurs fruits. Sur un point, les résultats devraient être rapides, sinon immédiats : la renégociation des salaires faramineux des grands commis de l'État. Une première circulaire les a limités à 311 000 euros par an, le salaire du premier président de la Cour de cassation. On parle maintenant de les aligner sur le salaire du chef de l'État, 240 000 euros par an. ■

Union bancaire : Londres tente un coup de force à Bruxelles

Le Royaume-Uni tente d'assouplir le projet de directive européenne sur les faillites de banques.

MANON MALHÈRE
BRUXELLES

> La Grande-Bretagne souhaiterait que la Banque d'Angleterre puisse aider les banques en difficulté temporaire sans imposer des pertes aux créanciers privés »

EUROPE Les nouvelles règles visant à faire contribuer le secteur privé en premier lieu aux restructurations des banques en crise suscitent des tensions à Bruxelles. Le Parlement européen et le Conseil des ministres sont sur le point de finaliser au niveau technique le compromis politique qu'ils ont scellé en décembre dernier. Mais le Royaume-Uni cherche à introduire des exemptions dans le texte, avec la complicité d'autres États, révèle le *Financial Times*.

Certains parlent d'un coup de force qui mettrait en péril le futur cadre légal sur le sauvetage des banques. « *Il n'y a pas de risque que le deal soit détricoté* », tente de rassurer Chantal Hugues, la porte-parole du commissaire européen en charge du dossier, Michel Barnier. « *Un petit ajustement a été demandé : cela n'est pas inhabituel (…). Si tous peuvent s'accorder sur cela, le changement peut avoir lieu. Sinon, le texte actuel reste* », ajoute-t-elle.

Pour entrer en vigueur en 2015, comme prévu, ce texte doit être adopté mardi prochain par le Parlement européen. Les gouvernements européens ne peuvent pas se permettre de faire capoter l'adoption de cette pièce maîtresse de la réforme financière engagée à Bruxelles suite à la crise financière de 2008, soulignent plusieurs observateurs.

Ces règles visent en effet à éviter au maximum le sauvetage des banques avec de l'argent des contribuables à l'avenir, en faisant contribuer en premier lieu les actionnaires ainsi que les créanciers privés. C'est ce que l'on nomme dans le jargon le « bail-in », par opposition au « bail-out ».

L'Allemagne réticente

Globalement, les exemptions demandées consistent à autoriser les États ou les banques centrales à apporter des garanties ou des liquidités aux banques en difficulté sans déclencher l'imposition de pertes à certains créditeurs. Le Royaume-Uni veut en particulier que la Banque d'Angleterre puisse octroyer des facilités alors que d'autres États tels que la France et le Portugal demandent d'autres exemptions, rapporte le journal britannique. À l'opposé, l'Allemagne et les Pays-Bas ne souhaiteraient pas toucher au texte de compromis scellé avec les eurodéputés.

Selon une source proche du dossier, la présidence grecque a fait une proposition de compromis qui reste proche de l'accord politique conclu avec le Parlement européen. Les États ont maintenant jusqu'à ce mercredi 9 avril pour faire des objections. ■

Les hôpitaux universitaires ont creusé leur déficit en 2013

Les CHU ont essuyé une perte de 162 millions d'euros l'année dernière, à cause d'une hausse des charges.

GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui

SANTÉ L'élite de nos hôpitaux n'arrive pas à sortir de la crise. Les centres hospitaliers universitaires (CHU) ont accusé un déficit de 162 millions d'euros en 2013, en hausse de 28 % par rapport à 2012, a rapporté mardi la Conférence des directeurs généraux de CHU. *« Une légère dégradation, malgré tous nos efforts »*, minimise Philippe Domy, président de la Conférence des directeurs. La perte représente 0,62 % du produit d'exploitation - le « chiffre d'affaires » - des CHU, qui a atteint 26 milliards d'euros (+1,7 %).

En hausse de 2,9 % l'année dernière, les charges d'exploitation ont plombé les grands établissements, alors que l'enveloppe que leur a attribuée l'Assurance-maladie - soit l'essentiel de leurs ressources - n'a progressé que de 2 %. Premier poste de dépenses (elle représente les deux tiers des coûts), la masse salariale a progressé de 2,9 %.

Contrats de performance

Outre le vieillissement et l'avancement automatique des salariés, qui se traduisent par des hausses de salaires automatiques, les établissements ont dû régulariser les comptes épargne-temps surgonflés du personnel médical. Pour ne rien arranger, ils ont vu augmenter les cotisations retraites. En parallèle, les dépenses médicales ont progressé à grande vitesse (+3,1 %), de même que les frais d'hébergement (+2,2 %).

Si *« l'hôpital n'est pas une entreprise »*, comme le répète la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, il n'en doit pas moins améliorer sa situation financière. D'ailleurs, les plans de redressement menés dans les CHU ressemblent fort à ce qui se pratique dans le privé. Un tiers des grands établissements a ainsi signé un « contrat de performance », qui allie plans d'économies et de reconquête de parts de marché. Côté réduction des coûts, les établissements s'y engagent entre autres à réduire les effectifs.

Les contrats prévoient aussi de développer l'activité des établissements. Surtout dans les domaines qui rapportent, comme la chirurgie cardiaque ou les greffes, grâce à une bonne valorisation des actes par l'Assurance-maladie. *« Dans la chirurgie de haute spécialité, nous avons gagné 2 points de parts de marché sur les cliniques privées »*, assure Philippe Domy.

L'hôpital veut se réformer

D'autre part, le gouvernement a décidé cette année de valoriser la chirurgie ambulatoire - le patient entre le matin, se fait opérer dans la journée et ressort le soir. Les mêmes tarifs que ceux de la chirurgie classique y seront appliqués, alors même que les frais d'hospitalisation sont réduits à néant dans ce domaine pourvoyeur de substantielles économies. De quoi relancer la croissance de la chirurgie ambulatoire, qui a marqué le pas dans les CHU en 2013.

Par ailleurs, la Fédération hospitalière de France (FHF, qui représente les hôpitaux publics) présentera jeudi des mesures pour dégager 5 milliards d'euros d'économies et de recettes sur cinq ans, a-t-elle annoncé dans une lettre au nouveau premier ministre, Manuel Valls. Parmi les pistes évoquées par la FHF, l'accueil de 30 000 à 40 000 patients étrangers solvables par an. L'Allemagne le fait déjà, ce qui lui rapporte entre 1,5 et 2 milliards d'euros par an. ■

26 milliards
C'est le « chiffre d'affaires » des CHU en France en 2013

Le centre commercial Qwartz voit grand

Le nouveau « mall » d'Altarea à Villeneuve-la-Garenne mise sur 165 boutiques et un hypermarché de 12 000 m².

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

DISTRIBUTION Après Beaugrenelle à Paris et Aéroville à Roissy, inaugurés en 2013, voilà Qwartz, à Villeneuve-la-Garenne, dans le nord des Hauts-de-Seine. Des ouvertures en cascade surprenantes alors que, dans l'ensemble, la fréquentation des centres commerciaux baisse. *« Nous continuons à ouvrir de très grosses unités car ce format sur lequel nous sommes positionnés fonctionne toujours très bien,* explique Alain Taravella, président d'Altarea Cogedim, qui possède Qwartz à 50 %. *L'année dernière, le chiffre d'affaires des commerçants dans nos centres a augmenté de 1 %. »*

Fort de ce constat, cet important exploitant de « malls » applique à Villeneuve-la-Garenne les recettes qui ont fait le succès de ces grandes usines à vendre. D'abord un large choix de boutiques (165) avec une grande majorité d'enseignes de prêt-à-porter (H&M, Desigual, Naf-Naf...). Ensuite un hypermarché Carrefour de 12000 m². *« Nous n'avons pas trouvé mieux qu'un hypermarché pour générer des flux réguliers de clientèle »*, argumente Gilles Boissonnet, président du directoire d'Altarea.

Pour séduire les consommateurs, on a également implanté des enseignes arrivées récemment en France qui créent l'événement (Primark et Marks & Spencer). Par ailleurs, ce centre compte séduire des clients qui s'y rendront très majoritairement en voiture car les transports en commun desservent mal cet endroit. *« Un parking de 3000 places est prévu »*, explique Alain Taravella. Du coup, les propriétaires (Altarea Cogedim et Orion) ont investi des moyens importants : près de 300 millions d'euros. Avec un volume d'affaires escompté pour les commerçants du centre : de 300 à 350 millions d'euros.

Pour y arriver, Altarea a quand même apporté quelques nouveautés à son concept. Ainsi, un espace d'e-commerce permettra aux clients de passer leurs commandes sur des bornes Internet pour quelques marques qui n'ont pas de magasins dans le centre (Alice Delice, une enseigne d'ustensiles de cuisine ; le site de meubles made.com...).

Loisirs non marchands

L'hypermarché Carrefour permettra au client de suivre un trajet idéal dans le point de vente s'il a composé sa liste de courses sur l'application du magasin. De même, en scannant le code QR des produits, il pourra immédiatement en connaître la composition. Des murs d'écrans offriront aussi aux promeneurs la possibilité de composer une musique inédite ou de dessiner avec un gros crayon digital une œuvre picturale. Une façon de montrer que les loisirs non marchands ont droit de cité dans ce centre. Enfin, une boutique éphémère accueillera pendant trois mois des marques qui n'ont pas les moyens de se payer un magasin permanent. Ainsi, la marque brésilienne de baskets trendy Veja est présente à à l'ouverture.

Visiblement, les enseignes croient à ce panachage de vieilles recettes et de rafraîchissement marketing. Toutes les boutiques ont trouvé preneur dans le centre. Et Altarea travaille déjà sur d'autres unités. Une à Paris, boulevard Macdonald, sur le modèle de Bercy Village et une autre à Toulon, dont l'ouverture est prévue dans deux ans. ■

QWARTZ EN CHIFFRES

300 millions d'euros investis à parité par Altarea Cogedim et Orion Capital Managers

1500 emplois dans les 165 boutiques et l'hypermarché Carrefour

1 million d'habitants dans la zone de chalandise



Les promoteurs de Qwartz espèrent un chiffre d'affaires de 300 à 350 millions d'euros pour les boutiques du centre commercial. BRUNO LEVY

Veolia poursuit son offensive dans l'industrie

D'ici à 2020, le groupe de services à l'environnement veut doubler son activité dans les mines et la métallurgie.

ARMELLE BOHINEUST @armelella

INDUSTRIE L'objectif de Veolia dans les mines et les métaux est clair. Le leader mondial de l'eau et des déchets compte doubler son chiffre d'affaires sur ce marché d'ici à 2020. À raison de 15 % de croissance par an, Veolia devrait passer de 700 millions d'euros en 2013, à 1,5 milliard dans six ans, a annoncé mardi son PDG, Antoine Frérot. Cela représenterait à terme de l'ordre de 5 % de son chiffre d'affaires.

« Les mines et la métallurgie sont l'un des plus gros secteurs industriels au monde, avec un chiffre d'affaires annuel de 700 milliards de dollars (507 milliards d'euros) », a-t-il souligné. Certes, sa croissance est modérée. Mais de nombreuses opportunités se développent pour des opérateurs tels que Veolia, qui peut intervenir dans le traitement de l'eau et des déchets ou dans l'énergie.

Dans l'eau, tout d'abord. Les deux tiers des projets des six principaux groupes miniers sont situés *« dans des zones où les ressources en eau sont rares, alors que les mines et la métallurgie constituent le deuxième secteur industriel le plus consommateur d'eau »*, pointe Antoine Frérot. Pour preuve, la société minière Vale consomme chaque année, à elle seule, presque autant d'eau que les habitants de la zone euro en un mois. Veolia peut également intervenir dans l'énergie, qui représente 15 à 30 % des coûts de cette industrie. Autre champ d'action : les énormes volumes de déchets, provoqués notamment par les résidus miniers.

Le durcissement des réglementations partout dans le monde et la volonté des industriels de réduire leurs coûts sont aussi des moteurs puissants. *« Jusqu'à présent, les opérateurs nous ont demandé essentiellement de traiter leurs déchets. Nous intervenons en aval et nous représentons une contrainte qui coûte aux entreprises et ne leur rapporte pas grand-chose »*, note Antoine Frérot. La situation évolue. *« Nos savoir-faire deviennent aujourd'hui plus stratégiques pour eux, sur le plan économique et en matière de droit d'opérer, avec des permis à obtenir ou à renouveler »*, ajoute-t-il. En Espagne, par exemple, Veolia permet à Iberpotash de dégager 45 millions d'euros de chiffre d'affaires supplémentaires grâce aux sous-produits d'une mine de potasse.

Marché rentable

Veolia estime que le marché des services liés à l'eau, aux déchets et à l'énergie dans l'industrie minière et la métallurgie dépassera 20 milliards d'euros en 2020, contre 14 milliards actuellement (dont 6 milliards pour l'eau).

Le marché est rentable. Les contrats dégagent une marge avant impôt d'environ 10 %, une performance équivalente à celle des contrats de gestion de l'eau en France avant les grandes vagues de renouvellement des dernières années. Le secteur minier fait partie de sept *« thèmes majeurs de croissance »* de Veolia, avec l'économie circulaire, les « solutions innovantes » pour les villes, les pollutions difficiles, le démantèlement nucléaire, l'agroalimentaire et l'industrie pétrolière et gazière. Veolia entend tirer *« 50 % de ses revenus »* des industriels en 2018, contre 30 % aujourd'hui. ■

Veolia Environnement s'appellera... Veolia

Pour faire vraiment peau neuve, Veolia Environnement, qui finalise une réorganisation complète de ses équipes et de ses activités en interne, s'apprête à changer de nom. Onze ans après avoir abandonné la dénomination Vivendi Environnement, qu'il avait adoptée pendant cinq ans, le champion mondial de l'eau et des déchets devrait désormais arborer tout simplement l'enseigne... Veolia. Le choix de la signature du groupe tricolore pose, en revanche, quelques questions. Faut-il utiliser partout dans le monde la version anglaise, *« Resourcing the world »*, qui pourrait se traduire en français par *« Ressourcer le monde »* ? C'est la question que se posent les dirigeants de Veolia. Ou bien est-il préférable de décliner le mantra du leader de l'environnement dans la langue locale des pays où il est présent ? Réponse dans quelques semaines, en fonction du résultat des études et sondages lancés auprès de différents publics.

A.BOH

Le site PSA Rennes, vitrine de l'usine du futur

Un projet pilote va être mis en place dans le domaine des composites sur le site breton du constructeur.

EMMANUEL EGLOFF ET ANNELOT HUIJGEN
@egloff et @AnnelotHuijgen

INDUSTRIE Les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën de Rennes s'inquiètent pour leur avenir. Une réunion extraordinaire du comité d'établissement prévue ce jeudi 10 avril devrait *« réorganiser la production en une seule équipe, ce qui signifie la suppression d'une demi-équipe »*, explique Loïc Pottier, de la CFTC. Rennes s'inspire donc de Poissy et Mulhouse, où une équipe a disparu ces derniers mois. Cette suppression peut se faire dans le cadre du nouveau contrat social approuvé l'an dernier par les syndicats. *« Nous attendions cette annonce pour 2015 plutôt que dès maintenant »*, déplore Loïc Pottier. Les organisations syndicales signataires de l'accord - CFE-CGC, CFTC, FO et SIA - demandent à la direction du constructeur de *« tout mettre en œuvre pour rapatrier à Rennes de nouvelles activités dans les ateliers ainsi qu'en recherche et développement »*.

Sur ce point, le ministère du Redressement productif devrait répondre présent. Rennes a en effet été choisi pour abriter l'un des projets pilotes du plan « usine du futur ». Il s'agit d'un des 34 plans industriels présentés par le président de la République et Arnaud Montebourg en septembre dernier. Son pilotage avait été confié à Frédéric Sanchez, président du constructeur de machines-outils Fives, et à Bernard Charlès, président de Dassault Systèmes *(le groupe Dassault est propriétaire du* Figaro. *Ndlr).*

Les détails de ce plan auraient dû être communiqués jeudi dernier au Salon de l'industrie, mais au dernier moment Arnaud Montebourg a annulé sa venue, retenu à Bercy par la cérémonie de la passation des pouvoirs. Au nom du ministre, Christophe Lerouge, commissaire au Redressement productif de Bourgogne, a rappelé jeudi que *« ce plan a deux objectifs : travailler sur l'offre française en matière de nouvelles technologiques de production, comme l'impression 3D ou les robots pour pouvoir les exporter ; et, deuxièmement, faire en sorte que ces technologies se diffusent en France afin de gagner en compétitivité »*. Un premier comité de pilotage pour ce plan s'est réuni mi-mars pour valider quatre projets sur une vingtaine identifiés.

L'un de ces quatre projets concerne donc le site PSA de Rennes. Il doit permettre de réaliser une ligne pilote destinée à fabriquer des prototypes de pièces de structure en composite pour l'automobile. Beaucoup plus légers que l'acier, les composites vont permettre d'alléger les voitures et de diminuer ainsi les émissions polluantes en améliorant la consommation. Cette ligne utilisera une technologie développée par Fives, spécialiste des composites. Ce démonstrateur sera logé dans Excelcar, une société de R & D mise en place par PSA et soutenue par les collectivités locales bretonnes dans le cadre de la réindustrialisation du site.

Un concept éloigné du modèle allemand

Les acteurs industriels - les constructeurs mais également les équipementiers - convaincus pourront passer un contrat avec Excelcar afin de mettre en place, dans leurs usines, leur propre outil de production. La ligne de Rennes devrait être opérationnelle fin 2015. Le montant de l'investissement sera compris entre 10 et 20 millions d'euros, et portera sur 30 à 40 emplois. *« Le potentiel est cependant de plusieurs centaines d'emplois si les constructeurs décident de mettre en place d'autres lignes de production de leurs usines pour leurs véhicules »*, confie un spécialiste du secteur.

Ces projets doivent permettre *« la transformation d'usines existantes pour créer des vitrines de la technologie à la française qui pourront être visitées par des délégations étrangères, par exemple »*, détaille Frédéric Sanchez au *Figaro*. À la différence du modèle allemand, où les robots se sont déjà largement diffusés dans les usines car la main-d'œuvre est plutôt une denrée rare, le modèle français laisse de la place à l'homme : il a vocation à être assisté plutôt que remplacé par un robot. ■



Ligne de contrôle qualité des Peugeot 508 et Citroën C5 sur le site de Rennes. PSA PEUGEOT CITROËN

Bpifrance se mobilise pour l'industrie

> Le niveau d'investissement reste inférieur de 12 % à 2008
>
> NICOLAS DUFOURCQ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BPIFRANCE

Les 2 200 collaborateurs de Bpifrance s'y connaissent en matière d'usines. Et a fortiori les 1 000 collaborateurs des quarante-deux implantations régionales. Car neuf décisions d'investissement sur dix sont prises en région. *« Nos fonds France Investissement Régions sont majoritairement investis dans des entreprises industrielles, car elles tirent l'innovation et les services »*, explique Fanny Letier, directrice de ces fonds pour l'institution.

En 2013, la filiale de la Caisse des dépôts et de l'État a prêté ou garanti 3,7 milliards d'euros pour 9 900 entreprises industrielles, totalisant 340 000 emplois. La banque a aussi investi 475 millions d'euros en fonds propres, ce qui a permis de mobiliser autant auprès d'investisseurs privés.

Ces derniers mois, les équipes de Bpifrance ont été étoffées, expliquant en partie la hausse du nombre de décisions d'investissement. *« Le mois de décembre a constitué un record absolu, avec une trentaine de dossiers*, note Bertrand Finet, directeur exécutif de Bpifrance. *Le premier trimestre est également de très bonne facture, avec un nombre de dossiers dépassant nos objectifs. »* Après avoir investi 121 millions d'euros dans 91 dossiers en 2013, l'institution aimerait entrer au capital de quelque 120 entreprises pour environ 170 millions d'euros cette année.

« Petits tickets »

Mais la Bpifrance aimerait aller plus loin. *« Il y a encore trop de freins qui s'opposent à l'ouverture du capital dans les petites entreprises, dont la méfiance des dirigeants, surtout ceux des entreprises familiales »*, ajoute Bertrand Finet. Contrairement à d'autres fonds d'investissement, Bpifrance ne cherche pas à prendre les rênes d'une entreprise : *« nous sommes des investisseurs minoritaires, qui sont là pour accompagner le chef d'entreprise dans ces choix »*, souligne Fanny Letier. Et cependant longtemps, car Bpifrance a décidé d'allonger la durée de vie de ces fonds régionaux de quelques années à 25 ans. L'institution annonce par ailleurs la création d'un fonds pour des petits tickets, des investissements inférieurs à 500 000 euros. *« Ces opérations sont trop peu rentables pour les fonds privés*, explique Fanny Letier. Mais *« ceux qui créent de l'emploi, ce sont surtout les PME et les entreprises de petite taille »*, réalisant un chiffre d'affaires entre 500 000 et 600 000 euros. Ce fonds sera doté de 40 millions d'euros, provenant des gains réalisés par les autres fonds régionaux, qui pourront servir à environ 80 entreprises.

Enfin, Bpifrance a annoncé le lancement d'un prêt d'un montant de 300 millions d'euros, financé sur le programme des investissements d'avenir, destiné à la robotisation des PME. *« Le niveau d'investissement reste toujours inférieur de 12 % à 2008. Il faudrait que 2014 soit l'année du grand rattrapage, mais cela dépend aussi beaucoup de la psychologie des chefs d'entreprise »*, exhorte Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Cardif sanctionnée pour ses assurances-vie non réclamées

La filiale de BNP Paribas écope d'une amende de 10 millions d'euros. D'autres compagnies sont sur la sellette.

ANNE BODESCOT
abodescot@lefigaro.fr

2,76 milliards d'euros
C'est le montant des capitaux placés en assurance-vie et qui n'ont pas été réclamés par leurs bénéficiaires

ASSURANCE L'ACPR, l'organisme qui contrôle les compagnies d'assurances, se fâche. Partie en guerre contre le peu d'enthousiasme des assureurs pour rechercher les bénéficiaires des assurances-vie non réclamées, elle vient d'infliger un blâme et une très lourde amende (10 millions d'euros) à Cardif Assurance Vie, filiale de BNP Paribas. Avec en prime une mauvaise publicité dont l'intéressée se serait bien passée.

L'Autorité de contrôle prudentiel lui reproche d'avoir tardé à respecter la loi de décembre 2007. Cette loi impose aux assureurs de vérifier régulièrement que les souscripteurs de leurs contrats sont toujours en vie, notamment en consultant le fichier Insee des personnes décédées. Lorsqu'elles sont informées d'un décès et qu'aucun proche ne s'est manifesté pour recevoir le capital, les compagnies sont dans l'obligation de rechercher activement les bénéficiaires auxquels il était destiné, qui peut-être ignorent leur bonne fortune. Si elles les trouvent, elles doivent les avertir. En attendant, elles doivent continuer à rémunérer les capitaux en question. L'ACPR reproche à Cardif d'avoir mis trop longtemps à déployer les moyens nécessaires pour remplir ces nouvelles obligations.

Du début 2010 à avril 2011, l'assureur - informé par la consultation du fichier Insee du décès de plus de 8 000 de ses clients (pour plus de 95 millions d'euros de capitaux décès) - a recherché les bénéficiaires de moins de la moitié d'entre eux. L'assureur n'a pas non plus *« pleinement »* rémunéré ces capitaux en déshérence.

Un coup de semonce

Pour justifier l'ampleur de l'amende, la commission des sanctions de l'ACPR fait valoir que les *« insuffisances »* et les *« retards »* ont donné lieu pour Cardif à la *« conservation indue »* de sommes qui auraient dû être versées aux bénéficiaires des contrats.

Depuis, la filiale de BNP Paribas affirme avoir corrigé le tir. Elle a renforcé les équipes chargées de ces missions. Et elle a reversé aux bénéficiaires les intérêts dont ils avaient été privés illégalement.

Mais c'est un coup de semonce pour toute la profession. En décembre dernier, Jean-Marie Levaux, le vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel, avait indiqué vouloir passer le marché de l'assurance-vie au crible pour faire cesser certaines pratiques répréhensibles, des *« situations honteuses, scandaleuses »*, en particulier sur les contrats en déshérence. Des enquêtes sont en cours.

En février dernier, d'ailleurs, après avoir étudié 63 contrats de différentes compagnies, l'ACPR s'était déjà insurgée contre celles qui prélevaient tout simplement sur les contrats en déshérence les frais de recherche engagés pour retrouver les bénéficiaires. Des pratiques illégales, selon le régulateur, qui a exigé la suppression dans les contrats des clauses de ce type.

La Cour des comptes a estimé l'été dernier à 2,76 milliards d'euros au moins l'encours des contrats d'assurance-vie non réclamés. Une proposition de loi, déjà adoptée par l'Assemblée nationale, prévoit d'instaurer un nouveau mécanisme, notamment de transférer ces capitaux à la Caisse des dépôts dix ans après le décès du souscripteur. Elle doit encore être votée par le Sénat. Son entrée en vigueur n'est pas prévue avant 2016.

Bouygues Telecom pourrait s'allier à Free pour contrer SFR-Numericable

La filiale de Bouygues devra rapidement prendre une décision sur son avenir.

ELSA BEMBARON @elsabembaron

TÉLÉCOMS Bouygues Telecom a échoué dans la course au rachat de SFR. Samedi, Vivendi lui a préféré Numericable. Le troisième opérateur mobile, converti en chantre de la consolidation du secteur, doit désormais explorer toutes les pistes pour son avenir. Les observateurs soulignent que « *Bouygues Telecom ne peut pas rester seul, car son activité ne dégage plus de cash* ». De son côté, le gouvernement semble favorable au retour à trois opérateurs mobiles. Cette configuration qui pourrait stopper la guerre des prix et permettre aux intéressés de sauver leurs emplois et leurs investissements.

Après les fiançailles, le mariage avec Free

Bouygues Telecom et Free pourraient continuer à négocier ensemble. Bouygues avait convenu de céder son réseau mobile et une partie de ses fréquences à Free pour 1,8 milliard d'euros, s'il parvenait à racheter SFR. L'accord est caduc, mais les jalons à une réconciliation entre Free et Bouygues ont été posés. « *Il n'est pas aberrant de penser à un rapprochement entre Free et Bouygues, même si c'est encore un peu tôt* », pour un proche du dossier, à condition de trouver un accord sur le prix. Les calculatrices ont commencé à chauffer chez les financiers. À six fois sa marge opérationnelle, Bouygues Telecom vaudrait 4,2 milliards d'euros. Ce serait presque moitié moins que la somme estimée par Bouygues pour sa filiale.

Le rapprochement Free-Bouygues Telecom pourrait prendre une autre forme, celui de la mutualisation des réseaux. Mais, dans tous les cas, il faudrait d'abord que Bouygues Telecom s'affranchisse de son accord de mutualisation avec SFR, ce qui n'est pas prévu pour le moment. Si le scénario d'un partenariat entre Free et Bouygues Telecom plaît autant au marché, c'est parce qu'il permet à la fois de consolider Bouygues et d'éviter que Free soit marginalisé.

Un rapprochement avec Orange

L'opérateur historique ne peut envisager de se marier avec aucun de ses rivaux, pour des raisons de concurrence. En revanche, il est passé maître dans la signature d'accords de mutualisation avec des concurrents, un système qu'il a développé dans plusieurs pays d'Europe. « *La mutualisation des réseaux d'Orange et de Bouygues Telecom est une piste. Les deux parties ont de l'expérience en la matière. Cette solution a l'avantage de laisser une totale liberté aux signataires sur le contenu de leurs offres commerciales* », souligne un connaisseur du secteur. Un tel accord permettrait à Bouygues d'économiser au bas mot 100 millions d'euros en année pleine et un peu plus pour Orange.

Un chevalier blanc étranger

« *Dans un marché des télécoms français assaini, Bouygues Telecom pourrait attirer un investisseur étranger* », estime un financier. Plusieurs noms ont été évoqués, à commencer par Telefonica. Bouygues et l'opérateur espagnol se connaissent bien. Ils ont déjà conclu deux partenariats, l'un dans les offres aux entreprises et l'autre pour créer une plate-forme commune pour les achats de matériels et de téléphones.

D'autres pourraient être intéressés, comme Vodafone, qui connaît le marché français ayant été actionnaire de SFR, ou Carlos Slim, le magnat mexicain des télécoms. Son groupe, America Movil, en situation de quasi-monopole dans son pays, cherche à diversifier son implantation.

Tenir les accords avec Numericable et SFR

Bouygues Telecom est déjà très lié avec le duo Numericable-SFR. Il a un accord de mutualisation d'une partie de son réseau avec SFR. Pour le moment, cet accord n'a pas encore été mis en œuvre et Bouygues laisse planer le doute sur son exécution. Mais il a été conclu pour qu'un changement d'actionnariat n'ait pas d'impact. Avec Numericable, Bouygues Telecom a des accords dans la fibre.

Free en quête d'alliés

Bouygues Telecom n'est pas le seul à chercher à se renforcer, Free aussi. En fin négociateur, le groupe de Xavier Niel ne peut pas laisser imaginer que Bouygues Telecom est son seul partenaire possible. Là aussi, les scénarios se multiplient. Free pourrait chercher à resserrer ses liens avec Orange. Les deux opérateurs ont déjà signé un accord d'itinérance, ils pourraient passer au stade supérieur avec une mutualisation de leurs réseaux. Cette hypothèse reste néanmoins problématique en raison de la différence flagrante de taille entre les deux dispositifs. Alors qu'Orange compte plus de 17 000 antennes en 3G, Free en aligne 2800, selon l'Agence nationale des fréquences. Free pourrait aussi chercher à conclure un autre accord d'itinérance ou de mutualisation avec SFR et/ou Bouygues Telecom. Mais dans ce cas, Orange pourrait s'opposer à un accord liant l'intégralité de ses concurrents. ■

Martin Bouygues, PDG de Bouygues Telecom.
ERIC PIERMONT/AFP



» Lire aussi PAGE 16

EN BREF

Parisot sur le point d'être repris par ses cadres

Le tribunal de commerce de Vesoul a rendu un avis favorable au projet de reprise d'un groupe de cadres du Groupe Parisot, leader français de la fabrication de meubles qui emploie environ 2 000 salariés. Les repreneurs attendent désormais la décision du tribunal d'Épinal (Vosges), qui doit se prononcer jeudi sur la reprise de Parisot-Mattincourt, une filiale du groupe actuellement en redressement judiciaire.

Constellium investit à Issoire

Constellium, créé sur les ruines de l'ancien champion national Pechiney, a annoncé mardi la construction de deux nouvelles fonderies sur le site historique du groupe, à Issoire (Puy-de-Dôme). Elles s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'investissement initial de 52 millions d'euros auquel vont s'ajouter 43 millions d'euros. Constellium souhaite y développer sa technologie Airware, qui permet de réduire de 25 % le poids des pièces fabriquées, afin de répondre à la demande croissante de l'aéronautique.

Le camping pèse 2,2 milliards d'euros

Au terme d'une année 2013 record selon la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air, les campings français ont enregistré 108,6 millions de nuitées. Une progression de près de 3 % qui débouche sur un chiffre d'affaires global du secteur de 2,2 milliards d'euros. Avec près de 8 400 campings, la France concentre 34 % de l'offre européenne.
La fédération explique ces bons résultats par le climat favorable et la stabilité des prix.

B & B franchit le cap des 300 hôtels

La chaîne d'hôtellerie économique B & B vient d'ouvrir son deuxième hôtel à Nîmes, franchissant le cap des 300 établissements (dont plus de 210 en France). L'objectif est d'atteindre 500 hôtels à l'horizon 2017.

» En France, un SDF sur quatre travaille
» Moscovici se confie sur son expérience à Bercy
www.lefigaro.fr/economie



LES DÉCIDEURS PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr

LEONELLO BRANDOLINI
Hachette Livre

L'ex-PDG des Éditions Robert Laffont rejoint la filiale du groupe Lagardère comme conseiller international et apporteur de projets éditoriaux auprès du président, Arnaud Nourry. Un retour pour ce Vénitien de 63 ans qui avait débuté chez Hachette. Celui qui a réalisé toute sa carrière dans l'édition française fut directeur de Pocket chez Editis (groupe Planeta). En 1999, il avait pris la présidence du groupe Robert Laffont.

THOMAS SAUNIER
FFSA



Cet X de 47 ans succède à Jean-François Lequoy comme délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurances. Également diplômé de l'Ensa et de l'Institut des actuaires français, cet ex-CNP est membre du comité de direction générale de Generali depuis 2006.

STÉPHANIE CORRE LE BAIL
Giropharm

Officiant depuis 14 ans au sein du groupement de pharmaciens indépendants, cette ESC Rennes de 37 ans prend la tête de la direction santé, nouvellement créée.



Frédéric Oriol, l'obsession de la traçabilité chez Delpeyrat

Il était hier soir au Wine & Business Club, au Bristol, pour présenter devant les médias et les milieux d'affaires son tout nouveau bébé, un vin de Bordeaux signé Delpeyrat. Le spécialiste du canard et des foies gras se lance dans la vente de vin à l'étranger en partenariat avec la coopérative Univitis, premier groupement de producteurs en vins de Bordeaux et Sud-Ouest. Le but : mieux pénétrer avec la marque Delpeyrat et ce produit plus familier certains marchés encore peu réceptifs au foie gras, comme le marché chinois. Frédéric Oriol, nouveau directeur général de la filiale Maïsadour, poursuit au pas de charge la politique de diversification engagée par son prédécesseur Thierry Blandinières, parti diriger la coopérative Invivo. Il s'apprête aussi à investir le marché de la salade au rayon frais des supermarchés Carrefour avec des « *aides culinaires* », c'est-à-dire des accompagnements, magrets, gésiers, saumon et autres crevettes. Volonté du nouveau dirigeant : « *Déployer la marque tout en maîtrisant la traçabilité.* » La grande obsession de celui qui dit avoir été « *choqué* » par l'histoire de la crise du cheval « *parce qu'on a trompé le consommateur* », et qui rêve de développer un partenariat durable avec les distributeurs. Son rêve aussi : s'investir plus en amont dans l'élevage des poissons, notamment.

Né en Guadeloupe de parents pieds-noirs et élevé en Bretagne, Frédéric Oriol, qui débuta comme contrôleur de gestion industriel chez Doux, est devenu un vrai stratège de l'alimentaire. Formé il est vrai à bonne école auprès de Thierry Blandinières, qu'il a rejoint en 2004 après avoir dirigé Muller foie gras, au sein du groupe CCA (William Saurin, Paul Predault, Madrange) de Monique Piffaut. D'abord directeur de la supply chain, puis DGA opérations, il a participé à la success story Delpeyrat, alors une affaire de 85 millions d'euros et de trois sites, participant à une stratégie d'emplettes soutenue. Renforcements dans le canard, le jambon de Bayonne, le saumon fumé, le caviar, le poisson frais avec le rachat de Delmas auront permis de diversifier la petite entreprise de Mont-de-Marsan, d'en faire un acteur incontournable de la gastronomie du Sud-Ouest, et pas seulement, avec 600 millions de chiffre d'affaires, et de la doter de nouveaux relais de croissance. Car le marché du foie gras stagne désormais en France. Frédéric Oriol, père de trois enfants, fan de moto et de rugby, entend structurer l'existant, développer l'export et « *rester attentif aux opportunités* ». Son objectif à terme : faire passer la part du canard gras dans l'activité de 64 % à 50 %. C.B.

GÉRARD MESTRALLET
GDF Suez



Le président du géant français de l'énergie renforce mon management. **Raphaël Schoentgen**, patron de la Chine, devient directeur de la recherche et de la technologie, et est remplacé par **Jean-Marc Guyot**, le patron de la filiale Elengy. **Marc Florette** laisse la direction de la recherche et de l'innovation pour devenir le « M. Digital » du groupe. **Martin Jahan de Lestang**, jusqu'alors directeur performance & innovation, prend la direction générale d'Elengy, et **Alexandre Brailowsky**, la direction de la responsabilité sociétale, au sein de la direction de la responsabilité Environnementale et sociétale.

DANIEL LALONDE
Sandro, Maje, Claudie Pierlot (SMCP)

Après une expatriation à New York début 2012 comme président international de Ralph Lauren, il devient président du directoire du spécialiste européen du prêt-à-porter du luxe accessible. Cet ancien de LVMH a notamment été PDG de Moët & Chandon monde. Frédéric Biousse et Elie Kouby restent membres du directoire et deviennent conseillers du président.

LE CAC

	Jour	% var.	+ haut jour	+ bas jour	% cap. éch.	31/12
ACCOR	36,1	-1,16	36,71	35,51	0,576	+5,25
AIR LIQUIDE ♣	99,11	+0,62	99,14	98,11	0,273	-3,59
AIRBUS GROUP	51,35	-3,69	53,46	50,89	0,571	-7,99
ALCATEL-LUCENT	2,853	-0,17	2,863	2,78	1,21	-12,43
ALSTOM	22,09	+1,1	22,1	21,625	0,688	-16,56
ARCELORMITTAL	11,99	+1,57	12,045	11,785	0,709	-7,56
AXA	18,7	-1,79	19,03	18,29	0,426	-7,47
BNP PARIBAS ACT.A	57,62	-1,08	58,6	56,93	0,379	+1,71
BOUYGUES	29,39	+1,34	30,33	29,15	0,758	+7,18
CAP GEMINI	52,4	-1,49	53,4	52,01	0,544	+6,66
CARREFOUR	29	-0,53	29,235	28,065	0,877	+0,66
CREDIT AGRICOLE	11,44	-2,51	11,82	11,295	0,344	+22,94
DANONE	52,96	+2,38	53,11	51,82	0,415	+1,22
EDF	28,91	-2,07	29,58	28,52	0,092	+12,56
ESSILOR INTL.	74,01	+0,28	74,09	73,78	0,319	-4,23
GDF SUEZ	19,96	+0,78	20,025	19,705	0,257	+16,76
GEMALTO	85,83	-1,23	87,42	85,42	0,545	+7,27
KERING	144,5	-0,79	146	143,2	0,275	-5,96
L'OREAL	118,4	-0,25	119	118	0,106	-7,28
LAFARGE	65,79	+0,08	66,37	63,99	1,066	+20,78
LEGRAND	44,81	-1,56	45,67	44,54	0,331	+11,86
LVMH	135,05	+1,2	135,25	132,8	0,172	+1,85
MICHELIN ♣	89,98	-1,95	92,17	89,53	0,371	+16,48
ORANGE	10,71	+0,47	10,845	10,55	0,37	+19
PERNOD RICARD	84,03	-0,5	84,48	83,7	0,274	+1,47
PUBLICIS GROUPE SA	62,25	-1,69	63,62	61,82	0,476	-6,41
RENAULT	71,5	-0,6	73,38	70,71	0,474	+22,33
SAFRAN	48,34	-3,42	50,31	48,305	0,385	-4,3
SAINT GOBAIN	44	-3,03	44,84	43,62	0,684	+10,07
SANOFI	76,12	+1,45	76,37	75,2	0,262	-1,3
SCHNEIDER ELECTRIC	64,76	+0,95	64,88	63,71	0,319	+2,15
SOCIETE GENERALE ♣	45,525	-1,72	46,66	44,755	0,686	+7,83
SOLVAY	111,05	+1,14	111,05	109,5	0,168	-3,43
TECHNIP ♣	74,83	+0,75	75	74,11	0,522	+7,11
TOTAL	48,3	+0,81	48,525	47,765	0,275	+8,47
UNIBAIL-RODAMCO	191,85	-0,08	192,75	190,55	0,272	+3,01
VALLOUREC ♣	39,495	-0,35	39,8	39,04	0,336	-0,27
VEOLIA ENVIRON.	14,47	-0,99	14,63	14,24	0,353	+22,06
VINCI ♣	53,91	-0,07	54,3	53,08	0,253	+12,97
VIVENDI	19,95	-3,25	20,62	19,845	0,657	+4,15

LES VARIATIONS

PLUS FORTES HAUSSES

HUBWOO	0,23	+15	0,23	0,2	1,638	+27,78
ATARI	0,33	+10	0,36	0,29		-61,63
AXWAY SOFTWARE	23,18	+6,09	23,9	21,91	0,539	+6,23
LE BELIER	31,47	+5,25	32,45	29,8	0,429	+91,89
SOITEC	2,47	+5,11	2,53	2,4	5,546	+73,94

PLUS FORTES BAISSES

INNATE PHARMA	7,95	-15,43	9,44	7,94	4,285	+60,28
MONTUPET SA	56,4	-5,54	60,29	56,4	1,631	+75,48
GAMELOFT	7,51	-5,3	7,91	7,51	0,218	-8,3
BIOALLIANCE	7,8	-3,82	8,06	7,6	1,922	+82,24
BELVEDERE	9,49	-3,75	9,9	9,43	1,109	-2,16

LES VALEURS

GROUPAMA SORT DE SAINT-GOBAIN

L'assureur mutualiste a cédé la totalité de sa participation dans Saint-Gobain, soit 1,8 % du capital du fabricant et distributeur de matériaux de construction. Cette vente, qui s'est effectuée via un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels, permet à Groupama de récupérer 450,4 millions d'euros. À la Bourse de Paris, le titre Saint-Gobain reculait nettement à la suite de cette cession : il a terminé en baisse de 3,03 %, à 44 euros.

ALTRAN S'OFFRE LE NÉERLANDAIS TASS

Altran a annoncé hier l'acquisition de Tass, société néerlandaise spécialisée dans les systèmes intelligents qui a réalisé un chiffre d'affaires de 23 millions d'euros en 2013. Le montant de l'opération n'a pas été précisé, mais cette acquisition, intégralement financée par les ressources du groupe, sera relutive dès la première année, a indiqué la société. Le titre Altran a cédé 1,37 % hier, à 7,99 euros.

l'or	Jour	Veille	31/12
LINGOT DE 1KG ENV	30410	30390	+8,26
NAPOLEON	182,9	183	+7,65
PIECE 10 DOL USA	504	525	+3,92
PIECE 10 FLORINS	191	190	+8,52
PIECE 20 DOLLARS	1008	1010	+3,92
PIECE 20F TUNISIE	183	182	+10,24
PIECE 5 DOL US (H)	257	256	+6,2
PIECE 50 PESOS MEX	1145	1145	+8,89
PIECE FR 10 FR (H)	101	101,6	+10,99
PIECE SUISSE 20F	180,1	180,5	+9,09
PIECE LATINE 20F	178	177	+7,81
SOUVERAIN	238	230,2	+15,53
KRUGERRAND	1002	1000	+8,91

COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR TESSI-CPOR
www.cpordevises.com

les devises	Monnaie	1 euro »	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,476	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5055	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8242	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	10,6809	HKD
JAPON	YEN	140,9	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	1,22	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,3774	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	2,1901	TND
MAROC	DIHRAM	11,2534	MAD
THAILANDE	BAHT	44,527	THB
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	2,8855	TRY
MEXIQUE	PESO MEXICAIN	17,8587	MXN
BRESIL	REAL	3,0304	BRL
NORVEGE	COURONNE NORVEGIENNE	8,236	NOK
RUSSIE	ROUBLE	48,942	RUB
HONGRIE	FORINT	305,26	HUF
LITUANIE	LITAS	3,4527	LTL
POLOGNE	ZLOTY	4,1704	PLN
REP. TCHEQUE	COURONNE TCHEQUE	27,415	CZK
ROUMANIE	LEU	4,4555	RON
CROATIE	KUNA	7,6338	HRK
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	9,6273	EGP
CHINE	YUAN	8,5353	CNY
INDE	ROUPIE	82,8162	INR
INDONESIE	ROUPIAH	15547,28	IDR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	108,4504	DZD
SENEGAL	FRANC CFA	655,957	XOF
ILE MAURICE	ROUPIE MAURICIENNE	41,5815	MUR

LA SÉANCE DU MARDI 08 AVRIL 2014



Nouvelle séance de consolidation à Paris

Au lendemain d'une chute de 1,08 %, le CAC 40 a cédé 0,25 %.

HERVÉ ROUSSEAU hrousseau@lefigaro.fr

MARCHÉS La Bourse de Paris, qui s'était hissée en fin de semaine dernière à des sommets inconnus depuis le début du mois de septembre 2008, soit avant la faillite de Lehman Brothers, subit une vague de prises de bénéfices. Le CAC 40 a terminé en baisse de 0,25 % mardi, à 4424,83 points, après avoir déjà glissé de 1,08 % la veille.

La prudence du FMI sur la croissance mondiale et la résurgence des tensions en Ukraine ont pesé sur l'ensemble des places boursières : Francfort a lâché 0,21 %, Londres 0,49 % et l'Euro Stoxx 50 a terminé en baisse de 0,26 %.

Wall Street était aussi sur la défensive. En fin de séance, le Dow reculait de 0,21 %, tandis que le Nasdaq grignotait 0,10 %. La prudence des investisseurs était aussi renforcée par l'imminence de l'ouverture du bal des résultats trimestriels à Wall Street. Comme à son habitude, le géant de l'aluminium Alcoa devait donner le coup d'envoi de la saison, après la clôture de la Bourse de New York.

Les indicateurs du jour, et notamment le recul du déficit commercial de la France en février, n'ont pas vraiment eu d'impact sur le marché. Les investisseurs sont également restés de marbre face au discours de politique générale du nouveau chef du gouvernement, Manuel Valls, à l'Assemblée nationale.

Prises de bénéfices

À Paris, le mouvement de consolidation dans le secteur des télécoms continuait d'occuper les investisseurs. Après la vente de SFR à Numericable (+1,29 %), Bouygues a grignoté 1,34 % *(lire également en page 26)*.

Les prises de bénéfices se concentraient sur les titres qui ont le plus progressé ces derniers mois. Airbus (-3,69 %) a ainsi accusé la plus forte baisse du CAC 40, emportant dans son sillage Safran (-3,42 %) et Zodiac (-2,52 %). Le secteur aéronautique était également pénalisé par la hausse de l'euro, qui a grimpé à plus de 1,38 dollar en séance. Les valeurs cycliques et les financières étaient également délaissées, à l'image de Peugeot (-2,86 %), Faurecia (-2,77 %), Crédit agricole (-2,51 %), Axa (-1,79 %) ou Société générale (-1,72 %). Les valeurs jugées solides par gros temps, comme Danone (+2,38 %) ou Sanofi (+1,45 %), étaient en revanche recherchées. ■

Steria et Sopra détaillent les modalités de leur rapprochement

Les deux groupes de services informatiques Steria et Sopra ont confirmé leur projet de fusion pour former un des leaders européens du secteur *(nos éditions de mardi)*. En pratique, Sopra lancera en mai une offre publique d'échange. Les actionnaires de Steria recevront une action Sopra pour quatre actions apportées. Cette offre, représente une valeur de 22 euros par action Steria sur la base du cours moyen pondéré sur un mois de Sopra. Elle fait ainsi ressortir une prime de 40 % sur le cours de clôture de vendredi. Ce mariage doit générer des synergies de l'ordre de 62 millions d'euros par an à partir de 2017. Il devrait être neutre sur le bénéfice par action en 2015 et très relatif dès 2016, selon les deux groupes. Leur cotation doit reprendre ce mercredi.

Comment les analystes jugent les valeurs

QUE REGARDENT les analystes lorsqu'ils étudient une entreprise ? C'est ce qu'a cherché à savoir EY, en épluchant quelque 300 notes qu'ils ont rédigées récemment sur les valeurs du SBF 120, hors banques, compagnies d'assurances et sociétés immobilières. Verdict ? Seuls 10 % s'intéressent à la stabilité de la gouvernance de l'entreprise. Moins d'un quart se penchent sur la diversification des activités ou l'innovation, les nouvelles offres, la recherche et développement.

En revanche, 62 % scrutent la présence de la société dans les pays émergents, 54 % sa capacité à recourir à la croissance externe et 47 % la récurrence des cash-flows, qui témoigne de la stabilité des résultats. *« Nous étions surpris de voir se distinguer aussi clairement trois grands thèmes »*, remarque Nicolas Klapisz, associé responsable du département évaluation et modélisation financière d'EY.

Mais ces analystes ont vu juste. Car ces dernières années, ces trois critères sont bien ceux qui ont focalisé l'attention des marchés financiers. Même si leur importance relative n'était pas tout à fait celle qu'imaginaient les auteurs de ces notes. Leur intérêt pour l'exposition des sociétés à la croissance économique des marchés émergents est par exemple un peu excessif. Car si la performance boursière des valeurs du SBF 120 est bel et bien liée à la part du chiffre d'affaires réalisé dans ces pays, la corrélation est assez modeste. *« Ce critère pris isolément explique moins d'un cinquième de l'évolution des cours depuis quatre ans »*, relève Nicolas Klapisz.



La régularité compte

C'est beaucoup moins qu'un autre critère, très classique, qui dicte l'évolution des prix des actions : la croissance des profits, réalisée en interne ou par des acquisitions. *« Ce critère explique à lui seul plus de la moitié de la performance boursière des titres »*, observe l'auteur de l'étude. On comprend donc l'attention portée par les analystes à la croissance externe. Mais ils ont aussi raison de s'intéresser à la régularité des flux de trésorerie. Car la volatilité des résultats a un effet négatif sur les cours. Les sociétés plus « régulières », qui offrent de la visibilité, ont été les mieux aimées des marchés depuis quatre ans, souligne l'étude. Pendant cette période, ceux-ci ont tour à tour fêté les valeurs de croissance, les défensives, les cycliques. Mais les analystes, eux, ont fait preuve d'une grande constance. *« Au fil des mois, ils ont continué à se concentrer, dans leurs notes, sur les mêmes points essentiels »*, explique Nicolas Klapisz. ■

ANNE BODESCOT

LE CONSEIL DE Roland Laskine

rlaskine@lefigaro.fr

LE BEAU PARCOURS BOURSIER DE LA MAISON MÈRE DE PLASTIC OMNIUM

La même en moins cher ! C'est schématiquement le raisonnement des boursiers mardi au sujet de l'équipementier automobile Plastic Omnium et de sa maison mère Burelle. Alors que l'action Plastic Omnium a perdu 3,48 % à la clôture, Burelle, qui est cotée distinctement, a grimpé de 3,70 %, à 730,06 euros, non loin d'un nouveau record historique. Sans surprise, les comptes 2013 de la holding ont reflété la remarquable progression des résultats de Plastic Omnium, sa filiale, à 56,1 % *(lire nos éditions du 28 février)*. À leur échelle, les autres filiales, la société de capital-risque Burelle Participations ainsi que la foncière Sofiparc, ont aussi contribué positivement aux profits. Les investisseurs ont apprécié l'augmentation de 60 % du dividende de Burelle à 7 euros par action. En outre, en dépit de sa progression de près de 25 % depuis le début de l'année, la holding faîtière affiche encore une forte décote : quand Plastic Omnium s'échange à 22 fois le montant du bénéfice annuel, ce ratio tombe à 12 fois pour Burelle. Un prix attrayant, qui s'explique aussi par la moindre liquidité du titre.

suivez les portefeuilles du Figaro sur **lefigaro.fr/bourse**

SICAV ET FCP



VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS (OU EN DEVISES), HORS FRAIS

BANQUE PALATINE — 42 rue d'Anjou, 75008 Paris — Tél. : 01 55 27 94 94 — www.palatine.fr

SICAV	Valeur liquid.	Date de valorisat.
UNI HOCHE C	225,15	04/04/14

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT — 3639 (0,34 € / min) — www.labanquepostale-am.fr

SICAV	Valeur liquid.	Date de valorisat.
LBPAM ACTIONS 80 D	89,98	04/04/14
LBPAM ACTIONS AMÉRIQUE C	29,85	04/04/14
LBPAM ACTIONS DIVERSIFIÉ R	44,46	04/04/14
LBPAM ACTIONS EURO R	29,57	04/04/14
LBPAM ACTIONS FRANCE C	122,34	04/04/14
LBPAM ACTIONS INDICE EURO R	87,34	04/04/14
LBPAM ACTIONS INDICE FRANCE	36,75	04/04/14
LBPAM ACTIONS MONDE C	241,90	04/04/14
LBPAM OBLI MOYEN TERME C	292,87	04/04/14
LBPAM OBLI REVENUS	809,95	04/04/14
LBPAM PROFIL 50 D	232,58	04/04/14
LBPAM RESPONSABLE ACTIONS	12445,37	04/04/14

FCP	Valeur liquid.	Date de valorisat.
LBPAM ACTIONS EUROPE D	70,74	04/04/14
LBPAM EONIA 3-6MOIS	10305,65	07/04/14
LBPAM OBLI CRÉDIT	200,28	04/04/14
LBPAM RESP. TRESO I	10239,74	07/04/14
LBPAM TRÉSORERIE I	10945,98	07/04/14
LBPAM TRÉSORERIE P	3245,83	07/04/14
TONI ACTIONS 100 R	92,29	04/04/14
VIVACCIO ACTIONS	106,53	04/04/14

EDMOND DE ROTHSCHILD — www.edram.fr

ACTIONS	Valeur liquid.	Date de valorisat.
EDR ASIA (C)	187,12	20/09/13
EDR COMMOSPHERE (A)	125,54	04/04/14
EDR EUROPE VALUE & YIELD (C)	105,54	04/04/14
EDR EUROPE FLEXIBLE (A)	134,17	03/04/14
EDR GOLDSPHERE (A)	68,81	04/04/14
EDR CHINE (A)	211,46	04/04/14
EDR GLOBAL HEALTHCARE (A)	642,72	04/04/14
EDR US VALUE & YIELD (C)	160,58	04/04/14
EDR EUROPE SYNERGY (A)	134,69	04/04/14
EDR TRICOLORE RENDEMENT (C)	306,11	04/04/14

OBLIGATIONS CONVERTIBLES	Valeur liquid.	Date de valorisat.
EDR EUROPE CONVERTIBLES (A)	578,50	04/04/14
EDR GLOBAL CONVERTIBLES (A)	137,92	04/04/14

ALLOCATION D'ACTIFS	Valeur liquid.	Date de valorisat.
EDR CROISSANCE GLOBALE (A)	115,12	30/09/13
EDR MONDE FLEXIBLE (A)	244,12	03/04/14
EDR PATRIMOINE GLOBAL (A)	198,71	04/04/14

THIRIET GESTION — 37 av des Champs-Élysées, 75008 Paris — Tél. : 01 56 43 62 50

	Valeur liquid.	Date de valorisat.
BETELGEUSE	43,04	04/04/14
BELLATRIX C	277,55	04/04/14
VICTOIRE SIRIUS	45,18	04/04/14

Yahoo! et Microsoft se lancent dans les séries télé

Inspirés par le succès de Netflix, ils vont produire des contenus originaux pour le Web.

BENJAMIN FERRAN @benjaminferran

INTERNET Internet se prend de passion pour les séries. Au MIPTV, le marché international de la télévision qui se tient à Cannes, Microsoft a confirmé travailler sur une adaptation de la série suédoise *Real Humans*. Cinq autres programmes sont en préparation. Yahoo! échafaude de son côté un projet ambitieux qui le conduira à produire lui aussi plusieurs séries. La semaine dernière, Amazon a annoncé la commande de six nouveaux shows et d'une suite à *Alpha House*, sa première série, produite depuis un an.

Les acteurs d'Internet, pourtant prêts à dépenser des milliards pour des rachats de start-up, n'ont pas l'habitude de produire des contenus si onéreux. Yahoo! consacrera entre 700 000 et 1 million de dollars par épisode à un rythme de dix épisodes par saison, selon le *Wall Street Journal*. C'est le même niveau que des séries télé alors que le marché publicitaire sur le Web est beaucoup plus petit. Mais ces sociétés, qui regorgent de cash, espèrent séduire de nouveaux internautes avec des contenus à même de les faire revenir souvent et longtemps sur leurs pages et dans les applications.



Real Humans, série suédoise diffusée en France sur Arte, est l'objet d'une adaptation américaine par Microsoft. JOHAN PAULIN

Recruter des abonnés

Yahoo!, qui a échoué à racheter Dailymotion il y a un an, place les séries télévisées au cœur de sa nouvelle stratégie dans la vidéo. Au lieu de chercher à dupliquer YouTube, ce qui passerait par un rachat coûteux, la société de Marissa Mayer concentre ses efforts sur les programmes qui peuvent réunir le plus d'audience en ligne. Il y a un an, il a décroché l'exclusivité de l'émission *Saturday Night Live*. Récemment, il aurait approché certaines des stars qui font les beaux jours de YouTube, pour tenter de les débaucher.

Yahoo! veut augmenter fortement son audience pour capter une partie de la manne de la publicité par vidéo, dont profite largement YouTube. De loin numéro un en audience, le site de Google récupère pour l'instant l'essentiel des recettes publicitaires. Les annonceurs ont dépensé 5,6 milliards en publicité sur YouTube dans le monde en 2013, selon le cabinet eMarketer. Ce modèle rappelle celui d'une télévision gratuite. À plus long terme, les sociétés Internet parient sur une redirection de budgets de la télé vers le Web.

Microsoft et Amazon sont dans une autre logique. Ils s'apparentent davantage aux géants de la télé payante comme Canal+ ou HBO. Leurs séries servent à recruter de nouveaux abonnés pour leurs services de vidéo à la demande respectifs. Amazon augmente son offre de séries à l'occasion de la sortie de sa box télé, la Fire TV. Microsoft mettra en avant ses productions originales sur le service Xbox Live de sa console de jeu vidéo Xbox. Sony fera de même avec la PlayStation 4. Netflix a montré la voie avec ses programmes originaux *House of Cards* et *Orange Is the New Black*, qui sont devenus ses meilleurs ambassadeurs dans tous les pays où il se déploie.

Pour proposer des programmes de qualité, les groupes Internet multiplient les prises de choix. Microsoft a recruté à l'automne 2012 une ancienne de la chaîne CBS pour diriger ce projet. Il collabore aussi avec Steven Spielberg pour une adaptation de son jeu vidéo *Halo* en série télévisée.

Ce regain d'intérêt pour la production de séries rappelle les ambitions des groupes Internet dans les médias au début des années 2000, avec le rachat de Time Warner par AOL ou la nomination du président de Warner Bros, Terry Semel, chez Yahoo ! ■

> « Microsoft mettra en avant ses productions originales sur le service Xbox Live de sa console de jeu vidéo Xbox »

LES AUDIENCES

Lundi 7 avril en millions de téléspectateurs (source Médiamétrie)

TF1
5 millions
Téléfilm *Camping Paradis*
Part d'audience : 20,4 %

france 2
4,9 millions
Série *Rizzoli and Isles*
Part d'audience : 18,6 %

M6
2,9 millions
Jeu « Top Chef »
Part d'audience : 14,1 %

france 3
2,2 millions
Documentaire
Que se passe-t-il dans la tête de François Hollande ?
Part d'audience : 8,8 %

EN BREF

Cession du « Nouvel Observateur » au trio Bergé-Niel-Pigasse

Claude Perdriel, président du *Nouvel Observateur*, a officiellement cédé mardi 65 % de l'hebdomadaire au Monde Libre, holding détenu par Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse, qui contrôle le groupe Le Monde. La rédaction du news magazine est appelée à se prononcer jeudi sur la nomination de Matthieu Croissandeau, actuellement au *Parisien*, pour prendre la direction de la rédaction.

Publicis se renforce en Afrique du Sud

Le groupe publicitaire français a fait l'acquisition de l'agence sud-africaine OwenKessel (80 salariés), qui compte Total ou Amster Lager parmi ses clients, pour un montant qui n'a pas été dévoilé.

Israël, nouvelle terre promise de la télévision

En deux ans, le pays a réussi à percer sur le marché international des contenus audiovisuels.

CAROLINE SALLÉ @CleimaTV
À CANNES

AUDIOVISUEL Le nouvel eldorado des formats télévisés inédits a un nom, Israël. En deux ans, ce pays est devenu un « hot spot » pour les TV du monde entier. TF1 en France et Fox aux États-Unis viennent d'acheter « Boom », un quiz créé par Keshet. Confirmation au MIP TV de Cannes, où les formats en provenance d'Israël, pays invité d'honneur, font le buzz du salon international des programmes télévisés.

« Pour cette édition, plus de 200 représentants ont fait le déplacement », a compté Laureen Garaude, la directrice de la division TV de ReedMidem, organisateur du salon. Soit une vingtaine de sociétés de production, allant de Keshet, la plus emblématique, à Armoza Formats, DoriMedia, Studio Glam, A/Capella, Reshet ou encore Ananey.

Voilà quelques mois, lorsque les chaînes de télé se sont mises en quête d'un nouveau talent show musical pour succéder à « The Voice », c'est déjà en Israël qu'elles ont trouvé la perle rare. Rising Star, diffusé à la rentrée sur M6 a été vendu par Keshet dans plus de 20 pays. Israël a aussi largement bénéficié des retombées de la série *Hostages* qui a inspiré *Homeland*, prochainement adaptée en Corée. *« Israël s'est fait respecter par le biais de la fiction »*, estime Bertrand Villegas, cofondateur de la société The Wit.

Véritable *« usine à concepts »*, Israël, tire sa notoriété de sa formidable créativité. *« Nous sommes des chercheurs »*, confirme Avi Nir, le dirigeant de Keshet, qui résume ainsi la philosophie de sa société : *« être numéro un, mais penser comme des numéros deux »*. En clair, continuer d'innover en permanence.

> « Être numéro un, mais penser comme des numéros deux »
> AVI NIR, DIRIGEANT DE KESHET

Conçus pour l'exportation

L'autre atout de ce petit pays est aussi d'avoir su développer des contenus à bas coûts. *« Le marché israélien étant plus réduit qu'ailleurs, les producteurs, pour rentabiliser leurs investissements n'ont pas d'autres choix que d'adapter leur budget »*, estime Yoram Mokady, le vice-président en charge des contenus de HOT. Ils se tournent logiquement vers l'exportation, principalement en Europe.

D'ailleurs, *« les formats israéliens sont pensés dès le début pour l'exportation »*, explique Virginia Mouselier, cofondatrice de The Wit. Des sociétés comme Keshet, à la fois producteur et chaîne de télévision, disposent d'avantages : *« Ils peuvent tester leur concept à l'antenne et faire valoir les bonnes audiences pour mieux les exporter »*, constate Takis Candilis, le président de Lagardère Entertainment, qui devrait annoncer le développement d'une fiction avec Keshet. ■

LE FIGARO et vous



BEAUTÉ

CLARINS, LA « PETITE » FRANÇAISE QUI SÉDUIT LES JAPONAISES PAGE 33



VOYAGE

LE PARC ASTÉRIX ROUVRE SES PORTES CE SAMEDI AVEC UN NOUVEL ESPACE DÉDIÉ AUX ENFANTS PAGE 34



TRISTESSE À LA GAÎTÉ

GÉNÉRALE DE « RENDEZ-VOUS EN BOÎTE » DE MARC ESPOSITO.

Marc Esposito, le réalisateur du *Cœur des hommes*, boit un café chez Marie-Do, la patronne de L'Entracte Gaîté, dans la rue des théâtres du même nom (XIVe). 19 heures, les piliers sirotent un verre de sauvignon. Cacahuètes et sourires sont ici à discrétion.

Fébrile avant la générale de sa première pièce, *Rendez-vous en boîte*, qu'il met également en scène, Marc Esposito discute avec Stéphane Engelberg, codirecteur du Théâtre de la Gaîté Montparnasse où est présentée sa comédie. Anne et Bernard Campan les saluent en passant dans leur 4 × 4 noir - c'est madame qui conduit. Ils sont sur la liste des people qui ne font pas relâche ce lundi soir. Éric Berger, l'inoubliable *Tanguy* du film d'Étienne Chatiliez, qui tient le rôle principal, arrive tôt. Jean-Pierre Darroussin, qui jouera prochainement au cinéma un agriculteur avec Isabelle Huppert, commande un ballon de rouge. Édouard Baer préfère un café, Thierry Samitier observe ses pairs, bras dessus, bras dessous avec sa compagne, Daniel Prévost fait des allers-retours sur le trottoir noir de monde, Cristiana Reali s'accroche à son sac à main. « *C'est sûr, la pièce ne commencera pas à 20 h 30, je parie pour un lever de rideau à 21 heures* », prévient une habituée. Elle a raison.

« *Bienvenue !*, commence Yann, l'ouvreur boute-en-train du théâtre. *Levez la main droite, maintenant l'index gauche... Vous êtes tous capables de fermer votre portable !* » 21 h 10. Des jeunes gens se déhanchent dans une discothèque sur l'air de *Billie Jean* de Michael Jackson. Assis sur une banquette, Tom (Éric Berger) espère revoir Sandra (Sandy Besse), qui lui a chaviré le cœur. Son meilleur ami (Atmen Kelif) l'accompagne. La vodka coule à flots, mais la pièce se noie. Les acteurs s'amusent, le public s'ennuie. À la fin, les rappels sont forcés. « *C'est ce qu'on appelle un bide* », résume une spectatrice en sortant.



Au bonheur des dames

Dans « Apprenti gigolo », John Turturro devant et derrière la caméra vend ses charmes aux femmes pour renflouer son ami Woody Allen. Une comédie très culottée. PAGE 30

Avec Cecilia Bartoli, la passion est en bonne voix

OPÉRA La cantatrice italienne, qui revenait à Paris dans un rôle après plus de vingt ans d'absence, a ébloui en Desdémone du trop rare « Otello » de Rossini, au Théâtre des Champs-Élysées.

CHRISTIAN MERLIN

On en rêvait, Michel Franck l'a fait. Ce n'est pas qu'on ne les aime pas, les one-woman-shows thématiques de Cecilia Bartoli. Elle peut même se vanter d'avoir inventé quelque chose. Mais on n'en pouvait plus de ces morceaux choisis, même les plus savamment agencés. C'est dans un vrai rôle d'opéra que l'on voulait enfin la voir et l'entendre à Paris. On a été exaucé au centuple avec sa Desdémone dans le beaucoup trop rare *Otello* de Rossini. Car elle y est phénoménale.

Qu'elle n'ait pas suivi l'Actors Studio, c'est une affaire entendue. Mais outre le fait que Patrice Caurier et Moshe Leiser lui réservent toujours des productions sur mesure, il faut souligner qu'elle appartient à cette école de chant où l'incarnation passe par la voix. Sa technique surnaturelle n'est jamais une fin en soi ou une mécanique qui tourne à vide : chaque vocalise, chaque inflexion, chaque coloration est au service du texte. La virtuosité comme expression des affects : c'est l'essence même du bel canto, chapeau bas.

À bel canto, bel canto et demi : Rossini a joué aux directeurs d'opéra un mauvais tour en prévoyant trois ténors pour les premiers rôles masculins, sans les ménager. Mission accomplie pour le Théâtre des Champs-Élysées, qui a réuni trois chanteurs non seulement de niveau égal, mais aux voix suffisamment différentes pour caractériser chaque personnage : le « barytténor » puissant et mordant de John Osborn en Otello, le ténor clair et agile d'Edgardo Rocha en Rodrigo, le ténor pointu et typé de Barry Banks en Iago, ou comment le théâtre passe par les types vocaux.



Cecilia Bartoli appartient à cette école de chant où l'incarnation passe par la voix.

Patrice Caurier et Moshe Leiser en assez gros sabots

La mise en scène vient de l'Opéra de Zurich, où la Bartoli avait chanté sa première Desdémone il y a deux ans. Elle permet de réparer une injustice : l'absence à Paris de Patrice Caurier et Moshe Leiser, parmi les metteurs en scène français qui travaillent le plus à l'étranger, et à qui seul Angers-Nantes Opéra permettait jusqu'alors de s'exprimer en France. Transposée dans les années 1960, leur production est lisible et fonctionnelle à défaut d'être toujours subtile.

Elle met en évidence la spécificité de l'*Otello* de Rossini par rapport à celui de Verdi : sa dimension politique et sociale, qui prend le pas sur l'intrigue privée. On y montre un Maure obligé de se marier en cachette avec Desdémone, la bonne société étriquée étant prête à voir un « Noir » commander son armée mais pas épouser l'une de ses filles... La mise en scène démonte ce processus d'exclusion avec cohérence et professionnalisme, mais aussi un côté points sur les « i » qui se traduit jusque dans un jeu d'acteurs tombant parfois dans le cinéma muet. On a connu « Pat et Mosh » avec de moins gros sabots. Mais qu'à cela ne tienne : la dramaturgie fonctionne et laisse le chant déployer ses ailes.

Tout le contraire de la baguette de Jean-Christophe Spinosi. On a longtemps déployé des trésors d'indulgence pour faire passer sa direction déstructurée sur le compte de l'énergie et du fourmillement d'idées, mais cette fois la coupe est pleine : à ce niveau de débâcle orchestrale, c'est se moquer du monde. ■

Théâtre des Champs-Élysées (Paris VIIIe) jusqu'au 17 avril, dans le cadre du Festival Rossini. Réservations au 01 49 52 50 50.

Tendresse à louer

CHRONIQUE Dans «Apprenti gigolo», John Turturro et Woody Allen badinent avec l'amour et le sexe de manière peu orthodoxe.

ÉRIC NEUHOFF
eneuhoff@lefigaro.fr

Drame du petit commerce à New York. La librairie n'est plus ce qu'elle était. Dans sa boutique, Woody Allen trouve que les clients ne se bousculent pas. Son ami John Turturro éprouve un peu le même sentiment. Il est fleuriste, comme Jean-Pierre Léaud dans *Domicile conjugal*. Les bouquets ont tendance à faner dans leurs seaux. Que faire ?

Le vieux bibliophile a une idée. Elle lui vient en sortant de chez sa dermatologue. Voilà bien l'avantage du cinéma : les dermatologues ressemblent à Sharon Stone. Cette dame blonde ne serait pas contre le fait de mettre du piquant dans sa vie. Woody comprend ce qu'elle veut dire. Il en parle à son copain fleuriste. Avec son grand corps pétant de santé, ses allures de sauterelle frisée, il se prostituera. L'aîné se chargera de l'intendance. En période de crise, il n'y a pas de profession honteuse. Au début, Turturro renâcle. Il n'a jamais fait ça. C'est une question d'entraînement. Le métier rentre. Coucher avec l'héroïne de *Basic Instinct*, on s'y fait. Séduire la brune Sofia Vergara ne constitue pas non plus un effort insurmontable. Quant à se retrouver au lit avec les deux susnommées, on connait pire comme punition. Ces activités sont charmantes. D'accord, prendre le surnom de Dan Bango ne l'enchante guère. Les amours tarifées ont de menus inconvénients. Pour les cas de conscience, on verra plus tard. Pour l'instant, il s'agit de compter les billets. Et les sentiments, dans tout ça ?

Dans son pardessus qui lui flotte sur les épaules, Woody se réjouit du succès de l'entreprise. L'étalon italien se transforme en guerrier de l'asphalte et des alcôves. Il y a aussi Vanessa Paradis, avec sa voix cassée, comme si elle avait pleuré des siècles et des siècles. Elle est tout en noir. C'est la veuve d'un rabbin. Six enfants. Elle n'a jamais embrassé personne. Même pas son mari. Il faut absolument quelqu'un pour combler cette lacune. La situation n'est pas simple. Un orthodoxe la courtise. Elle n'a pas le droit de lire, ce qui tombe mal. Elle est fragile, prête à se briser pour un rien. Ça n'est pas la première fois que John Turturro passe derrière la caméra.



John Turturro et Vanessa Paradis dans *Apprenti gigolo*. JOJO WHILDEN / ARP SELECTION

Lueur de vice

Il règne dans ce film une douceur ouatée, une très belle lumière d'automne, dans les roux, les orange, à la *Hannah et ses sœurs*. Le réalisateur a un style modeste qui ne se soucie pas de ce qu'en diront les critiques. Il raconte une histoire qui lui plait, avec ses zones d'ombre, sa perversité. Le tout saupoudré d'un humour tendre qui permet de plaisanter du deuil, de la solitude, de la sexualité. Les discussions de café se succèdent. Allen agite les mains, rajuste ses lunettes. L'argent facile lui tourne la tête. Il serait surpris qu'on le traite de malfaiteur. Il se contente de faire le bien autour de lui. Ces peaux soyeuses le changent des reliures poussiéreuses. Il s'excite par procuration. Une lueur de vice adoucit ses vieux jours. C'est du joli. Ménage à trois, talons aiguilles hauts comme des gratte-ciel, rendez-vous clandestins, on ne va pas déclarer ces passe-temps aux services fiscaux. À la fin, un gobelet à la main, apparait une belle et sombre inconnue. Elle parle français. Nous sommes bien fiers. Qui osera se plaindre de nos exportations aux États-Unis ? ■

«Apprenti gigolo»
Comédie de John Turturro
Avec John Turturro, Woody Allen, Sofia Vergara, Vanessa Paradis
Durée 1 h 30
■ **L'avis du Figaro :** ●●●○

John Turturro : «Ma référence était "Le Samouraï"»

> Au début, je n'étais pas convaincu par Vanessa Paradis. Je me disais qu'il y avait plein d'autres actrices issues de la communauté juive capables de tenir ce rôle

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉTIENNE SORIN esorin@lefigaro.fr

Le nom de Turturro est associé à Spike Lee (*Do The Right Thing*, *Mo'Better Blues*, *Jungle Fever*...) et aux frères Coen (*Miller's Crossing*, *Barton Fink*, *The Big Lebowski*, *O'Brother*). Acteur fétiche, l'Américain d'origine italienne est aussi un cinéaste confirmé. Caméra d'or à Cannes en 1991 pour son premier long-métrage, *Mac*, il a réalisé depuis *Illuminata*, *Romance & Cigarettes*, *Passione* et donc *Apprenti gigolo*. Début mars, le comédien tournait à Rome le nouveau film de Nanni Moretti. Il a fait un détour par Paris pour nous parler de New York, Woody Allen et Vanessa Paradis.

LE FIGARO. - Il paraît que Woody Allen et vous avez le même coiffeur ?

John TURTURRO. - Oui, et c'est mon coiffeur qui a parlé à Woody de mon scénario et qui a suggéré que l'on devrait faire quelque chose ensemble. Et j'ai pensé à lui pour *Apprenti gigolo* parce qu'il me rappelle l'un de mes amis, un Juif de Brooklyn, qui tient une librairie et qui m'a inspiré pour le personnage de Murray.

Vous n'aviez jamais rencontré Woody Allen auparavant ?

Si, je le connaissais un peu par des amis réalisateurs pour lesquels il a fait un peu l'acteur. Et j'ai même eu un petit rôle dans *Hannah et ses sœurs*. Je savais qu'il m'aimait bien. Je me suis dit que je pourrais supporter la sévérité de son jugement. Je lui ai fait lire le scénario et il a commencé à me faire des suggestions.

Quelle a été sa participation sur le scénario ?

Il me donnait des notes, des idées mais il ne me disait jamais ce que je devais écrire. Par exemple, Avigal (*jouée par Vanessa Paradis, NDLR*) était au départ un personnage mineur. Il m'a conseillé de lire Isaac Bashev Singer et j'ai fait de nombreuses recherches sur le milieu juif orthodoxe. Comme sur la prostitution d'ailleurs.

Justement, la peinture du milieu juif orthodoxe vient-elle de lui ?

Non, c'était mon idée. Au départ, il y avait un personnage de nonne. J'aime les nonnes, je trouve qu'elles sont très sexy.

Comment avez-vous pensé à Vanessa Paradis pour interpréter Avigal ?

Mon agent m'a parlé d'elle et j'ai vu ses films. Au début, je n'étais pas convaincu, je me disais qu'il y avait plein d'autres actrices issues de la communauté juive capables de tenir ce rôle, mais même Woody croyait qu'elle était une hassidim new-yorkaise ! J'avais beau lui répéter qu'elle était parisienne, il n'en démordait pas. Les frères Coen ont vu le film et ils ont trouvé Vanessa incroyable. Ils m'ont demandé si elle serait capable de jouer un personnage barré. Elle peut, parce qu'elle est très malléable.

Comment est le Woody Allen acteur ?

Il est très facile à diriger. J'ai passé tellement de temps avec lui que nous n'avons pas eu besoin de répéter.

Woody Allen dans la comédie très culottée de John Turturro. JOJO WHILDEN / ARP SELECTION

Pourquoi avoir imaginé une famille noire à Woody Allen ?

Woody n'a jamais été entouré de Noirs dans les films, je me suis dit que ce serait formidable de le voir au lit avec sa petite amie noire. J'adore le petit à lunettes qui lui ressemble.

Est-ce aussi une manière de montrer la mixité new-yorkaise ?

Je voulais que la ville soit presque un personnage. Je filme un New York presque ancien mais qui reste le port d'entrée d'une terre d'immigration. C'est une ville *midatlantic*, moitié européenne, moitié américaine, à l'image de l'équipe du film. Et de ma sensibilité : je suis coincé au milieu de l'océan.

Pourquoi ce titre américain : *Fading Gigolo* (gigolo sur le déclin) ?

C'est ironique. D'habitude, un gigolo est un jeune homme beau et vigoureux. Là, il s'agit d'un type ordinaire à qui l'un de ses amis dit : « *Tu as un potentiel !* » Paul Auster, un ami, a vu le film et m'a dit : « *Ton personnage est comme un cow-boy, il ne parle presque pas, il agit.* » C'est exactement ça. L'une de mes références était aussi *Le Samouraï* de Melville, pas parce que c'est un tueur mais parce que c'est un solitaire mutique.

Quand vous redevenez acteur dans le film d'un autre, comme c'est le cas avec Nanni Moretti, êtes-vous frustré ?

Non, la seule chose avec Moretti, c'est qu'il aime aller lentement et que j'aime aller vite. Heureusement, il me laisse parfois enchaîner deux prises pour me laisser essayer des choses. Mais je ne me mêle ni du cadre, ni de la lumière, ni de tout ce qui concerne la mise en scène. ■

HORS D'ALLEN



RUE DES ARCHIVES/COLLECTION CSF

QUOI DE NEUF, PUSSYCAT? (1965)
Scénariste de cette comédie-poursuite déjantée autour de Peter O'Toole et Peter Sellers, Woody Allen s'y est aussi donné un petit rôle.



RUE DES ARCHIVES/BCA

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (1972)
Scénariste et acteur, Woody Allen se passionne pour Humphrey Bogart, au point de consulter un psychiatre. Un hommage parodique mis en scène par Herbert Ross.



RUE DES ARCHIVES/DILTZ

LE PRÊTE-NOM (1976)
Dans ce film de Martin Ritt sur le maccarthysme, Woody sert de prête-nom à un auteur dramatique poursuivi pour ses opinions communistes. Il se retrouvera en prison. Un de ses rares personnages héroïques.



RUE DES ARCHIVES/BCA

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (1991)
Paul Mazursky plonge l'intello new-yorkais dans un milieu hostile : un mall. Et pire encore, il doit affronter sa femme (Bette Midler).

Henri Langlois au film du temps

EXPOSITION Pour fêter le centenaire de sa naissance, la Cinémathèque française offre à son père fondateur un musée imaginaire brillant et prolifique.



Christiane Rochefort, Jean Rouch, Claude Chabrol, Jean-Luc Godard et Henri Attal lors d'une manifestation de soutien à Henri Langlois, rue d'Ulm, le 11 février 1968. COLLECTION LA CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

MARIE-NOËLLE TRANCHANT
mntranchant@lefigaro.fr

« C'*est paradoxal, une exposition sur quelqu'un qui n'a rien laissé* », lance Dominique Païni, ancien directeur de la Cinémathèque et commissaire de cette exposition autour d'un artiste sans œuvre tangible, tout en nuages, en souffles, en influences et en turbulences, parce que son talent était fait de relations inspirées avec la création des autres.

Une tignasse noire, un corps massif et une passion tentaculaire de tout garder, de tout montrer du cinéma, auquel il avait voué sa vie. Voilà en un bref croquis Henri Langlois, né à Smyrne en 1914, fondateur de la Cinémathèque française en 1936, légendaire bien avant sa mort, en 1977. Cocteau voyait cet inventeur de la cinéphilie comme un dragon dans sa caverne pleine de trésors du septième art, qu'il dispensait aux jeunes dévoreurs de pellicule qui allaient former la Nouvelle Vague. C'était un éveilleur de vocations, disent les uns. Un programmateur génial, renchérissent les autres. Quand on a voulu le remplacer, en 1968, prétextant sa gestion approximative et sa conservation désordonnée des films, de grands noms du cinéma international ont protesté, tel Josef von Sternberg télégraphiant : « *Bien entendu, je soutiens Langlois : qui douterait du cinéma même ?* »

« *Il était insupportable, mégalo, parano, bordélique, mais c'est lui qui a eu le bon geste, parce que c'était un poète, et les poètes ont raison contre les bureaucrates, l'humanité aime les poètes, pas les bureaucrates* », assure le bouillant Dominique Païni, qui avoue s'être identifié à Langlois. « *Je revendique avec lui un rapport de mimétisme* », confie-t-il.

Le charme et l'intelligence de son exposition, qui emprunte à Malraux son titre de « Musée imaginaire d'Henri Langlois », tiennent à cette subjectivité affirmée. « *Comme dans* L'homme qui tua Liberty Valance, *je choisis d'imprimer la légende. C'est mon Langlois.* »

La beauté du geste

Dans cette composition d'œuvres plastiques, de films, de textes, de photos, de croquis, il faut chercher Langlois entre les objets : dans cet espace où le regard indique des directions, perçoit des correspondances, où l'esprit opère des rapprochements, l'imagination, des métamorphoses. Plutôt qu'une évocation historique, Dominique Païni a voulu une expérience vivante de ce que pouvait être « le geste » de Langlois : la mise en rapport du cinéma avec les arts plastiques, sa volonté de montrer et de comparer les films. « *Il était obsédé par l'idée de musée*, explique le commissaire de l'exposition. *La conservation lui importait moins que l'exposition, même s'il souffrait de cette contradiction : faire vivre les films, c'était les faire mourir, puisque la projection usait inéluctablement la pellicule. Le numérique a changé cela.* »

Le visiteur est accueilli par un immense panneau d'Henri Foucault, composé de photogrammes fixant l'instant du générique où apparaît le titre des films – étonnant répertoire typographique et poème cinéphilique. Le « galop de pinceaux » d'Alechinsky, linteau exécuté pour la Cinémathèque en 1957, voisine avec une fascinante installation de Rosa Barba, *Coupez ici* (2012), déroulant une pellicule en arabesques changeantes. « *J'ai fait quelques commandes contemporaines*, précise Païni. *Parce que Langlois a toujours eu le goût des avant-gardes et qu'il n'est pas connu des jeunes générations. Alors, j'invente un Langlois pour aujourd'hui. Un Langlois imaginaire et un peu rock'n'roll.* »

La deuxième étape est une salle de projection. Avec quelques faux spectateurs déjà installés. Là, le cinéma dialogue avec lui-même, à travers des extraits projetés simultanément, jeux de rimes, d'échos, de comparaisons, de correspondances, chers à Henri Langlois. Puis on entre dans le « foyer des artistes », au cœur d'un feu d'artifice expérimental où éclatent la série *Jazz* de Matisse, le *Ballet mécanique* de Léger, *La Danse du pan-pan* de Severini, tandis que défilent sur un écran les images psychédéliques d'Andy Warhol, Kenneth Anger, Pierre Clémenti...

Il s'agit de mettre les gens « *dans un bain visuel, de leur donner la sensation d'être dans la vision, presque dans le corps de Langlois* ».

Et à propos de bain, clin d'œil à la célèbre baignoire du conservateur qui débordait de boîtes de film : elle est au centre d'un montage photo de Jean-Jacques Lebel, entourée de quatre vamps dans leur baignoire.

À la fin, on découvre un Langlois réalisateur, avec un documentaire sur le métro, un Langlois dessinateur, crayonnant sans fin des organigrammes pour la Cinémathèque, des généalogies de l'histoire du cinéma, obsédé de fléchage, d'embranchements, de circulation, architecte d'un musée imaginaire sans cesse remanié. Et il y a aussi un Langlois écrivain, qu'on rencontrera en marge de l'exposition dans l'ouvrage *Écrits de cinéma* (coédition Flammarion-La Cinémathèque française). Interviews, critiques, réflexions sur l'histoire du cinéma, notes inédites, une prose en celluloïd fidèle à son auteur, qui déclarait : « *Je pense cinéma, je vois cinéma, mon imagination est cinéma.* » ■

« Le Musée imaginaire d'Henri Langlois ». Jusqu'au 3 août à la Cinémathèque française (Paris XIIe). www.cinemathèque.fr
À lire aussi le catalogue de l'exposition publié chez Flammarion.



Pris au piège des caïds, Heli va vivre un véritable cauchemar au pays de l'horreur ordinaire. LE PACTE

« Heli », la barbarie à visage mexicain

PATRICK BÈLE
pbele@lefigaro.fr

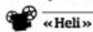
CRITIQUE Le film d'Amat Escalante, prix de la mise en scène du dernier Festival de Cannes, montre sans concession un pays gangrené par la violence.

Le film *Heli* commence par une scène qui symbolise la violence au Mexique : le corps d'un homme se balance au bout d'une corde d'un pont surplombant une autoroute. Image d'horreur ordinaire dans ce pays gangrené par le trafic de drogue et où plusieurs milliers de personnes sont assassinées chaque année. Ces corps restent généralement anonymes. Amat Escalante a voulu donner un visage et une histoire à l'un d'entre eux. Alberto, surnommé Beto, est militaire. Il a 17 ans et vit une relation amoureuse avec une jeune fille de 12 ans, Estela. Elle habite avec son père, son frère, Heli, l'épouse de celui-ci et leur bébé dans une maison misérable perdue au milieu d'un paysage d'une désespérante nudité. Heli travaille dans une usine d'assemblage automobile où il se rend à vélo, incapable avec son maigre salaire d'acheter une voiture sortie de l'une des chaînes de production où il travaille. Alberto veut coucher avec Estela, mais celle-ci s'y refuse parce que « *elle ne veut pas tomber enceinte* ». Alberto lui propose de se marier et de quitter ce village qui transpire l'ennui. Elle refuse, consciente qu'elle ne ferait qu'échanger un lieu de misère pour un autre. Pour la convaincre, Beto vole plusieurs kilos de drogue aux membres des forces spéciales mexicaines - la participation de nombreux policiers aux trafics illicites est connue -, et cache le produit de son larcin dans la maison d'Heli. Ce dernier retrouve la drogue dans le réservoir d'eau du toit de la maison. Il s'en débarrasse, mais les militaires s'en rendent compte. L'horreur peut commencer dans sa plus tranquille banalité mexicaine avec son extrême violence, ses policiers corrompus et le petit peuple qui n'a d'autre choix que de se soumettre aux diktats des bandes mafieuses.

L'emprise des mafias

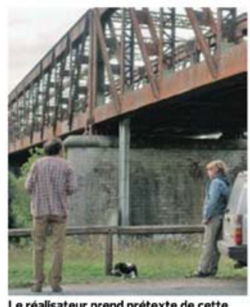
Alberto et Heli résument le champ des possibles qui s'offre à de nombreux Mexicains : travailler pour un salaire de misère dans une usine nord-américaine implantée après l'accord de libre-échange signé avec Washington, s'engager dans l'armée ou se mettre au service des bandes mafieuses. Dans ces villages de misères, la population reste muette, effrayée par les représailles. Dans le Michoacan, des habitants se sont récemment rebellés contre la mainmise des mafias et les exactions de la police. Organisés en milices, ils prétendent avoir libéré plusieurs villages de l'emprise des mafias.

Une scène de torture montre l'interrogatoire de Beto. La séquence est tournée sans aucun artifice : des couleurs pastel et une bande-son succincte. On voit le jeune soldat suspendu à une chaîne accrochée au plafond et son tortionnaire qui le frappe dans le dos avec une batte de baseball. Pas de cris, pas de gros plan sur le visage tordu de douleur, mais un décor : la salle de torture est le salon d'une modeste maison où trois enfants regardent la télévision. On voit dans la pièce voisine une femme préparer le repas. Cette scène résume le choc provoqué par ce film : l'horreur est devenue le quotidien de toute une population y compris de nombreux enfants. Quand le tortionnaire fatigué propose au plus grand enfant de continuer la bastonnade, celui-ci répond « *non je n'ai pas envie* », et le bâton finit dans les mains du plus petit qui ne paraît pas avoir plus de 9 ans… ■


« Heli »
Drame Amat Escalante
Avec Armando Espitia, Andrea Vergara, Linda González Hernández
Durée 1 h 45
■ **L'avis du Figaro : ●●●○**

Au revoir les enfants

CINÉMA Jean Denizot s'inspire de l'affaire Fortin pour raconter un père en cavale avec ses deux fils.


Le réalisateur prend prétexte de cette affaire pour traiter de la relation filiale. CHRYSALIS FILMS

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

Le titre, *La Belle Vie*, peut prêter à confusion. Le film de Jean Denizot raconte la cavale d'un père et de ses deux garçons qui avait fait les gros titres des journaux en 2009. En 1997, après avoir passé les vacances de Noël avec ses fils alors âgés de 6 et 7 ans, Xavier Fortin avait décidé de les soustraire à leur mère et les avait gardés pendant dix ans. Il avait fini par être arrêté en Ariège, emprisonné et relâché après près de deux mois de détention provisoire. Au procès, les deux enfants l'avaient défendu au grand dam de leur mère.

Jean Denizot prend prétexte de cette affaire pour traiter de la relation filiale. Il dit avoir pensé à *À bout de course*, le film de Sydney Lumet. À l'instar du grand cinéaste américain, il commence son film vers la fin de la cavale, au moment où ses deux adolescents ont des velléités de liberté.

« *La séparation inéluctable me permettait d'inscrire dans le récit une réflexion que je menais sur ma famille et mon désir de tracer ma voie, mais aussi de traiter de la question de la paternité puisque je devenais père : qu'est-on prêt à faire pour garder ses enfants auprès de soi ?* », explique le cinéaste en note d'intention.

Pierre, l'aîné, est campé par le très juste Jules Pelissier, remarqué dans *Simon Werner a disparu…*, un polar de Fabrice Gobert (2010). Il n'en peut plus de vivre comme un vagabond. Sylvain, le cadet, formidable Zacharie Chasseriaud, est très attaché à son frère même s'ils vont emprunter des chemins différents. Il connaît ses premiers émois amoureux avec Gilda, rencontrée au bord d'une rivière. Elle est interprétée par une bluffante Solène Rigot qui s'est récemment illustrée dans *Lulu femme nue*. D'abord chevelu et barbu, puis rasé de près, Nicolas Bouchaud impose une belle figure paternelle. À la fois digne et lucide sur la situation qu'il fait subir à ses enfants, leur désir de révolte et d'indépendance. Le réalisateur se garde bien de prendre parti. Attaché à son trio solidaire, il le suit au plus près dans une campagne si préservée qu'elle pourrait abriter Robinson Crusoé. ■

« La Belle Vie »
Drame de Jean Denizot
Avec Nicolas Bouchaud, Zacahrie Chasseriaud, Solène Rigod, Jules Pelissier
Durée 1 h 33
■ **L'avis du Figaro : ●●○○**

Il était une fois dans l'Est

CINÉMA Dans « My Sweet Pepper Land », le Kurdistan devient une terre de cow-boys pour le réalisateur Hiner Saleem.

ÉTIENNE SORIN esorin@lefigaro.fr

« *Je fuis ma mère.* » Baran (Korkmaz Arslan) a beau être un ancien combattant de l'indépendance kurde, il semble désarmé face à sa génitrice, bien plus farouche que Saddam Hussein et bien décidée à le marier à la première venue. Pour fuir, Baran, fan d'Elvis Presley (mais aussi de Bach et de Mozart), accepte donc le poste d'officier de police dans un trou perdu au carrefour de l'Iran, de l'Irak et de la Turquie. Une région dominée par Aziz Aga, caïd local qui règne sur tous les trafics possibles.

Passé la scène d'ouverture, farcesque et absurde - la pendaison d'un condamné à mort par des amateurs, Hiner Saleem change son fusil d'épaule. Fini de rire. le réalisateur de *Kilomètre zéro* filme le Kurdistan comme le Far West et Baran, beau brun taiseux, comme un shérif à chapeau, fusil et cheval.

Le « Pepperland » du titre est le saloon du village. Et comme dans tous les bons westerns, le héros va tenter de faire respecter la loi dans un pays archaïque. Au même moment, la jeune et jolie Govend (la sublime Golshifteh Farahani de *Syngué Sabour*) vient s'installer pour prendre le poste d'institutrice. Elle fuit aussi un mariage arrangé et sa famille, notamment des frères en colère pour qui la libération de la femme est un concept assez peu clair. Saleem, lui, né en 1964 au Kurdistan, est un féministe convaincu. Son héroïne est prête à tout pour être libre et indépendante. Même à jouer du hang, instrument percussif inventé par des hippies suisses dont les sonorités étranges ponctuent le film comme des parenthèses de douceur dans un monde de brutes. ■

« My Sweet Pepper Land »
Western de Hiner Saleem
Avec Korkmaz Arslan et Golshifteh Farahani **Durée** 1 h 35
■ **L'avis du Figaro : ●●○○**


Le shérif Baran, interprété par Korkmaz Arslan (*à gauche*), va tenter de faire respecter la loi dans un pays archaïque. MEMENTO FILMS DISTRIBUTION

Les autres films

■ **« NOÉ »**
Drame de Darren Aronofsky. 2 h 18.
Le héros biblique revu par le réalisateur de *Black Swan* dans un blockbuster sombre et complexe *(lire notre édition d'hier)*. **E. S.**

L'avis du Figaro : ●●●○

■ **« RIO 2 »**
Film d'animation de Carlos Saldanha. 1 h 41.
Une famille de haras bleus se rend compte qu'elle n'est pas la seule de son espèce. Elle décide de quitter le Brésil pour rejoindre ses congénères en Amazonie. Si ce second volet des aventures passe un message écolo, il demeure trop bavard. **N. S.**

L'avis du Figaro : ●●○○

■ **« TOUT EST PERMIS »**
Documentaire de Coline Serreau. 1 h 36.
Tout est permis, affirme le titre. Bien au contraire, démontre la réalisatrice, qui a recueilli des témoignages des conducteurs en stage de récupération de points. On ne prendra plus jamais le volant de la même façon après ce documentaire. **N. S.**

L'avis du Figaro : ●●○○

■ **« UNE HISTOIRE BANALE »**
Drame d'Audrey Estrougo. 1 h 22.
Victime d'un viol, Nathalie sombre dans la dépression. Une amie lui vient en aide. Avec la très juste Marie Denarnaud, Audrey Estrougo traite la violence dans une mise en scène clinique. **N. S.**

L'avis du Figaro : ●●○○

■ **« SUNEUNG »**
Thriller de Shin Su-won. 1 h 47.
La Corée du Sud a le taux de suicide des ados le plus élevé au monde. On comprend pourquoi à la vision de ce film sur la pression scolaire. **E. S.**

L'avis du Figaro : ●●○○

■ **« DIVERGENTE »**
Fantasy de Neil Burger. 2 h 19.
Il paraît que ce sous-*Hunger Games* est destiné aux ados. Ils ont beaucoup à se faire pardonner mais la punition est tout de même sévère. **E. S.**

L'avis du Figaro : ●○○○

LES YEUX JAUNES DES CROCODILES
Cécile Telerman


WILD BUNCH DISTRIBUTION

LE NANAR DE LA SEMAINE

■ Deux sœurs mènent deux styles de vie opposés. Iris, Emmanuelle Béart, est une bourgeoise superficielle et coquette mariée à un homme riche (Patrick Bruel, très bien). Joe (Joséphine), Julie Depardieu, est historienne et économise pour élever seule ses deux filles. Son époux (Samuel Le Bihan) s'est enfui avec la coiffeuse manucure. Pour « *exister* » aux yeux des autres, Iris passe alors un pacte avec sa sœur. Mise en scène à la va comme je te pousse, personnages stéréotypés, tournée à coups de serpe, cette comédie tirée du best-seller de Catherine Pancol est aussi légère qu'un bulldozer. ■ **N. S.**





DOCUMENT CLARINS/DR

1. Campagne publicitaire 2014 de Lift-Affine Visage. 2. Le fondateur de Clarins, Jacques Courtin-Clarins, entouré de ses fils, Christian et Olivier, à la fin des années 1950. 3. Troisième génération de la famille Courtin-Clarins, de gauche à droite : Virginie, directrice du marketing développement et de la communication de la mode Mugler, Jenna, Claire et Prisca, directrice de projets stratégiques et activités spa. 4. Créé en 1985, Double Sérum associe, dans un même pot, deux formules distinctes. 5. Quatrième version de Lift-Affine Visage, le best-seller lancé en 1999.

À Clarins, les Japonaises reconnaissantes

COSMÉTIQUE Alors que la marque familiale numéro un des soins en Europe fête ses 60 ans, elle exporte en Asie sa beauté bienveillante « made in France ».

HÉLÈNE GUILLAUME
hguillaume@lefigaro.fr
ENVOYÉE SPÉCIALE À TOKYO

Le comble. Ce sont les Japonaises qui en parlent le mieux. Oui, de notre « petite » marque française, fondée il y a soixante ans par Jacques Courtin. Prenons le cas d'Hiromi Sogo, rédactrice en chef du magazine nippon ultraprescripteur *25 Ans*, qui raconte ce qu'elle représente aux yeux de ses compatriotes : *« Nous, les Japonaises, avons connu Clarins dans les années 1980, à une période où le pays était économiquement très dynamique. J'étais alors en charge des pages beauté et je me souviens de l'arrivée des produits dans les parfumeries. Bien sûr, il existait d'autres labels français, mais Clarins symbolisait l'authentique marque de soins, notamment avec ses formules pour le corps, le gommage, la minceur, les huiles… d'autant que nous ne connaissions que les laits. À la différence de nombreuses maisons, elle est aussi restée fidèle à sa gamme, qui est en permanence reformulée au gré des trouvailles scientifiques. Les Japonaises sont sensibles à cette fidélité, à cette façon de ne pas trahir ce que nous avons tant aimé. Et évidemment, que ce soit une griffe* made in France *compte énormément à nos yeux. Votre pays incarne, pour nous, l'idée de qualité, de raffinement, d'élégance… »* Comment ne pas rendre le compliment à un peuple qui, du design industriel à l'art floral, de la mode avant-gardiste au génie électronique, du raffinement cosmétique à celui d'une cuisine exquise, ne cesse de surprendre ses visiteurs ?

Que Clarins la bienveillante y soit si joliment accueillie en dit long sur son capital sympathie. Reste à le transformer en un business sonnant et trébuchant car, si la marque est présente dans les *department stores* depuis 1985, elle a moins investi en Asie ces dernières années. *« Il est vrai que depuis dix ans nous avons privilégié le développement en Europe. Or cette stratégie a payé puisque nous sommes numéro un des soins en parfumerie. Maintenant, nous mettons le cap sur l'Asie sans déroger à notre philosophie, notamment avec l'utilisation des plantes, qui trouve une forte résonance ici,* se félicite Laurent Lautier, président zone Asie. *Nous avons lié un partenariat avec le Kunming Institute of Botany en Chine, nous enrichissons notre réseau d'ethnobotanistes afin de mieux connaître la pharmacopée locale et, dans un futur proche, nous allons monter un laboratoire sur place. Depuis trois ans, nous sommes la marque qui croît le plus en sélectif. Et puis Lift-Affine Visage est la preuve que l'on peut arriver avec une idée innovante et susciter du désir, de la notoriété. »*

5

Une idée qui a germé dans l'esprit de Jacques Courtin-Clarins dès 1996. *« Mon père avait reçu dans son bureau des journalistes asiatiques. À la fin de l'interview, il leur a demandé ce qu'elles voulaient en matière de beauté,* raconte Olivier Courtin-Clarins, fils de Jacques et directeur général du groupe. *Elles ont répondu : "De grands yeux et un petit visage." Il a d'abord été étonné par cette demande de visage affiné puis il s'est adressé à notre laboratoire spécialisé dans les amincissants avec l'intention d'en détourner certains ingrédients. Seulement nous nous sommes vite rendu compte que les adipocytes du visage et du corps obéissaient à des mécanismes très différents… »*

Après trois ans de recherche, en 1999, le fameux Lift-Affine Visage – Shaping Facial Lift en Asie – est lancé. Un premier succès de ce côté-ci de la planète (dans son genre, le sérum y est un best-seller) mais qu'en est-il des consommatrices françaises ? *« Il n'est pas question de les négliger ! En réalité, ce produit dans sa reformulation 2014 (sortie en France en septembre prochain) répond à une problématique universelle, celle des rondeurs additionnelles du visage liées aux modes de vie contemporains, à l'alimentation trop grasse, trop sucrée…* répond M. Lautier. *De fait, si nous sommes très européens, nous avons toujours le souci de faire plus, de repousser les frontières. Aujourd'hui, la richesse du secteur cosmétique, nous la devons beaucoup aux marchés asiatiques. »*

Innovation permanente

C'est de cette région, de la Corée, de Hongkong, du Japon que nous viennent les dernières innovations, les BB crèmes, la technique du layering (la superposition de différents soins matin et soir sur le visage), les masques en tissus… Les laboratoires rivalisent d'ailleurs de *sourcing* afin de décliner ces trouvailles pour les clientes occidentales. Mais si inventer de nouvelles catégories cosmétiques est l'objectif revendiqué de nombreux concurrents, ce n'est pas le cas chez Clarins. *« Nous préférons améliorer nos références existantes, c'est ce que nous appelons l'innovation permanente. Par exemple, notre Double Sérum, lancé en 1978 avec toute la science que l'on pouvait y mettre à l'époque, existe encore même si la formule actuelle est extrêmement différente. Il serait certes plus facile, d'un point de vue marketing, de sortir de nouveaux produits, mais garder le même nom et le même packaging, c'est aussi une façon de dire à notre cliente qu'elle a eu raison de faire confiance à un soin qu'elle a jugé – à raison – efficace, et qui l'est toujours plus »*, explique M. Courtin-Clarins. Huile Tonic créée en 1954, Crème Jeunesse des mains en 1979, Double Sérum en 1985, L'Eau Dynamisante en 1987, Lift Minceur en 1995, des best-sellers que toute femme, de 17 à 77 ans, vivant à Paris, Toulouse ou Strasbourg, possède forcément dans sa salle de bains, font ainsi l'objet de cette « innovation permanente ».







4

Une question de respect selon Olivier Courtin-Clarins, son frère Christian Courtin-Clarins (président du conseil de surveillance du groupe Clarins), Éric Gooris (directeur des laboratoires) et tous les gens au sein de l'entreprise qui, chacun à leur manière, insistent sur la transmission des valeurs posées par Jacques Courtin-Clarins, dès ses débuts, en 1954, au 35, rue Tronchet à Paris (VIIIe). *« Le respect de nos clientes d'abord. Nous nous adressons toujours à elles sans leur mentir. Nous n'avons jamais vendu un amincissant en leur promettant des résultats miracle, mais plutôt en favorisant la pédagogie d'une alimentation saine et de la nécessité du sport,* insiste Olivier Courtin-Clarins. *Notre société a également le souci de demeurer accessible, nous ne pratiquons pas le marketing-prix avec des crèmes à 300 euros qui trop souvent jouent sur la crédulité des femmes. De même, l'expertise institut (6 000 esthéticiennes utilisent la méthode) demeure fondamentale et trouve un écho partout dans le monde. »* Dans les cabines du petit institut d'Iseitan, le célèbre *department store* de Tokyo, jusqu'à celles du futur projet de la piscine Molitor à Paris (ouverture prévue le 19 mai prochain) et du day-spa récemment inauguré à Lille. Cette adresse lilloise d'un nouveau genre a bénéficié de l'implication de deux des petites-filles de Jacques Courtin-Clarins, Prisca et Jenna, perpétuant ainsi la saga familiale. Une autre valeur *old fashioned* qui touche le cœur des Françaises comme des Japonaises. ■



+ SUR LE WEB
» Retrouvez l'actualité beauté
www.lefigaro.fr/madame

+ Focus

Carte postale

Ensemble, elles ont l'habitude d'explorer, à travers le parfum, des pays, des cultures. Clara Molloy, la fondatrice du label Memo, et Alienor Massenet, le nez, nous ont emmenés en Éthiopie (Lalibela), en Inde (Jannat), plus récemment en Italie (Italian Leather). Avec Kedu, du nom d'une haute plaine de l'île indonésienne, elles se posent à Java. Là-bas, dans les temples, le sésame est jeté au feu selon un rite purificateur. Leur nouvelle fragrance articule des notes de sésame grillé, de pamplemousse, de néroli et de freesia. C'est insolite, délicat, léger… Un avant-goût d'été, qui nous propulse à 8 000 kilomètres d'ici, entre mer et volcans, jungle et temple bouddhique.

Kedu, collection Graines Vagabondes, 168 € les 75 ml au Bon Marché et sur www.memofragrances.com

Bonne formule

Citer Sénèque pour parler d'un gommage pour le visage ? C'est tout le charme de la marque de beauté australienne Aesop : « *Nulle pierre précieuse ne peut être polie sans friction.* » Impossible désormais de ne pas penser au philosophe, le matin dans sa salle de bains, au moment de mélanger cette poudre finement moulue à n'importe quel nettoyant pour le visage afin d'exfolier sa peau en douceur. Un prétexte supplémentaire pour aller visiter la nouvelle boutique d'Aesop, rue du Vieux-Colombier, à Paris (VIe), signée du duo Dimore Studio, récemment élu créateur de l'année par Scènes d'intérieur.

Gommage pour le Visage à la Feuille d'Arbre à Thé, 33 €.

Idéfix, la potion magique du Parc Astérix

LOISIRS Le parc d'attractions fête ses 25 ans et rouvre ce samedi 12 avril avec un nouvel espace dédié aux enfants. Le petit chien en est la vedette. Visite guidée.

PHILIPPE VIGUIÉ DESPLACES
pviguiedesplaces@lefigaro.fr

À l'image du petit village gaulois qui l'a inspiré, le Parc Astérix résiste à tout. À la présence du géant américain Disney comme à la fin de carrière d'Uderzo – créateur avec Goscinny de la série – aux nouvelles icônes de la BD et autres mangas qui triomphent auprès des jeunes. L'affection du public pour ces héros ne se dément pas et assure le succès du parc : près de 1,8 million de visiteurs en 2013.

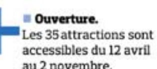
À l'occasion de son 25e anniversaire, le domaine situé dans l'Oise, au nord de Paris, ouvre un nouvel espace, la Forêt d'Idéfix. Il s'adresse aux 3-11 ans en leur proposant cinq attractions offrant à ces jeunes visiteurs le même frisson qu'à leurs parents mais dans un décor à leur échelle.

UN MONDE POUR PETIT D'HOMME

Délibérément, les concepteurs de ce nouvel ensemble l'ont placé sous le signe d'Idéfix. Le petit chien lové dans les bras imposants d'Obélix a touché le cœur de plusieurs générations de jeunes Gaulois. En outre, le charmant toutou est totalement dans l'air du temps, tendance écolo. Souvenons-nous : au fil de l'album *Le Domaine des dieux*, publié en 1971, dès qu'on abat un arbre pour construire une ville, Idéfix pleure toutes les larmes de son corps.

Le nouvel espace à son nom a tenu compte de cette verte sensibilité. Sept bouleaux ont bel et bien été coupés pour l'aménagement de ce territoire de 5 000 m², quitte à provoquer les sanglots d'Idéfix. Ils ont vite été calmés par la plantation de 52 arbres ! « *Les enfants et petits-enfants des premiers lecteurs de la BD, tous ceux qui n'atteignent pas le 1,30 m pour accéder aux attractions, pouvaient se sentir exclus. Pour eux, nous avons créé la Forêt d'Idéfix* », explique Pascal Fliche, directeur général du parc (un ancien de Disney).

Les moyens investis sont à la hauteur de l'ambition : 3,5 millions d'euros pour cinq attractions. Bien que réservée aux petits, chacune d'elles a tout d'une grande. « *Ils y ressentiront les mêmes sensations que leurs parents mais à leur échelle* », précise encore Pascal Fliche, qui a soigné l'environnement et l'architecture des lieux, noyant dans la verdure des constructions de bois aux essences colorées.



HYDROLIX, AÉRODYNAMIX ET LAVOMATIX

Les cinq attractions sont la réplique en miniature de ce qui fait le succès du parc auprès des adultes.

À commencer par la rivière en serpentin que l'enfant remonte seul en toute sécurité à bord d'embarcations, Hydrolix, répliques de Menhir Express dont ses parents lui interdisaient l'accès par un définitif « *tu es trop petit !* ». De même, jamais les bambins n'auraient imaginé connaître un « freefall » sorte de mât baptisé « Énigmatix », d'où l'on tombe assis et bien ficelé en chute libre de 6,50 m.

La troisième attraction, Étamine, est une maison coiffée d'un énorme chaudron. C'est celle de la druidesse du village, une première qui enchantera les féministes de Gaule. Ses potions font tourner la tête et aussi sa drôle de bicoque montée sur vérins.

Aérodynamix, création d'un druide volant, ressemble à un ULM relooké par les Gaulois. Quant à Lavomatix, c'est une autre façon de faire la lessive, une sorte de manège dont les baquets s'élèvent à différentes hauteurs, le temps d'une course folle.

Sept mois de travaux ont été nécessaires pour réaliser ce « parc à l'intérieur du parc », équipé d'un espace sanitaire à l'esthétique soignée, d'un point de restauration, d'une aire de jeux et d'une boutique.



ATTENTES MINIMUM

La fréquentation de la Forêt d'Idéfix permettra aussi de réguler le flux des visiteurs en les détournant des grandes attractions qu'ils choisissent systématiquement. Car le souci de limiter les attentes est enfin devenu la préoccupation de la direction du parc, alors qu'elle n'était jusqu'à présent que celle de ses visiteurs. Jadis, en cas d'affluence, il arrivait de patienter deux heures devant un grand huit.

Pour répondre au malaise, l'accès Wi-Fi gratuit dans tout le parc, une nouveauté, permettra de se connecter en un clic à un site sur lequel s'afficheront les temps d'accès aux attractions. Des jeux permettront aussi de tromper son attente. « *Nous enregistrons une moyenne d'une attraction par 50 minutes les jours de grande fréquentation*... plaide Pascal Fliche, qui explique les raisons d'une telle attente : *nombre de visiteurs font souvent la même attraction trois ou quatre fois de suite.* »

Ces propos visent la plus populaire de toutes, Osiris, le « roller coaster inversé », un grand huit qui culmine à 40 m du sol et dont le succès a fait bondir la fréquentation.

NOUVEAU DÉCORUM

Pour tenir son rang (en terme de visiteurs, Astérix est loin derrière Mickey et rivalise avec Le Puy du Fou ainsi que le Futuroscope), le Parc multiplie les initiatives, à travers des projets novateurs. Le plus spectaculaire est la création d'un parcours éducatif auquel on aura accès en prenant place dans une télécabine. Cette dernière filera au-dessus de la forêt de Plailly pour relier les gares du RER B et D à l'entrée du parc. Les études de faisabilité vont commencer dans les jours qui viennent. Avant cette réalisation spectaculaire, le village des irréductibles Gaulois se sera enrichi d'un pôle hôtelier de 500 chambres. Elles compléteront une capacité d'hébergement actuellement limitée à une centaine de clefs. Ouverture d'ici à trois ans. Alors, le parc pourra prétendre devenir une véritable destination de court séjour.

Enfin, dès l'année prochaine, est annoncée la réfection totale des arènes de Lutèce ainsi que la création d'un spectacle inédit, dans l'esprit de ceux que le Cirque du Soleil présente chaque soir à Las Vegas.

Reste quand même une inconnue : quelle sera la durée de vie du mythe Astérix ? Cet irréductible râleur et sa bande de bagarreurs auront-ils longtemps la cote ? Une lampée de potion magique, Astérix relève le défi. Idéfix et Obélix, aussi. ■







LES CLASSIQUES En attendant de découvrir la Forêt d'Idéfix, les attractions vedettes que sont les Espions de César, la Croisière Épidemaïs et Oziris (*ci-dessus, de haut en bas*) continuent d'attirer les familles. HERVÉ CUSSOT, SYLVAIN CAMBON/PARC ASTÉRIX 2014

+ Carnet de route

■ **Y aller.** Autoroute A1 direction Lille sortie entre Survilliers-Chantilly et Senlis. Sur place, parking à 10 € par jour et par véhicule. Navettes quotidiennes au départ du Louvre tous les jours à 8 h 45, retour à 18 h 30. Tarif AR : 8,50 € à partir de 12 ans et 7,50 € de 3 à 11 ans. Tél. : 01 53 48 39 53. Autres navettes depuis Roissy CDG (Terminal 1 et 3), accessible avec le RER B3.

■ **Ouverture.** Les 35 attractions sont accessibles du 12 avril au 2 novembre.

■ **Tarifs.** 46 € par adulte, 37 € les 3 à 11 ans. 15 % de réduction pour un groupe d'au moins 5 personnes. Dans le cadre du 25e anniversaire et jusqu'au 2 juillet, l'entrée est offerte aux enfants de 3 à 7 ans inclus. Tous les 25 du mois, un contingent de places est en vente à 25 € tarif unique.

■ **Y dormir.** L'hôtel des Trois Hiboux, tout en bois comme un grand chalet, offre 100 chambres familiales de 30 m² pouvant accueillir 5 personnes. L'établissement est en pleine forêt et à quelques mètres de l'entrée du parc. À partir de 92 € par personne. Tél. : 0 828 30 10 40.

■ **Se renseigner.** www.parcasterix.fr

AILLEURS



DANS « LE FIGARO MAGAZINE », LE GUIDE 2014 DES CHAMBRES D'HÔTES

Le prochain numéro du *Figaro Magazine* (disponible ce vendredi 11 et samedi 12 avril) intègre le Guide 2014 des chambres d'hôtes. Soit 26 pages qui révèlent une sélection de 200 adresses, autant de coups de cœur, visitées dans toutes les régions de France. Ce document a été réalisé sous la direction de Bénédicte Menu, Chef de service Voyage du *Figaro Magazine*, avec une dizaine de journalistes de la rédaction. Répertoire unique des plus belles chambres d'hôtes françaises, cette sélection enrichie d'une centaine d'autres adresses, prendra la forme d'un guide papier de 162 pages qui sera installé en librairie à partir du 5 mai.

+ SUR LE WEB

» Retrouvez d'autres propositions de voyages. En particulier, une découverte des îles Féroé, la visite du dernier palace ouvert à Marrakech, un séjour musical à Aix-en-Provence...
www.lefigaro.fr

IMMOBILIER

Un appartement à vendre ?

01 56 52 8000 FIGannonces

Les annonces précédées du sigle ★ émanent des agents immobiliers, membres du Syndicat national des professionnels immobiliers (S.N.P.I.).
Les annonces précédées du sigle ■ émanent de notaires.
Les annonces précédées du sigle ◆ émanent des professionnels membres de la Fédération nationale de l'immobilier (F.N.A.I.M.).
Les annonces précédées du sigle ● indiquent une vente aux enchères des chambres de notaires. M.A.P. : mise à prix.
Les prix de vente s'entendent frais d'agence inclus.

Immobilier ventes et achats

Ventes 16e APPARTEMENTS

◆S/Pl.Etats Unis 321m2◆ superbes volumes-boiseries 3 chbres-serv.17m2- 3 park
EMILE GARCIN
01.42.61.73.38
www.emilegarcin.fr

◆FLANDRIN/Longchamp◆ 7°asc.-145m2+27m2 balcon 2récept-2chbres-serv-park
EMILE GARCIN
01.58.12.02.02
www.emilegarcin.fr

★PAUL-DOUMER★
Pierre de t. standing 6P 3e ét. 162m2 parfait état 1.770.000€ •01.42.88.96.96

Ventes PARKINGS, BOXES

Paris Gambetta. Vd Lot 22 boxes fermés loués 1er s-sol. Belle coppté. Gardien. 495.000 €. Part. 07.81.30.96.06.

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Ouest

DEAUVILLE-RARE
Maison 3 niveaux environ 100 m2 + petit jardin. Vue imprenable. Près plage et centre. Pas de travaux. Vendu meublé. 520.000 €
Part 06.62.08.47.65.

Immobilier locations

Locations 6e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
6P 165m2 Odéon 4680€ refait, balcons, 4 chbres

Locations 7e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
1P 21m2 Varenne 720€
3p 80m2 E.Militaire 2160€

Locations 8e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
1P 34m2 Madeleine 870€
5P 137m2 Roosevelt 3150€

Locations 12e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
2P 71m2 Lyon 1510€
2/3P 78m2 Lyon 1410€

Locations 14e OFFRES VIDES

ST JACQUES, 50m2 6°asc. imm récent. stand. 1chbre, cave, parking 1.375€ ch comp
◆ MOBILIS ◆
01.45.55.86.95
www.groupemobilis.com

Locations 15e OFFRES VIDES

R. DE L'ABBE GROULT 2P. 40m2, 5°ét.asc. Très bon ét. Clair Calme Cave. Classe énergie : C 1.200€ ch.chf comp. Honoraires: 1.278€ TTC JA Tiffen 01.56.90.11.00

Locations 16e OFFRES VIDES

AGENCE IMMOBILIERE MOZART

MIRABEAU
à 400m du métro, charmant 2P. soleil : entrée, séj. chbre, cuis. WC indep. s.dches - 1.275€ ch.comp. Honoraires : 1.250€ Dépôt de garantie 1155€ Classe énergie : E 06.08.36.19.38

KLEBER / BOISSIERE
3ét. séj. 2chbres, cuis. s.bains, Balcon, cave Loyer : 1.922€ ch.comp. Honoraires : 1.336€ Dépôt de garantie 1682€ Classe énergie : F - 06.08.36.19.39 -

IENA - BEAU 3P.
calme, soleil, superbe vue sur la Seine et Champ de mars. Séj. 2chbres, cuis. s.bains - 2.550€ ch.comp Honoraires : 2.325€ Dépôt de garantie 2.350€ - 06.72.88.24.77 -

PROX METRO PASSY
5°ét. bel imm. 1930, calme, soleil, séj.dble. 2 chbres, s.de bains WC indep. Cave Loyer: 2.590€ ch.comp Honoraires : 2.370€ Dépôt de garantie 2.400€ Classe énergie : C - 01.53.92.50.00 -

CONCORDIA 01.4296.0404
2P 53m2 Muette 1400
3/4P 110m2 V.Hugo 2250

VICTOR HUGO
5P. 143m2, 2°ét.asc. Balcon, bon ét. Dble expo DPE en cours - 4.450€ ch. et chf comp. Honoraires: 4.740€ TTC JA Tiffen 01.56.90.11.00

Locations 17e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
2P 50m2 Argentine 1270€
6P 170m2 Pereire 3400€

Locations 18e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
1P 26m2 Joffrin 694€
3P 52m2 Ramey 1140€

Locations 78 OFFRES VIDES Yvelines

LE PORT MARLY
charmante maison 120m2 env bon état. Jard.250m2 env. &terrasse. Salon, salle à manger 30m2 env. 4chbres Classe énergie D - 2.150€ Honoraires: 2.580€ TTC JA Tiffen 01.56.90.11.00

Immobilier locations saisonnières

Locations VACANCES OFFRES Mer



HAUTE CORSE
MONTICELLO HAVRE DE PAIX
maison de caractère avec piscine, 8 pers., vue sur la mer et île Rousse. Part. 06.76.57.00.32.

BONNES AFFAIRES

Décoration

CONFECTION RÉALISATION A VOS MESURES !



VOILAGES RIDEAUX, STORES
Intérieurs et extérieurs Choix de tringles et de tissus d'éditeurs. Conseils, devis, prises de mesures, réalisations et Poses assurées par nos décorateurs.
- 15% LECTEURS DU FIGARO.
34, Rue de Bassano, 75008 Paris.
01.47.20.78.64.

Pour passer votre annonce contactez-nous du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00 au
01 56 52 8000 FIGannonces

NETTOYAGE ENTRETIEN D'AMEUBLEMENT
Nettoie Rénove Ravive vos Tapis Rideaux Moquettes Stores Tentures Murales, Canapés et Cuirs. Confection Restauration de votre ameublement. Réfection sièges et fauteuils. Excellentes références. Devis Livraison gratuits.
M.T.D Paris 8e
34 Rue de Bassano
01.47.20.78.64.

SURFACE TRANSLUCIDE À IMAGINER
PLAN DE CUISINE, TABLE, COMPTOIR PAROI, CLOISON Texture et Couleur de votre choix.
DESIGN LUXUEUX
en verre et sur mesure adapté à votre intérieur.
Étude et devis gratuits. 34 rue de Bassano 75008 Paris.
01.47.20.78.64.

CRÉEZ VOTRE TAPIS
RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES
Large choix de styles formes matières textures LAINE, SOIE, LIN. Fabrication française et sans intermédiaire.
Étude et Devis gratuits. Manufacture Tapis Design 34 Rue de Bassano, 75008 Paris.
01.47.20 78 84.
www.lightandmoon.com

AVEC GAVO FINI LES CORVÉES D'AMEUBLEMENT !
Spécialiste depuis 1939 du Nettoyage d'ameublement. Décroche et raccroche vos rideaux. Ravive vos tapis, canapés, moquettes, tentures. Devis gratuit. -15 % LECTEURS DU FIGARO
84, rue Michel Ange, 75016 Paris.
01.47.43.11.43.

Cours particuliers

Maths Physique Concours
X-HEC-CENTRALE
30€/h., Paris 5e
06.48.93.03.96.

Vins

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. Consommez avec modération. »

ANTIQUAIRE DE VINS
achète vins anciens, rares et cave complète. LE LIVRE DE CAVE 3 rue Casimir Perier Paris 7e - 06.24.12.18.50.

Antiquités

Suite à mes prestations télévisées sur le marché de l'art, je vous propose
UN RENDEZ VOUS
POUR VOS DEMANDES D'ESTIMATIONS
Spécialisées successions
J'ACHÈTE
Meubles tableaux pendules Objets d'art & curiosités Argenterie Livres anciens Violons & Archets anciens Art d'Afrique & d'Asie Art décoratif XXe siècle Art d'Islam et d'Orient Photos anciennes et d'artistes. Sérieux et discrétion assurés, déplacements Paris et Province
PATRICK MORCOS EXPERT
Affilié à la Chambre Nationale des Experts
06.07.55.42.30.
morcospatrick@orange.fr

AUTOMOBILE

Automobiles achats



CONCESSIONNAIRE ASTON MARTIN À PARIS - LYON BORDEAUX RECHERCHE ASTON MARTIN RÉCENTE À L'ACHAT

GROUPE AUTO PERFORMANCE
01.40.75.20.85.
Monsieur TESSIER

Automobiles de collection

MÉCANIQUES MODERNES & CLASSIQUES

ASTON MARTIN
V12 Vantage, noire, cuir noir, 7.000 km, 2013.
FERRARI 458
spider, rouge, cuir noir alcantara noir, 4.400 km, 2013.
FERRARI CALIFORNIA
rouge, cuir beige, 1ère main, 12.000 km, 2010.
FERRARI F12
Berlinetta, 17.500 km, noire, cuir noir, garantie 7 ans, 2012.
FERRARI 430
Scuderia, gris foncé, 22.000 km, 1ère Main. 2008.
BENTLEY GTC
V 8 Mulliner, 1.350 km, gris ivoire desert brown, beige clair, 2014.

136, Bd Suchet 75016 PARIS
www.mmc-paris.com
01.46.47.29.29.

PORSCHE CARRERA 2
MODELE 993 Superbe, Juillet 95 Bleu tout cuir bleu.TOE 101660km. Tiptronic Entretien et carnet Porsche à jour. Controle tech.OK Expertise Pro 40 000€ Prix vente 37 700€ Paris / Particulier
06 21 27 06 75

Automobiles exceptionnelles



BENTLEY AZURE
1997, bleu nuit, cuir beige, 48.000 km, revisée, état exceptionnel, 73.000 €.
LAMBORGHINI ESPADA
1970 SERIE II Française 49.000 km, certifiés d'origine, 145.000 €.
FERRARI 400 GT
1979, 147 exemplaires fabriqués, BM, carburateurs culasses sans plomb, révisée.
FERRARI 308 GTS
1978, noir, cuir rouge, révisée, clim., magnifique, 45.000 €.

15 AVENUE RAPP 75007 PARIS
vdd@orange
www.royalautomobile
01.44.18.95.00
06.07.51.51.30.

PORSCHE CAYENNE
3.0 V6 diesel, 245 CV, 10/2012, gris meteor métal, int noir, 12.100 km, ttes opts, 1re main. Part. 71.500 € 06.09.41.87.57.

01 56 52 8000 FIGannonces

SMART HERMES
PULSE CABRIOLET Gris Paladium, cuir rouge Hermes, 2009, 15.000 km, ttes opt., 15.000 €. Tél : 06.07.65.27.33.

PORSCHE BOXSTER
2,7 L, 2004, 32.000 km certifiés, bleu marine, cuir noir, radio CD, GPS, Becker. Part. 16.500 € 06.51.35.39.32.

BENTLEY
2008, Continental GT speed Coupé, 6.0 W12, 39.800 km, gris, 610 CH, biturbo, 115.000 € Part. 06.03.84.66.66.

AUDI TT RS
2.5 TFSI, 340 CV, noire, 2010, 51.000 km, ttes opt., excellent état. 34.000 €. Part. 06.88.90.42.59.

Une automobile à vendre ?



Le Figaro mobilise tout son savoir-faire pour vous accompagner dans votre projet. Notre équipe de conseillers est à votre écoute du lundi au vendredi de 9h00 à 19h.

01 56 52 8000 FIGannonces

BIEN VU

Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Boustifaille

« Mon bistrot préféré »

M 6 | 19 h 20 | Lundi

Que dit le Larousse, cet ami fidèle, au mot bistrot ou bistro : « n.m. (orig. obscure). Débit de boisson ; café. » Après « La meilleure boulangerie de France », voici « Mon bistrot préféré », la nouvelle émission de M6. Même principe. Deux experts vont juger chaque jour trois bistrots sur trois critères : dégustation d'un plat à la carte, dégustation de la spécialité du chef et un défi où les candidats doivent préparer le même plat régional. Pour être franc, on n'en peut plus des concours culinaires. La télévision française nous gave jusqu'à la nausée. « Mon bistrot préféré », si notre mémoire est bonne, était une chanson de Renaud. Il y parlait de la merveilleuse Closerie des Lilas où, pendant des années, il usa le fond de ses culottes de titi parisien sur les banquettes en cuir rouge ; où, toujours à la même table, il éclusa des baignoires de Ricard. Mais ne nous égarons pas. Nos deux experts s'appellent Pierre Jancou et David Rathgeber. Jancou est une des célèbres figures de la « bistronomie » française ; David Rathbeger a été formé à l'école Ducasse. En leur compagnie, nous allons arpenter la France, avaler saucisson et boudin, tripes et tête de veau, cassoulet et choucroute.
Nous sommes cette semaine dans le grand Sud-Est. Chez Eric et Dimitri, on se piffre un feuilleté de pigeon au chou lardé, chez Bono et Chun on clape un magret de canard confit aux cinq épices, chez Manu on attaque une brandade de morue. Les deux critiques censés mettre les pieds dans le plat ont un vocabulaire limité, répétitif : *« Voilà un plat gourmand, peut-être manque-t-il un peu d'audace, c'est riche, c'est très beau, très graphique, c'est très intéressant, etc. »*
On nous apprend la recette de la pissaladière. Plus faim. Ras-le-bol. Allez, un bon bouillon de légumes, une infusion et au pieu.

LE BUZZ TV

Invité : Grégory Fitoussi
interviewé par Nicolas Vollaire, aujourd'hui sur :



Les géants du Vaucluse

Du mont Ventoux à Vaison-la-Romaine, « Des Racines et des ailes » explore le cœur de la Provence.



L'abbaye cistercienne de Sénanque a été fondée sur le territoire de Gordes en 1148. ECLECTIC PRODUCTION

BLAISE DE CHABALIER @dechab

Merveilles architecturales et grands espaces naturels se mêlent en harmonie dans le film d'Emmanuel Roblin, *Vaucluse, du Ventoux au Luberon*, diffusé ce mercredi soir sur France 3, dans le cadre du magazine *Des Racines et des ailes*. Vaison-la-Romaine, le mont Ventoux, Roussillon ou encore le plateau d'Albion, autant de sites fascinants présentés au fil d'images aériennes magnifiques. Dans chacun de ces lieux, le téléspectateur part à la rencontre de passionnés, heureux de partager les richesses de leur région.

À Vaison-la-Romaine, Mélanie, guide conférencière, nous entraîne sur le chantier de rénovation de Sainte-Marie-de-l'Assomption. Cette cathédrale, bâtie à flanc de falaise au XVe siècle sur la rive gauche de l'Ouvèze, était fermée au public depuis une vingtaine d'années. Des bénévoles de la région s'activent pour lui rendre son lustre d'antan. Frédéric et son équipe de travailleurs acrobatiques, encordés au-dessus du vide, réparent toitures et murs.

Du rouge foncé au rose pâle

Mélanie, elle, file sur la rive droite de la cité, direction Notre-Dame-de-Nazareth où sont entreposés des objets appartenant à l'église désaffectée de la ville haute. La guide récupère une sculpture de saint Joseph et deux candélabres qu'elle replace à leur emplacement d'origine. On peut regretter que Sainte-Marie-de-l'Assomption devienne un simple centre culturel et ne reste pas un lieu de culte.

france 3 — 20.45 ●●●○

Sur les routes du mont Ventoux, on suit un groupe de cyclistes amateurs qui, en deux heures de rudes efforts, atteindront le sommet de la plus haute montagne isolée de France, à 1912 mètres d'altitude. Le mont Ventoux domine un panorama qui s'étend des contreforts des Alpes-de-Haute-Provence à la Méditerranée, en passant par les monts de Vaucluse.

Dans sa partie haute, les paysages sont lunaires, pierreux, et la météo se déchaîne souvent (froid et vents violents). Quant à la nature sauvage du lieu, on la découvre à travers le regard de Nicolas, un photographe qui immortalise les chamois dès le petit matin.

En survolant les monts de Vaucluse, on aperçoit la majestueuse abbaye cistercienne de Sénanque, un endroit qui aurait mérité qu'on s'y arrête pour y rencontrer les moines qui l'habitent toujours. Dommage. Puis, une fois au pays d'Apt, dans le Luberon, place au village de Roussillon et au massif des Ocres. Dans les carrières exploitées pendant un siècle, à partir de 1840, le regard est séduit par les roches aux teintes allant du rouge foncé au rose pâle. Depuis vingt ans, Mathieu s'est pris de passion pour ces roches calcaires qui doivent leurs couleurs à différents types d'oxydes de fer. Il a créé un circuit de visite des carrières et remis en marche une fabrique d'ocre.

Autre paysage emblématique de la région : le plateau d'Albion. Ancienne zone de lancement de missiles nucléaires démantelée en 1996, cette immense plaine calcaire (500 km^2) est devenue, grâce à son altitude (1100 m) et à son ciel d'une clarté rare, un lieu privilégié pour l'astronomie. Ainsi Solange est-elle à la tête de l'association Sirène, qui gère l'observatoire installé à la place de la base militaire. Le public peut participer à des observations nocturnes extraordinaires.

Grâce à de puissants télescopes, chacun peut admirer Saturne et ses anneaux, Mars si jaune, Venus, presque blanche, ou encore l'énorme Jupiter, avec ses traînées rougeâtres. Les images sont d'une netteté saisissante. Et la voûte céleste est si pure que l'on peut même voir des étoiles situées au-delà de notre système solaire. ■



Le journaliste Michael Portillo présente « 1913 : sur les rails de l'Europe ». DR

L'Europe à un train d'enfer

Un voyage sur le Vieux Continent effectué grâce à un guide de voyage de 1913.

MURIEL FRAT mfrat@lefigaro.fr

La télévision est friande de séries documentaires où l'on découvre du pays à bord d'un train. Après « Des trains pas comme les autres », diffusée sur Antenne 2, puis France 2 et maintenant sur France 5, et « Le monde vu du train » programmé sur la chaine Voyage avant de rejoindre RMC Découverte, voici « 1913 : sur les rails de l'Europe », proposée par la chaine Histoire. L'idée de cette collection britannique composée de cinq épisodes est des plus originales : le journaliste Michael Portillo parcourt le Vieux Continent armé du guide de voyage « Bradshaw ». Publié en 1913, ce manuel permettait aux Anglais de l'ère édouardienne de découvrir les plus belles capitales et les villages les plus pittoresques d'Europe. Le « Bradshaw » indiquait aux voyageurs où se rendre, ce qu'il fallait voir et comment circuler sur les milliers de voies ferrées qui traversent le Vieux Continent en 1913.

Grâce à un exemplaire original, le journaliste ressuscite une époque d'optimisme et de révolutions technologiques, scientifiques et artistiques. Les globe-trotteurs britanniques étaient alors loin de se douter du drame qui allait bientôt déferler sur l'Europe, marquant la fin d'un monde.

histoire — 20.40 ●●●○

La première étape commence à Londres et emprunte la route prisée des touristes britanniques qui visitaient la France, de Paris, la capitale la plus cultivée des villes européennes, à Monte-Carlo en passant par la Côte d'Azur. Le deuxième épisode, mercredi prochain, explorera l'ancien Empire austro-hongrois, fief de la maison royale de Habsbourg-Lorraine, l'une des plus puissantes du monde, de Budapest en Hongrie à Vienne en passant par Bratislava en Slovaquie. ■

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

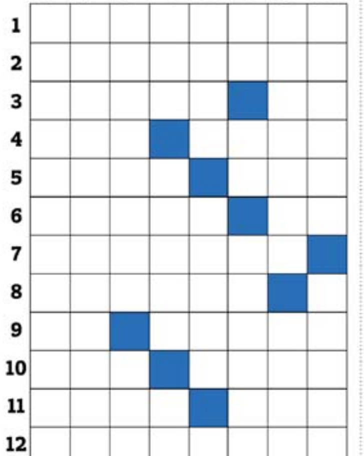
PROBLÈME N° 3443

HORIZONTALEMENT

1. Vieilles boîtes où étaient conservés les pruneaux. - **2.** A l'air pincé. - **3.** Mis de la Sienne. Eau... du robinet. - **4.** Surplus militaire. Vie de famille agitée. - **5.** Pêche ou châtaigne. À Jouy mais y entrer n'est pas une partie de plaisir. - **6.** Utilisés pour la protection rapprochée. Tout juste reçu dans le monde. - **7.** Canard ou concierge. - **8.** Coups de main donnés par un karatéka. - **9.** Évêque de Coutances. Lu avec un certain détachement. - **10.** Partagé par la moitié. Bien refaites. - **11.** Désherbant éradiqué. Vraiment pas cool. - **12.** Bien léché pour finir.

VERTICALEMENT

1. Pionnier américain des enquêtes d'opinion (prénom et nom). - **2.** Tient de la formule magique. - **3.** Pas vraiment un exemple de taupe modèle. Rectifia. - **4.** Esprit qui s'élève. À une place vraiment quelconque. Gardé en souvenir. - **5.** Un tas de Louis. C'est par là qu'on grimpe au cocotier. - **6.** Dans les lettres classiques ou aux Beaux Arts. Marque de plaisir. A soutenu ses Boxers mais leur défaite lui a coûté son titre. - **7.** Particulièrement sensible aux caresses. En Espagne, en Bretagne ou de Bruxelles. - **8.** Sécrète une humeur onctueuse. Râle en agonisant.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 3442

HORIZONTALEMENT **1.** Bridgeur. - **2.** Lépreuse. - **3.** Avouasse. - **4.** Nomes. Ed. - **5.** Clé. Tolu. - **6.** Huerez. - **7.** It. Arosa. - **8.** Sils. Nat. - **9.** Sol. Yéti. - **10.** Encas. Io. - **11.** Unes. ARN. - **12.** Réséqués.

VERTICALEMENT **1.** Blanchisseur. - **2.** Révolutionne. - **3.** Ipomée. Lices. - **4.** Drue. Ras. Ase. - **5.** Géaster. Ys. - **6.** Eus. Ozone. Au. - **7.** Ussel. Satire. - **8.** Rééducations.

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME DE DÉFENSE N° 1758 : Éclaircissement

♠ 9 6
♥ D 10 6 3
♦ R V 8 7
♣ A 9 5

N / O E / S

♠ D V 7
♥ 9 7 5 2
♦ 6
♣ D V 10 8 7

Contrat : Sud joue **3 Sans-Atout**.

La séquence (E.-O. vuln.) :

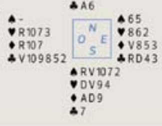
Sud	Ouest	Nord	Est
1SA	passe	2♣	passe
2♦	passe	3SA	

Entame : 5 de ♠ pour votre Valet et le Roi de Sud. Celui-ci poursuit du 5 de ♦ pour le Valet (le 4 en Est) et appelle le 7 de ♦ du mort. Que défaussez-vous ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1757 : Contre toute défense

Contrat : Sud joue **6 Piques**.
Entame : Valet de ♣ pour l'As du mort.

Vous pouvez assurer votre contrat en refusant l'impasse à ♥ au profit d'un jeu d'élimination. Purgez les atouts adverses, coupez un ♣ et poursuivez par ♥ **pour l'As et** ♥. De trois choses l'une :
- Est plonge du Roi. Vos douze levées sont là.
- Ouest fait la levée du Roi. Il doit rejouer ♣ en coupe et défausse ou une couleur rouge dans la fourchette.
- Votre Dame fait la levée. Poursuivez par ♥ coupé, ♠ pour le Valet, ♥ coupé et ♦ en couvrant au plus près la carte d'Est (par exemple le Valet de la Dame). Ouest en main n'a plus de retour.





19.00 Money Drop. 20.00 Journal 20.40 Nos chers voisins. 20.45 C'est Canteloup. Divertissement

20.55
Série. Policière



Les experts

EU. 4 épisodes. Avec Ted Danson, Jorja Fox, Marg Helgenberger. Une femme est retrouvée morte au domicile d'un homme soupçonné du meurtre d'une autre femme, quatorze ans plus tôt.

0.20 Breakout Kings Série. Policière. EU. 2011. Saison 1. (3 épisodes). **2.45** Confessions intimes. Magazine

France 2

18.40 N'oubliez pas les paroles ! Jeu 20.00 Journal 20.40 Parents mode d'emploi. Série

20.45
Film TV. Drame



Pas d'inquiétude

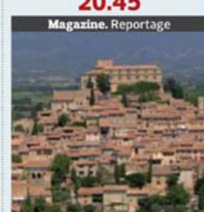
Fra. 2013. Réal. : Thierry Binisti. Inédit. 1h30. Avec Isabelle Carré. Alors que Marc et Claire viennent d'acheter un pavillon, leur fils Rémy tombe gravement malade et doit être hospitalisé.

22.25 La parenthèse inattendue Magazine. **0.40** Grand public. Magazine **1.15** Toute une histoire

France 3

19.00 19/20 20.00 Tout le sport 20.15 Plus belle la vie. Feuilleton. Avec Michel Cordes, Cécilia Hornus

20.45
Magazine. Reportage



Des racines et des ailes

Prés. : Patrick de Carolis. 1h50. Inédit. Passion patrimoine : Vaucluse, du Ventoux au Luberon. À la découverte d'un département riche en merveilles.
22.40 Grand Soir/3

23.40 Les chansons d'abord Divertissement **0.25** Couleurs outremers **0.50** Espace francophone



19.30 Au nom de la vérité. 20.30 Tu veux ou tu veux pas. Série

20.50 Client List
Série. Drame. EU. 2013. Saison 2. 2 épisodes. Inédits. Avec Jennifer Love Hewitt. Comme Riley se bat pour son mariage, Lacey et elle se rendent à l'église.

22.25 Client List. Série **0.10** Obèses : perte de poids extrême

France 5

19.00 C à vous. 20.00 C à vous, la suite. 20.15 Entrée libre. Magazine

20.35 La maison France 5
Magazine. Découverte. Prés. : Stéphane Thebaut. 1h05. Inédit. Au sommaire : «Inspirer : les vases design» - «Choisir : les rangements de cuisine».

21.40 Silence, ça pousse ! Magazine **22.30** C dans l'air. Magazine



19.05 Le Grand Journal (C). 20.05 Le Grand Journal, la suite (C). 20.25 Le petit journal (C). Divertissement

20.45
Film. Comédie dramatique



L'écume des jours

Fra. 2013. Réal. : Michel Gondry. 2h05. Avec Romain Duris, Audrey Tautou. Un jeune homme idéaliste, Colin, rencontre Chloé, une jeune femme semblant être l'incarnation d'un blues de Duke Ellington.

23.00 No Film. Drame. Fra. 2012. Réal. : Pablo Larrain. 1h55. Inédit **0.20** Hostages. Série. (3 épisodes)

arte

19.00 Congo, le fleuve de l'extrême. Série documentaire 19.45 Arte journal 20.05 28 minutes. Magazine

20.50
Film. Drame



Barbara

All. 2012. Réal. : Christian Petzold. Inédit. 1h45. Avec Nina Hoss. Été 1980. Barbara est chirurgien-pédiatre dans un hôpital de Berlin-Est. Elle est mutée par les autorités dans une clinique de province.

22.35 Contrôle d'identité Film. Drame **0.15** Jerichow. Film. Drame **1.45** Amigo, la fin d'un voyage. Film



18.40 100 % mag. Magazine 19.45 Le 19.45 20.05 Scènes de ménages. Série. Avec Audrey Lamy

20.50
Magazine. Vie pratique

Maison à vendre

Prés. : Stéphane Plaza. 1h40. Inédit. Delphine et Baptiste/Catherine et Guy. Stéphane Plaza aide deux couples. Le premier veut s'installer en Vendée, le second n'a plus les moyens de garder son logement.

22.30 Maison à vendre Magazine **0.10** Recherche appartement ou maison. Magazine



18.55 Stargate SG-1. Série. La morsure du serpent - La tête à l'envers

20.50 Strike Back
Série. Guerre. GB. 2012. Saison 3. Johannesburg. (1 et 2/2). Inédits. Avec Philip Winchester, S. Stapleton. Scott et Stonebridge sont sur la piste d'une ogive nucléaire.

22.40 Phénomène Paranormal. Téléréalité **0.35** La maison du bluff



19.05 Swamp People. Série documentaire. (2 épisodes)

20.45 Top Gear
Série documentaire. Science et technique. 0h50. Inédit. L'Espagne en toute simplicité. Nos experts tentent de lutter contre la crise en Espagne.

21.35 Top Gear. Série documentaire **0.10** Top Gear USA



18.45 Sans aucun doute. Magazine Présentation : Julien Courbet

20.45 30 histoires... spectaculaires
Magazine. Société. Prés. : Karine Ferri, Pascal Bataille. 2h20. Inédit. Un tour du monde des histoires les plus spectaculaires.

23.05 Canapé quiz. Jeu **1.05** Les 30 histoires... extraordinaires

W9

19.00 Les marseillais à Rio. 19.50 Les Simpson. Série 20.35 Soda. Série

20.50 Enquêtes criminelles : le magazine des faits divers
Magazine. Société. Prés. : Sidonie Bonnec, Paul Lefèvre. 2h05. Au programme : «Affaire Anne Caudal : unis pour le meilleur et pour le pire».

22.55 Enquêtes criminelles : le magazine des faits divers. Magazine



18.30 Touche pas à mon poste ! 20.20 Le Palmashow 20.30 D8 le JT

20.50 En quête d'actualité
Magazine. Société. Prés. : Guy Lagache. 1h50. Inédit. Produits pas chers, contrebande : les nouvelles filières de Barbès. Enquête dans le quartier de Barbès.

22.40 En quête d'actualité. Magazine. Présentation : Guy Lagache



19.10 Charmed. Série. (2 épisodes). Avec Holly Marie Combs

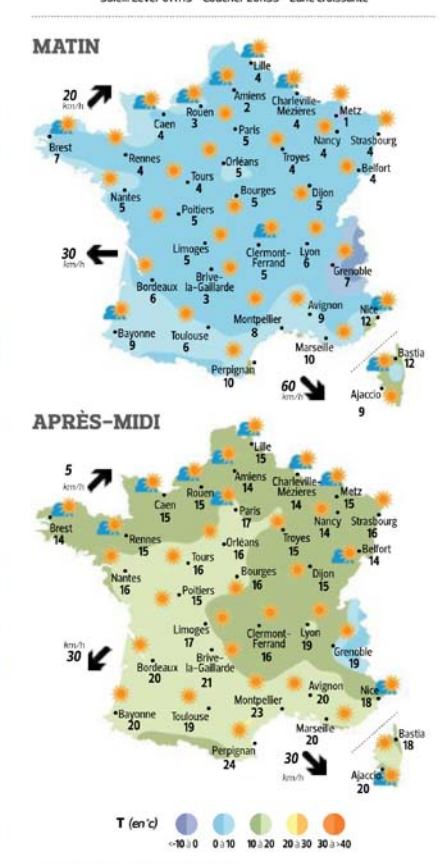
20.50 Desperate Housewives
Série. Comédie dramatique. EU. 2008. Saison 5. 3 épisodes. Avec Teri Hatcher. Brad se sert de plus en plus de Gaby comme alibi pour fréquenter sa maîtresse.

23.10 Desperate Housewives **1.35** La deuxième chance d'Inès. Film TV



Tous les programmes dans TV Magazine et sur tvmag.com

ÉPHÉMÉRIDE St-Gautier
Soleil : Lever 07h13 - Coucher 20h33 - Lune croissante

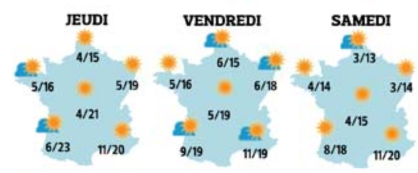






LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	14/18	AMSTERDAM	6/13	ATHÈNES	9/20
BARCELONE	12/16	BELGRADE	7/15	BERLIN	6/11
BERNE	1/14	BRUXELLES	2/15	BUDAPEST	6/15
COPENHAGUE	5/11	DUBLIN	6/15	LISBONNE	15/23
LONDRES	5/16	MADRID	9/24	PRAGUE	4/13
RABAT	17/29	ROME	8/22	TUNIS	12/21





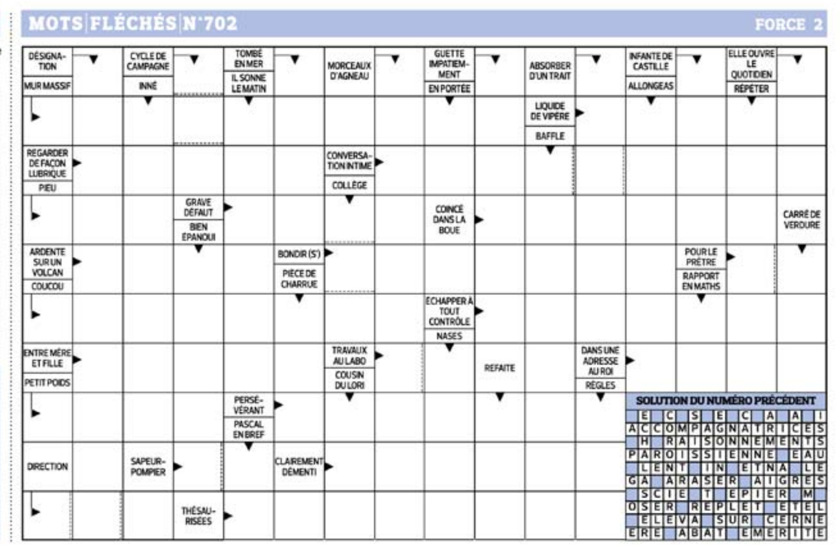
Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 886 MOYEN

	2			9		3		
	7	4			5	1		
6		9						5
9	1				3	2		7
		3	1		2	6		
4		2	7				3	1
2						5		3
		8	2			7	6	
		1		7			8	

SOLUTION DU N° 885

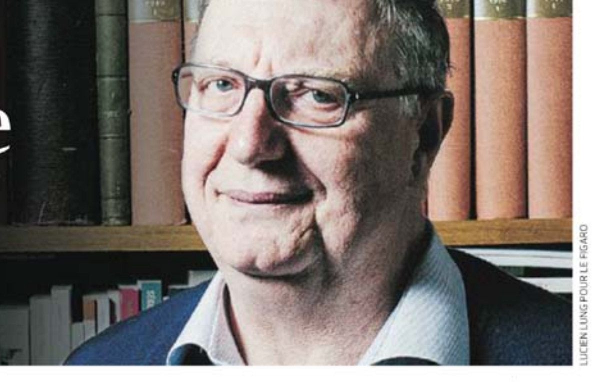
4	3	6	7	8	2	5	1	9
7	5	1	9	6	4	8	3	2
9	8	2	1	3	5	7	4	6
5	6	7	4	9	8	3	2	1
1	4	3	2	5	6	9	8	7
8	2	9	3	1	7	4	6	5
2	1	5	8	4	9	6	7	3
3	9	8	6	7	1	2	5	4
6	7	4	5	2	3	1	9	8





Alberto Toscano, l'Italien médiatique

SUCCÈS Le plus français des journalistes italiens a passé près de trente ans à couvrir l'actualité de l'Hexagone. Mais il a choisi, dans son dernier livre, de se pencher sur les travers et les qualités de ses compatriotes.



LUCIEN LUNG POUR LE FIGARO



Claire Bommelaer
cbommelaer@lefigaro.fr

Il est l'un des *« doyens de la presse italienne »*. À 66 ans, dont près de trente passés à couvrir l'actualité française, Alberto Toscano mérite bien ce titre honorifique - qui figure sur la couverture de son nouveau livre, *Sacrés Italiens !* Depuis des années, on le voit courir les plateaux télévisés, petite voix européenne que les médias français sollicitent pour se donner un peu d'air. Alberto connait son affaire et la déroule avec un accent chantant, qu'il n'a jamais perdu. Pour un peu, on lui donnerait du *Dottore*, professeur en observation de la vie politique française.

Sacrés Italiens ! (Armand Colin) est un mélange de leçons sérieuses sur la chose italienne et de légèreté - le scandale du patrimoine italien mal entretenu, l'emprise de Mafia ou l'art du pot-de-vin côtoient la Vespa ou la légendaire séduction des *ragazzi*. Le bouquin n'est pas toujours à la gloire de son pays, à tel point que Marcelle Padovani, du *Nouvel Observateur*, l'a gentiment accusé *« d'avoir fait sien le regard français »*. Mais Alberto Toscano, qui écrit directement en français, assume ses coups de griffe : *« Ceux qui aiment l'Italie ne peuvent qu'être fâchés avec ce qui s'y passe. »* Et puis, Aurélie Filippetti, petite fille d'Italiens, a qualifié son ouvrage de *« livre délicieux »*. Alors...

À tout prendre, le meilleur de ce journaliste est encore quand il parle de la France. Depuis son arrivée à Paris, en 1986, Alberto Toscano a acquis une connaissance intime de nos habitudes, bonnes ou mauvaises. En 2009, il avait commis un livre sur les Français, plus gentil que ceux de Ted Stanger, le contempteur américain de nos travers. Toscano s'était quand même moqué de notre propension à voir midi à notre porte ou à qualifier l'avenue des Champs-Élysées de *« plus belle avenue du monde »* quand elle est sans doute parmi les plus ingrates.

À la tête d'un club de correspondants étrangers, militant de la cause européenne, il a invité toute la classe politique à déjeuner. Il la trouve, ce sont ses mots, *« plutôt aimable »*. Certes, il n'est pas toujours facile de s'en faire respecter, même quand on représente des titres comme *Oggi* ou *Panomara*. *« Il y a en France une hiérarchie bien précise à laquelle aucun journaliste étranger n'échappe »*, explique-t-il. Dans la tête du ministre français, les Américains sont au-dessus du panier, les Anglais viennent après. Tout en bas dans cette échelle de la valeur médiatique, *« les Africains et les autres »*. Quant aux Italiens, perçus comme des cousins des Français, ils seraient quelque part entre les deux. *« Moi, je n'ai jamais été mal traité »* jure-t-il. Il a même été décoré de l'Ordre national du mérite, preuve s'il en fallait que ses interlocuteurs l'ont adopté.

En trente ans, il s'est infiltré, a fait sa place. Il a même accompagné François Mitterrand à Bonn, quelques jours avant la chute du Mur. Inutile de lui demander *« ses grands coups journalistiques »*. Alberto Toscano n'est pas de ceux qui sortent les cadavres des placards. Les vrais scoops, affirme-t-il, sont des denrées rares : *« En général, c'est un coup de chance ou une enveloppe arrivée le matin même sur le bureau du journaliste »*. Soit.

Bio EXPRESS

1949
Naissance.
1982-1986
Chef du service international de l'hebdomadaire *Rinascita*, puis rédacteur à *L'Unità* (organe officiel du PCI).
1986
Arrive à Paris et collabore à *Italia Oggi*, *L'Indipendente*, *Il Secolo XIX*, *Il Giornale*, *Panorama*, la Rai, France Inter, TV5 et RTL.
2000
Prix Asti de journalisme.
2011
Prix de journalisme de la Maison de l'Europe de Paris et du Parlement européen.

Collectionneur de journaux anciens

D'abord dans la presse de gauche - Alberto émargea au Parti communiste italien dans sa jeunesse - il collabora ensuite dans des titres du groupe Berlusconi. *« J'étais loin, j'étais libre »* jure-t-il. *« C'est un journaliste à l'ancienne, il a gardé sa signature et son positionnement centre gauche quel que soit son employeur »*, témoigne l'une de ses amies, correspondante à Paris du *Messaggero*, le grand quotidien de Rome.

L'année dernière, après six ans de bons et loyaux service passés à commenter l'actualité en direct, il a brutalement été écarté de l'émission *On refait le monde*, sur RTL. À peine un message de la chaîne, lui indiquant qu'on allait le rappeler, sans jamais le faire. Il en a été blessé. Au sein des polémistes, rassemblés pour s'écharper mais pas trop, il occupait justement la fonction de l'ami qui remet les choses au centre après une dispute. Qu'importe. Officiellement à la retraite, il continue d'occuper le terrain sur i-Télé ou ailleurs. Il s'apprête à jouer les commissaires d'exposition pour le compte de l'Institut culturel italien, dans le cadre de la commémoration de la Grande Guerre.

Alberto Toscano collectionne les journaux anciens - dont *Le Figaro* - et a prêté une partie de sa collection qu'il stocke dans son salon. Comme partout en Europe, la presse italienne est désormais en crise. En dix ans, Toscano a vu le nombre de correspondants italiens envoyés en France fondre comme neige au soleil. *La Stampa*, grand quotidien de Milan, a même carrément fermé son bureau parisien, en décembre dernier. Grandeur et misère de l'écrit ! Dans sa jeunesse, il avait pourtant connu autre chose, des pages et pages au lignage serré (très *« plombées »* dit-il joliment) publiées dans *Rinascita*, ou ailleurs. Elles sont presque sans photos ni illustrations et reflètent la presse à l'ancienne, dans laquelle les mots pesaient plus que les images. Toute sa carrière, il restera fidèle aux longs articles *« qui prennent le temps d'expliquer les faits »*. Il peste contre l'info en continu qui réduit tout à des formules, les sites Internet d'infos, Facebook et Twitter. Notre homme ne sait visiblement pas résumer les choses en 140 signes. Il vient tout de même d'ouvrir un site Facebook. Il n'est jamais trop tard pour comprendre le monde. ■







UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

edemontety@lefigaro.fr

Générale [jé-né-ra-l'] adj.

Séance particulière pour le premier ministre

Manuel Valls a prononcé hier à l'Assemblée son discours de politique générale. Au théâtre, le mot désigne la première représentation que la troupe fait devant les amis et la presse. C'est donc à une manière de générale que Manuel Valls s'est prêté hier après-midi. Dans les armées, on dira le baptême du feu. La métaphore militaire lui convient bien d'ailleurs. Ne serait-ce que parce qu'il a des faux airs du petit caporal.

Mais surtout, sa nomination à Matignon a fait de lui le général en chef de la majorité. Ce grade ne dit d'ailleurs pas grand-chose de l'importance véritable d'un premier ministre. Il ne suffit pas de parler en général, il faut aller plus loin : Manuel Valls sera-t-il général de divisions ou général des jésuites ; ce n'est pas la même chose dans un parti compliqué comme le PS. Quant à la politique qu'il a présentée hier, qu'a-t-elle de générale ? Sont-ce les idées qui la sous-tendent ou la mobilisation à laquelle elle appelle ? Au fond un discours de politique comme celui-ci n'a à être ni général, ni générique - ni généreux d'ailleurs. Il doit être générateur : d'enthousiasme. Faute de quoi, en fait de générale, c'est la fatigue seulement qui conservera ce qualificatif. ■

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Les idées controversées du conseiller spécial de Najat Vallaud-Belkacem

La ministre des Droits des femmes, promue également à la Ville, à la Jeunesse et aux Sports *(photo)*, a décidé de nommer Jamel Oubechou comme conseiller spécial. Coauteur d'un rapport en cinq volets très controversé sur l'intégration, remis en décembre à Jean-Marc Ayrault, il suggérait d'*« assumer la dimension arabe-orientale »* de la France. Ce fils de harki, ex-conseiller d'Hubert Védrine lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, préside par ailleurs l'Institut des cultures d'Islam dans le XVIIIe arrondissement, qui accueille en son sein une mosquée.

Marek Halter et les risques du métier

Après l'immense succès de sa trilogie dédiée aux femmes de la Bible, l'écrivain part à la découverte des femmes de l'islam. Le premier volume de cette série, *Khadija*, l'épouse de Mahomet, paraît ce jeudi chez Robert Laffont. Déjà, certains sites en France et en Orient se font menaçants. Un écrivain, juif de surcroît, a-t-il le droit de romancer la vie des *« mères des croyants »*, ces femmes qui sont à l'origine de l'islam ?

Emma Bonino se verrait bien à Bruxelles

L'ancienne ministre italienne pense avoir des atouts pour succéder à Catherine Ashton comme Haut Représentant de l'Union européenne aux Affaires extérieures. Face au Suédois Carl Bildt et au Polonais Radoslaw Sikorski, elle met en avant son expérience internationale comme commissaire européenne aux Affaires humanitaires et comme ministre dans les gouvernements Prodi et Letta.

Bernard Spitz remplace Pierre Gattaz au Quai d'Orsay

Le patron du Medef a demandé à Bernard Spitz, son homme de l'international, de le remplacer, ce mardi, aux Rencontres Quai d'Orsay-Entreprises, autour de la diplomatie économique. À l'heure du rattachement du commerce extérieur au Quai, le président de la Fédération française des sociétés d'assurances a bien l'intention de faire bouger les lignes au Medef.

FIGAROplus
Flottes d'entreprises

■ HARO SUR LE CO_2 DANS LES PARCS PAGES 2 ET 3



TYLER OLSON/FOTOLIA



RENAULT

■ LA VOITURE CONNECTÉE FAIT SES PREMIERS PAS DANS LES ENTREPRISES PAGE 4

AUTOMOBILE

Vers une mobilité à moindre coût

DARIUSZ T. OCZKOWICZ/ARSDIGITAL/FOTOLIA

STRATÉGIE

Les gestionnaires de parcs privilégient des modèles de véhicules mieux équipés, voire connectés, mais moins gourmands en carburant, pour leurs collaborateurs.

La location longue durée fait toujours de la résistance

L'année 2013 a de nouveau été compliquée pour le secteur automobile, avec un sévère repli de 5,6 % des immatriculations de voitures neuves en France. Pourtant le « petit milieu » de la location longue durée et de la gestion de parcs parvient encore à tirer son épingle du jeu. Certes, les mises à la route de nouveaux modèles ont marqué un nouveau coup d'arrêt (- 5,6 % par rapport à 2012, avec un total de 401500 véhicules). Mais le parc total financé en location longue durée reste orienté à la hausse, à plus de 1199180 voitures (+1,2 %). Quant au fleet management, c'est-à-dire la gestion des automobiles pour compte d'autrui sans financement, il marque une nette progression de 8,5 %, à 291299 véhicules. *« 2013 a été une année d'attentisme, notamment sur la première partie de l'année. Mais elle s'est plutôt mieux terminée, avec une remontée des carnets de commandes et une amorce de reprise de l'activité »*, résume Philippe Bismut, CEO d'Arval (groupe BNP Paribas).

Olivier Monot, chez Alphabet France, parle d'*« une belle année »* pour l'entreprise qui a achevé sa fusion avec ING Car Lease et sa migration informatique. La croissance ressort à 12 % (après une hausse de 18 % en 2012), avec un parc à la route de 75002 véhicules. *« Nos équipes ont bien fonctionné et ont été capables de mener de front différents sujets, la croissance du parc et la fusion »*, se félicite-t-il. Les mises à la route ont atteint 20800 véhicules. Stan Deveaux, directeur des ventes grands comptes chez LeasePlan, qualifie d'*« équilibrée »* la croissance du parc en 2013. *« Tous nos segments de marchés, grands comptes, core business et small fleet, ont progressé »*, précise-t-il. Résultat : les immatriculations affichent une hausse de 3 %, tandis que les prises de commandes s'établissent à +10 %. En 2014, le loueur entend au moins suivre le marché, avec une croissance de 3 %.

> Nos équipes ont bien fonctionné et ont été capables de mener de front différents sujets
> OLIVIER MONOT (ALPHABET FRANCE)

Même satisfaction chez ALD Automotive, où Jean-François Chanal annonce une croissance de 2,5 % du parc, à 191728 véhicules. *« Nous avons rempli nos objectifs d'être a minima à la croissance du marché total »*, précise-t-il. Les PME représentent 30 % de ses clients et les petits parcs, 20 %. Pour cette année, le directeur général de la filiale de Société générale table sur une montée en charge des restitutions en fin de contrats (environ 10 % de plus) et espère du même coup davantage de mises à la route.

Chez Arval, malgré une légère baisse du parc total loué de 1,5 % (205613 véhicules) liée à une réorganisation des offres commerciales, Philippe Bismut souligne que *« dans un marché déprimé, le produit location longue durée a bien résisté »*. Le loueur affiche 800 nouveaux clients sur l'année 2013 et des commandes en progression de 2 %, à plus de 58 500 unités.

CHRISTINE LAGOUTTE

MOINS DE MODÈLES D'OCCASION SUR LE MARCHÉ

En 2013, les contrats de LLD ont une nouvelle fois été rallongés par les entreprises. Les restitutions ont ainsi été réduites et le nombre de véhicules d'occasion revendus a baissé de 9,2 %, à 164 922 unités, selon un panel du SNLVLD.

1 199 180 véhicules

C'est le total du parc en location longue durée (LLD) à fin 2013 (soit +1,2 % par rapport à 2 012).


THOMAS GOGNY

Carbox change de nom et devient Ubeeqo. Après cinq années de développement sur le territoire national, Carbox était devenu un nom difficile à protéger et à exporter. (...) Étendre la marque à l'international est aujourd'hui une nécessité. Historiquement, nous sommes (...) un opérateur d'autopartage, mais nous développons aujourd'hui des offres de plus en plus multimodales.

Benoit Chatelier, associé fondateur de Carbox

Le CO_2 dans le collimateur des gestionnaires

MANAGEMENT Les yeux braqués sur les modèles des constructeurs, les entreprises cherchent à limiter leurs émissions pour optimiser leur fiscalité et à réduire leur consommation de carburant.

ÉRIC GIBORY

Le métier de gestionnaire de flottes requiert de multiples compétences. Parallèlement à sa connaissance pointue du marché automobile, il doit déployer des capacités d'analyse sur les services financiers, la fiscalité, les technologies d'information, les assurances... Des qualités de diplomate sont également nécessaires pour aplanir les conflits avec les collaborateurs, car l'automobile reste un élément important de la politique de rémunération. Le métier embrasse donc un large panel de savoir-faire. Cette fonction réclame tellement de professionnalisme que l'Etat lui-même veut créer dans les trois ans un véritable poste de gestionnaire de flotte dans la grille de ses métiers, pour maintenir ses objectifs d'optimisation. Qu'ils appartiennent à l'administration ou au privé, les professionnels ont pour mission de réduire les coûts d'utilisation des véhicules. En 2014, ils sont de plus en plus nombreux à focaliser leur attention sur le taux de CO2 des véhicules. Avec une fiscalité toujours plus sévère et un budget carburant soumis à des évolutions en dents de scie, les gestionnaires de flottes les plus avancés calculent les émissions moyennes de leurs flottes et surveillent à la loupe l'actualité automobile pour sélectionner les véhicules les plus sobres et les plus économiques.

Véhicules verts

Avec l'instauration en 2014 d'une TVS additionnelle assise sur la pollution atmosphérique (oxydes d'azote et particules fines), le gouvernement cherche à entamer le monopole du diesel dans les entreprises. Non seulement les prix à la pompe des deux énergies tendent à se rejoindre, mais les exigences de la nouvelle norme Euro 6 renchérissent le prix des modèles carburant au diesel. Résultat, de nombreux responsables font tourner leurs calculettes et songent à référencer des véhicules essence jusqu'à présents quasi-inexistants dans leurs flottes.

Avec une offre de véhicules électriques et hybrides de plus en plus large, les entreprises s'intéressent à ces technologies et beaucoup passent à l'acte. Au 4e trimestre 2013, les adhérents au Syndicat National des Loueurs de Voitures en Longue Durée (SNLVLD) ont enregistré quelque 4 056 immatriculations de véhicules verts, soit 24 % du marché global de l'électrique et de l'hybride. *« Même si les constructeurs consentent moins de remise sur les véhicules électriques*, observe Jean-François Chanal, directeur général d'ALD Automotive, *leur TCO (coût total de détention) se rapproche désormais de celui des modèles thermiques. »*

Si le choix des véhicules permet d'optimiser les coûts d'une flotte, les gestionnaires sont de plus en plus nombreux à s'intéresser aussi aux comportements des conducteurs. L'éco-conduite permet d'agir sur de nombreux postes de dépenses : carburant, entretien, pneumatiques, sinistralité, assurance, frais de remise en état. Selon l'Observatoire du Véhicule d'Entreprise (OVE), le conducteur est responsable de 25 % des coûts d'utilisation d'un parc automobile. Pas étonnant dans ces conditions que les entreprises mettent le paquet sur la formation. Cette année, le fabricant d'ascenseurs Kone France lancera des programmes ciblés auprès de ses collaborateurs les moins performants. *« Ces actions ont un réel impact sur les coûts liés au comportement individuel »*, explique Patrick Beyer, directeur des achats indirects.

L'autopartage progresse

Autre sujet d'actualité dans les flottes, l'autopartage convainc de plus en plus d'entreprises. Il permet en effet de mutualiser l'usage des véhicules et d'en réduire le nombre. DHL, le spécialiste de la messagerie express, a réalisé un test en 2013 et va déployer dans les prochains mois plusieurs véhicules sur un nouveau site construit dans le nord de Paris. Selon une étude de Frost & Sullivan, le nombre de véhicules partagés dans les entreprises européennes devrait passer de 1 900 en 2013 à 85 000 en 2020. Les gestionnaires de flottes ont bel et bien placé cette technologie sur leur carnet de route et ce mode de gestion alternatif devrait s'imposer progressivement.



Leader européen sur le marché de la télématique, Masternaut a développé de nombreuses applications comme la géolocalisation à distance ou l'analyse des consommations et des comportements de conduite *(en haut à droite)*.

MASTERNAUT

AVIS D'EXPERTS

INTÉGRER L'ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ

FABRICE CHEVILLAT
RESPONSABLE MOBILITÉ CHEZ PARITEL


DR

L'écosystème des véhicules d'entreprises étant en constante évolution, les gestionnaires doivent s'adapter. *« Tous les ans, je choisis de nouveaux véhicules en fonction des évolutions du cadre administratif et notamment de la fiscalité »*, explique Fabrice Chevillat, responsable mobilité de Paritel, un opérateur télécoms spécialisé dans les PME. À la tête de 410 véhicules dont 80 % d'utilitaires, Paritel se concentre sur les taux de CO_2 pour référencer les véhicules les plus sobres sur les plans économique et environnemental. Corrélé aux consommations de carburant, cet indicateur permet de réduire ce budget, le deuxième poste dans le coût total d'utilisation de la flotte de Paritel avec un million de litres par an. Paritel compte aussi réformer 10 à 15 % de ses véhicules financés en location longue durée et adopter la moyenne durée pour ses stagiaires, les périodes d'essais ou les contrats à durée déterminée. Parmi les autres initiatives, les véhicules premium présents dans la flotte vont être remplacés par des modèles de gamme inférieure, tandis que des boitiers de géolocalisation seront déployés au sein de la flotte. Ces différentes actions sont assorties d'objectifs précis : *« La moyenne des émissions de CO_2 de la flotte doit passer de 117 g/km à 100 g/km avant la fin 2014. Parallèlement, nous visions 8 % d'économies sur notre budget global annuel. »* **E. G.**

PRÉSERVER L'ATTRACTIVITÉ DU VÉHICULE

EMMANUELLE MEEHAN
RESPONSABLE FACILITIES & EHS FRANCE CHEZ GILEAD



DR

Chez Gilead, Emmanuelle Meehan, responsable Facilities & EHS France, cumule quatre casquettes : l'immobilier, le facility management, la santé-sécurité et le parc auto. *« J'attends donc de notre unique loueur sur notre parc de 130 véhicules, GE Capital Fleet Services, qu'il soit le véritable expert. Il faut que ses gestionnaires connaissent notre parc mieux que nous-mêmes car ce sont eux les spécialistes »*, affirme-t-elle. Conseil, écoute, réactivité et anticipation sont donc les qualités clés pour optimiser la gestion de leur flotte. Les collaborateurs du laboratoire sont en relation directe avec les équipes de GE Capital pour la vie quotidienne des contrats. *« La prise en charge doit se faire de A à Z »*, précise-t-elle. L'objectif n° 1 n'est pas de réduire les coûts à tout prix. Chez Gilead, la voiture reste à la fois un outil de travail et un élément de la rémunération. Le parc se répartit entre véhicules dits de fonction pour les délégués hospitaliers et véhicules de statut en fonction du niveau hiérarchique. Une liste de véhicules est proposée pour chaque type de collaborateur, référençant Citroën, Audi, VW, Mercedes ou encore BMW. *« Nous veillons à nous montrer particulièrement vigilants sur le niveau d'émission de CO_2. Nous avons interdit certains modèles et ramené notre seuil moyen d'émissions de 140 g à 110 g de CO_2/km. Mais en faisant bien attention de préserver l'attractivité du véhicule pour les collaborateurs »*, insiste-t-elle. **Ch. L.**

COMPRENDRE LES COMPOSANTES DU LOYER

ISABELLE CONTET
RESPONSABLE DU PARC AUTOMOBILE DE BERNER


DR

Spécialiste de la distribution d'outillage, de produits de fixation et de fournitures industrielles pour les professionnels du bâtiment, le groupe Berner a trois prestataires (LeasePlan, ALD et GE Capital Fleet Services) pour la gestion de ses 1100 véhicules. *« Nous avons opté pour une gamme large de modèles proposés à nos collaborateurs, puisqu'il y a entre 20 et 25 propositions de modèles »*, précise Isabelle Contet, en charge de la gestion du parc. Les règles d'attribution sont en effet larges, avec pas moins de huit niveaux hiérarchiques différents. D'où l'importance extrême des cotations justes, pour coller aux besoins de la société, filiale d'un groupe allemand. *« Nous ne pouvons nous contenter de cotations approximatives. Les loueurs devraient être force de proposition, connaître nos priorités sur le bout des doigts et anticiper nos attentes »*, explique-t-elle. Autre attente de sa part, des conseils sur les composantes du loyer et des prestations. *« Je ne regarde pas seulement la cotation en bas de page, mais les différentes composantes du prix. Et là encore, je suis en demande et en recherche d'explications et d'accompagnement de la part des loueurs. »* Parmi les autres sujets en cours, Isabelle Contet évoque l'information des conducteurs via des applications sur smartphones, la sécurité routière et l'introduction éventuelle de véhicules électriques ou hybrides au sein du parc. **Ch. L.**

RÉDUIRE LA FLOTTE AVEC L'AUTOPARTAGE

BENOÎT GOFFAUX
DIRECTEUR DES ACHATS CHEZ ALMA CONSULTING


DR

Ces trois dernières années, le budget automobile d'Alma Consulting a enregistré des baisses à deux chiffres. Pour 2014, le cabinet conseil vise 5 % d'économies supplémentaires. *« Cet objectif m'oblige à mener un travail de veille intensive sur l'actualité automobile*, explique Benoît Goffaux, directeur des achats. *Pour référencer les véhicules plus compétitifs, je dois étudier à la loupe les nouveaux modèles. »* Il s'appuie sur l'évolution de sa car policy en référençant des modèles de catégorie inférieure. Grâce à des moteurs moins puissants, Alma Consulting émet moins de CO_2, consomme moins de carburant et diminue le nombre d'accidents. *« Les collaborateurs comprennent que les moteurs puissants permettent d'éprouver du plaisir sur circuit, mais sont sources de danger sur les routes. »* Prochaine étape, référencer des modèles essence quand la fiscalité aura évolué et des modèles hybrides en plus grand nombre lorsque les prix auront baissé. Autre source d'économies, Alma Consulting a réduit le périmètre de sa flotte de véhicules utilitaires en mutualisant ses ressources via l'autopartage. Le nombre d'utilitaires est passé de 100 à 25 unités. *« L'autopartage est une source d'économie importante*, constate Benoît Goffaux. *Il offre un service supplémentaire à nos collaborateurs qui peuvent réserver des véhicules pour leurs utilisations personnelles le soir et les week-ends. »* **E. G.**

EN BREF

2000 VOITURES
C'est le parc automobile mis à la route en location longue durée au 31 décembre 2013, dans le cadre du partenariat conclu entre Volvo Fleet Services et ALD Automotive. Cette alliance concerne en France 51 distributeurs et 122 points de vente.

25 ANS
C'est l'âge d'Arval, la filiale LLD de BNP Paribas, qui revendiquait fin 2013 une implantation dans 25 pays. En 2013, le loueur, dont la flotte s'est établie dans le monde à 685 302 véhicules, a notamment pris pied en Chine, via un partenariat avec Bank of Nanjing.

TOP 10
Renault Clio est en tête des véhicules les plus loués dans les flottes, suivie de Peugeot 208 et de Citroën C3. Viennent ensuite le C4 Picasso, Renault Kangoo, Renault Scénic GD, Renault Mégane, Renault Twingo, Volkswagen Golf et Renault Master.

4056 VÉHICULES VERTS
C'est le nombre de mises à la route en location longue durée effectuées au quatrième trimestre 2013. Ce qui représente 4 % des immatriculations totales réalisées sur cette période. Sur ce total, un quart sont des modèles électriques.

+6 %
C'est le taux de croissance attendu en 2014 par ALD Automotive International. Selon Mike Masterson, son directeur général, cette progression viendra notamment du fort potentiel des Bric. Au total, le parc à la route du loueur atteignait fin 2013, 1 008 840 véhicules.

Des parcs auto qui se «verdissent»

BAROMÈTRE Gac Technology dénombre plus de véhicules électriques en circulation et des émissions de CO_2 en baisse.

Comment évoluent les grands indicateurs de gestion des parcs automobiles. Une nouvelle fois, *Le Figaro* a interrogé l'éditeur de logiciels Gac Technology, qui suit quelque 35 000 véhicules, chez des clients de tailles très diverses. Voici ce qu'il faut retenir des pratiques des gestionnaires :

LE VÉHICULE ÉLECTRIQUE prend lentement mais sûrement ses marques. Selon Gac Technology, la part du véhicule 100 % électrique par rapport au nombre total de voitures en parc a progressé de 149 % en 2012 et surtout 194 % en 2013, par rapport à 2011. Le mouvement est avant tout perceptible dans les grandes structures. Il reste que la part de l'électrique dans les parcs automobiles n'excède pas 2 véhicules pour 1000. Il existe donc de grandes marges de progression pour ce véhicule vert.

LES ENTREPRISES ONT MOINS RECOURS À L'ALLONGEMENT DES CONTRATS. C'était un outil contre la crise. Mais aujourd'hui la prolongation des contrats pour éviter de renouveler les modèles tend à se réduire. En 2012, selon le baromètre Gac Technology, le nombre de contrats prolongés était en hausse de 132 % par rapport à 2011. En 2013, toujours par rapport à 2011, la progression n'était plus que de 61 %.

DES PARCS TOUJOURS PLUS «VERTS». La moyenne des émissions de CO_2 des parcs suivis par Gac Technology se situe à 114 g/km en 2013. «*La classe CO_2 moyenne des parcs a diminué de 5 % en 2012, et 14 % en 2013, par rapport à 2011*», précise l'éditeur de logiciels.

LE DIESEL STAGNE. «*Les entreprises ne sont pas incitées fiscalement à diminuer le nombre de leurs véhicules roulant au diesel dans leurs flottes*», constate le baromètre. Résultat : la part des moteurs diesel au sein des flottes reste constante, avec une progression de 3 % en 2012 et en 2013 par rapport à 2011.

CH. L.

OPTIMISER LES COÛTS D'UTILISATION

MARIE ROUVIÈRE
RESPONSABLE DU PARC AUTO CHEZ COMPASS GROUP FRANCE


DR

À la tête des services généraux et responsable du parc automobile chez Compass Group France, leader mondial de la restauration collective, Marie Rouvière a plusieurs dossiers prioritaires sur le feu, avec son loueur GE Capital Fleet Services. En tête, la baisse des émissions de CO_2. «*Il y a cinq ans nous étions à quasiment 140 g de moyenne par véhicule et actuellement nous totalisons une moyenne de 115 g. Nous avons bon espoir de faire encore mieux et d'arriver à 100 g d'ici à dix-huit mois*», ajoute-t-elle, en soulignant que cette stratégie a permis de réduire de 3 % la consommation de carburant. Fidèle à la marque Peugeot, le groupe a également privilégié des modèles de la Gamme Business du constructeur. Tout en introduisant de nouvelles marques, si leurs TCO (coûts d'utilisation) sont plus favorables. C'est ainsi que tous les TCO des nouveaux véhicules mis sur le marché par le groupe PSA et qui entrent dans la car policy définie par le groupe sont passés au peigne fin. «*Nous les intégrons à notre car policy dès que les TCO sont meilleurs que ceux des modèles en parc.*» Une réunion mensuelle a lieu pour déclencher les renouvellements. C'est ainsi que, depuis quelques mois, les premières DS5 hybrides de Citroën ont fait leur entrée chez Compass et que désormais, à tous les niveaux de la car policy, un modèle Peugeot et un modèle Citroën sont systématiquement proposés. **Ch. L.**

JOUER LA CARTE DE L'ÉLECTRIQUE

JEAN-PHILIPPE BERGER
RESPONSABLE DU PARC AUTO DU GROUPE YVES ROCHER


DR

Avec 120 véhicules statutaires et de service loués chez Arval et ALD, la société Yves Rocher joue la carte de l'électrique. «*Aujourd'hui arrivent sur le marché de nouveaux modèles électriques de catégories Premium comme la BMW I3 ou l'Audi e-tron. Nous souhaitons savoir si ces modèles correspondent en prix et en usage à nos attentes. Et s'ils pourraient, à terme, être utilisés en pool*», explique Jean-Philippe Berger, responsable des services généraux et de la gestion du parc auto du groupe de cosmétiques. D'ici à la fin de l'année, un millier de collaborateurs vont emménager dans de nouveaux locaux à Issy-les-Moulineaux, où une vingtaine de bornes électriques seront disponibles. De quoi accueillir davantage de véhicules propres. Selon Jean-Philippe Berger, il y aurait ainsi un moyen de mieux mutualiser les kilomètres entre véhicules statutaires et électriques, sur la semaine, le soir et le week-end. Aujourd'hui, l'électrique représente une dizaine de modèles (notamment des Kangoo E), auxquels s'ajoutent une dizaine d'hybrides. Le groupe de cosmétiques veille aussi à un renouvellement régulier des modèles dans le souci d'optimiser les émissions de CO_2. Il revoit sa *car policy* une fois par an et les résultats sont au rendez-vous, avec une émission moyenne de 119 g de CO_2/km. **Ch.L.**

L'automobile 2.0 au cœur des réseaux

PRODUITS Les nouvelles technologies de la communication sont en passe de bouleverser la mobilité des conducteurs.

ÉRIC GIBORY

Les innovations dévoilées ces derniers mois par les constructeurs laissent penser que l'automobile va devenir à brève échéance un véritable smartphone sur quatre roues. Lors du dernier Consumer Electronics Show de Las Vegas, salon de référence pour les nouvelles technologies, ils étaient venus en nombre. Particulièrement remarquée, leur présence annonce une offensive éclair sur le front de la voiture connectée. Tablette tactile embarquée, informations du smartphone intégrées à l'écran du tableau de bord, Bluetooth, Wi-Fi, 4G, communication avec les infrastructures routières : le futur de l'automobile s'écrit sous le signe de la connectivité. En France, le gouvernement vient de lancer une expérimentation à grande échelle dans le cadre d'un appel à projet européen baptisé SCOOP@F. Plus de 3 000 véhicules communicants vont rouler sur 2 000 km de routes connectées. Zones sélectionnées : les voies rapides d'Ile-de-France, la Bretagne, l'autoroute Paris-Strasbourg, la rocade bordelaise et certaines départementales de l'Isère. Les bornes installées sur les routes et les autoroutes communiquent avec les tablettes connectées des véhicules, via les réseaux de téléphonie mobile. Les voitures envoient leur position et signalent les obstacles rencontrés en temps réel. Les bornes routières informent le conducteur sur les limitations de vitesse, les temps de parcours, les chantiers en cours ou encore les accidents. La révolution est en marche.

> Prochaine étape, la voiture sans conducteur. Chercheur reconnu sur le sujet, le français Michel Parent voit son rêve devenir réalité: « Toutes les briques technologiques existent déjà. Seuls les coûts doivent encore baisser pour qu'elles se démocratisent. »

BMW, Buick, Cadillac, Chevrolet, Ford, Hyundai, Jaguar, Mini, Rolls-Royce et Toyota proposent d'ores et déjà des services connectés et les constructeurs français ne sont pas en reste. À travers sa tablette connectée R-Link, Renault commercialise l'offre la plus large avec des dizaines d'applications. De son côté, Peugeot a développé Peugeot Connect Apps, riche d'une vingtaine d'applications accessibles via une clef USB. Les principales fonctionnalités tournent autour du trafic routier, de la météo, de la téléphonie et du divertissement, alors que les fonctionnalités professionnelles se font encore rares. À travers BMW Connected Drive, le constructeur bavarois intègre un service de conciergerie pour les dirigeants. En appuyant sur un bouton, le conducteur entre en communication vocale avec un opérateur pour obtenir une adresse d'hôtel ou de restaurant renvoyée ensuite sur son système de navigation.

Pour les gestionnaires de flottes, la voiture connectée permet d'obtenir des informations techniques et de recevoir des alertes afin d'anticiper l'entretien ou les pannes.

Prochaine étape : la voiture sans conducteur. Chercheur reconnu sur le sujet, le Français Michel Parent voit son rêve devenir réalité. *« Toutes les briques technologiques existent déjà*, observe-t-il. *Seuls les coûts doivent encore baisser pour qu'elles se démocratisent. »* À l'appui de cette affirmation, il évoque le Lidar, ce radar laser à 360° utilisé par Google pour sa voiture sans conducteur. Son prix : 55 000 euros. À ce tarif, le conducteur lambda n'est pas prêt de lâcher son volant !


JUAN SILVA/GETTY IMAGES

Obéir à la voix

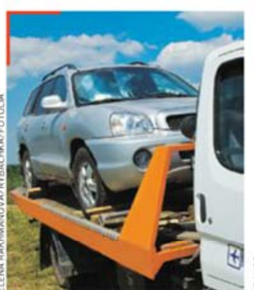
Sur 100 voitures vendues en 2018, 35 devraient être équipées de technologie mobile intégrée. Selon Frédéric Lassara, responsable de la division smart car chez PSA, *« 80 % des clients de Peugeot et Citroën souhaitent disposer d'applications mobiles »*. Dans l'avenir, la biométrie vocale, qui identifier une personne par la voix, pourrait prendre une place importante. À terme, l'automobile serait donc susceptible de reconnaître le conducteur, de se brancher sur sa radio préférée ou de régler la température de l'habitacle selon ses habitudes. Une automobile connectée qui obéirait à la voix de son maître.



EUROFEU

Optimiser les trajets

Avec les boîtiers communicants, on peut collecter les informations et les transmettre via les réseaux de la téléphonie mobile. Eurofeu, spécialiste de la protection incendie, a été l'un des premiers clients d'Orange Business Services. Pour obtenir un historique précis des trajets de ses 700 camionnettes, la numérisation des coordonnées géographiques de ses clients a été réalisée. Les trajets ont ainsi diminué de 10 % et les utilisations personnelles ont disparu. *« J'économise de 8 à 10 % sur le coût d'utilisation kilométrique, qui s'élève à 7 centimes »*, se félicite Alain Motz, secrétaire général.


ELENA RAKHMANOVA/RYBACHKA/FOTOLIA

Appel d'urgence

Comme l'Arlésienne d'Alphonse Daudet, l'eCall européen fait parler de lui mais reste invisible. En cas d'accident, le système permettrait à tous les véhicules d'envoyer un appel d'urgence géolocalisé aux services de secours. Le 26 février dernier, les parlementaires européens ont voté le projet législatif qui oblige les constructeurs à équiper leurs voitures et utilitaires légers neufs avant octobre 2015. Si le dispositif coûte environ 100 euros par véhicule, les députés européens précisent que, en tant que service public utilisant le 112, l'eCall devrait être gratuit pour tous les utilisateurs.


ORANGE

Gérer à distance

Après la création d'un département dédié, PSA multiplie les offres de services connectés. Il vient de s'associer à Orange Business Services pour proposer une offre de gestion de flottes à distance sous le nom de Peugeot Connected Fleet Management. Connecté au Can BUS et non au port OBD, le système est intégré au tableau de bord et collecte des informations fiables et précises. Selon la formule retenue, l'entreprise obtient les consommations, les kilométrages, les alertes mécaniques, les comportements de conduite et la localisation du véhicule en temps réel ou en différé et reçoit des alertes par mails et SMS.


BMW GROUP

275 milliards

Selon le cabinet Roland Berger, les véhicules communicants représentaient 17 % des ventes en 2013. Ce pourcentage devrait passer à 35 % en 2015, 67 % en 2018 et 90 % en 2025. Le chiffre d'affaires généré par les voitures connectées devrait croître de 19 % par an d'ici à 2025 pour atteindre 275 milliards d'euros. L'étude s'attend à une compétition particulièrement acharnée entre les constructeurs, les équipementiers automobiles, les loueurs de longue durée, les assureurs, les fournisseurs d'applications et les géants de l'informatique sur ce marché.

QUESTIONS À...

Philippe Brendel PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU VÉHICULE D'ENTREPRISE (OVE)

« La propriété des données est un enjeu primordial »

LE FIGARO. – En quoi la voiture connectée peut-elle aider les entreprises à optimiser leur flotte ?

Philippe BRENDEL. – Le rêve de tout gestionnaire de flottes est d'obtenir des informations en temps réel sur l'activité de ses véhicules. Donnée essentielle à la gestion d'un véhicule, le kilométrage exact est difficile à obtenir par d'autres moyens. De plus, avec les informations techniques obtenues, il peut anticiper les pannes et agir en conséquence.

Les boîtiers installés par des prestataires spécialisés dans la géolocalisation n'apportent-ils pas ces services depuis des années ?

Les solutions d'optimisation de tournées sont rentrées dans les mœurs. L'investissement d'une quarantaine d'euros par mois et par véhicule est rentabilisé rapidement. Mais pour obtenir les kilométrages et les informations techniques des véhicules de fonction, ce modèle économique ne répond pas à la demande. Les gestionnaires de flottes ne sont même pas prêts à payer 15 ou 10 euros pour des informations qu'ils peuvent obtenir gratuitement avec la carte de carburant ou lors des passages en atelier.


Philippe Brendel, président de l'OVE.

Dans ce contexte, qu'apporte la voiture connectée ?

Depuis deux ans, les constructeurs commencent à proposer des tablettes connectées qui, au-delà d'informations utiles comme la météo ou le trafic, ouvrent l'accès aux informations techniques du véhicule. À moindre coût, ils vont pouvoir mettre en place des procédures de gestion préventive.

Les flottes rassemblent des véhicules de différentes marques automobiles. L'absence de standard ne constitue-t-il pas un obstacle au développement de ces solutions ?

La bataille entre les constructeurs, les loueurs de longue durée et les entreprises va se concentrer sur la propriété et la commercialisation des informations obtenues. Parallèlement, les smartphones vont venir remplacer les tablettes embarquées comme le préfigure la solution CarPlay d'Apple présentée au dernier Salon de Genève. À l'avenir, les informations techniques du véhicule transiteront-elles par ce canal ? L'enjeu principal repose sur l'aboutissement des négociations commerciales autour de l'accès aux données.

PROPOS RECUEILLIS PAR E. G.

Le marché des flottes repart à la hausse grâce au segment premium

GAMMES Les ventes de voitures aux entreprises gardent le cap, tandis que les particuliers boudent toujours l'automobile depuis plusieurs années maintenant.

JEAN-PIERRE LAGARDE

Chaque année désormais, la publication des résultats des ventes de voitures marque un peu plus une évolution profonde du marché, avec la baisse des ventes aux particuliers et la bonne santé des achats de véhicules réalisés par les sociétés. 2013 n'a pas dérogé à cette règle. Ainsi, pendant que les achats de voitures par les s'effondraient à - 5,7 %, ceux effectués par les flottes d'entreprises se sont stabilisés à - 0,6 %. Toutefois, 2013 ne restera pas dans la mémoire des constructeurs comme un grand millésime. Pour 2014, ils anticipent une stabilisation du marché entreprises, à la faveur des résultats plus encourageants des premiers mois. Mais si l'intérêt de ce segment de ventes lié au B to B ne fait plus aucun doute auprès de l'ensemble des constructeurs automobiles, en revanche la répartition des ventes selon les marques est toujours riche d'enseignements.

> Pour la seule Toyota Auris, explique le constructeur, 80 % des ventes ont porté sur des variantes hybrides. Et, au total, les ventes de cette catégorie tendent à rattraper celles de modèles diesel.

En 2013, le grand gagnant sur ce marché des flottes d'entreprises a été le japonais Toyota, qui a enregistré une progression de 53 %. Seuls Mercedes (+ 10 %), Nissan (+ 2,7 %) et Renault, le leader incontesté des ventes aux entreprises en France (+ 5,5 %), ont maintenu leurs positions. Mais au-delà, ce sont les marques premium qui confortent leur place au sein des entreprises. Au classement des ventes aux flottes l'an passé, derrière les trois marques françaises qui défendent leur pré carré, c'est un tir groupé qui a été opéré par le premium allemand avec dans l'ordre VW, Audi, BMW et Mercedes.

Exit donc les grandes marques généralistes telles Ford, Opel ou encore Fiat, reléguées plus bas dans ce palmarès. De multiples raisons peuvent être avancées pour expliquer cette évolution mais une en particulier ressort : l'impact de la politique fiscale portant sur les véhicules d'entreprise. Ce qui caractérise en effet le tir groupé des marques allemandes tient dans l'effort que ces constructeurs ont réalisé depuis plusieurs années pour proposer des voitures haut de gamme, performantes, peu gourmandes en carburant et offrant des émissions de CO_2 réduites.

Un cercle vertueux que suit à sa manière la marque Toyota avec sa gamme de véhicules hybrides, qui en 2013 a représenté 22 500 véhicules vendus aux entreprises, dont 45 % en version hybride. *« Pour la seule Toyota Auris,* explique ce constructeur, *80 % des ventes ont porté sur des variantes hybrides. Et au total, les ventes d'hybrides tendent à rattraper celles de modèles diesel. »*

En attendant, les marques allemandes poursuivent leur croissance auprès des flottes. Mercedes a immatriculé 40 % de ses ventes auprès des entreprises et accélère encore avec 20 % de progression sur les premiers mois de 2014. Même orientation chez Audi où une croissance de 9 % est enregistrée sur un marché des ventes premium en progression de 9,5 % contre + 7,5 % pour l'ensemble des ventes aux flottes au cours des deux premiers mois de l'année.



WWW.DANIELKRAUS.DE / BMW

▲ Série 2 Active Tourer

LE MONOSPACE DE BMW

La révolution chez BMW ? Cela y ressemble. La marque de Munich, qui multiplie actuellement les silhouettes sur sa gamme de modèles, va en effet commercialiser à partir de septembre prochain sa nouvelle Série 2 Active Tourer. Il s'agit là non seulement d'un monospace compact premium, mais en plus d'un modèle à traction. Soit autant de caractéristiques qui vont à l'inverse des traditions de la marque BMW, réputée pour ses berlines sportives à propulsion. Mais entre-temps le succès de la Mercedes Classe B semble avoir décidé BMW à franchir le pas. En France, au pays du monospace compact, les marques françaises devraient y voir une attaque directe de leur pré carré. En attendant, l'Active Tourer va être proposé à partir de 29 000 euros, équipé d'un moteur diesel 2 litres de 150 ch. Il séduira les flottes par sa consommation de 4,1 litres aux 100 kilomètres et ses émissions de CO_2 de 109 g/km. Dans le même temps, BMW garantit que ce véhicule dispose bien des « gènes d'une BMW ». Départ arrêté, cette motorisation propulse la BMW 218d Active Tourer en 8,9 secondes à 100 km/h, pour une vitesse de pointe de 205 km/h. À noter que la BMW Série 2 Active Tourer inaugure aussi « l'affichage tête haute » dans le segment des compactes premium. Ce dispositif projette toutes les informations de conduite importantes dans le champ de vision du conducteur et fait pour cela appel à toute la gamme des couleurs. **J.-P. L.**

▼ Jaguar XE

LE PREMIUM DESCEND EN GAMME

Dévoilée à Genève mais présentée officiellement en septembre prochain au prochain Mondial de l'automobile à Paris, la nouvelle Jaguar XE concrétise le retour de la marque sur le segment des berlines routières premium. Cette fois, Jaguar revient avec une véritable berline sportive dotée de tous les atouts pour se faire une place au soleil parmi ses cousines germaines que sont les Audi A4, les Mercedes Classe C et autres BMW Série 3.

Les prix de la XE ne sont pas encore dévoilés, mais la marque au félin annonce que ses nouvelles motorisations « Ingenium » produites dans sa nouvelle usine d'assemblage au Royaume-Uni permettront à Jaguar d'offrir une gamme de véhicules capables d'atteindre les 300 km/h ou d'émettre moins de 100 g/km de CO_2. Un record sur ce segment. *« Cette berline premium conservera un caractère sportif, lequel est l'ADN de la marque, mais elle offrira un TCO* (coût total d'utilisation) *optimisé »*, explique Boris Virfeu, directeur des ventes corporate de Jaguar Land Rover.

Jaguar fonde naturellement de grandes ambitions sur l'arrivée de la nouvelle XE pour élargir sa cible de clientèle vers le « middle management » des entreprises. Jusqu'ici, c'est avec la berline XF Sportbrake 163 ch qui affiche 129 g/km de CO_2 que la marque a séduit les dirigeants d'entreprise. Ces deux dernières années, vingt-cinq nouveaux clients grands comptes (IBM, Oracle, Total, Altran, American Express et Oxya...) ont introduit en moyenne trois Jaguar dans leur parc. Le premium se porte bien. **J.-P. L.**

MITSUBISHI LANCE UNE OFFRE DE FINANCEMENT

Pour compenser la clientèle défaillante des ménages, les constructeurs misent toujours plus sur le segment des professionnels. Dernière marque en date à s'installer sur ce marché, Mitsubishi, qui a lancé une offre de location longue durée sur l'ensemble de sa gamme. Dénommé M-Lease et développé en partenariat avec ALD Automotive (groupe Société générale), ce produit de financement est commercialisé par les 120 distributeurs Mitsubishi. Le constructeur vise environ un millier d'immatriculations cette année.

Directeur de la publication : Marc FEUILLÉE
Directeur des rédactions : Alexis BRÉZET
Directeur délégué des rédactions : Jean-Michel SALVATOR
Directeur adjoint de la rédaction : Gaëtan DE CAPÈLE
Coordination : Christine LAGOUTTE
Édition : Anne-Sophie PELLERIN
Rédaction : 14, bd Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00.
Publicité : FigaroMedias, 9, rue Pillet-Will, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 21 52.



JAGUAR



JEAN-BRICE LEMAL/PEUGEOT



Peugeot 308

LA VOITURE DE L'ANNÉE

Auréolée de son titre de « voiture de l'année 2014 », acquis devant la BMW i3, la Peugeot 308 est le quatrième modèle de la marque au lion distingué par ce prix : elle succède en effet à la 307 (2002), à la 405 (1988) et à la 504 (1969). L'année dernière, c'est la Volkswagen Golf qui était couronnée.

La Peugeot 308 n'entend pourtant pas se reposer sur ses lauriers. Pour les parcs des entreprises, cette berline est disponible dans une version Business Pack 1.6 l e-HDi 115 ch, dont le taux de CO_2 atteint 95 g/km. Avec son design épuré, son cockpit innovant et ses qualités routières, la Peugeot 308 est pétrie de qualités et bénéficie d'équipements tels que l'aide au stationnement arrière, le pack visibilité, des feux avant et arrière à LED, un régulateur limiteur de vitesse programmable, la navigation incorporée à l'écran tactile multifonction.

Surtout, la Peugeot 308 n'a pas tiré toutes ses cartouches puisque ce modèle va être proposé dans quelques semaines dans une version encore plus compétitive puisqu'elle ne rejettera que 82 g/km de CO_2. Soit la meilleure offre dans cette catégorie reine des modèles proposés aux flottes.

Avec sa consommation de seulement 3,1 l/100 km, cette version BlueHDi 82 g va en effet procurer aux entreprises un bonus de 150 euros, 78 euros d'économie de TVS (taxe sur les véhicules d'entreprises), 700 euros d'économie de carburant sur trois ans et 25 euros d'économie mensuelle en termes de TCO (coût total d'utilisation), annonce la marque. Face à une VW Golf, à version équivalente et en intégrant les équipements, la Peugeot 308 présente un avantage de 7 % sur le loyer mensuel de location, indique même le constructeur.
Pour Peugeot, enfin, cette catégorie de modèle est stratégique en volume, car elle représente 44 % des ventes aux entreprises et la Peugeot 308 s'y adjuge 38 % de part de marché.

J.-P. L.

Audi A3 e-Tron

UNE HYBRIDE RECHARGEABLE

Commercialisée dans les prochaines semaines, l'Audi A3 e-Tron hybride illustre le lancement de la dynamique de la marque allemande en matière de véhicules propres : 204 ch, la même robe classique qu'une Audi A3 Sportback, mais au bout du compte, ce modèle hybride ne consomme que 1,5 l/100 km !

Sur le plan technique en effet, cette Audi A3 hybride est équipée d'un moteur essence 1.4 TFSI de 140 ch, couplé à un moteur électrique de 60 kW. À l'usage, elle se conduit donc comme une voiture à moteur thermique, mais n'émet au démarrage ni bruit, ni émission de CO_2. En fait, l'Audi A3 e-Tron hybride ne fonctionne qu'en mode électrique. Le moteur essence n'intervient qu'au-delà de 130 km/h.

Le prix de ce véhicule se situe à 35 000 euros (bonus de 4 000 euros déduit) mais l'A3 e-Tron hybride est cependant exemptée de TVS (taxe sur les véhicules de sociétés) durant deux ans. Par ailleurs, une finition Business Line pourrait être proposée aux entreprises.

Comme l'explique Benoit Tiers, directeur général d'Audi, *« nous avons longuement interrogé nos clients et pris position en faveur du développement de modèles hybrides. Il faut en moyenne 50 à 100 km d'autonomie par jour pour un automobiliste européen mais une à deux fois par an, il lui faut aussi pouvoir disposer d'une autonomie beaucoup plus importante. Audi propose donc l'A3 e-Tron hybride rechargeable disposant de 50 km d'autonomie électrique et 500 à 800 km en thermique »*. Rejet CO_2... 35 g/km seulement. **J.-P. L.**



AUDI AG



CITROËN

Citroën Cactus

DU PIQUANT DANS LES FLOTTES

S'il a fait sensation lors du récent Salon de Genève, où son tarif de 13 950 euros en entrée de gamme a été révélé, le Citroën C4 Cactus est vite rentré dans le rang dès qu'il s'est agi d'intégrer la gamme dédiée aux entreprises. Ce modèle, qui ne se veut pas low-cost et qui ne ressemble hélas pas non plus aux splendides concept cars proposés jusqu'ici par la marque, sera présenté aux professionnels à partir de 21 800 euros.

Il s'agit là de la version Business e-HDi 92 qui ne rejette que 92 g/km de CO_2. Mais dans cette gamme Business figurera également une version BlueHDi 100 Airdream de 82 g/km de CO_2 et une version BlueHDi 100 à 87 g/km de CO_2. L'une et l'autre sont commercialisées à 21 900 euros, bonus écologique de 150 euros non déduit.

On trouvera sur ces versions Business des équipements tels que climatisation automatique, allumage des feux et essuie-vitres avant automatiques, City Camera (caméra de recul et aide au stationnement arrière), rétroviseurs extérieurs dégivrants, système de navigation, audio MP3 et fonction Jukebox.

Signalons que ce C4 Cactus complète en direction des flottes d'entreprises une gamme déjà riche – monospace C4 Picasso, premium DS4 et berline C4. Petit rappel : la berline C4 s'est placée, dans la plus grande discrétion, non seulement au premier rang des berlines compactes vendues aux flottes en France, mais également au premier rang des véhicules les plus achetés par les entreprises. Le Cactus va devoir trouver sa place. **J.-P. L.**

Le conducteur au centre des priorités

MANAGEMENT Améliorer le comportement des collaborateurs au volant devient une priorité pour un grand nombre d'entreprises.

CHRISTINE LAGOUTTE

Les entreprises s'intéressent de plus en plus au comportement des conducteurs de leur parc automobile en Europe. C'est en tout cas l'une des principales conclusions de l'étude annuelle de GE Capital intitulée « Le point sur les politiques automobiles en 2013 » qui porte sur 150 000 véhicules et 72 compagnies. « *Améliorer le comportement des conducteurs* » est un enjeu pour 61 % des gestionnaires de parcs, rappelle le loueur.

Pourquoi ? Essentiellement pour « *limiter les dommages et accidents* » (41 %), mais également dans le souci de réduire les émissions de CO_2 (30 %). Une entreprise sur deux a d'ailleurs mis en place un programme d'aide à l'amélioration du comportement au volant. Mais, comme le souligne GE Capital, « *il concerne avant tout les conducteurs de véhicules commerciaux ou les flottes de dimension modeste* ».

Parmi les mesures le plus souvent mises en place pour réduire les émissions de CO_2, les gestionnaires avancent trois solutions principales : introduire dans les parcs de moindres cylindrées, imposer un type de carburant et un seul et, enfin, limiter la consommation de carburant.

« *Une majorité d'entreprises – six sur dix – n'autorise plus qu'un maximum de 130-140 g de CO_2/km et une sur dix a même fixé une limite à 100-120 g de CO_2/km* », précise GE Capital.

> Une majorité d'entreprises – six sur dix – n'autorise plus qu'un maximum de 130-140 g de CO_2/km et une sur dix a même fixé une limite à 100-120 g de CO_2/km
>
> GE CAPITAL

La gestion du poste carburant est une autre préoccupation majeure pour les entreprises et leurs gestionnaires. Selon le rapport, 48 % des gestionnaires cherchent à améliorer la consommation de carburant, avec un double objectif de réduction des coûts et des émissions. L'usage de la carte carburant est bien ancré dans les habitudes des gestionnaires, puisque 100 % des membres du panel de GE Capital en ont une. L'étude souligne toutefois « *que la mise en place d'une carte unique pour le monde entier, ou pour une même région du monde, permettrait tout à la fois de réduire le prix au litre et d'améliorer les processus de gestion* ». Environ 42 % des entreprises du panel souhaitent d'ailleurs mettre en place une carte internationale couvrant plusieurs marchés, ce qui montre les marges de progression de ce type de carte dans les parcs automobiles.



Les entreprises généralisent les stages d'écoconduite.
DEKLOFENAK - FOTOLIA

L'optimisation des frais de carburant à usage personnel devient une problématique récurrente des gestionnaires, qui nécessite la mise en place de solutions sur mesure. Un client de GE Capital, à la tête d'une flotte de 200 véhicules sur 18 pays, a ainsi pu réduire ses coûts annuels de 281 000 euros, et les frais liés aux déplacements personnels des conducteurs de plus de 80 %, grâce à la mise en place d'une carte-carburant.

Un troisième sujet émerge au sein des entreprises interrogées par GE Capital : il s'agit de la gestion internationale centralisée de leurs parcs. Quelque 60 % des gestionnaires l'appliquent déjà, mais 54 % estiment qu'ils pourraient encore optimiser leurs process. Plusieurs entreprises soulignent en outre la nécessité de déployer des politiques de gestion spécifiques à l'échelon européen. « *Certains pays de la Communauté européenne requièrent en effet la mise en place de politiques particulières* », souligne le loueur.

EN BREF

Nouveaux adhérents chez Point S

Le spécialiste de l'entretien automobile, Point S, veut concentrer son développement sur les zones urbaines, notamment Paris, Lyon et Marseille. L'enseigne compte développer son réseau de centres auto, avec un objectif de 10 nouveaux points de vente, et augmenter son maillage avec 10 centres supplémentaires poids lourd et agricole. L'objectif est de compter 460 points de vente fin 2014. Sur l'exercice 2013, le chiffre d'affaires du réseau s'est établi à 410 millions d'euros, en hausse de 1,5 %. À l'étranger, l'enseigne a enregistré 130 nouveaux adhérents en Europe et affiche un réseau de 2 700 points de vente.

DHL roule plus vert

Afin d'atteindre son objectif de réduction de 30 % des émissions de CO_2, sur la période 2007-2020, DHL Express, leader mondial du transport express international, renforce le développement des transports verts. Il a intégré dans sa flotte un Colibus à Bordeaux, dont l'autonomie atteint 120 km. Ce nouvel utilitaire de livraison porte à une vingtaine le nombre de véhicules verts utilisés par DHL pour livrer ses clients, dont 4 Kangoo Maxi ZE et 1 ZOE.

Alphabet lance la LLD électrique

Alphabet joue la carte d e la location longue durée de véhicule électrique avec AlphaElectric. « *Ce produit aide à lever les freins sur la solution électrique. Nous sommes en préétude avec différents clients sur le potentiel raisonnable d'électrification de leur parc.* », estime Olivier Monot, PDG du loueur en France. Le groupe vient par ailleurs d'intégrer deux i3 électriques de BMW, dans son parc de véhicules de location.